DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – No 13294 – 4,50 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   – MARDI 27 OCTOBRE 1987

Grand-messe à Pékin

Si l'on s'en tient au discours-fleuve prononcé, le dimanche 25 octobre, par M. Zhao Ziyang à l'ouverture du treizième congrès du PC, les réformes – économiques et politiques – qui ont bouleversé depuis 1978 la Chine de Mao Zedong vont s'étendre. M. Zhao devrait d'ailleurs être confirmé comme secrétaire général du parti après avoir été pendant huit ans l'architecte des changements voulus par M. Deng Xiaoping, seul survivant de la Longue Marche qui conserverait son siège au bureau politique.

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt ni les petites phrases audacieuses les rapports de force. Depuis le début de l'année et le limogeage de son prédécesseur Hu Yaobang, M. Zhao fait face à la résurgence d'un conservatisme qui semble mieux se porter que ses représentants les plus visibles. Ces derniers, en particulier ceux qui n'ont plus la force d'écouter de longs discours ou assistent aux réunions sur une chaise roulante, devraient faire place aux jeunes. Ils n'en garderont pas moins une certaine influence, quand ce ne serait qu'en raison de leur âge, qui fait d'eux des « sages » dans la tradition politique chinoise, mais aussi et surtout parce qu'un grand nombre des cadres du parti, et en premier lieu les millions qui ont été formés pendant la révolution culturelle, sont méfiants envers des réformes qui bousculent leurs habitudes et leurs prérogatives.

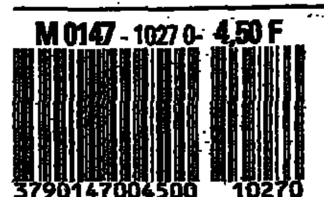
Un coup à gauche, un coup à droite : pour asseoir son pouvoir, M. Zhao devra accepter un compromis avec ceux qui voient, avec anxiété, la Chine aller dans une direction qu'ils estiment conduire tout droit vers le « capitalisme ». Il devrait déjà abandonner le gouvernement au « jeune » quinquagénaire Li Peng et accepter un rééquilibrage de la direction véritable du parti qu'est le comité permanent du bureau politique.

La Chine se trouve dans une phase délicate. Les réformes économiques – en premier, celle de l'agriculture qui a enfin permis au peuple de manger à sa faim – ont produit des résultats considérables et amélioré le niveau de vie. Mais, en même temps, elles ont engendré la corruption, l'inflation et la hausse des prix, qui, a reconnu M. Zhao, suscitent un « profond mécontentement ». Pour lui, la seule solution consiste à approfondir encore plus ces réformes et à y ajouter un volet politique. Mais il se heurte au conservatisme ou à la prudence de ceux de ses collègues pour lesquels le dogme marxiste-léniniste l'emporte toujours sur la réalité, comme si les leçons de l'histoire récente n'avaient servi à rien.

Derrière les slogans tels que « le socialisme aux couleurs de la Chine », faut-il donc s'attendre à un Congrès pour rien ? Ce n'est pas sûr. Mais la profondeur du débat idéologique et des rivalités politiques, les difficultés pour parvenir à un compromis qui ne dérive pas vers l'immobilisme, sont telles que la Chine traverse à nouveau une période d'incertitudes.

(Lire page 6 l'article de notre correspondant Francis DÉRON).

M 0147 - 1027 0 - 4,50 F



3720147004500 10270

Nouvelles baisses à Tokyo, Hongkong et Londres

La tourmente continue sur les marchés financiers

A Paris, des cotations ont été suspendues faute d'acheteurs

La semaine s'est ouverte sur une nouvelle tourmente des marchés boursiers. Baisse de 4,8 % à Tokyo, de 33 % à Hongkong, et de près de 6 % à Londres et à Paris en matinée le 26 octobre.

Au palais Brongniart, où certaines cotations ont été suspendues, le recul pour les plus fortes valeurs s'est situé entre 9 % et 12 %. On note un effritement du dollar sur un marché relativement agité.

La nouvelle baisse de la Bourse de Tokyo, couplée à l'effondrement, prévisible, de celle de Hongkong après quatre jours de fermeture, a confirmé la persistance d'une extrême nervosité des marchés financiers. Le repli des places asiatiques a pesé sur l'Europe. Dès l'ouverture lundi, la Bourse de Londres s'inscrivait à la baisse et, à Paris, les acheteurs étaient si rares, en début de séance, que certaines cotations ont dû être momentanément suspendues sur quelques valeurs vedettes comme Peugeot, Michelin ou Saint-Gobain.

Plus encore que les cambistes qui jouaient lundi matin une certaine stabilisation du dollar, les opérateurs boursiers s'interrogeaient sur la portée des discussions avec le Congrès annoncées par le président Reagan pour tenter de réduire le déficit budgétaire américain. Le responsable des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel, avait, le dimanche 25 octobre, indiqué qu'une option consisterait à « *geler* » certaines dépenses publiques, une autre à faire la chasse aux « *abris fiscaux* ».

Le test sera doublé pour les marchés : l'efficacité d'un compromis éventuel sur le déficit budgétaire ; l'attitude de la Réserve fédérale au cas où les banques centrales décideraient d'intervenir de façon concertée pour stabiliser le billet vert. Mais, à plus long terme, c'est une entente internationale sur la répartition de la croissance qui sera en question. Autrement dit, comment organiser une expansion suffisante au Japon et en Europe au cas où les Américains opteraient pour une politique plus rigoureuse, au prix d'un ralentissement de leur activité économique ?

(*Lire nos informations pages 41, 46 et 48.*)

C'EST L'ANNIVERSAIRE DE MITTERRAND !
C'EST LA FÊTE À BALLADUR !!
BOURSE
PLANTU



ÉCONOMIE

La crise financière et la menace protectionniste.

La chronique de Paul Fabra : « Le SME : un étalon-deutschemark ou une zone franc ? »

Pages 37 à 40

L'émeute de Papeete

Tahiti, le paradis à deux vitesses

L'état d'urgence et le couvre-feu ont été décrétés à Tahiti après la nuit d'émeute et de pillages qui a eu lieu, vendredi, à Papeete, et au cours de laquelle une trentaine de personnes ont été blessées. Le gouvernement estime, toutefois, que ces violences, imputées à des éléments *« incontrôlés »*, seront *« sans lendemain »*.

Scènes incroyables au paradis des vahinés : les légionnaires se barricadent, depuis samedi matin, dans le port de Papeete ; les marsouins contrôlent l'aéroport de Tahiti ; les gendarmes mobiles quadrillent le front de mer dévasté vendredi soir par une horde mal identifiée. Pourquoi ? Parce que, selon les autorités, il n'était pas possible de régler autrement que par la force une grève de dockers *déclenchée* à partir d'une question mineure : faut-il qu'il y ait 22 ou 29 manutentionnaires pour décharger les navires à Mururoa ?

Certes, les dockers de Papeete ont pris la fâcheuse habitude, depuis plusieurs années, de profiter de leur position stratégique. Qui contrôle le port de Papeete, poumon de la Polynésie française, a en effet pouvoir de vie ou de mort sur toute l'économie du territoire. Fiers de leur unité et de leur solidarité au-delà des sensibilités politiques, les délégués des quatre organisations regroupées au sein de l'Union syndicale des dockers polynésiens et représentant 353 dockers permanents et 192 occasionnels, se sont convaincus de leur invincibilité après avoir remporté plusieurs victoires sociales sous la pression de leurs grèves prolongées.

Le secrétaire d'Etat chargé des *problèmes du Pacifique sud*, M. Gaston Flosse, a été indirectement, il y a un an, leur dernière victime puisqu'il a dû abandonner, au profit de M. Jacky Teuira, la présidence du gouvernement territorial qu'il cumulait avec sa charge ministérielle.

Il n'apparaît donc pas surprenant que le délégué du gouvernement dans le territoire, M. Pierre Angeli – en instance, dit-on, de rappel à Paris – ait voulu briser une fois pour toutes cette épée de Damoclès, à la demande des dirigeants de la majorité locale menée par M. Flosse, même si la relève provisoire des dockers par des militaires ne règle en rien le litige.

Mais la disproportion entre les origines de ce conflit sectoriel et ses conséquences désastreuses, à la suite de l'émeute provoquée par les affrontements de vendredi soir entre les grévistes et les forces de l'ordre, apparaît elle-même révélatrice.

ALAIN ROLLAT.

(*Lire la suite page 11.*)

Sanctions et divisions dans la « forteresse ouvrière »

Billancourt, du rouge au noir

Le tribunal correctionnel de Nanterre devait juger, le lundi 26 octobre, huit militants CGT de l'usine Renault de Billancourt, accusés de s'être livrés à des violences au cours de l'été 1986. Tandis que la CGT et le PCF mènent autour de ces cas une campagne sur les libertés syndicales, les licenciements *s'accélèrent* à Billancourt, où l'ambiance dans la « forteresse ouvrière » confine au désespoir.

L'usine Renault de Billancourt, un symbole est en train de s'écrouler. *« J'assiste à l'agonie de la classe ouvrière »*, annonce, désabusé, un observateur privilégié, contraint à l'anonymat. L'affaire des « dix otages » (*voir nos informations page 44*), exploitée conjointement par la CGT et le PCF, en est le révélateur. Alors que 1 300 salariés doivent partir et que 400 autres verront leur emploi menacé d'ici à la fin de l'année, l'agitation médiatique se substitue à la mobilisation syndicale, inexistante.

De l'ancienne « forteresse ouvrière », devenue citadelle assiégée, arrivent des échos qui en disent long sur l'état avancé du délabrement. Lors de la journée nationale d'action de la CGT, le 1er octobre, on a compté 313 grévistes pour un effectif de 7 400 ouvriers. Plus de 120 d'entre eux étaient recensés dans les départements de professionnels, dont l'atelier 70, également appelé « le petit Kremlin », en raison du nombre de délégués cégétistes qui s'y trouvent rassemblés.

« Il y a encore un an, raconte-t-on, *un mot d'ordre de grève était suivi par un millier de personnes. Avant les vacances d'été, la moyenne était tombée entre 38 et 50 pour toute l'usine. »*

ALAIN LEBAUBE.

(*Lire la suite page 44.*)

Les difficultés de la lutte antiterroriste

Des juges en première ligne

L'affaire Gordji, ce sont eux. L'enquête sur la mystérieuse « secrétaire-espionne » de Matignon, aussi. Et les Basques, et les Corses, et Action directe, et tous les dossiers d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Les magistrats de la 14e section du parquet de Paris, devenue service central de lutte antiterroriste (SCLAT), sont en place depuis un an.

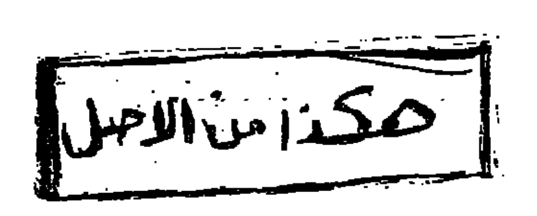
Les juges chargés de lutter à coups de gros dossiers dûment cotés contre le terrorisme ont de bonnes bouilles sérieuses, réfléchies. Ils ne sont que neuf – huit hommes, une femme – tous à Paris, réfugiés dans leurs petits bureaux du Palais de justice. Entre deux bras de la Seine. Entre l'envie d'être des juges ordinaires et la secrète fierté d'être des exceptions.

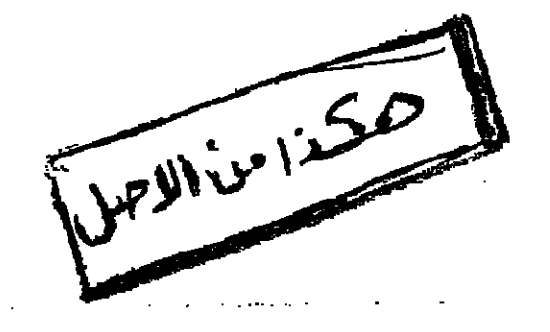
Car, enfin, peut-on marcher légèrement dans les couloirs du palais lorsqu'une phalange d'officiers, le pistolet-mitrailleur armé, vous encadre lourdement ? Peut-on rouler sereinement dans Paris lorsqu'on s'appelle Gilles Boulouque, que l'on instruit le dossier *des attentats meurtriers commis* en septembre 1986, à Paris, que l'on attend avec impatience de pouvoir entendre M. Wahid Gordji, embastillé volontaire dans l'ambassade d'Iran, avenue d'Iéna, depuis le mois de juillet et que l'Etat français, grand seigneur prévoyant, vous a doté d'une automobile blindée et d'un escadron à la puissance de feu redoutable ?

LAURENT GREILSAMER.

(*Lire la suite page 16.*)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 A$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.





Débats

Gestion et magie

Il y aurait ceux qui savent gérer et ceux qui ne savent pas... Comment s'y retrouver ?

par MARIE-JOSÈPHE CARRIEU-COSTA (*)

LE temps de la radio et de la télévision a fait rois la parole et le signe. La rigueur, l'analyse, et même le réel, s'estompent au profit du message médiatique. Dans un univers d'oral, les échanges sont ceux de la tribu, et quotidiennement les grands sorciers sévissent, et jettent leurs sorts par-delà nos écrans. Le statut du discours se modifie, il devient incantations et formules magiques. Les idées, les concepts, ne se prouvent pas, ne se démontrent pas, la puissance du verbe les valide. La « *gestion* » fait partie de ces mots sûrs, et qui rassurent quand on les lance ; « *Il y faut un gestionnaire* », et le problème est rangé, classé, puis oublié.

Ainsi, il y aurait ceux qui savent et ceux qui ne savent pas gérer. Mais comment reconnaître ceux qui savent gérer, et peut-on indifféremment tout gérer ?

Il y a, certes, une première réponse imparable : un gestionnaire, on dit plus volontiers un bon gestionnaire, est un homme qui a géré avec succès un objet analogue en finalités et contraintes à celui évoqué. L'octroi de la qualification est alors issu de l'expérience reconnue. Si cette référence au passé est inexistante, les critères se brouillent un peu ; à quel champ de savoir précis se réfère donc la gestion ?

Une partie peut concerner la connaissance des règles administratives et des mécanismes économiques s'appliquant aux grands secteurs sociaux, publics et privés ; elle débouche sur une certaine forme de bon gestionnaire : celui qui met à l'abri de conséquences douloureuses, au niveau de contrôles fiscaux, de contrôles d'Etat, ou autres... ; il couvre l'action d'une protection réglementaire.

Le savoir et le terrain

Dans le secteur public en particulier, les nécessités de réguler entre les multiples contraintes administratives et financières et les nécessités opérationnelles justifient la présence de nombreux administrateurs qui trouvent là un lieu où exercer leurs compétences techniques fondamentales : connaître les règles du jeu, les appliquer habilement, ou contrôler qu'elles le soient. C'est là une des définitions possibles de la gestion et du gestionnaire.

Au-delà, le champ de la gestion s'élargit, il est vrai, à bien d'autres connaissances : sciences de l'information et théorie de la décision, sciences de l'organisation, outils et méthodes susceptibles d'optimiser les moyens en les rationalisant.

La gestion apparaît donc comme à la confluence d'une panoplie de moyens sans cesse mobilisés permettant de porter harmonieusement l'action, c'est-à-dire dans un respect des normes, des coûts et des délais (et donc éventuellement susceptibles aussi de freiner cette action).

L'« école » de Riveline (1) témoigne bien de la dominante expérimentale de cette science qui se nourrit d'exemples de terrain. L'acte premier de la gestion passe par l'intelligibilité précise des faits pour être efficace ; c'est d'abord un travail de questionnement approfondi, rigoureux et modeste du réel, des ressources, des « process », des fonctionnements. La gestion efficace, de bonne qualité, passe en fait par l'appropriation de l'objet à gérer, par sa compréhension intime. N'est-ce pas à soi seule une question que de voir le champ français de la réflexion sur la gestion se développer dans les écoles d'ingénieurs ? Pour bien gérer, ne faut-il pas passer un pacte préalable avec l'irréductibilité des faits et de la matière ?

C'est là que se pose le problème de savoir si une gestion efficace peut économiser le contenu, le sens, et donc si la gestion n'est pas qu'un savoir, certes indispensable, mais complémentaire d'autres champs de compétences ; une science du questionnement dévouée à d'autres types de développements ?

Ni destin ni perspectives

Coupée de ses garde-fous qui sont les finalités auxquelles elle doit s'appliquer, elle court deux risques :

– La confusion de la fin et des moyens ; c'est par exemple ce qu'on appelle trivialement la bureaucratie, et plus généralement la prévalence de la forme sur le fond, la règle comme fin en soi. Un administrateur du CNRS l'illustrait fort bien, qui criait, du haut d'un amphithéâtre : la recherche peut s'arrêter aujourd'hui, les administratifs, eux, en ont bien encore pour deux ou trois ans !

– La pérennité de systèmes fous qui entretiennent des règles du jeu obsolètes et divergentes de toute action. Les règles et fonctionnements de gestion doivent servir des projets, des entreprises : c'est la norme elle-même qui est en cause si elle corrompt le sens, mais aussi si elle conduit à son propre détournement. La norme ou la méthode doit être au service d'une cohérence, d'une hiérarchie de projets, ou bien gérer devient une absurdité.

Le monde politique est de tout cela un provoquant et surprenant témoignage : il gère sa propre image, la France, la cohabitation, etc. Il n'y a pas d'essentiel, ou plutôt, l'essentiel est cette perpétuelle régulation des moyens : ainsi, on a géré des flux économiques quand il fallait mettre en place une grande politique industrielle et des qualifications nouvelles ; d'autres gèrent la « bouc-émissarisation » des problèmes et la puissance du verbe.

Pas de destin, pas de perspectives. La gestion avance seule, folle et vide, sabordant sa propre identité dans cette mortelle incantation, qui se prolonge jusqu'à l'individu, occupé à « gérer » ses propres contradictions...

(*) Membre du comité de rédaction de la revue *Gérer et comprendre*.

Il convient toujours de se garder des idées et formules refuges qui nous dupent nous-mêmes. On ne peut gérer vraiment, c'est-à-dire optimiser, faire produire, rendre rentable, qu'en comprenant au sens latin du terme : avoir en soi, incorporer ; sinon, on administre ou on est le sous-traitant d'un projet, le gérant.

Mais la gestion, le gestionnaire, au sens du recours utile, c'est avant tout l'homme de l'art, qui connaît intimement son produit, ses modes de production, les règles de son environnement économique, qui perçoit le moyen terme, et qui sert son objet avec écoute, humilité et ambition.

Par souci de ne pas pervertir les significations, il conviendrait d'éviter les confusions entre la gestion comme problématique scientifique particulière, la gestion comme administration – y compris avec un sens élargi – et la gestion et le gestionnaire comme autant d'incantations, d'appels à un savoir flou et magique.

La plus belle gestion du monde ne peut donner que ce qu'elle a, des moyens intelligents et appropriés dans une stratégie de service. Le reste, c'est la direction même du projet ou du produit. Même s'ils doivent s'harmoniser, ce ne sont ni les mêmes objets, ni les mêmes objectifs, ni les mêmes acteurs ; il s'agit en priorité d'assurer les finalités et les actions, le sens et le contenu. Une telle évidence mériterait qu'on s'y attarde.

(1) M. Riveline, ingénieur des mines, a engagé des études de gestion, partant, en particulier, d'un travail d'ethnographie. Deux laboratoires connus le suivent dans cette démarche : le Centre de gestion scientifique de l'Ecole des mines et le Centre de recherche de l'Ecole polytechnique.

« Ce ne sont que des stagiaires de la nationalité française »

La commission des « sages » pourra méditer ce que disait, en 1941, Xavier Vallat des enfants juifs nés de parents étrangers...

par SERGE KLARSFELD (*)

C'EST le moment, je crois, de rappeler la phrase lancée en 1941 par l'antisémite qu'était Xavier Vallat, premier commissaire général aux questions juives de mai 1941 à avril 1942, au sujet des enfants juifs nés en France de parents étrangers. Pourtant, selon la loi du 10 août 1927, la très grande majorité d'entre eux avaient été déclarés français peu après leur naissance et acquéraient ainsi aussitôt la nationalité française.

La phrase de Vallat allait se révéler assassine, puisque la signification qu'il lui a donnée sous-tend la décision du chef du gouvernement de l'époque, Pierre Laval, de faire déporter les enfants juifs de parents apatrides ou étrangers arrêtés dans la zone libre et livrés aux nazis : le 6 juillet 1942, le chef du service anti-juif de la Gestapo en France, Dannecker, rapporte que, le 4 juillet, *« le président Laval a proposé que, lors de l'évacuation des familles juives de la zone non occupée, les enfants de moins de seize ans soient emmenés eux aussi. Quant aux enfants juifs qui resteraient en zone occupée, la question ne l'intéresse pas »*.

Le 17 juillet 1942, c'est la même ligne qu'ont suivie les responsables de la police française en zone occupée, Leguay en tête, lorsqu'ils ont insisté auprès de la Gestapo pour que les quatre mille enfants arrêtés la veille avec leurs parents apatrides ou étrangers soient également déportés, même si, pour ce faire, les parents devaient partir avant les enfants.

Certes aucun enfant juif, français ou étranger, n'aurait dû être déporté, et Vichy aurait dû refuser le concours massif et indispensable aux Allemands de sa police pour les arrestations dans les deux zones ; mais il était au moins entendu, depuis les accords Bousquet-Knochen du 2 juillet 1942, entérinés par le conseil des ministres du 3 juillet à Vichy, que les juifs de nationalité française ne seraient pas arrêtés, contrepartie à la coopération policière de Vichy. Pour commencer à déporter quand même des juifs français, a été définie simultanément la première catégorie de Français qui ne l'étaient pas à part entière ; même pas les naturalisés, mais les enfants nés en France de parents étrangers et ayant acquis la qualité de Français par déclaration parentale avant leurs seize ans, ou par leur propre déclaration entre seize et vingt et un ans ou bien à vingt et un ans, à défaut de déclaration, par le fait qu'ils avaient participé volontairement aux opérations du recrutement militaire.

Examens de passage ?

Ainsi, sur onze mille enfants juifs déportés de France, au moins les deux tiers, nés en France et déclarés français, ont-ils été assassinés parce que les antisémites avaient réussi à renforcer le doute de l'opinion publique et des milieux dirigeants sur le fait que ces enfants étaient réellement français. Pour les déporter, on n'a pas eu besoin de priver *de jure* ces enfants de leur nationalité française : on n'en a pas tenu compte ; ils ont suivi le sort tragique de leurs parents étrangers.

Voilà où peut conduire une conception mesquine et rétractile de la nationalité. Des milliers d'enfants ont donc été anéantis en 1942 et n'ont pas été protégés par leur nationalité française acquise légalement, mais contestée par l'antisémitisme admis et mis en pratique par le gouvernement, la police et l'administration de la collaboration.

Inconsciemment ou non, le principe de la réforme du code de la nationalité s'inspire du point de vue de Vallat : avant leur majorité, les enfants nés en France de parents étrangers ne seraient que des stagiaires de la nationalité française, auxquels ne manqueraient certainement pas les examens de passage. Certes, il peut paraître souhaitable à certains que chaque enfant de cette catégorie puisse, à sa majorité, choisir formellement sa nationalité par un acte volontaire ; mais n'en est-ce point déjà un que de décider de ne point choisir une autre nationalité ou bien de répudier la nationalité française pour en choisir une autre, ce qui est le cas actuellement ?

Si la réforme prévue était acceptée, loin d'avoir puisé son inspiration dans la libération progressive des individus à l'égard des situations imposées, elle se serait abreuvée à la source fétide des xénophobes ou racistes irrités par l'application simple et souple du *jus soli*, telle qu'elle est pratiquée jusqu'à aujourd'hui sans problème majeur et dans la ligne d'une France généreuse.

Si la réforme prévue était acceptée, elle « dénationaliserait » *a posteriori* les milliers d'enfants juifs français déportés et assassinés en 1942 parce qu'ils étaient juifs et malgré leur qualité de Français. Nous ne pouvons que nous opposer à une réforme allant dans le sens de Vichy et allégeant le poids de ses crimes.

(*) Avocat, président de l'association Les fils et filles de déportés juifs de France.

Au Courrier du Monde

TGV
Une SNCF à deux vitesses ?

En autorisant le remarquable programme TGV proposé par la SNCF et en écartant toute perspective de privatisation, le gouvernement a pris une décision judicieuse. Cependant, le problème du financement reste posé.

Si la SNCF doit emprunter encore 25 milliards, une partie du programme TGV, pourtant urgent et rentable, sera retardée. La modernisation du réseau ferroviaire classique, tout aussi urgent, ne pourra être menée à bien. On verra ainsi apparaître une SNCF à deux vitesses, avec un réseau TGV très performant et le reste du réseau qui déclinera peu à peu, sauf intervention des régions concernées. Situation paradoxale ! On sait financer des autoroutes non rentables et bien souvent inutiles – 5 milliards au moins pour la seule autoroute Grenoble-Sisteron, – mais non des travaux ferroviaires dont la rentabilité atteint 10 %.

JEAN SIVARDIÈRE,
président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports.

FLÉAUX
A côté de la famine

Durant ces derniers mois, ceux qui ont eu la chance de s'exprimer publiquement ont pu redémontrer et réaffirmer l'atrocité du nazisme. Dans le monde entier, chacun a aujourd'hui conscience qu'il n'y eut rien de pire en haine et en cruauté.

Mais à l'époque, ce sentiment, désormais si évident et si constamment présent, n'était pas unanimement partagé. Aujourd'hui, combien sont-ils à refuser de vivre à côté de la famine, à ressentir constamment, au plus profond de leur être, l'injustice essentiellement géographique et climatique qu'est la faim ?

Tous, nous savons l'épouvantable et impitoyable fléau qu'est la famine. Elle nous touche, nous blesse, nous pousse à agir, à partager, et malgré toute notre activité elle nous laisse bien souvent douloureusement impuissants. Pourtant, si véritablement et sincèrement nous pensions la mort par la famine inadmissible, indigne de notre temps, d'autant plus intolérable que d'origine non idéologique, nous nous emploierions ensemble à l'effacer, sans attendre que nos petits-enfants ou arrière-petits-enfants nous regardent comme des monstres, tels ceux qui se sont tus devant les crimes nazis.

MARIE-ALVÈRE KENNETT,
21 ans, étudiante en histoire
(Neuilly-sur-Seine).

DÉMAGOGIE
Absentéisme et antiparlementarisme

L'incident créé à l'Assemblée par le groupe de M. Le Pen a été parfois commenté de curieuse manière, aussi bien par certains hommes politiques que dans certains médias. Antiparlementarisme est le mot qui revient le plus souvent.

On peut, on doit, condamner les méthodes employées par les amis de ce roué politicien. Faut-il, pour autant, défendre l'indéfendable ? L'absentéisme parlementaire chronique est incompréhensible et inadmissible. Comment ne pas être choqué par le fait que la loi, qui est présumée être l'expression de la volonté générale, qui s'impose à tous, soit votée par 1 % ou 2 % des députés ?

On nous donne, de droite et de gauche, deux explications principales de ces absences. Les parlementaires sont en commission ? Chacun peut vérifier au JO que les réunions de commission ne sont pas si fréquentes, et que l'assiduité n'y est pas sans faille. Les parlementaires sont dans leurs circonscriptions ? Très bien, mais les a-t-on élus afin qu'ils exercent les mandats locaux qu'ils cumulent allègrement, et pour qu'ils se préoccupent surtout de leur réélection ?

Constater ce dysfonctionnement n'est pas, forcément, faire de l'antiparlementarisme. Bien au contraire, c'est, en premier lieu, aux élus d'adopter un comportement qui ne donne prise ni à la critique ni à une exploitation démagogique. C'est à eux d'exercer, et de défendre, leurs prérogatives dans le respect de la Constitution, qui prend soin de préciser que le droit de vote est personnel et de limiter expressément la délégation à un mandat (art. 27). C'est peut-être à eux également de mettre en œuvre une réelle limitation du cumul des mandats électifs.

J. BERTEK
(Paris).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

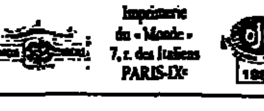
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.


Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 3615 - Tapez *LEMONDE*


Le Monde PUBLICITE
5, rue de Monttessuy. 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for $460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, NY postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex USA, PNC, 45-45 39 th Street, LIC, NY 11104.

L'évolution du conflit entre l'Iran et l'Irak

Les pays arabes du Golfe condamnent Téhéran mais s'abstiennent de toute mesure concrète

Les six pays arabes membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont condamné, dimanche 25 octobre, pour la première fois de façon unanime, l'Iran pour ses *« agressions »* contre le Koweït. Il aura tout de même fallu deux jours de réunion de leurs ministres des affaires étrangères pour que les six pays arabes du Golfe publient cette condamnation, assortie de la réaffirmation que *« toute agression contre un pays membre du Conseil est une agression dirigée contre tous les membres »*. Le CCG est composé de l'Arabie saoudite, du Koweït, des Emirats arabes unis, du Qatar, de Bahrein et d'Oman.

Les pays arabes du Golfe avaient, jusqu'à dimanche, réagi mollement et en ordre dispersé, aux attaques dont a été victime le Koweït à différentes reprises au cours des derniers mois. Plusieurs missiles iraniens ont atteint le territoire koweïtien, tandis que la flotte marchande de l'émirat était prise pour cible par les forces iraniennes, y compris depuis la réimmatriculation aux Etats-Unis de onze pétroliers koweïtiens, escortés depuis juillet dernier dans les eaux internationales du Golfe.

Les six ministres n'ont en outre pas suivi l'Arabie saoudite qui avait réclamé, dimanche également, que les Nations unies décrètent des sanctions contre l'Iran au lendemain d'un attentat qui a dévasté les bureaux d'une agence de voyages représentant la compagnie américaine Pan-Am à Koweït. Cet attentat, qui n'a fait aucune victime, a suivi de trois jours le tir d'un missile contre un terminal pétrolier koweïtien.

Sans revendiquer directement la responsabilité de cet attentat, Téhéran a averti, par la voix de sa radio officielle, que de telles actions anti-américaines pourraient se reproduire *« au Koweït ou dans les pays voisins »*. Le premier ministre iranien, M. Mir-Hossein Moussavi, a pour sa part estimé qu'il n'y avait *« pas de défense efficace contre un individu qui aspire au martyre – et nous possédons cette arme »*.

L'Union soviétique a, quant à elle, condamné, samedi, le tir d'un missile contre le terminal koweïtien. *« Des actions armées contre le Koweït neutre ne peuvent qu'être condamnées. Elles sont inacceptables aussi bien du point de vue du droit international que des principes humanitaires et moraux. Les tentatives faites pour attirer des pays tiers du golfe Persique dans le conflit* [Iran-Irak] *est inadmissible, quel que soit celui qui se livre à de telles tentatives »*, affirme un communiqué du ministère soviétique des affaires étrangères.

L'URSS, qui a grandement amélioré ses relations avec Téhéran, tout en fournissant à l'armée irakienne la majeure partie de son armement, s'est, jusqu'ici, montrée hostile à toute sanction contre l'Iran et a fait porter à plusieurs reprises la responsabilité de la montée de la tension dans le Golfe à la présence d'une importante force navale américaine.

Ces forces américaines viennent de perdre un avion de combat Intruder, qui s'est abîmé en mer d'Oman au cours d'un vol d'entraînement, a annoncé, samedi, le Pentagone, qui a précisé que les deux membres d'équipage avaient pu être secourus. – *(AFP, Reuter.)*

L'Egypte est prête à aider militairement les Etats riverains moyennant une contrepartie financière

LE CAIRE
de notre correspondant

C'est du côté du Golfe que les responsables égyptiens pensent avoir leurs meilleurs alliés au sein du monde arabe. Place Tahrir, siège du ministère des affaires étrangères, on indique en effet que les membres du conseil de coopération du Golfe ont assuré Le Caire d'un rétablissement imminent de leurs relations diplomatiques avec l'Egypte, même si la motion en faveur de la réintégration de celle-ci est rejetée lors du sommet de la Ligue arabe.

L'optimisme égyptien est renforcé de jour en jour par la dégradation de la situation dans le Golfe. Les missiles iraniens contre le Koweït et les menaces de Téhéran sont les meilleurs atouts du Caire. Avec ses cinq cent mille hommes bien armés et aguerris, l'Egypte dispose en effet de la plus puissante force de frappe du monde arabe. Rétablir les relations avec elle, c'est pouvoir faire jouer le pacte arabe de défense commune et s'assurer d'un soutien militaire de poids.

Toutefois l'Egypte n'est plus, comme dans les années 60, un don Quichotte qui part en guerre sur un coup de tête comme cela fut le cas pour la campagne du Yémen en 1962. La première qualité du président Moubarak est la prudence. Vice-président, il s'était opposé à la « campagne punitive » de juillet 1977 contre la Libye.

Pour l'ancien commandant en chef de l'armée de l'air durant la guerre de 1973, si l'Egypte doit soutenir militairement les pays du Golfe, cela ne se feras pas sans contrepartie. Le maintien d'une armée puissante coûte cher : plus de 10 milliards de dollars de dette militaire. Le Caire estime donc que ce ne serait que justice si les Etats du Golfe participaient à l'allègement de ce fardeau. Cela a déjà eu lieu par le passé. Les pays du conseil de la coopération du Golfe ont discrètement aidé l'Egypte à régler certaines échéances (plus d'une centaine de millions de dollars) de la dette militaire aux Etats-Unis (4,5 milliards de dollars).

Des pourparlers sur ce sujet sont donc en cours depuis quelques mois, et des responsables des deux parties font de plus en plus souvent la navette entre le Caire et le Golfe. Le chef de la commission des affaires arabes et étrangères au Parlement, M. Mohamad Abdella, est actuellement au Koweït, porteur d'un message du président Moubarak à l'émir El Sabbah.

Mais l'aspect financier n'est pas le seul actuellement à l'étude. Il faut encore examiner les besoins militaires des pays du Golfe. Ont-ils besoin d'armement – l'Egypte fabrique des missiles anti-aériens portatifs à courte portée – d'instructeurs ou d'experts opérationnels ? L'éventualité de l'envoi d'un contingent égyptien a elle aussi été évoquée, mais aucune décision ne semble encore avoir été prise de part et d'autre. Le porte-parole militaire égyptien a en effet démenti les informations du *Sunday Times* selon lesquelles soixante-dix pilotes égyptiens se trouveraient déjà au Koweït.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Une stratégie sélective des poseurs de mines

La corvette *Georges-Leygues* de la marine nationale fait route actuellement sur Toulon où elle arrivera, en provenance du Golfe, avec, dans ses flancs, un cadeau de la marine américaine : une mine à orins neutralisée, repêchée par des bâtiments de la marine américaine, qui sera probablement décortiquée, à Toulon, par les services de la marine française.

Ce cadeau, les marins américains l'ont adressé à leurs homologues français pour services rendus dans le Golfe par les dragueurs et chasseurs de mines de la marine nationale. En un mois et demi de travail sur place, les unités spécialisées de la marine française ont découvert et neutralisé dix mines. Contre deux à la marine britannique et encore aucune à la marine italienne. Les dragueurs ou chasseurs de mines néerlandais et belges sont encore à Djibouti.

Neuf des dix mines localisées et neutralisées par les dragueurs-chasseurs français *Carigliano* et *Cantho* ont été découvertes devant le chenal de Khwar-el-Fakkan qui mène à la côte sud des Emirats en mer d'Oman. La dixième a été repérée et neutralisée par la corvette *Dupleix* dans le Golfe.

Rien n'est laissé au hasard

L'une de ces dix mines a été donnée aux autorités d'Abu-Dhabi, qui voudraient l'installer dans un musée de la mer.

Au total, depuis le début de cette année, quatre-vingts mines ont été détectées dans le Golfe et ses abords. La plupart se situaient dans les chenaux d'accès au Koweït, au nord de Qatar ou à l'extérieur du Golfe. Il s'agit, dans tous les cas, de mines à orins d'un modèle soviétique très ancien, la M 08, construite à trois millions d'exemplaires, souvent revendues par la Corée du Nord ou par la Libye et aisément copiées, comme c'est le cas pour l'Iran.

La mine à orins est accrochée à un crapaud déposé sur le fond de la mer et qui contient, précisément, les orins (c'est-à-dire les câbles) auxquels elle est rattachée pour, ensuite, flotter entre deux eaux. En fonctionnement normal, le crapaud libère autant de mètres de câbles que le poseur de mines le souhaite pour atteindre des coques de navires à des profondeurs choisies.

C'est précisément cette particularité-là de la mine à orins qui permet aux experts de la marine française de considérer que la stratégie des poseurs de mines dans le Golfe est très sélective.

Il semble, en effet, que, jusqu'à présent, aucune des mines détectées n'ait été réglée à moins de 20 mètres de la surface de l'eau : ce qui la destine aux navires marchands et, plus particulièrement, aux pétroliers. Les bâtiments de guerre pourraient être atteints si les mines les concernant étaient réglées à 5 mètres de la surface.

On assiste, d'autre part, à une descente progressive de ces dépôts de mines du nord du Golfe en direction du détroit d'Ormuz. Comme si les poseurs voulaient accréditer l'idée que le détroit pourrait, un jour, être miné, la seule menace qu'il le serait étant, à sa façon, une forme de dissuasion navale pour décourager les équipages de pétroliers de prendre des risques.

J. I.

LIBAN

Le voyage de M. Gemayel au Caire : un nouveau défi à la Syrie

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Un nouveau défi à la Syrie. Ainsi apparaît d'abord le voyage qu'a effectué, samedi 24 et dimanche 25 octobre, au Caire, le président libanais, M. Amine Gemayel, qui s'est entretenu pendant deux heures avec le président égyptien, M. Hosni Moubarak. Il n'est sans doute pas fortuit que ce voyage soit intervenu au lendemain des entretiens qu'ont eus, vendredi, M. Gemayel et le sous-secrétaire d'Etat américain chargé du Proche-Orient, M. Richard Murphy. On ne faisait pas mystère à Beyrouth, de très bonne source, que celui-ci, qui venait de Damas, devait apporter une réponse des dirigeants syriens aux propositions du président libanais pour trouver une issue à la crise gouvernementale qui bloque tout espoir de solution.

Mais rien n'est venu de Damas, et le président libanais semble avoir décidé d'aller chercher auprès des autres dirigeants arabes – M. Gemayel est ce lundi à Abou-Dhabi – un appui, avant le sommet arabe d'Amman, auquel il se rendra. De source arabe, on indique que cette réunion ne devrait pas décider le retour de l'Egypte au sein de la Ligue arabe, en l'absence d'un consensus sur cette question, la Syrie et la Libye notamment y étant fermement opposées, mais laisserait chaque pays libre de renouer ses relations avec le Caire. Cela aurait au moins le mérite d'officialiser des rapports qui ont repris plus ou moins secrètement depuis quelques années. M. Gemayel, notamment, s'était rendu en secret dans la capitale égyptienne en mai 1986, au moment déjà où, cinq mois après son refus d'entériner l'accord tripartite de Damas, la Syrie le boycottait totalement.

A quinze jours du sommet, la situation au Liban paraît plus instable que jamais, chacun des protagonistes avançant ses pions en fonction des résultats escomptés à Amman. La perspective d'une deuxième délégation libanaise, composée des ministres qui boycottaient le chef de l'Etat et qui estiment donc que celui-ci ne peut parler au nom du Liban, paraît toutefois exclue.

Alliance OLP-Forces libanaises

La Syrie ne veut pas voir la question libanaise débattue en tant que telle à Amman, considérant cette affaire comme son domaine réservé. Le président Gemayel, dont les discours à Québec ou à l'ONU, où il avait réclamé l'évacuation de toutes les troupes étrangères, ont été très mal reçus à Damas, peut-il faire moins au sein d'un sommet arabe ? Sans doute pas. D'autant qu'il doit tenir compte, au sein du camp chrétien, de la position radicale des Forces libanaises (milice chrétienne), dont l'opposition à la Syrie est plus virulente que jamais.

Cette hostilité explique en grande partie l'alliance tactique que les Forces libanaises ont nouée avec leurs ennemis jurés, les Palestiniens de l'OLP, pour combattre la Syrie au Liban. On cache à peine à Beyrouth-Est les rencontres de M. Karim Pakradouni, vice-président des Forces libanaises, avec M. Yasser Arafat, nouées à la faveur de la *guerre des camps* palestiniens qui oppose depuis vingt-huit mois les combattants palestiniens à la milice chiite Amal soutenue par Damas. Une alliance qui se traduit par une aide matérielle et surtout financière de l'OLP aux Forces libanaises. Une partie de cette aide, dit-on, sert aux dons que fait la milice chrétienne aux familles nécessiteuses. En contre partie, les Forces libanaises fournissent un appui militaire aux Palestiniens assiégés et des facilités de passage par le port chrétien de Jounieh pour les cadres de l'OLP qui viennent au Liban.

La marge de manœuvre du président Gemayel est cependant étroite, car la question libanaise n'est pas aujourd'hui prioritaire pour nombre d'Etats arabes qui s'inquiètent beaucoup plus de l'évolution de la guerre du Golfe dans laquelle la Syrie peut se prévaloir d'un rôle intermédiaire avec Téhéran. De plus, le président libanais a contre lui le fait d'être à moins d'un an de la fin de son mandat, et il serait douteux que beaucoup d'Etats s'engagent derrière lui contre Damas.

Le regain de tension dans la guerre des camps palestiniens est aussi à examiner dans la perspective du sommet d'Amman comme moyen de pression sur la Syrie, qui ne souhaite pas être mise en accusation devant ses pairs arabes pour le comportement de son allié chiite face aux Palestiniens à Beyrouth et au Liban sud. De source palestinienne dans la capitale libanaise, on se *montre sceptique sur l'avenir immédiat* des contacts palestino-syriens, estimant que leur réactivation par Damas n'est peut-être qu'une tentative d'éviter que la question des camps ne soit posée à Amman.

En attendant, la recrudescence des attentats anti-syriens à Beyrouth-Ouest, menaçant la sécurité qui se dégrade de nouveau rapidement, malgré la présence de dix mille soldats syriens, paraît témoigner de la volonté des ennemis de Damas de démontrer que la Syrie ne peut assurer la sécurité de la partie musulmane de la capitale libanaise où de nombreuses perquisitions ont été récemment opérées par l'armée syrienne.

Les adversaires de la Syrie au Liban sont trop nombreux pour que l'on puisse à coup sûr désigner les responsables des Forces libanaises aux Palestiniens et à leurs alliés, sans oublier le Hezbollah. Il ne manque pas d'hommes soucieux de faire la preuve de l'incapacité syrienne au Liban.

FRANÇOISE CHIPAUX.

ISRAËL

La « Cicciolina » « abominée » en Terre sainte

Venue délivrer un *« message d'amour »* en Terre sainte, la « Cicciolina » s'y retrouve *persona non grata*. La chaleureuse reine du porno italien – et députée de son pays depuis juin – a été chassée, dimanche 25 octobre, du Mur des lamentations à Jérusalem, quelques heures après avoir été mise au chômage technique par les autorités israéliennes.

La « Cicciolina » – de son vrai nom Ilona Staller – était arrivée jeudi dernier en Israël pour y donner quelques spectacles de strip-tease. L'événement n'avait pas manqué de semer l'émoi dans les milieux juifs orthodoxes. Leurs craintes étaient, semble-t-il, hautement justifiées. Vendredi soir, dans une discothèque de Jaffa, l'honorable élue du peuple italien n'a en effet rien caché de ses charmes. Elle s'est produite nue, en compagnie d'un boa, d'une poupée et d'un violon.

La réaction des autorités n'a pas tardé. Le repos sabbatique à peine terminé, un porte-parole du ministère de l'intérieur a annoncé le retrait du permis de travail accordé à la « Cicciolina ». Celle-ci est accusée d'*« avoir commis des actes lubriques »*.

Deuxième coup dur, dimanche, pour la célèbre parlementaire italienne. Venue se recueillir pieusement devant le Mur des lamentations, la « Cicciolina » en a été chassée sans ménagements *avant même d'avoir commencé* ses dévotions. Des juifs orthodoxes ont lancé des chaises vers elle en criant *« Abomination ! »*. Reste à savoir comment les zélotes ont pu identifier l'intruse, qui avait revêtu pour la circonstance une longue robe cachant jusqu'à ses chevilles. Car leur religion interdit aux orthodoxes de regarder la télévision ou de lire la presse laïque...



A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

Les rebelles tigréens ont libéré leur otage française

Mme Sophie Bedon, l'infirmière française de l'Action internationale contre la faim (AICF), enlevée le 2 octobre en Ethiopie par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), a été libérée le samedi 24 octobre, à Karthoum, où l'avaient conduite ses ravisseurs. Elle doit regagner Paris mardi et a déclaré par téléphone qu'elle avait été bien traitée.

Le Soudan, dont des représentants ont assisté à l'arrivée de l'infirmière à l'ambassade de France, s'est montré discret sur son rôle de médiateur afin de ne pas envenimer ses relations, déjà difficiles, avec le gouvernement éthiopien, en reconnaissant que les Tigréens ont des bases arrières sur son territoire.

L'AICF *« remercie toutes les autorités qui ont permis cette libération »*. Au bureau parisien de l'association on mettait l'accent, lundi matin, sur les difficultés d'acheminer des secours dans l'Ethiopie menacée par une grave famine en raison du contexte local actuel. On indique qu'un convoi d'une vingtaine de camions chargés chacun d'une trentaine de tonnes de vivres a été attaqué, vendredi, dans le nord-est du pays. Ces vivres, qui avaient été collectés dans le cadre de l'aide internationale, ont été incendiées par des membres du Front de libération de l'Erythrée (FLE). Les camions étaient conduits par des Ethiopiens. Un des chauffeurs a été tué.

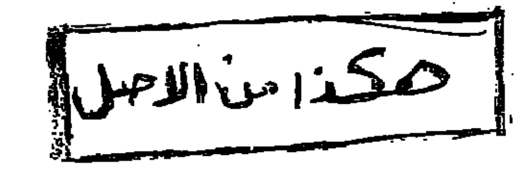
Yougoslavie

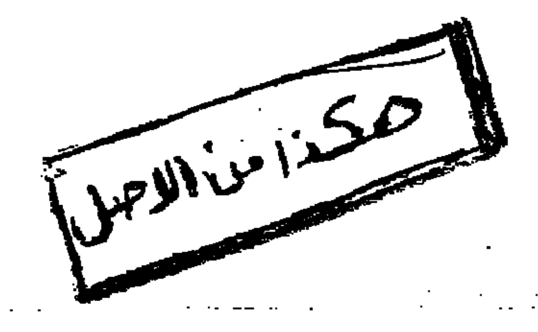
Une unité des milices fédérales envoyée au Kosovo

La présidence collégiale de Yougoslavie a décidé, dimanche 25 octobre, d'envoyer au Kosovo, province dépendant de la Serbie, une unité spéciale des milices fédérales, qui compte trois cent quatre-vingts hommes et des véhicules blindés. C'est la première fois que ces forces sont déployées depuis les premières émeutes nationalistes albanaises en 1981.

Dans un communiqué, la présidence déclare qu'*« à la suite d'une recrudescence des activités nationalistes et séparatistes albanaises ainsi que des agissements des nationalistes serbes et monténégrins, la situation, sur les plans politique et de la sécurité, s'est dégradée au Kosovo »*, ajoutant qu'elle présente des risques *« de sérieuse aggravation »*.

Par ailleurs, six hauts responsables du Kosovo ont été exclus de la Ligue des communistes de Yougoslavie sur décision des instances du parti de cette province, troublée par de forts antagonismes entre communautés serbe (minoritaire) et albanaise (majoritaire), a annoncé samedi la presse de Belgrade. Il s'agit de personnalités qui ont occupé dans les années 70 de hautes fonctions au Kosovo et dans la fédération yougoslave, et que le Parti, au terme d'un débat de 11 heures samedi à Pristina, chef-lieu de la province, a jugé *« responsables de l'escalade du nationalisme et du séparatisme albanais »*. – *(AFP, Reuter.)*





Amériques

ÉTATS-UNIS : la publication prochaine du rapport sur l'« Irangate »

M. Reagan serait directement mis en cause

WASHINGTON
correspondance

Le président Reagan n'est pas au bout de ses épreuves... Le 13 novembre, en effet, la commission parlementaire d'enquête sur l'« Irangate » doit publier son rapport, dont on sait déjà, *par des indiscrétions*, qu'il est très critique de l'attitude présidentielle. Le président a manqué de chance, car si ce document avait été publié plus tôt, il aurait été « noyé », en tout cas éclipsé par la crise de Wall Street et l'ajournement de la visite de M. Gorbatchev. Or, la publication, retardée pour des raisons techniques, offrira aux critiques du président l'occasion de le placer dans un situation embarrassante.

Selon le *New York Times*, qui a eu accès à ce rapport, le dernier texte révisé de ce document est plus sévère que la première version qui, à *l'insistance des parlementaires républicains*, amis du président, avait fait l'objet d'une première révision. En effet, à moins que de nouvelles modifications n'interviennent d'ici la publication, des extraits du rapport cité par le *New York Times* indiquent clairement que le président Reagan a menti lorsqu'il affirmait n'avoir jamais été mis au courant au préalable du détournement des fonds venant des ventes d'armes à l'Iran au profit des « contras »... Néanmoins, le rapport spécifie que la commission n'a pu obtenir une preuve directe, établissant que le président avait *été* informé de ce détournement.

A plusieurs reprises toutefois, le document évoque l'opération de *« dissimulation de la vérité »* de la Maison Blanche. *« Si le président n'était pas au courant, il aurait dû l'être..., tandis qu'il niait qu'aucune illégalité n'avait été commise, ses subordonnés étaient engagés activement dans une opération de dissimulation... »*

« Des efforts pour tromper le Congrès »

Des extraits du rapport critiquent sévèrement le comportement de l'exécutif envers le Congrès : *« Les mensonges, la destruction de documents et les tentatives pour réécrire l'histoire, ont continué, même après l'autorisation donnée au président et au ministre de la justice de révéler tous les faits... Le Congrès n'a été informé de rien et ce qui lui avait été dit était faux »*, et le document d'ajouter : *« Les efforts accomplis pour tromper le Congrès caractérisent une dictature et non la démocratie. »*

Ce que le rapport reproche particulièrement au président est d'avoir *« créé ou du moins toléré une situation où ceux qui étaient au courant croyaient avec une certitude absolue qu'ils exécutaient la politique présidentielle »*.

En conclusion, le rapport reprend une citation, faite en 1928 par le juge de la Cour suprême Brandeis : *« Pour le meilleur et pour le pire, le gouvernement enseigne le public par l'exemple. Le crime est contagieux... En violant la loi, le gouvernement invite chaque citoyen à faire sa propre loi, c'est-à-dire l'anarchie. »* Les amis républicains du président estiment que cette situation va trop loin, impliquant une intention criminelle, absente, à leur avis, de la part de la Maison Blanche.

HENRI PIERRE.

La croisade solitaire du gouverneur de l'Arizona

Il ne fait plus si bon être conservateur en cette fin de règne reaganien où les sénateurs se sont mis à jouer les oies du Capitole, la semaine dernière, pour rejeter à grands cris la candidature à la Cour suprême du trop sectaire juge Bork. La croisade de la majorité morale a beau être dans l'ornière, il reste pourtant des chevaliers solitaires pour reprendre la bannière et courir derrière cet inaccessible Graal. Témoin Evan *Mecham*, gouverneur (pour combien de temps encore ?) de l'Arizona. *Un* inconnu révélé à soixante-deux ans, en novembre 1986, le jour *où, profitant des graves* dissensions du clan démocrate et de quelques querelles au sein de son propre parti — le Parti républicain, — il a, dans l'empoignade générale, *emporté*, presque subreptícement, la place de gouverneur.

Malheureusement, ce qui aurait *pu passer, somme toute, pour* une victoire décisive du Grand Old Party dans cet Etat contrôlé depuis 1974 par les démocrates tourne au cauchemar pour l'establishment *du parti : M. Mecham* a beau être un pionnier républicain émérite, il se révèle un gestionnaire déplorable et un politicien ahurissant. En un mot, il est tout bonnement infréquentable !

Certes, il *n'a pas d'expérience*, la politique, à l'exception d'un passage au sénat de l'Etat, lui ayant surtout tenu lieu de hobby, lorsque délaissant son magasin *de concessionnaire Pontiac, il* se présentait, avec la même opiniâtre régularité et le même insuccès, jusqu'ici, au gouvernorat. En revanche, M. Mecham *fourmille d'idées et de principes.*

Originaire de l'Utah, ce désert inspiré, en bon mormon, il « roule » pour Dieu et se vante d'avoir un *« contact direct »* avec le Seigneur, quitte à lui emprunter *à l'occasion ses voies les plus* impénétrables. C'est ainsi que, traitant sans doute le mal par le mal, il a placé à la tête du bureau qui accorde les licences de vente *d'alcool un des principaux* suspects d'une affaire de meurtre et nommé un directeur financier connu pour ne pas avoir payé ses impôts.

Ses interventions publiques ont *été plus remarquées* encore : *pour* M. Mecham, les Etats-Unis de *Reagan ne sont qu'un « super Etat socialiste »* et Eisenhower était un *« gauchiste »*. Quant à tous ceux qui le critiquent, ils ne peuvent manquer d'appartenir à la *« cabale libérale » ou au « lobby homosexuel »*.

Terre promise

Inutile de le préciser, en quelques mois, le gouverneur s'est mis à dos les neuf dixièmes d'un Etat pourtant peu connu pour son *laxisme. Les femmes ne décolèrent* pas depuis qu'il a déclaré que *« le travail féminin est la cause du nombre accru de divorces »* ; les Noirs, qui n'apprécient guère de *voir leurs enfants traités de « négrillons »*, ne lui pardonnent pas d'avoir annulé le jour férié consacré à Martin Luther King ; les hommes d'affaires, eux, plutôt que de tester les *recettes économiques* de l'excentrique gouverneur, vont faire leur business ailleurs.

Bref, c'est toute l'Amérique qui fait des gorges chaudes de l'Arizona. Le chanteur noir Stevie Wonder a annulé une tournée et le dessinateur humoristique Garry *Trudeau*, auteur du célèbre Doonesbury, a consacré à M. Mecham *une série de six bandes dessinées* qui ont été achetées par plus d'une centaine de journaux.

Il n'y a que les habitants de l'Arizona qui ne rient pas. Barry *Goldwater*, le patriarche conservateur du Parti républicain, et quelques personnalités locales en *tête*, les administrés de l'impossible gouverneur ont exhumé une *loi en vigueur dans l'Arizona et* une quinzaine d'autres Etats qui précise qu'avec un nombre de signatures suffisant une pétition demandant la destitution du gouverneur *est parfaitement recevable* et entraîne de nouvelles élections.

Devant l'ampleur de la campagne destinée à le renvoyer à ses chères voitures, *M. Mecham* a contre-attaqué : il a expédié 250 000 lettres aux conservateurs de tout poil dans le pays pour qu'ils volent à son secours, *les priant pour bien faire d'immi*grer définitivement en Arizona, promue pour l'occasion Terre promise. Pour l'instant, l'exode des purs se faisant attendre, les *adversaires de M. Mecham ont* déjà récolté — largement, disent-ils — les 216 000 signatures nécessaires. Verdict le 3 novembre. Si M. Mecham est destitué, il *sera le second gouverneur* de l'histoire des Etats-Unis à connaître pareille mésaventure. A moins, bien sûr, qu'il ne parvienne à se faire réélire. Les voies du Seigneur...

M.-C. DECAMPS.

CANADA

Aucun incident majeur n'a marqué la visite d'Elizabeth II au Québec

MONTRÉAL
de notre correspondante

Pour la première fois depuis *vingt-trois* ans, la reine Elizabeth II d'Angleterre (et du Canada) est revenue en visite officielle au Québec, évitant toutefois Montréal, la métropole de la seule province à majorité francophone du Canada. Il est sans doute trop tôt pour parler d'une véritable réconciliation, *mais* la souveraine a pu repartir samedi 24 octobre soulagée : aucun incident majeur n'a assombri son voyage de trois jours dans la province franco*phone qui faisait* suite au sommet du Commonwealth qu'elle avait inauguré à Vancouver.

Il en fut tout autrement lors de son dernier passage à Québec en octobre 1964. Quelques groupes de séparatistes — force politique montante à l'époque — *avaient* à peine entonné leurs slogans hostiles à la souveraine que des centaines de policiers fondaient sur eux. Au lendemain de ce *« samedi de la matraque »*, *inscrit* depuis lors dans les annales, la reine et son mari avaient parcouru des rues restées désertes dans la capitale québécoise.

Aux cris de *« God, keep the queen »* (gardez la reine) et *« Le Québec aux Québécois »*, une cin*quantaine de manifestants* du Parti indépendantiste de M. Gilles Rhéaume ont tout juste réussi, vendredi 23 octobre, à écourter un bain de foule de la souveraine à Québec. Dans les îles de Rivière-du-Loup, Sainte-Anne-de-la-Pocatière et Sillery, au programme les jours précédents, l'accueil avait été tout à fait chaleureux. Estimant que les Québécois sont en majorité, soit indifférents, soit opposés à la visite de la reine, le chef du Parti québécois (opposition), M. Pierre-Marc Johnson, avait décidé de boycotter les deux dîners officiels organisés en son honneur.

La reine a saisi chacune de ces occasions pour saluer la signature, en juin dernier, de l'accord préparant l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne. *« Cette affirmation d'unité dans la diversité m'a procuré une satisfaction toute particulière »*, a-t-elle dit.

Fermement opposé à cet accord, l'ancien premier ministre libéral, M. Pierre-Elliott Trudeau, qui était *passé outre* à l'opposition du Québec pour rapatrier la Constitution de Londres, en 1982, a préféré se décommander pour le second dîner officiel, auquel il était convié.

MARTINE JACOT.

● **Le Syndicat des camionneurs réintègre l'AFL-CIO.** — Le conseil exécutif de la fédération des *syndicats américains* AFL-CIO a voté, samedi 24 octobre, à l'unanimité, la réintégration du Syndicat des camionneurs *(Teamsters)*, après un bannissement de trente ans, dû aux liens du syndicat avec le crime organisé. En effet, sous la présidence du *précédent dirigeant, Jimmy Hoffa, le* syndicat avait été mêlé à de nombreuses affaires de corruption en relation avec la pègre locale. La réintégration des *Teamsters*, qui comptent un million huit cent mille adhérents (c'est le plus important *syndicat américain), survient alors* que le gouvernement met la dernière main à un dossier destiné à placer le syndicat sous le contrôle d'un administrateur judiciaire. Son président actuel, M. Jackie Presser, attend pour sa part l'ouverture à Cleveland *(Ohio) de son procès pour détournement* de fonds. — *(AFP, Reuter.)*

● **CHILI : libération de trois journalistes incarcérés.** — Les jour*nalistes chiliens Marcelo Contreras et* Sergio Marras, de la revue *Apsi*, ont *été* remis en liberté le jeudi 22 octobre après avoir effectué 58 jours de détention pour offense et injures au *président Pinochet. Mme Monica Gonzalez*, de la revue *Analisis*, a, elle aussi, recouvré *la liberté. Elle était* détenue pour les mêmes motifs depuis le 9 octobre dernier. L'ancien ministre de l'éducation du gouvernement Allende, M. Anibal Palma, a en revanche, *été arrêté le même jour à* Santiago sans aucune explication. — *(AFP)*.

Europe

ESPAGNE

Les pacifistes manifestent contre l'accord militaire avec Washington

MADRID
de notre correspondant

Après *une période de léthargie*, les organisations pacifistes tentent de reprendre *l'offensive en Espagne*. Répondant à leur appel, vingt mille à trente mille personnes ont défilé, dimanche 25 octobre, dans le centre de Madrid, pour demander la dénucléarisation de l'Europe et le démantèlement des quatre bases américaines en territoire espagnol.

Le cortège s'est déployé dans la *Gran Via, la principale* artère de la capitale, dans une atmosphère bon *enfant*. Précédés d'une grande colombe en papier mâché, arborant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire *« Bases, fuera ! »* (Bases dehors) ou *« Nucléaire non ! »*, les manifestants ont défilé pendant deux heures en chantant et en tapant dans les mains, avant de se disperser.

Plusieurs rassemblements, *moins* importants, ont eu lieu dans d'autres grandes villes du pays.

Les dirigeants de plusieurs organisations de gauche, comme le secrétaire général du Parti *communiste*, M. Gerardo Iglesias, et celui du syndicat *Commissions ouvrières*, M. Marcelino Camacho, ont participé à la manifestation de Madrid, tenue à l'occasion de la Semaine mondiale du désarmement. Quant aux socialistes, ils ont à nouveau étalé leurs divisions : tandis que la direction du PSOE accusait les organisateurs du meeting de vouloir mettre en cause la politique de défense du gouvernement, plusieurs membres du parti, au premier rang desquels le maire de Madrid, M. Juan Barranco, ainsi qu'une demi-douzaine de *parlementaires* liés à l'aile gauche du Parti socialiste, *défilaient au milieu des manifestants*.

Cette manifestation, moins massive que ne l'espéraient ses organisateurs, pourrait marquer la résurgence d'un *mouvement pacifiste* qui fut longtemps très puissant en Espagne. Ce courant avait connu son apogée au début de 1986, au moment de la campagne pour le référendum qui devait décider du maintien de l'Espagne dans l'OTAN. Bien que *pratiquement dépourvus* de représentation parlementaire, les pacifistes avaient alors réussi à mettre le *gouvernement socialiste en difficulté* dans la rue. La victoire du *« oui » à l'alliance atlantique au* référendum avait toutefois partiellement démobilisé ce mouvement, qui se retrouvait privé de son principal cheval de bataille.

Il en a désormais trouvé un autre, tout aussi délicat pour le gouvernement : *après plus d'un an de négociations*, Madrid et Washington *n'ont toujours pas réussi à se mettre* d'accord sur les termes du renouvel*lement de leur accord militaire bilatéral*, qui expire en mai 1988.

THIERRY MALINIAK.

POLOGNE

Le gouvernement restructuré en profondeur pour privilégier les secteurs techniques

Après avoir *fait* adopter par le Semj (le Parlement) les grandes lignes de son projet de réformes économiques et politiques, qui feront l'objet d'un référendum le 29 novembre prochain, le général Jaruzelski a fait procéder à une *complète restructuration du gouvernement polonais*. Présenté samedi 24 octobre au Parlement par le premier ministre, M. Zbigniew Messner — reconduit lui-même dans ses fonctions, — ce nouveau gouvernement ne comporte plus que dix-neuf ministères, *au lieu de vingt-six*. Les changements importants concernent les ministères techniques ; seize départements ministériels ont été regroupés dans huit « superministères » supervisant les secteurs-clés tels que l'industrie, l'énergie, la *construction et l'éducation*.

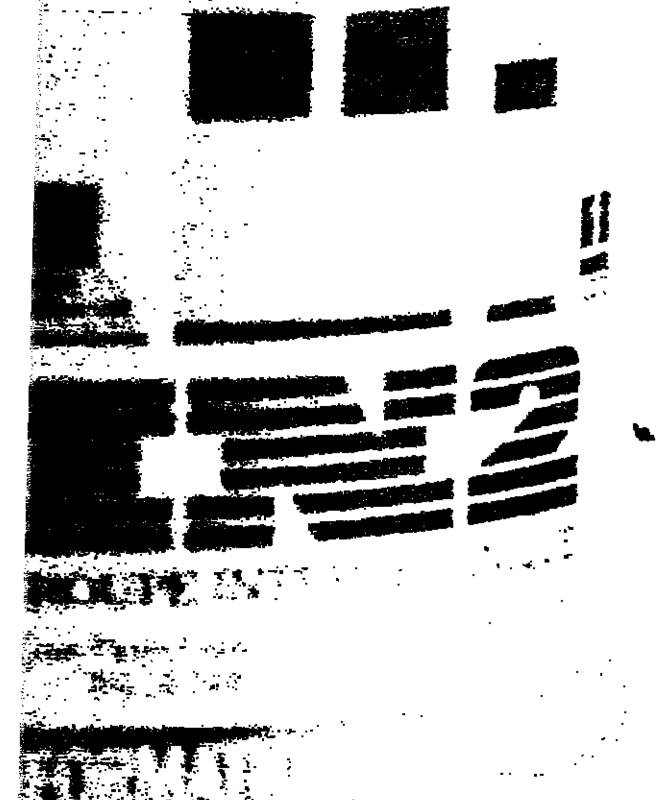
Au moment où il s'apprête à faire avaliser par la population une remise en route de l'économie, qui comporte à côté des promesses de libéra*lisation des mesures forcément* impopulaires comme les hausses des prix, l'objectif de ce remaniement est de toute évidence de convaincre une opinion encore réticente du sérieux des changements *en cours*. Les observateurs notent que ce remaniement marque une volonté de privilégier l'efficacité des secteurs techniques en les préservant autant que possible des pesanteurs et des pressions d'une administration centrale *jusque-là omnipotente*.

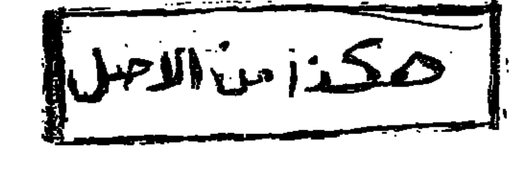
Deux nominations retiennent à cet égard l'attention. Celle de Zdzislaw Sadowski, l'un des pères de la *réforme, qui, tout en conservant son* rang de vice-premier ministre, se voit confier la toute-puissante commission du plan. M. Sadowski n'est pas membre du POUP.

La *seconde* est la *nomination* à la tête d'un super-ministère de l'indus*trie de M. Jersy Bilip, l'un des* grands « managers » de l'industrie. Il dirigeait jusque-là la grande usine de téléviseurs Polcolor.

Ces innovations sont cependant *tempérées par la confirmation* à son poste du vice-premier ministre chargé des questions économiques, M. Zbigniev Szalajda, considéré comme l'un des « ennemis jurés » des réformes économiques ; des rumeurs insistantes avaient fait état *ces dernières semaines* de son départ. En outre, deux autres secteurs clés, l'éducation et le nouveau super-ministère du bâtiment et de l'aménagement du territoire, sont confiés à deux membres importants du parti, MM. Henryk Bednarski, *secrétaire du comité central*, et Bogumil Ferensztajm, membre suppléant du bureau politique.

Au soir même de sa nomination, M. Sadowski, qui devrait être le *grand ordonnateur des réformes*, a insisté sur la nécessité de rétablir la vérité des prix. Il s'agit, a-t-il dit, que *« les prix soient le reflet de la réalité jusque-là faussée par la multiplication des subventions aux produits de consommation courante »*. Cherchant à rassurer l'opinion publique, il a toutefois indiqué que les réformes n'interviendraient qu'à partir de l'année 1988.







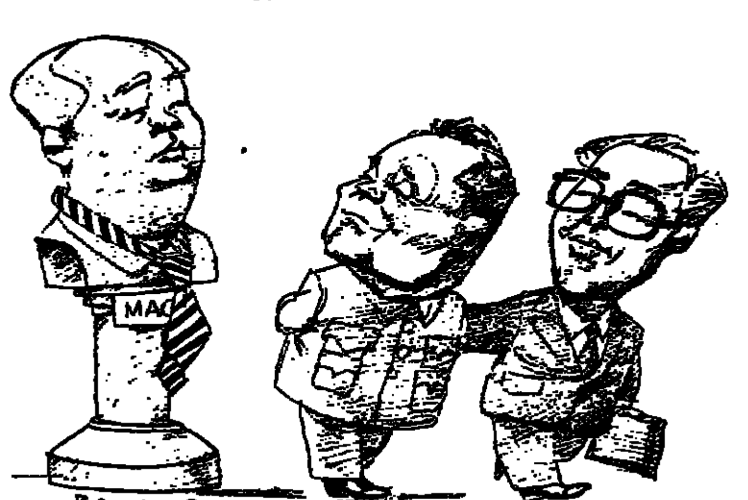
Asie

CHINE : l'ouverture du treizième congrès du PC

Quand M. Zhao Ziyang présente les réformes en des termes acceptables pour les orthodoxes

PÉKIN
de notre correspondant

Costume-cravate d'homme d'affaires contre vareuse à col fermé de vétérans de la révolution : voilà l'image que s'est appliqué à présenter le Parti communiste chinois à l'ouverture, dimanche 25 octobre, de son treizième congrès. Image des technocrates de la relève face à la génération historique sur le départ. Un spectacle qui parvint, l'instant d'une illusion, à masquer les divergences et les hésitations des héritiers de Mao devant les difficultés d'une évolution vitale du régime, onze ans après la mort de son fondateur.



C'était la première fois que la presse étrangère était admise à assister, dans le grand Palais du peuple, à l'ouverture d'un congrès du PCC. Pékin avait renoncé à inviter des délégations de partis étrangers, mais avait tout de même fait un geste envers Moscou en ouvrant les portes à la *Pravda*. Deux cents journalistes étrangers ont ainsi pu voir M. Zhao Ziyang, que le congrès s'apprête à confirmer dans sa position de chef du parti, défendre pendant deux heures et demie la thèse de la réforme dans un rapport presque exclusivement consacré aux affaires intérieures. « *Courant irréversible* » vers un « *socialisme aux couleurs de la Chine* » destiné à faire du pays « *une puissance socialiste moderne, prospère, démocratique et de haute culture* » d'ici aux années... 2050.

Contraste saisissant que celui opposant cet homme à l'allure de PDG de multinationale, costume bleu et cravate lie-de-vin, lisant calmement avec son accent provincial un véritable projet de société sans jargon maoïste, aux gérontes le flanquant sur la tribune qui dominent encore la scène politique. M. Deng Xiaoping, au centre, ouvrit la séance de sa voix rocailleuse pour ensuite faire la preuve de son extraordinaire forme physique, malgré ses quatre-vingt-trois ans. Visage impassible lorsque son jeune protégé lui a rendu un hommage remarqué – le seul qu'il se soit permis, oubliant volontairement Mao Zedong et Zhou Enlai – pour son « *courage sur le plan de la théorie marxiste* » et son « *esprit réaliste* ».

On ne pouvait pas en dire autant des autres octogénaires, surveillés de très près par une armée de jeunes assistants. Quoi de plus symbolique que la sortie pénible, au beau milieu de la séance, de M. Chen Yun (quatre-vingt-trois ans), représentant le plus influent des orthodoxes quelque peu effrayés par l'ampleur des réformes ?

Du rajeunissement du régime, M. Zhao a parlé longuement. Il a « *proposé* » qu'un « *pas important* » soit fait en ce sens en commençant par les organes dirigeants. Il n'a pas dit, pourtant, si M. Deng quitterait son poste de membre du comité permanent du bureau politique, ce dont on commence à douter fortement à Pékin. Afin d'aider la génération des sexagénaires qu'il représente à se former, il a préconisé que les instances supérieures se réunissent plus souvent. Ce sera, a-t-il dit, la première étape d'une démocratisation progressive du pouvoir. Mais le rajeunissement n'est visiblement pas la préoccupation de l'appareil entier : un porte-parole du congrès a admis qu'il ignorait l'âge moyen du comité central...

Sur le terrain de la réforme, M. Zhao s'est livré à un impressionnant exercice d'équilibre, soufflant le chaud et le froid pour tenter de faire passer le message d'une inéluctable refonte du système « *sclérosé* », visant à dégager le parti de la gestion quotidienne des affaires. Chaque chapitre de sa démonstration tentait de concilier la tradition et le modernisme, le dogme et la réalité. D'un côté l'orthodoxie – les « *quatre principes fondamentaux* » du socialisme chinois, destinés à faire front au « *libéralisme bourgeois* » sur lequel il s'est tout de même montré discret – et de l'autre « *le maintien de la réforme et de l'ouverture vers l'extérieur* ».

L'essentiel de la prestation de M. Zhao consistait à démontrer aux ancêtres que les jeunes technocrates peuvent présenter leurs réformes dans des termes marxistes-léninistes acceptables. D'où l'invention d'une « *phase initiale du socialisme* » dans laquelle la Chine se trouverait engagée jusqu'au milieu du vingtième et unième siècle et dans laquelle, à en croire M. Zhao, toutes les expériences capitalistes ou presque seraient permises, pour le bien du socialisme.

La vieille génération se laissera-t-elle convaincre par cette « *ficelle* » idéologique ? L'un de ses plus verts représentants, M. Peng Zhen, ne cachait guère son mécontentement à la lecture de certains passages du rapport de son jeune collègue. M. Zhao a eu beau réaffirmer avec insistance qu'il n'était nullement question d'abandonner le socialisme, ses attaques répétées contre le népotisme, le « *bureaucratisme* » du Parti, ou la corruption de certains de ses membres, ont dû apparaître à plus d'un vétéran comme un écho des manifestations d'étudiants qui avaient coûté son poste, l'hiver dernier, à M. Hu Yaobang. Il est impératif, a-t-il expliqué, de prendre en compte « *le profond mécontentement* » de la population face à ces phénomènes et d'introduire dans les rouages du pouvoir le lubrifiant de la démocratie élective à dose mesurée.

FRANCIS DERON.

CORÉE DU SUD

Tension à la veille du référendum constitutionnel

TOKYO
de notre correspondant

Des milliers de manifestants, pour la plupart étudiants, ont défilé, dimanche 25 octobre, dans les rues de Séoul, criant « *A bas la dictature* ». Cette manifestation a provoqué l'intervention de la police et a été dispersée à coups de grenades lacrymogènes. Elle faisait suite à un grand meeting de l'opposition, réunissant cinquante mille personnes, au cours duquel sont apparus pour la première fois ensemble les deux Kim (MM. Kim Young Sam et Kim Dae Jung) devenus « *frères ennemis* » dans la lutte pour la succession de M. Chun Too Whan.

M. Kim Young Sam a annoncé sa candidature le 10 octobre, mais M. Kim Dae Jung, tout en multipliant les déclarations d'intention, n'a pas encore fait officiellement acte de candidature. Au début de la semaine, M. Kim Young Sam a proposé que le candidat de l'opposition soit choisi par un vote lors du congrès du Parti démocrate pour la réunification, prévu le 5 novembre. Ce que refuse M. Kim Dae Jung, qui dispose de puissants groupes de soutien dans le pays, mais risque de se trouver en minorité dans le parti. La division de l'opposition politique et une radicalisation des forces contestataires, qui a contraint à la fin de la semaine dernière M. Roh Tae Woo, candidat du pouvoir et artisan du processus de démocratisation, à annuler certaines étapes de sa campagne électorale, alimentent la tension à la veille du référendum sur la nouvelle Constitution qui doit avoir lieu mardi.

Ph. P.

GRAND CONCOURS

600 PRIX
2.000.000 F A GAGNER

LE MONDE DU VIN

QUESTION N° 17

Sur les étiquettes de champagne, on peut lire les mentions RM, CM, NM, MA suivies d'un numéro. Que signifient ces mentions ?

- *RM*
- *CM*
- *NM*
- *MA*

QUESTION N° 18

Sous quel nom était désigné, au XVIII[e] siècle, la mèche soufrée permettant la désinfection des barriques et la bonne conservation des vins ? (C'est de cette invention que date l'élaboration des vins de garde.)

- *l'allumette hollandaise ?*
- *l'allumette suédoise ?*
- *la bougie des Chartrons ?*
- *la mèche espagnole ?*

POUR VOUS AIDER :
L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

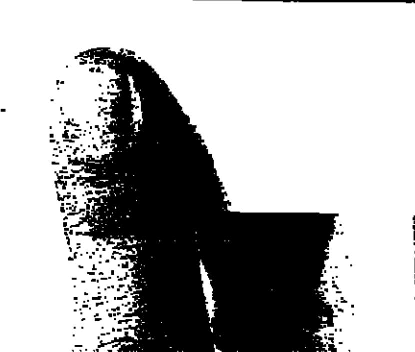
POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans *le Monde* à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS



avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA



CAMBODGE

Pénurie alimentaire à la suite d'une forte sécheresse

BANGKOK
de notre envoyé spécial

Une vague de sécheresse, encore plus sévère que celle de l'an dernier, a de graves répercussions sur la situation alimentaire au Cambodge. L'agence de presse de Phnom-Penh, SPK, a annoncé que, fin septembre, près de soixante-dix mille personnes étaient menacées de famine dans la province de Kompong-Speu, à l'ouest de la capitale khmère. Un grand nombre de têtes de bétail y avaient déjà été décimées, et la quantité d'eau alors disponible ne permettait de cultiver que 3 % des surfaces prévues pour le riz.

Début octobre, Radio-Phnom-Penh a annoncé que la superficie des rizières en culture était alors de 25 % inférieure à 1986, qui avait déjà été une année frappée par la sécheresse. Même dans la province de Battambang, traditionnel grenier à riz du Cambodge, les superficies cultivées ne représentaient que 55 % des objectifs prévus. Les autorités de Phnom-Penh estiment, d'ailleurs, qu'il s'agit de la sécheresse la plus grave depuis dix ans.

« Les pluies sont revenues dans la deuxième quinzaine d'août, mais elles étaient insuffisantes et, de toute façon, trop tardives pour sauver la première récolte », explique M. François Gruneweld, expert de l'ONU, qui vient d'effectuer deux enquêtes dans six provinces du Cambodge. *« Pour éviter une catastrophe, il faut que les pluies actuelles soient assez abondantes »*, ajoute-t-il. La première récolte, détruite dans plusieurs régions cette année, permet d'habitude aux paysans d'assurer la soudure en attendant la deuxième récolte, beaucoup plus abondante, de novembre à la fin de la saison des pluies. C'est pendant cette période, de septembre à novembre, que les risques de disette sont les plus grands.

Cette année, non seulement la récolte du « riz de printemps » est perdue, mais les plants ont pris un tel retard dans leur croissance qu'ils risquent d'être emportés par les inondations, qui doivent intervenir d'un moment à l'autre, notamment dans la région du Tonlé-Sap, ainsi que dans les provinces de Kandal et de Takéo. Mais, selon M. François Grunewald, la régularité et l'importance des pluies actuelles peuvent encore transformer *« une situation potentiellement catastrophique en une pénurie alimentaire relativement moins sévère »*.

M. Kibria, chargé par l'ONU des programmes d'aide aux Cambodgiens, n'en a pas moins lancé un appel aux pays donateurs pour que des surplus soient envoyés au Cambodge. Dès septembre, il a quitté Bangkok pour faire une tournée des capitales occidentales. *« Les vieux fermiers et les bonzes interviewés à la campagne m'ont dit qu'ils n'avaient pas souvenir d'une telle sécheresse depuis 1965 »*, précise M. Grunewald.

Cette sécheresse affecte également les pays voisins. Premier exportateur mondial de riz, avec près de 4 millions de tonnes par an, la Thaïlande ne devrait mettre sur le marché international, cette année, qu'entre 2 millions et 2,5 millions de tonnes. Le plateau de Korat — nord-est du royaume — est particulièrement affecté. Quant au Laos, selon Radio-Vientiane, son déficit de production a été évalué à 0,25 million de tonnes, et il lui faudrait importer 150 000 tonnes de grain pour éviter la pénurie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

JAPON : le prochain changement de premier ministre

M. Nakasone garderait la haute main sur la diplomatie

TOKYO
de notre correspondant

L'ambition de la plupart des hommes d'Etat quittant le pouvoir est de se survivre à eux-mêmes en continuant à exercer une influence politique. C'était le désir de M. Nakasone, et il semble bien que ses manœuvres soient en passe de réussir. Le futur premier ministre, M. Noboru Takeshita, paraît disposé, dans un premier temps du moins, à procéder à une répartition des tâches : manœuvrier des coulisses du pouvoir, il se réserverait la politique intérieure, laissant, en revanche, à M. Nakasone le soin de définir les grandes orientations de la politique étrangère.

Selon des sources au sein du Parti libéral démocrate (PLD), M. Nakasone serait appelé à jouer un rôle de super-conseiller diplomatique du gouvernement. Il prendrait la tête d'un organisme de recherches sur les questions internationales.

Le projet de création d'un tel institut, sur le modèle de l'Institut d'études stratégiques internationales de Londres, est en gestation depuis quelque temps. L'influence de M. Nakasone serait garantie par la nomination au poste de ministre des affaires étrangères d'un membre de son groupe, ce qui éviterait tout hiatus entre le super-conseiller et l'homme chargé de conduire la diplomatie japonaise. On parle de M. Takao Fujinami, président de la commission politique de la Diète.

L'ère révolue du « faiseur de roi »

M. Nakasone a donc fait un choix judicieux en désignant M. Takeshita. Par son inexpérience en matière internationale, contrairement à ses deux adversaires (MM. Abé et Miyazawa), M. Takeshita était le plus enclin à donner satisfaction au premier ministre sortant. Ce dernier devait, en outre, tenir compte d'autres éléments. D'abord de la force de M. Takeshita au sein du PLD : trahir ses aspirations pouvait être dangereux pour son avenir politique.

D'autant que, en coulisses, grâce à ses fonds financiers, M. Takeshita avait commencé à saper l'unité même de la faction du premier ministre. Dès le 15 octobre, cinq jours avant la désignation du nouveau premier ministre, M. Takeshita aurait promis à M. Nakasone le portefeuille des affaires étrangères pour un membre de son groupe. M. Nakasone avait enfin une dette envers le clan Tanaka (dont les membres se sont rassemblés sous la bannière Takeshita) : c'est en effet celui-ci qui l'a mis au pouvoir en 1982. Ce clan, le plus puissant du PLD, n'a pas eu de premier ministre depuis treize ans, se contentant de *« porter le palanquin »*, c'est-à-dire de faire et défaire les cabinets successifs ; aussi ses membres manifestaient-ils une certaine impatience.

« Parrain » du futur premier ministre, M. Nakasone est-il devenu pour autant un nouveau *« faiseur de roi »* au poids déterminant dans la répartition du pouvoir au sein du PLD ? S'il est fréquent au Japon qu'un premier ministre soit désigné par consensus entre ses pairs, il est rare que le chef du gouvernement sortant soit appelé à désigner son successeur. La portée de ce recours inopiné à M. Nakasone ne doit cependant pas être exagérée : il a été appelé à trancher entre trois prétendants qui ne parvenaient pas à se départager, mais il n'a jamais été en mesure d'imposer un successeur.

De ce point de vue, la désignation de M. Takeshita marque un tournant dans le jeu du pouvoir. L'ère du « faiseur de roi » — rôle assumé par Kakuei Tanaka — a pris fin, et personne n'a véritablement pris sa place. Un seul groupe allié à celui du prétendant choisi par le *« shogun de l'ombre »* ne suffit plus à faire un premier ministre, comme ce fut le cas depuis 1974. On retourne au cas de figure antérieur où l'alliance de trois factions est nécessaire. Les arbitrages sont plus délicats, et l'on risque d'arriver à des situations bloquées comme cela vient d'être le cas.

Le jeu est-il pour autant plus ouvert du point de vue démocratique ? Comme l'écrivait le *Nihon Keizai* au lendemain de la désignation de M. Takeshita, le processus de choix du premier ministre est demeuré aussi *« opaque »* que par le passé, et l'homme de la rue n'y aura compris qu'une chose : tout se décide en définitive avec l'argent.

PHILIPPE PONS.

Asie

SRI-LANKA

159 soldats indiens tués dans la reconquête de Jaffna

Les troupes indiennes ont remporté la bataille de Jaffna mais la plupart des insurgés tamouls ont réussi à s'échapper de la presqu'île, a annoncé, le dimanche 25 octobre, le commandement indien à Sri-Lanka. *« Certains militants* [tamouls] *semblent attendre la prochaine occasion, c'est pourquoi nous avançons lentement pour subir un minimum de pertes »*, a précisé le général A.S. Kalkut, nommé la veille commandant en chef de la force d'interposition indienne à Sri-Lanka, en remplacement du général Harkirat Singh.

M. Velupillai Prabhakaran, chef des Tigres pour la libération de l'Eelam tamoul (LTTE), principal mouvement séparatiste, aurait réussi à s'enfuir dans la jungle à la tête de 1.200 hommes. En revanche, Santosham, numéro deux et chef militaire du LTTE, aurait été tué. Selon les Indiens, le bilan de la bataille de Jaffna, alors que les opérations de nettoyage se poursuivaient, s'élevait dimanche soir à 159 Indiens tués et à 650 morts dans les rangs des Tamouls. D'autres sources font état de plus de 200 morts, dont 7 officiers, chez les Indiens, qui avaient engagé 8 000 hommes dans l'offensive lancée le 8 octobre contre Jaffna.

Alors que New-Delhi décidait d'envoyer des administrateurs civils à Jaffna, une bombe a partiellement détruit un bâtiment de la représentation indienne à Kandy, dans le centre de l'île. A Madras, capitale de l'Etat indien du Tamil-Nadu, la police a interpellé, dimanche, environ 3 400 personnes qui protestaient contre l'intervention indienne à Sri-Lanka. — *(AFP, AP, Reuter.)*

● **PHILIPPINES : un attentat fait deux morts.** — Une bombe dissimulée dans un sac en papier a explosé, lundi 26 octobre, dans le dortoir d'un collège hébergeant des hommes d'affaires faisant deux morts et vingt-six blessés. Les hommes d'affaires étaient réunis au collège catholique Notre-Dame, dans l'île de Jolo, au sud des Philippines, lorsque la bombe a explosé. Jolo est un fief du Front de libération nationale Moro (FLNM), mouvement autonomiste musulman. — *(Reuter.)*

Afrique

BURKINA-FASO : les répercussions du coup d'Etat

La voie étroite du capitaine Compaoré

OUAGADOUGOU
de notre envoyé spécial

Fragile, le nouvel « homme fort » du Burkina-Faso, le capitaine Blaise Compaoré ; inquiétants, le capitaine Bokari Kaboré et ses quatre cents « commandos » qui, retranchés dans leur fief de Koudougou, refusent de faire allégeance au nouveau régime ; sourde et encore feutrée, la lutte qui oppose au sein de la nouvelle équipe les différentes tendances ; las et résigné, l'immense majorité des Burkinabés, qui ne semblent pas véritablement concernés par les luttes actuelles et qui redoutent avant tout des affrontements sanglants.

Bref, plus de dix jours après le coup d'État du 15 octobre qui a vu la mort de l'ancien chef de l'Etat Thomas Sankara et son remplacement par un Front populaire dirigé par le capitaine Compaoré, la situation est toujours terriblement floue à Ouagadougou. Symbole sordide de cette expectative, Thomas Sankara n'a toujours pas de sépulture décente. Sa « tombe » — un petit monticule de terre dans un cimetière à la lisière de la ville, continue de recevoir l'hommage dérisoire de quelques-uns, des chapelets, un stylo-bille, des fleurs en plastique, une vierge en stuc. Aucun militaire n'est là, comme si le nouveau régime ne voulait ni interdire ces hommages ni laisser organiser les funérailles de l'ancien chef de l'Etat. Précaution : toute messe de requiem a été interdite. Aux dernières nouvelles, le nouveau régime songerait à une *« sépulture décente »*.

Il est terriblement lourd à « assumer », le cadavre de Thomas Sankara, même si ce dernier était vraisemblablement plus populaire à l'étranger, grâce à son extraordinaire talent médiatique, que dans son propre pays où ses foucades commençaient à lasser les Burkinabés, principalement les plus jeunes, très choqués néanmoins par les circonstances de sa mort. On ne saura sans doute jamais exactement ce qui s'est passé le jeudi 15 octobre entre 17 heures et 19 heures, le temps d'un western de série B.

Qui a dégaîné le premier ? En dépit des explications embarrassées du capitaine Compaoré qui nie l'existence d'un complot, de nombreux témoignages concordent pour prouver que Thomas Sankara a bel et bien été assassiné et n'a pas été victime d'une bavure. Le nouveau président a-t-il lui aussi été dépassé ? A-t-il été mis devant le fait accompli ? Pourquoi pas ? Il reste que la tension à l'intérieur de l'équipe des capitaines qui avaient pris le pouvoir dans la nuit du 5 août 1983 semblait avoir atteint son point culminant ces dernières semaines.

Sankara et le tortionnaire

Ainsi, à la veille du coup d'Etat, au conseil des ministres hebdomadaire, Thomas Sankara, qui, ces derniers temps, ne participait même plus à ces réunions où il était en minorité, était venu défendre son idée de créer une force d'intervention spéciale entièrement à sa dévotion, qui aurait été dirigée par un personnage inquiétant, Hamade Sigué, exécuteur des basses œuvres du régime, recherché par Interpol et qui n'hésitait pas à utiliser le chalumeau pour torturer des prisonniers politiques.

Devant le refus de ses compagnons d'entériner cette décision, Sankara quitta le conseil des ministres en claquant la porte, scellant ainsi sans doute son destin. Cinquante personnes environ, plus que ne l'admettent les nouvelles autorités, mais moins que ne le dit « radio-trottoir », ont trouvé la mort le 15 octobre. Certaines ont été délibérément tuées, d'autres victimes de balles perdues.

A 19 heures, Blaise Compaoré remplace donc Thomas Sankara à la tête de l'Etat. Bien qu'ils aient fait une partie de leur carrière ensemble, c'est Blaise Compaoré à la tête de ses « commandos » de Pô qui fut le principal artisan de l'arrivée au pouvoir de Sankara. Tout semble distinguer les deux hommes. Extraverti, brouillon et généreux, fantasque et cordial, Sankara avait réussi à séduire une intelligentsia européenne qui n'en finit décidément pas d'être fascinée par les militaires. Fin, discret, Blaise Compaoré a fait d'un silence poli sa principale arme. *« Je peux rester vingt-quatre heures avec lui sans qu'il ouvre la bouche »*, ironise un de ses proches. L'interviewer est un exercice ardu. Suprême habileté ou manque d'arguments ? Il est quasiment impossible, pour le moment du moins, d'obtenir des réponses claires sur ses intentions.

Sa tâche est très difficile. Il lui faut d'abord assurer son pouvoir sur l'armée, devenue la principale force du pays. A 100 kilomètres de Ouagadougou, le capitaine Bokari Kaboré semble, en dépit de déclarations contradictoires, s'être retranché dans son camp de Koudougou avec ses quatre cents *« commandos »*.

« Je ne peux soutenir celui qui a tué Sankara, je me rallierai le jour où l'on arrêtera de l'insulter, où l'on reconnaîtra ce qu'il a fait pour le pays et où on lui donnera une sépulture décente », déclare *« le lion de Bunkaende »*.

« Cet homme n'est pas normal, il a des crises de folie, mais je ne pense pas qu'il va bouger », nous affirme de son côté Blaise Compaoré, qui a décidé de ne plus faire payer leur solde aux *« dissidents »*. Bokari Kaboré va-t-il franchir le pas ou se contentera-t-il de son fief, imitant en cela un certain Blaise Compaoré qui s'était retranché plusieurs mois à Pô avant de participer au coup d'Etat du 5 août ? Chaque camp compte ses forces. D'autres personnalités importantes de l'armée, dont le commandant Joanny Yameogo, un des héros de la guerre frontalière avec le Mali, pourraient aussi avoir leur mot à dire.

Ambiguïté de la nouvelle équipe

Reste la question essentielle : s'il parvient à maintenir son pouvoir, quelle sera la politique de Blaise Compaoré ? Le mot d'ordre du Front populaire, la *« rectification de la révolution »*, reflète l'ambiguïté de la nouvelle équipe, ambiguïté illustrée aussi par les différents groupes qui entourent le numéro un. *« Rectifier »*, c'est-à-dire revenir à une solution pure et dure « à l'éthiopienne » comme sembleraient le préconiser certains proches de Blaise Compaoré ? *« Rectifier »*, c'est-à-dire oublier les idéologies pour une conception plus pragmatique du pouvoir, thèse d'autres amis du nouveau président qui mettent en avant les liens de celui-ci, et de son épouse, avec les milieux d'affaires ivoiriens pour justifier leur espoir d'une libéralisation du régime. La composition du nouveau gouvernement, retardée de jour en jour, comme la définition d'un programme, pourrait donner une amorce de réponse.

Pour le moment, les Burkinabés semblent, dans leur immense majorité, indifférents à ce qui se passe. Ils sont bien peu nombreux à assister aux séances d'explication organisées par le nouveau régime, comme ils étaient d'ailleurs très peu disposés à participer quelques semaines auparavant au dernier meeting de Sankara. Assez satisfaits de la chute de celui-ci, ou plutôt de son régime, ils n'ont néanmoins pas apprécié la manière dont il est mort.

Sankara, en effet, par des mesures impopulaires — le *« sport de masse »* par 40 degrés à l'ombre, le port obligatoire par les fonctionnaires de costumes locaux, l'interdiction d'importer des fruits pour consommer les produits du pays, les expulsions innombrables pour construire des cités-dortoirs — avait, petit à petit, très sérieusement entamé son capital de sympathie. Pour Blaise Compaoré, la voie est singulièrement étroite. Il lui faut en même temps tenter de faire oublier la mort de son ancien compagnon tout en se servant des erreurs de celui-ci. Un élément encourageant pour le nouvel « homme fort » : la rentrée des classes, ce lundi, a eu lieu sans incident.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

● **Le Ghana honore la mémoire de Thomas Sankara.** — Le Conseil national provisoire de défense du Ghana (PNDC, au pouvoir) a décerné, dimanche 25 octobre, la plus haute distinction ghanéenne, l'Etoile du Ghana, à Thomas Sankara. Le président Jerry Rawlings, qui a fait connaître cette décision à titre posthume, a aussi indiqué que le Conseil national avait rebaptisé, du nom de l'ancien président burkinabé, une place publique de la capitale. — *(AFP.)*

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Affrontements meurtriers entre Noirs au Natal

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Au moins cinquante Noirs ont été tués depuis le début du mois et environ soixante-dix au cours des sept dernières semaines dans les *townships* de la région de Pietermaritzburg, dans la province de Natal. Une tuerie qui s'est aggravée la semaine dernière et au cours de laquelle un enfant de dix ans a été décapité. Les autorités ont décidé d'envoyer des renforts de police pour tenter de maîtriser cette flambée de violence, qui a pour principale cause une lutte politique entre le Front démocratique uni (UDF), principal mouvement anti-apartheid, et l'Inkatha, l'organisation du chef zoulou Gatsha Buthelezi.

Cette lutte a pris les aspects d'une véritable guerre civile entre groupes rivaux pour le contrôle des townships de la périphérie de Pietermaritzburg et qui se solde par des affrontements à l'arme blanche, des exécutions sommaires, des kidnappings.

Une trêve fragile avait bien été signée au début du mois d'octobre entre les deux organisations pour mettre un terme à l'escalade. Sans résultat. Les meurtres et les vengeances n'ont pas cessé. Une guerre ouverte qui n'a plus grand-chose à voir avec les divergences idéologiques de l'Inkatha et de l'UDF. Le premier mouvement, bien qu'hostile à l'apartheid, est procapitaliste, adversaire des sanctions et en opposition totale avec l'ANC, dont il réprouve les méthodes. Le second a une approche plus socialisante et est considéré comme proche des vues de l'ANC.

La région du Natal a toujours été une zone de conflit entre les deux groupes politiques, car elle est le fief du chef Buthelezi, le zoulouland sur lequel ce dernier assure un contrôle vigilant à travers l'Inkatha. A la fin de la semaine dernière à son retour d'un séjour en Allemagne fédérale, Gatsha Buthelezi a déclaré que *« la violence entre les Noirs était le plus grand obstacle à leur libération »*. *« Même si le président Botha ouvrait des négociations demain*, a-t-il ajouté, *les Noirs continueraient de se massacrer entre eux. »*

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les « états généraux » du barrisme à Versailles

Un candidat « serein », un plan de campagne complet

Comme chaque année depuis 1983, et pour la dernière fois avant l'élection présidentielle, les barristes se sont réunis le samedi 24 octobre en états généraux... à Versailles. Grands élus régionaux, membres des groupes de réflexion du GESEC (1) responsables des comités de coordination, animateurs des associations REEL, quinze cents personnes au total, rassemblées dans un palais des congrès sans décor. Un véritable comité central du barrisme pour une journée de réflexion studieuse mais conviviale, discrète mais de mobilisation intensive, en présence du candidat Raymond Barre, assis toute la matinée au premier rang de ses fidèles et dont l'intervention de l'après-midi devait constituer le morceau de choix de ce conclave à huis clos.

A la tribune, au coude à coude, tout l'état-major de l'ancien premier ministre : MM. Jacques Bille, le « monsieur propagande » ; Bruno Durieux, l'économiste patenté ; Jean-Claude Casanova, le penseur ; Philippe Mestre, le patron de campagne ; Daniel Doustin, le grand commis de l'ombre ; et enfin MM. Charles Millon et François Navarranne les pourvoyeurs des réseaux REEL.

Ouverte par M. Doustin et après que MM. Casanova et Durieux eurent respectivement procédé à une analyse politique et économique de la situation française, la séance du matin a principalement porté sur la préparation de la campagne présidentielle. Une campagne qu'en résumé les responsables barristes désirent *« sérieuse, classique et peu ostentatoire »*. M. Millon a développé son idée de la stratégie *« de la pluie fine »* comparée à *« la tornade »* Chirac. M. Mestre a confirmé que l'état-major parisien de campagne serait *« très léger »*, mais il a, en revanche, insisté sur le rôle primordial des militants barristes : *« Vous êtes irremplaçables et inclassables*, a-t-il dit à son auditoire. *« Vous êtes le ferment du nouvel élan de la France. »* M. Bille a livré quelques éléments plus pratiques démontrant que le souci de faire *« une campagne courte et dense »* ne dispensait point d'être prévoyant : réservation de panneaux d'affichage à compter de janvier, réalisation d'un film destiné à ouvrir tous les meetings de campagne, un numéro spécial de *Faits et arguments* reprenant de A à Z tous les grands thèmes barristes, parution d'un livre de M. Barre début janvier.

M. Henri Amouroux fut chargé d'introduire la séance de l'après-midi. S'appuyant sur les enseignements de son de tour de France politico-littéraire, l'auteur de *Monsieur Barre* a relevé que son sujet suscite encore chez les Français bien des interrogations : *« Trop professoral »* ; *« Est-ce qu'il est libéral ? »* ; *« Pas assez transigeant ! »* ; *« S'intéresse-t-il aux Français ? »* Autant de commentaires que M. Barre allait ironiquement ranger dans le rayon *« de la prose superficielle »*.

Les responsables barristes eurent plutôt droit à un candidat manifestement désireux d'afficher devant eux sa confiance et sa sérénité et qui, durant une heure, s'est employé à définir ses ambitions et préoccupations. *« Faites-moi confiance comme j'ai confiance en vous »*, a-t-il répété devant ceux qu'il a appelés *« ses véritables amis »*. *« Je m'adresse à vous*, leur a-t-il encore dit, *avec émotion et sérénité ; c'est la confiance que vous m'avez manifestée au travers des associations qui m'a amené à me présenter. »*

Constatant qu'après *« la leçon de choses économique »* de la période 1982-1983 les Français prennent aujourd'hui *« une leçon de choses institutionnelle »*, se félicitant d'être entouré d'amis *« sûrs et solides »* — *« nulle part ailleurs je ne trouverai une équipe de ce niveau-là »*, a-t-il lancé en se tournant vers la tribune, — l'ancien premier ministre s'est particulièrement réjoui des dernières enquêtes d'opinion.

Trois axes et sept problèmes

Celle de *l'Expansion* le présentant comme le premier ministre de la Vᵉ République ayant le mieux servi l'économie française, celle du *Nouvel Observateur* indiquant que les Français le considèrent comme le meilleur candidat pour favoriser la prospérité économique du pays, ces deux enquêtes, a-t-il retenu, montrent *« bien qu'il peut convaincre une majorité de Français »*. *« Il nous faudra lutter*, a-t-il dit, *contre le désenchantement des Français qui ont le sentiment que tous les hommes politiques se sont plantés et que les choses s'amélioreront contre la volonté de tout le monde. »*

A partir de ce constat, M. Barre a défini les trois axes prioritaires de sa campagne : *« libération et mobilisation des initiatives individuelles et collectives »*. La France, a insisté M. Barre, *« est un Gulliver ligoté de toutes parts par des lois et des règlements »*. Plutôt que de libéralisme, il préfère parler *« d'économie de marché participative »*.

Deuxième axe : *« le désir de solidarité »*. *« En période de prospérité*, a expliqué M. Barre, *les différences se gomment. La France ne vit pas de façon homogène. Aujourd'hui on prend mieux conscience des disparités de revenus et de conditions. »*

Troisième thème enfin : l'Europe, M. Barre jugeant que la France doit prendre une part plus active dans la constitution d'un véritable *« Etat-continent de l'Ouest »*.

L'ancien premier ministre a ensuite présenté un catalogue *« des sept problèmes essentiels »* qui se posent immédiatement à la France. Démographie et formation de l'homme. Réforme de l'Etat : *« Ne tombons pas dans le piège*, a-t-il prévenu, *que l'Etat n'intervient pas dans les pays libéraux. Dans ces pays-là, les modalités de son intervention sont plus discrètes et plus efficaces. »* Le chômage, la relance de l'économie. M. Barre a inventé un nouveau mot : il faut, a-t-il lancé, *« recompétitiver la France »*, réaffirmant qu'au traitement social du chômage pouvait se substituer un traitement économique. L'aménagement du territoire : *« La France était au sud de l'Europe. Elle est aujourd'hui au centre de l'Europe. »* La réforme de la fiscalité : adapter la fiscalité locale, développer la fiscalité pour *« tout ce qui encourage l'épargne et l'investissement »*, réformer la fiscalité *« dans le sens du marché intérieur européen »*.

La protection sociale : M. Barre a jugé le récent rapport des « sages » *« excellent »*, tout en indiquant que *« certaines des propositions ne le convainquent pas totalement »*. Il y manque aussi, selon lui, deux choses : *« Comment développer par la voie contractuelle des rapports entre les assurés et les institutions responsables de la sécurité sociale. »* Et aussi une analyse du coût des interventions sociales par rapport à leur réelle efficacité. La construction de l'union européenne, enfin : M. Barre s'est déclaré favorable à la réalisation d'*« une confédération des pays de l'Ouest européen »*.

La crise boursière

Après cet exposé, M. Barre s'est livré au jeu des questions-réponses. Première question qui était sur toutes les lèvres des participants : que deviendront les réseaux REEL après le rendez-vous présidentiel ? Se plaçant dans l'hypothèse de son arrivée à l'Elysée, M. Barre a déclaré : *« J'aurai, bien entendu, besoin de vous pour m'aider à soutenir ma politique. »* Se disant convaincu de *« voir le phénomène associatif prendre de plus en plus d'importance »*, M. Barre n'a pas exclu que, *« à côté des partis politiques, il puisse y avoir des associations organisées qui souhaitent dire leur mot sur la vie de la cité »*.

Les problèmes de défense : M. Barre a avoué qu'il *« ne comprend pas »* M. Mitterrand, favorable à l'option zéro après avoir dit « oui » aux fusées Pershing dans son discours au Bundestag. En revanche, il lui paraît urgent *« d'organiser avec la RFA la défense de l'Europe occidentale »*.

La vie dans les entreprises : M. Barre s'est dit partisan de la notion de la durée annuelle de travail, de la réalisation de véritables contrats d'entreprise, permettant notamment l'organisation *« de référendums d'entreprise »*, et accordant aux syndicats une véritable place dans les conseils d'administration.

Enfin, M. Barre a été amené à commenter les derniers événements boursiers. Il a tout de suite relevé que *« le processus de privatisation n'y était pour rien »*. Néanmoins, M. Barre estime qu'*« on a demandé aux marchés financiers un effort considérable »*. Il craint que les Français ne *« se détournent des entreprises »* et retrouvent *« un goût immodéré pour l'or et la construction immobilière »*. Voulant *« attendre le bilan pour voir les pertes exactes »*, l'ancien premier ministre attend aussi des solutions de l'étranger : aux Etats-Unis *« d'aller vers une réduction de leur déficit budgétaire par voie fiscale »*, à la RFA *« d'accélérer son rythme de croissance »*, au Japon *« d'ouvrir plus largement son marché »*. En tout état de cause, M. Barre a indiqué qu'il s'interdisait *« de tirer parti »* de ces difficultés.

DANIEL CARTON.

(1) GESEC : groupe d'études sociales, économiques et civiques.

Selon un sondage de la SOFRES

Une majorité de Français souhaitent que M. Mitterrand n'effectue pas un second mandat

Il ne suffit pas d'être considéré comme le plus apte à remplir la fonction présidentielle pour que les Français envisagent avec enthousiasme le renouvellement du mandat de celui qu'ils jugent le meilleur. M. Mitterrand pourra méditer cette apparente contradiction à la lecture de deux sondages de la SOFRES publiés dans *le Nouvel Observateur* du vendredi 23 octobre et dans *le Point* du lundi 26 octobre (1).

Selon le second sondage, 56 % des Français ne souhaitent pas que M. Mitterrand accomplisse un second mandat. Selon le premier, 59 % pensent qu'il ferait un bon président pour les sept prochaines années. Dans *le Nouvel Observateur*, il se place en tête, largement devant M. Barre et M. Chirac pour la capacité qui lui est prêtée à *« faire face à une grave crise internationale »* (par 36 % des personnes interrogées) ; à *« accroître le rôle de la France dans le monde »* (35 %) ; à *« préserver l'unité des Français »* (39 %) ; *« à régler les conflits sociaux difficiles »* (34 %). Bref, il est *« le plus apte à exercer la fonction de président de la République »* (37 %, loin devant M. Barre). M. Mitterrand n'est devancé que dans deux domaines : par M. Barre, pour la lutte contre le chômage, et par M. Chirac, pour l'ordre et la sécurité.

M. Roland Dumas, ancien ministre socialiste des relations extérieures, proche du chef de l'Etat, n'avait d'yeux, sans doute, que pour les chiffres de cette enquête lorsqu'il a déclaré, en Dordogne, dimanche : *« Le moment approche où les forces de progrès qui existent en France se manifesteront pour convaincre le président Mitterrand de poursuivre son action à la tête de l'Etat. »* Un chiffre aurait dû l'inciter à modérer son enthousiasme : M. Barre talonne M. Mitterrand, puisque 58 % des Français jugent qu'il ferait un bon président. M. Barre a gagné, de ce point de vue, onze points en treize mois, autant que M. Mitterrand. Mais M. Barre atteint son plus haut niveau, alors que le chef de l'Etat est en recul par rapport à l'enquête du mois de juin (62 %).

Les Français ne sont pas convaincus, selon le sondage SOFRES publié par *le Point*, et il n'est pas évident qu'ils aient envie de *« convaincre le président Mitterrand »*, contrairement à ce qu'espère M. Dumas. Parmi les 56 % qui ne souhaitent pas un second mandat du chef de l'État, figurent 89 % des électeurs de droite, mais aussi 29 % des sympathisants de gauche. Par-delà le président en exercice, les socialistes font également les frais de cette méfiance de l'opinion puisque 44 % ne souhaitent pas leur retour au pouvoir.

En fait, les Français sont désabusés et ne pensent pas que l'élection d'un nouveau président, quel qu'il soit, améliorera la situation. Seul M. Barre tire une petite épingle du jeu puisque 33 % prévoient une embellie avec son élection. Le premier ministre, pour sa part, est confronté à l'impopularité inhérente à l'exercice du pouvoir. Déjà déçus (48 %) par le bilan de sa politique, les Français redoutent que son élection ne provoque une aggravation de la situation.

V. D.

(1) Sondages effectués du 8 au 12 octobre, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes. Le baromètre du *Nouvel Observateur* a été publié le 23 octobre, tandis que l'enquête du *Point* est parue le lundi 26 octobre.

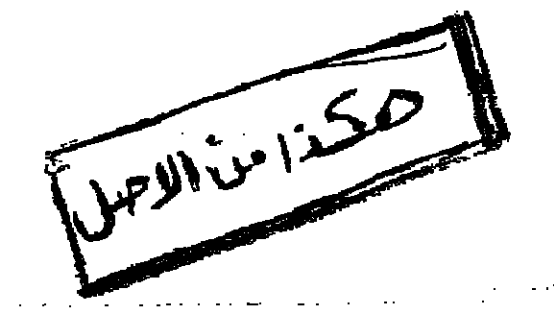
La campagne de M. Juquin

M. Claude Llabres élu coordinateur national des rénovateurs

La coordination nationale des rénovateurs communistes, qui s'est réunie le samedi 24 octobre à Paris, a élu à sa tête M. Claude Llabres, récent démissionnaire du comité central du PCF, exclu du groupe des élus communistes de la municipalité de Toulouse (Haute-Garonne) et probablement, dans quelques jours, du parti (*le Monde* du 21 octobre).

Le bureau de la coordination, qui, selon un des membres, *« fonctionnera en l'état jusqu'à l'élection présidentielle »*, est composée, outre M. Llabres, de quatorze personnes élues par les régions : MM. Alain Rabatel et Denis Bonvalot (Est), Roger Lalouette et André Colin (Nord), Jacques Levy et Dominique Blanckaert (Ile-de-France), Alain Arvin-Bérod (Rhône-Alpes), Robert Albaredes ou Claude Rossi (Provence-Alpes-Côte d'Azur), Louis Caro (Sud-Ouest), Louis Aminot (Ouest), Michel Bonicet (Centre) et Michel Szcepanski (Picardie). Un représentant pour le Languedoc-Roussillon et un pour la région Rhône-Alpes doivent encore être élus. Enfin, trois personnes, non délégués de région, ont été cooptées au bureau : MM. Alain Amicabile, Claude Sylard (trésorier) et Gilbert Wasserman.

Par ailleurs, l'équipe électorale de M. Pierre Juquin a emménagé dans des bureaux au 133, rue de Montreuil, 75011 Paris.



Après la soirée d'émeutes

Etat d'urgence et couvre-feu en Polynésie française

Trois escadrons de gendarmes mobiles – deux venant de métropole, le troisième de Nouvelle-Calédonie – ont été envoyés en Polynésie française, où l'état d'urgence et le couvre-feu ont été décrétés le samedi 24 octobre, après l'émeute de la veille au soir qui a ravagé le centre de Papeete, succédant à des affrontements entre les dockers en grève et les forces de l'ordre.

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, affirmait, samedi, que la situation était *« parfaitement contrôlée par les forces de l'ordre »*. Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le ministre chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, a estimé que ces violences constituaient des événements *« graves »* mais *« sans lendemain »*. *« La Polynésie a très largement intérêt à rester sous la souveraineté française »*, a-t-il souligné, en affirmant qu'il n'existait aucun rapport entre ces événements et les problèmes de la Nouvelle-Calédonie.

Le délégué national du PS aux DOM-TOM, M. Robert Le Foll, député de Seine-et-Marne, a lancé, dimanche, un appel au calme, mais en ajoutant : *« Ces événements ne font que confirmer ce que disent les socialistes depuis un an : la politique du gouvernement favorise l'économie de comptoir et quelques privilégiés, en oubliant la jeunesse et la majorité de la population. Les mouvements de grève traduisent le malaise existant dans la population, lassée par l'affairisme et le refus du dialogue social. Cette situation explosive sanctionne l'échec de la politique du gouvernement Chirac outre-mer. »*

La Fédération nationale des ports et docks CGT s'est, pour sa part, déclarée *« scandalisée par le déferlement de violence dont les dockers tahitiens ont été les victimes »*. Elle exige *« le retrait des troupes envoyées par le gouvernement, dont la présence ne pourrait qu'aviver la tension »*.

A Papeete, le président du gouvernement territorial, M. Jacky Teuira (apparenté RPR) s'est dit *« profondément choqué »* par le saccage du centre de la ville : *« Je n'imaginais pas*, a-t-il dit, *que les dégâts soient aussi considérables et je suis pris d'un sentiment de tristesse profonde en voyant que ce sont des Polynésiens qui ont commis ces exactions. »*

Le maire de Papeete, M. Jean Juventin, ancien député non inscrit, a affirmé : *« Je me suis retrouvé seul dans ma commune à assurer les responsabilités du maintien de l'ordre qui incombaient à l'Etat. Je suis bouleversé, et les autorités de l'Etat et du territoire n'ont pas su maîtriser la situation. J'ai pu constater le désarroi des responsables de la protection civile et du plan ORSEC devant ces événements très graves. »*

Le président de l'Eglise évangélique, M. Thorai, a lancé *« un appel à la raison et au dialogue »*. *« Il faut maintenant s'attaquer aux causes profondes de ces difficultés »*, a ajouté l'archevêque de Papeete, Mgr Coppenrath, au nom de l'Eglise catholique.

Dans un entretien publié lundi par *les Nouvelles de Tahiti*, l'un des principaux chefs de l'opposition à la majorité locale contrôlée par le parti de M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina et conseiller territorial, a réclamé la dissolution de l'assemblée locale et la constitution d'un *« gouvernement d'union territoriale »* pour *« rétablir le fonctionnement régulier des institutions, éviter le chaos social et la faillite économique du territoire »*.

La fureur dévastatrice de cinq cents « incontrôlés »

PAPEETE

de notre correspondant

Au lendemain de la soirée d'émeutes qui a plongé la capitale de la Polynésie française dans la peur et le désarroi, les Tahitiens ont découvert des immeubles calcinés qui fument encore. La fureur des émeutiers a, en quelques heures, transformé en véritables ruines de nombreux magasins. Plus de quinze foyers d'incendie ont détruit plusieurs dizaines de boutiques du centre de Papeete, et la facture s'élèvera à plusieurs milliards de francs CFP.

Aucun mort n'est à déplorer, et les quelque vingt-six blessés signalés samedi matin ne sont que très légèrement touchés, sauf un capitaine de pompiers de la commune de Papeete dont le véhicule a été chargé par un engin lourd des dockers, sur le port, et un docker qui s'était précipité pour relancer une grenade lacrymogène, tirée par les gardes mobiles, qui lui a explosé dans la main.

Tout a commencé sur le port où la tension a dégénéré en émeute, vendredi vers 17 heures (samedi 2 heures de Paris) lorsque l'ordre fut donné aux gendarmes mobiles d'occuper les lieux tenus par les grévistes afin de permettre la reprise du travail de déchargement des cargos à quai et donc l'approvisionnement en marchandises interrompu depuis deux jours. Cet ordre venait du haut commissaire M. Pierre Angeli. Celui-ci a déclaré qu'il avait réclamé une attitude pacifique de la part des forces de l'ordre et que celles-ci auraient respecté cette consigne à la lettre.

Témoignages contradictoires

Les dockers ont en tout cas sorti les engins lourds de levage pour défendre leur position. Dans le tumulte qui suivit, un premier incendie se déclencha dans un hangar de construction navale. Les témoignages sont, à ce sujet, contradictoires. Le haut commissaire a assuré que, contrairement aux rumeurs répandues, l'origine de cet incendie ne pouvait être imputée à une grenade lacrymogène qui aurait malencontreusement explosé dans le hangar en question.

Sur le pont de Fare Ute, « frontière » entre la zone portuaire et la promenade du bord de mer, les affrontements, verbaux d'abord et ponctués de slogans antifrançais, dégénérèrent très vite en bataille rangée. Aux dockers qui étaient sur place se sont joints des jeunes gens et des badauds, attirés par la fumée épaisse qui montait au loin – des « éléments incontrôlés », selon les autorités, – et des pierres, grosses parfois comme des pavés, ont été alors lancées contre les forces de l'ordre.

Certains de ces manifestants ont également fait usage de quelques cocktails Molotov mais sans, apparemment, que ces bouteilles remplies d'essence n'explosent.

Le maire de Papeete, M. Jean Juventin, ancien député qui accompagnait les pompiers appelés à la rescousse pour éteindre l'incendie sur le port, a eu lui aussi maille à partir avec les forces de l'ordre qui ne l'avaient sans doute pas reconnu. Au même moment, un élévateur conduit par un docker a foncé sur l'un des camions citernes.

Il était environ 18 heures, et les forces de l'ordre repoussaient alors lentement une partie des dockers et des autres manifestants vers le centre de la ville lorsque ces incidents se sont transformés en émeute. La foule des manifestants, atteignant quelque 500 personnes, s'est retirée mais en détruisant tout sur son passage sur près de 3 kilomètres, le long du front de mer et à travers le centre de Papeete. Les véhicules qui se trouvaient sur le chemin des casseurs étaient transformés en torches sous l'œil stupéfait des touristes, qui s'empressaient de se mettre en lieu sûr.

Le port sous le contrôle des « bérets verts »

Les petites échoppes d'artisan qui se trouvaient sur le boulevard Pomaré étaient renversées et brûlées. Les bureaux d'Air Tahiti et d'Air France ont été incendiés après l'office de tourisme, alors que les flammes dévoraient déjà plusieurs magasins, tous pillés auparavant. Il régnait un climat de terreur, et le centre ville n'était plus qu'un immense brasier contre lequel luttaient maintenant les pompiers de toute l'île de Tahiti. Peine perdue.

La technique de la casse des vitrines à l'aide de grosses pierres, suivie de l'emploi de cocktails Molotov ou simplement de torches enflammées, s'est révélée efficace. Jusque tard dans la nuit, certains manifestants, apparemment plus politisés, ont également tenté de s'en prendre à la résidence du gouvernement mais ont été repoussés. Puis ils se sont rendus à l'assemblée territoriale dont ils ont saccagé à coups de pierres le bureau du président.

Les forces de l'ordre ont interpellé une cinquantaine de manifestants. Parmi eux, semble-t-il, aucun docker, ce qui renforcerait l'impression des observateurs qui ont suivi les exactions commises qu'il s'agirait de jeunes vandales bien qu'on ne puisse exclure que quelques-uns aient fait partie de groupes politiquement manipulés.

Toute la journée du samedi 24 octobre, les commerçants, dont les boutiques ont été détruites ont tenté un nettoyage sommaire. Plusieurs appels au calme ont été lancés, par M. Angeli, tout d'abord, qui a estimé que la situation était maîtrisée. Sur le port, placé actuellement sous la garde des légionnaires, le travail de déchargement aurait repris, exécuté par des militaires et des civils. Il est impossible toutefois, pour le moment, d'aller voir dans quelles conditions les déchargements sont effectués, le seul accès du port étant barré et gardé par des « bérets verts ». Quelques camions militaires passent, chargés de ravitaillement, de lits de camp et de barbelés, comme si les légionnaires étaient là pour longtemps. Devant un bâtiment administratif, une camionnette stationne, avec sur son toit, un drapeau qui semble arborer les couleurs d'un parti indépendantiste. Un fourgon de police s'approche, un agent en descend, déploie le drapeau, sourit, le véhicule repart.

Alors que, lors des précédentes grèves, les représentants des Eglises protestante et catholique avaient toujours été invités par les autorités civiles à servir de médiateurs dans les conflits sociaux, l'arrêt de travail déclenché par les dockers n'a pas provoqué la même démarche. Ce changement de comportement et de ton a été très remarqué.

Samedi, les autorités religieuses ont appelé avant tout à un retour au dialogue et à la prière. Mais quel dialogue ? Dans ces images de feu, c'est le mythe du paradis qui s'est dissipé.

Dans son fief de Faaa, M. Oscar Temaru, le chef indépendantiste du Front de libération de la Polynésie, a tenu une importante réunion avec les dockers, qui a rassemblé un millier de personnes. Les dockers maintiennent leurs exigences ; ils veulent qu'il y ait vingt-neuf manutentionnaires pour chaque déchargement d'un navire à Mururoa pour le compte du CEP, au lieu des vingt-deux prévus selon les anciens accords, ni plus ni moins.

Au haut commissariat, où l'on entend faire respecter la loi, et pour répondre aux critiques somme toute injustifiées sur l'absence d'intervention des forces de police lors de cette émeute de vendredi soir, des renforts ont été prévus.

Décrété par le haut commissaire, l'état d'urgence est devenu effectif à Tahiti et à Moorea dès 19 heures samedi soir (11 heures de Paris), et le couvre-feu a été instauré pour la ville de Papeete et les communes périphériques. Ces mesures ont été dans l'ensemble bien suivies et, dimanche, le calme était revenu. Le calme de la désolation.

MICHEL YIENG KOW.

● **M. Jean-Claude Andrieu, nouveau maire de Carpentras.** – M. Jean-Claude Andrieu (barriste) vient d'être élu maire de Carpentras (Vaucluse), en remplacement de Maurice Charretier, sénateur (RI) et ancien ministre, décédé le 30 septembre. M. Andrieu, qui a été élu avec vingt-sept des trente-trois suffrages exprimés, était premier adjoint au maire, chargé des travaux publics, depuis 1983.

[Né le 5 avril 1946 à Marseille (Bouches-du-Rhône), M. Jean-Claude Andrieu, commerçant, est élu conseiller municipal de Carpentras en 1977. Réélu en 1983 sur la liste d'union UDF-RPR conduite par Maurice Charretier, il est nommé premier adjoint au maire.]

Politique

de vendredi à Papeete

Tahiti, paradis à deux vitesses

(Suite de la première page.)

Une situation révélatrice du blocage de la société polynésienne, du degré zéro du dialogue social outre-mer et du rôle de plus en plus « musclé » imparti par le gouvernement tant à l'armée qu'aux forces de police sur ces territoires lointains.

Quels que soient ses auteurs directs, l'explosion de violence de vendredi *soir* à Papeete n'est que l'expression aberrante d'une *société polynésienne désorientée*, angoissée, qui se sent agressée parce *qu'elle réalise qu'elle a perdu* son identité et qu'elle n'a rien gagné au change. Une *société longtemps* hypnotisée par les effets économiques artificiels de la manne généreusement octroyée par un pouvoir central toujours prompt à dispenser ses largesses pourvu que les Polynésiens permettent à la France de poursuivre tranquillement des essais nucléaires à Mururoa. Une société à deux vitesses avec, côté plages, les fastes de la surconsommation et, côté montagne, de proprets bidonvilles.

Les cris d'alarme, pourtant, n'avaient pas manqué. *« Nous avons cru que le Centre d'expérimentation du Pacifique allait apporter la richesse. C'est faux. Il a apporté l'argent mais a déréglé le système de vie »*, déclarait en mai 1986, dans les colonnes de *la Croix*, le père spirituel de l'autonomie interne, M. Francis Sanford, ancien « patron » politique du territoire. *« Nous avons la politique et le comportement des émirats arabes, mais nous n'avons aucune ressource. Un jour, ça craquera. »*

Prémonition ? A l'Assemblée nationale, le mercredi 21 octobre, l'un des deux députés RPR du territoire, M. Edouard Fritch, rompant soudain avec l'autosatisfaction généralement manifestée au sein du parti de M. Flosse, son beau-père, mettait lui aussi en garde les pouvoirs publics en dénonçant le développement de la petite délinquance, en soulignant la densité de l'habitat insalubre – 25 % de *l'habitat dans la seule ville de Papeete !* – et en évoquant le chômage, phénomène nouveau en *Polynésie*, mais tout aussi inquiétant qu'ailleurs sur ce territoire où 50 % de la population a moins de vingt ans. *« Devrons-nous attendre des éclats de violence, des troubles, des actes terroristes meurtriers*, demandait-il au ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, *pour prendre des mesures ? »*

Malheureusement, au terme de son constat lucide, ce parlementaire tombait lui-même dans un travers commun à la plupart des dirigeants politiques de l'outre-mer français. Plutôt que de se pencher sur les moyens de remédier à cette situation sociale dangereuse – ces *« causes profondes »* dont parlait *dimanche l'archevêque de Papeete*, – M. Fritch mettait en cause, dans les *conflits en cours, la responsabilité... des* syndicalistes !

S'il est établi que certaines des organisations *syndicales* de Polynésie ont des liens étroits avec l'opposition locale – sans pour autant privilégier les indépendantistes, – il est surtout manifeste que la *vie sociale serait moins agitée si* les responsables politiques du territoire n'avaient, pour *leur* part, *la mauvaise* habitude de traiter les préoccupations syndicales avec un mépris souverain. Cela fait des mois, par exemple, que l'un des syndicats les plus dynamiques, le Atia I Mua, proche de la CFDT, qui a animé les mouvements de grève, ces temps derniers, à l'aéroport de Tahiti et au sein des personnels civils des sites du Centre d'expérimentation du Pacifique, s'emploie en vain à obtenir de l'assemblée territoriale la définition d'un code du travail qui soit conforme à la loi *métropolitaine*.

Ce qui vaut pour la Polynésie vaut aussi pour la Nouvelle-Calédonie, où les *syndicats n'ont jamais* droit de cité et où l'on a pu voir récemment la milice du principal parti territorial, *le* Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, apparenté RPR) briser par la force une grève dans une banque de Nouméa *(le Monde* du 14 octobre), sans que personne, à Paris, s'en émeuve. Là-bas, la principale organisation syndicale s'appelle l'USOENC (Union des syndicats ouvriers-employés de Nouvelle-Calédonie) ; forte de trois mille cinq cents cotisants (un *salarié sur dix*), proche, *elle aussi*, de la CFDT, elle dispose d'une représentativité incontestable et n'adhère pas, loin de là, aux thèses du FLNKS. *Pourtant* ses dirigeants n'ont *jamais été* reçus par le délégué du gouvernement *en audience* ordinaire, et il *a fallu qu'ils* enlèvent presque le ministre des DOM-TOM, *en faisant* « bloquer » *sa voiture* à Nouméa, pour obtenir, en juin dernier, *une première réunion informelle* à propos de la situation des employés de *la société* Le Nickel *et de la protection* sociale dans le territoire.

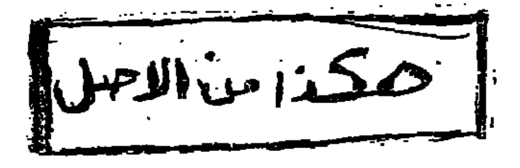
Rien qu'au siège de la CFDT, à Paris, les dossiers s'empilent, qui témoignent, dans l'indifférence générale des autorités, des multiples atteintes aux droits sociaux dans les DOM-TOM.

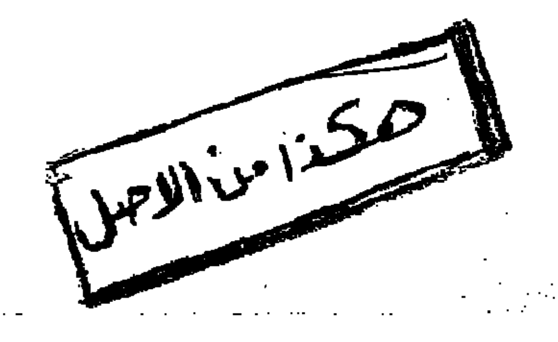
Comment s'étonner, dans ces conditions, de l'existence d'un « malaise » ?

Enfin, la décision de recourir aux gendarmes et à l'armée pour « casser » la grève des dockers de Papeete confirme, après la militarisation de la brousse calédonienne, que le gouvernement a désormais opté, outre-mer, pour le maintien d'un ordre « musclé ». Quitte à assumer d'éventuelles « bavures », comme cela risque de se produire bientôt en Nouvelle-Calédonie si l'on en croit les nombreux témoignages selon lesquels la « chasse à l'homme » engagée dans la région de Koné après le meurtre de deux gendarmes donnerait lieu à diverses brutalités.

Il n'y a, dans tout cela, rien qui soit de nature à redorer le blason de la France dans cette région du monde où sa présence est également mise en cause par les Etats voisins.

ALAIN ROLLAT.





Politique

Les conséquences du « point de détail » sur les conseils régionaux

Les socialistes reprennent l'offensive contre les alliances entre la majorité et le Front national

Plusieurs conseils régionaux se réunissent en ce début de semaine. Les socialistes ont l'intention de poursuivre leur offensive contre les accords passés au niveau régional entre la majorité et le Front national. Les effets du « point de détail » se font encore sentir. L'enquête que nous publions ci-dessous a été réalisée avec l'aide de nos correspondants, Etienne Banzet à Rouen, Roger Bécriaux à Montpellier, Michel Curie à Amiens, Claude Fabert à Besançon, Jean-René Lore à Lille, Ginette de Mathas à Bordeaux et Gérard Vallès à Toulouse.

L'émotion suscitée par les propos de M. Jean-Marie Le Pen, qui ne voit dans les chambres à gaz qu'un *« point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale »*, ne pouvait qu'être politiquement récupérée : dans la majorité, pour prendre des distances avec l'extrême droite ; à gauche, pour dénoncer les accords, ententes, connivences, ouverts ou tacites, entre la droite et le FN. Les résultats ont-ils été à la hauteur des calculs ?

L'exemple de l'Aquitaine donne une première indication. La réforme du système des aides aux entreprises était inscrite à l'ordre du jour de la séance du 28 septembre. Les socialistes et les communistes s'y opposant, M. Jacques Chaban-Delmas avait besoin de l'apport des élus du FN, qui approuvaient le dispositif proposé. D'autorité, le président du conseil régional retire le dossier avant le vote. Le maire de Bordeaux a-t-il préféré se passer de l'extrême droite quitte à faire capoter son projet pour *« se dédouaner vis-à-vis du FN »*, comme l'analyse le socialiste M. Henri Emmanuelli ? A-t-il choisi la sagesse, comme l'assure M. Jean François-Poncet (UDF), en privant les socialistes d'un thème de polémique ?

En Aquitaine comme dans d'autres régions, les socialistes sont montés au créneau pour demander l'exclusion des élus FN de tous les postes de responsabilité. En Aquitaine comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur par exemple les mêmes s'engagent a ne pas remettre en cause la direction politique de l'institution. En Aquitaine comme en Auvergne, en Bretagne, dans les Pays de la Loire... le PS exige que plus aucun conseiller FN ne siège dans les conseils d'administration des lycées. En Aquitaine comme ailleurs, la majorité est restée sourde. Il n'y a guère qu'en Ile-de-France que l'ouverture prévue de ces conseils au FN a été abandonnée.

Le PS est décidé à enfoncer le clou. Une lettre cosignée de MM. Lionel Jospin et Pierre Mauroy, président de la FNSER (Fédération nationale des élus socialistes et républicains), demande aux conseiller municipaux et régionaux d'obliger les élus de la majorité à se démarquer des propos de M. Le Pen et d'exiger que les délégations et fonctions dévolues aux élus du FN leur soient retirées ou au moins qu'elles soient soumises au vote en séance plénière.

La droite entend afficher une sérénité de marbre. *« Nous n'avons pas besoin des socialistes pour penser ce que tout démocrate doit penser de Le Pen »*, observe M. François-Poncet. Pour un peu, M. Yves Marchand (CDS), maire de Sète (Hérault), se féliciterait des propos du président du FN. Hostile aux accords entre ce parti et M. Jacques Blanc (PR), président du conseil régional du Languedoc-Roussillon, mais *« discipliné »*, il constate que les *« turpitudes »* de M. Le Pen ont d'une certaine façon *« sauvé l'unité de la majorité »*... d'autant que la fêlure dans cette région touche non pas la droite mais les élus du FN, dont trois sont en délicatesse avec la direction de leur parti.

Accusé : le mode de scrutin

Discipline aussi en Haute-Normandie avec la consigne *« silence dans les rangs »*. La présence de M. Laurent Fabius, attendant la rupture de l'alliance RPR-UDF-FN pour prendre le contrôle de l'exécutif régional, reste le meilleur antidote aux états d'âme. Un conseiller régional UDF se retranche sans enthousiasme derrière les décisions de son groupe : *« Je suis un conseiller de base, je ferai ce qui sera décidé. »*

Indiscipline en revanche dans le Nord-Pas-de-Calais, où le CDS a voté, le 28 septembre, avec les socialistes un des points d'une motion visant à exclure le FN des conseils d'administration des lycées, se distinguant ainsi des élus RPR et autres « libéraux » qui, eux, ajoutèrent leurs suffrages à ceux du FN...

Aux soupçons, voire aux certitudes, que nourrit la gauche à l'égard de relations complices entre la droite et l'extrême droite, la parade consiste à accuser le mode de scrutin.

Pour M. Dominique Baudis, *« le FN a été élu grâce à la proportionnelle, c'est-à-dire grâce au PS »*. Comme le dit M. François-Poncet, *« les socialistes sont les incendiaires qui jouent aux pompiers ; ils font montre d'une hypocrisie absolue »*. Régionaliste convaincu, M. Michel Giraud n'en finit pas d'avoir des regrets : *« Il n'était pas raisonnable de transférer des responsabilités à des régions qui pouvaient ne pas avoir de majorité politique. »* Le président RPR du conseil régional d'Ile-de-France n'a pas, contrairement à ses intentions premières, attendu l'après-présidentielle pour déposer une proposition de loi, cosignée de deux sénateurs UDF, MM. André Fosset et Jean-Pierre Fourcade, qui s'inspire de la proportionnelle majoritaire appliquée pour les municipales dans les communes de plus de trois mille cinq cents habitants. Reste que M. Giraud ne se fait guère d'illusion sur le vote de son texte avant la fin de la session.

A l'Assemblée nationale, les députés se préoccupent aussi de la question. M. Henri Bouvet (UDF) reprend également le modèle municipal mais à la différence de M. Giraud conserve la possibilité de fusion de listes pour le second tour.

Quant à M. Jean-Louis Masson (RPR), il envisage d'organiser l'élection des conseils régionaux non pas dans le cadre régional comme ses collègues, mais dans les limites de l'arrondissement.

Depuis mars 1986, neuf des vingt-deux régions métropolitaines ont un problème de majorité. Dans cinq d'entre elles, la gauche dispose d'une majorité relative face à la droite classique, tandis que dans quatre autres, la droite dispose de cette majorité relative. Elle est donc dépendante de toutes conjonctions entre gauche et extrême droite. Une fois de plus, la difficulté sera majeure lors du vote des prochains budgets.

Pour les socialistes qui ont, entre responsables régionaux, traité de cette perspective à la mi-octobre, il faudrait une décision du bureau exécutif du Parti. La tentation est grande de se réfugier derrière une consigne qui reviendrait à prôner une certaine souplesse puisqu'il s'agirait d'apprécier budget par budget, en fonction des amendements socialistes acceptés. Le vrai test sera là.

Les socialistes ne sont pas imperméables aux risques que comporte pour l'idée de la décentralisation et régionalisation le fait que le rejet de budget laisse aux commissaires de la République la responsabilité de les établir.

Quant au changement de mode de scrutin, ils savent que s'y opposer ne sera pas facile.

D'abord parce que beaucoup d'élus socialistes sont régionalistes de cœur et qu'ils avaient eu du mal à se laisser convaincre du choix du cadre départemental pour l'élection au suffrage universel des assemblées régionales, ensuite parce qu'une réforme de scrutin du type municipal est susceptible d'avoir pour conséquence heureuse la conquête de la majorité dans une ou deux régions supplémentaires.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● **M. Le Pen à Chambéry : incidents.** — En visite, le samedi 24 octobre, dans le département de la Savoie, M. Jean-Marie Le Pen a affirmé, lors d'une conférence de presse à Albertville, sa double certitude d'obtenir les cinq cents signatures nécessaires au parrainage de sa candidature et d'obtenir au moins 21 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle. La venue, le soir, à Chambéry du président du Front national a donné lieu à quelques incidents. Après une manifestation contre le racisme ayant rassemblé quatre cents personnes dans les rues de la ville, une trentaine de jeunes Français et immigrés ont conspué M. Le Pen et M. Bruno Gollnisch, député du Rhône, venus se recueillir devant le monument du maréchal de Lattre de Tassigny. La police a dû intervenir pour mettre fin à une bagarre généralisée entre ces manifestants et les membres du service d'ordre de M. Le Pen.

● **Exclusion au Front national.** — M. Jean-Antoine Armengol, conseiller régional (Pyrénées-Orientales) du Languedoc-Roussillon, a été exclu, le vendredi 23 octobre, du Front national. M. Armengol, qui avait, en compagnie d'un autre conseiller FN, M. Alain Champ (Gard), démissionné, le 12 octobre, du comité central du Front national pour protester contre les incidents survenus à l'Assemblée nationale dans la nuit du 9 au 10 octobre, a fait savoir qu'il siégerait désormais en tant qu'indépendant au conseil régional du Languedoc-Roussillon. M. Champ a déclaré de son côté : *« Je suis totalement solidaire de M. Armengol. Je m'exclus de moi-même. »*

PROPOS ET DÉBATS

M. Pandraud : cinq cents parrains

M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, interrogé, le dimanche 25 octobre, au « Club de la presse », d'Europe 1, a affirmé, à propos de la proposition de loi d'extension des possibilités de parrainage d'un candidat à l'élection présidentielle : *« Les élections des conseillers régionaux ayant lieu au suffrage universel, il n'y a pas de raison de s'opposer à cette loi. »* M. Pandraud n'est pas hostile à l'idée que M. Jean-Marie Le Pen puisse obtenir les cinq cents signatures dont il a besoin pour se présenter, car il souhaite que *« les grands courants de l'opinion publique puissent s'exprimer lors de l'élection présidentielle »*.

M. Giraud : pas d'obstacle

M. Michel Giraud, président RPR du conseil régional d'Ile-de-France, a souhaité, le dimanche 25 octobre, lors de l'émission « Sept sur sept », sur TF 1 *« que l'on ne fasse pas obstacle à la candidature de Jean-Marie Le Pen »*. Soucieux *« de la démocratie »*, M. Giraud pense aussi qu'*« une candidature Le Pen ne peut que renforcer la volonté de l'UDF et du RPR de jouer l'union »*.

M. Poperen : pas de signature

M. Jean Poperen, député socialiste du Rhône et ancien numéro deux du PS, a appelé, le samedi 24 octobre à Toulouse, *« tous les partis politiques démocratiques à mener campagne afin que les élus ne donnent pas leur signature à M. Le Pen »*. M. Poperen juge, à propos de la candidature de M. Pierre Juquin, que le PS ne peut pas *« encourager la dispersion des voix au premier tour »*, mais que la démarche de M. Juquin est *« intéressante (...) pour rassembler à notre gauche »*.

M. Lajoinie : 1 000 francs par mois

M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a affirmé, le samedi 24 octobre, lors d'une réunion publique à Marseille : *« En trois jours, la France a dépensé pour la Bourse de quoi relever les bas salaires de 1 000 francs par mois pendant un an. »*

Mme Veil : les responsabilités de la CNCL

Interrogée dimanche 25 octobre au « Grand Oral » du *Matin de Paris*, et de Pacific FM, pour savoir si elle éprouvait du respect pour la CNCL, Mme Simone Veil, ancien ministre de la santé, a répondu *« non »*, à l'instar du président de la République. *« La CNCL n'a pas suffisamment pris ses responsabilités*, a expliqué la présidente du groupe libéral au Parlement européen, *et le respect n'est pas mérité par tellement de choses ou tellement de gens, et en tout cas pas par une institution de ce genre. »*

Estimant que, face à *« la turbulence actuelle en matière d'audiovisuel »*, les conditions ne sont pas réunies pour désigner une institution de ce genre, Mme Veil a ajouté : *« Le terrain n'est pas suffisamment déblayé pour qu'on puisse simplement, par un texte de loi et la nomination d'un certain nombre de gens, tourner la page aussi facilement. Le désordre est en effet aujourd'hui à son comble, mais je crois que c'est en fait l'héritage de quantité d'années. »*

« Je souhaite qu'on arrive à trouver quelque chose qui, véritablement, puisse donner confiance, mais ce sera long, a conclu l'ancien ministre. *D'une façon générale, je ne crois pas que le paysage audiovisuel soit suffisamment satisfaisant pour qu'une institution puisse vraiment s'imposer. »*

Mme Simone Veil a estimé que les privatisations se sont faites jusqu'à maintenant sur *« un rythme modéré qui n'a pas asséché le marché de l'épargne »*, mais qu'il faut *« aller maintenant très doucement »* et *« voir si on peut encore (...) absorber une* [privatisation] *d'ici à la fin de l'année »*.

A propos de la candidature de M. Jean-Marie Le Pen, Mme Simone Veil a déclaré, samedi sur A 2, que *« la démocratie veut (...) que le FN puisse avoir un candidat à la présidentielle »*. Lors de l'émission « Grand Oral », dimanche, elle s'est déclaré *« tout à fait »* d'accord avec les possibilités d'extension des parrainages aux conseillers régionaux.

M. Leroy : le retour dans l'OTAN

M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*, évoque dans l'éditorial de *l'Humanité-dimanche*, les récentes déclarations de M. François Mitterrand en RFA. L'éditorialiste communiste affirme : *« Tout en évoquant les progrès du désarmement, François Mitterrand a partout répété sa volonté de construire une défense européenne commune, basée sur une entente franco-allemande, de mettre en commun l'arme nucléaire, de prévoir l'arme à neutrons. »* Pour M. Leroy, *« c'est une préparation accélérée du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN »*.

PROPOS ET DÉBATS

disons.

c'est encore possible.

هكذا من الاجل

Sports

AUTOMOBILISME : le Rallye des pharaons

La lionne au milieu des sphynx

A trois jours de l'arrivée au Caire, le pilote finlandais Ari Vatanen (Peugeot 205 Grand Raid), qui précède l'Italien Klaus Seppi (Mercedes AMG) de 2 h 24 min, et le motard italien Alessandro De Petri (Cagiva), qui devance son compatriote Gian Pietro Findanno (Suzuki DR7) de 41 min, font figure de vainqueurs probables du sixième Rallye des pharaons. Après une semaine de course dans cette épreuve très sélective, trente-sept motos seulement sur quatre-vingt-dix et cinquante-deux voitures sur cent trois ont rallié l'arrivée de la huitième étape, dimanche 25 octobre à Hourghada, sur les bords de la mer Rouge.

HOURGHADA
de notre envoyé spécial

Le sourire de Ramsès II à peine esquissé sur les lèvres des quatres colosses qui ornent la façade du temple d'Abou-Simbel aurait pu être celui du Finlandais Ari Vatanen à l'arrivée de la cinquième étape sur les berges du lac Nasser. Comme le lointain souverain égyptien, le pilote nordique régnait déjà en maître absolu à mi-course du Rallye des pharaons et les classements, modernes communiqués de victoire, traduisaient aussi clairement cette domination que le défilé des ennemis vaincus sculpté sur le socle des colosses.

Alors que l'Italien Seppi (Mercedes AMG), le Français Sarrazin (Toyota) et le Belge Colsoul (Mitsubichi Pajero), regroupés en 2 minutes, se battaient pour la deuxième place, le Finlandais les devançait déjà de plus de... 2 h. Encore convenait-il d'ajouter à cette liste d'adversaires presque soumis des condamnés à des combats d'arrière-garde, comme le Belge Jacky Ickx (Lada Poch), contraint par deux ruptures du pont avant à franchir des dunes en deux roues motrices, et des éliminés, comme le vainqueur 1986, l'Espagnol Prieto (Nissan Patrol), dans la troisième étape...

Cette hécatombe un peu prématurée pourrait s'expliquer par la présence en Egypte de nouveaux prototypes alignés par quelques écuries pour les tester dans les conditions de course à moins de deux mois du Paris-Alger-Dakar. C'était le cas de la Lada de Pierre Lartigue et, surtout, des motos monocylindre Suzuki à refroidissement par huile de l'écurie du Belge Gaston Rahier et des Yamaha XT 750 Ténéré à refroidissement par eau du Français Thierry Charbonnier et de l'italien Franco Picco, qui, après des débuts prometteurs, ont dû capituler dans la sixième étape pour des problèmes d'allumage.

Mais, pour sa sixième édition, le Rallye des pharaons est devenu beaucoup mieux qu'un simple banc d'essai du Dakar. Des grandes dunes de Siwa aux temples de la vallée des Lions, oubliés des guides touristiques et protégés des hommes par le désert, il offre un parcours hors du temps que les concurrents ne sont pas près d'oublier. Comme il reste avant tout une compétition, le Rallye des pharaons propose surtout des étapes variées et très sélectives qui expliquent aussi l'importance de la casse mécanique.

Soucieux de ne perdre personne dans les déserts traversés, Fenouil, l'organisateur des Pharaons, a apporté un soin particulier au balisage ; il en découle une course plus rapide – propice en moto au bicylindre de la Cagiva d'Alessandro De Petri, – où le road-book et la navigation jouent un rôle moindre par rapport au Dakar. *« C'est un pilotage fun où on frôle toujours ses limites »*, dit Jean-Clande Olivier, le directeur de Yamaha-Sonauto, qui, à quarante-deux ans, continue à partager l'expérience et la vie de ses pilotes en rallyes-raids.

Une opinion confirmé par Ari Vatanen : *« Ce n'est pas le Rallye des pharaons qui me sert de préparation au Dakar, mais plutôt le contraire. Dans le Dakar, les étapes et la course sont si longues qu'on ne peut pas toujours conduire à son maximum. J'aime les Pharaons car, lorsque c'est nécessaire, on peut exploiter tout son potentiel. »* L'écrasante domination du Finlandais en Egypte fait de lui l'incontestable favori pour sa propre succession dans le Dakar.

Aux Pharaons, la 205 Grand Raid bénéficiait des leçons tirées de l'expérience de janvier dernier : augmentation de la garde au sol ; radiateur plus important, rehaussé et reculé ; montage d'un troisième amortisseur de chaque côté à l'arrière pour diminuer la température de fonctionnement et supprimer leur système de refroidissement par eau ; capacité des réservoirs d'essence portée à 435 litres et raccourcissement des rapports de deuxième et de troisième vitesse pour mieux s'extraire du sable. De plus, elle est désormais équipée d'une injection électronique Solex et chaussée de nouveaux pneus terre mis au point par Michelin.

Peu prolixe sur les pilotes et les voitures qu'il engagera dans le prochain Dakar, Jean Todt, le directeur de Peugeot-Talbot Sport, reconnaît que le Rallye des pharaons lui a *« coûté un équipage »*. *« Sheklar Mehta a une expérience incomparable des rallyes africains, et c'est lui qui devait effectuer les essais de la 405 turbo 16 puisque Ari Vatanen est engagé à la même date dans le rallye du RAC »*, explique-t-il.

Tout laisse supposer que le Finlandais Juha Kankhunen, champion du monde des pilotes 1986 avec la 205 turbo, reviendra dans l'écurie Peugeot pour le Dakar. Lancia ne lui a pas prolongé son contrat, et Toyota, son nouvel employeur, ne participera pas au Rallye de Monte-Carlo, qui se retrouve en concurrence avec le « marathon » africain.

Malgré le contre-temps des essais, la 405 turbo 16, qui n'a pas encore effectué son premier tour de roue, devrait être au rendez-vous du Dakar. *« Nous ne devrions pas avoir de mauvaises surprises*, estime Jean Todt. *Le moteur (4 cylindres, 1 700 centimètres cubes, suralimenté) est celui de la 205 turbo 16. Les modifications portent sur les structures, et la 405 bénéficie d'un meilleur CX. Leurs performances devraient être assez comparables. »*

GÉRARD ALBOUY.

TRIATHLON : championnat du monde à Nice

Hervé Niquet : la preuve par trois

Le forfait de l'Américain Mark Allen, quintuple vainqueur de l'épreuve, a permis au jeune Néo-Zélandais Richard Wells de gagner, le 25 octobre, la sixième édition du triathlon de Nice (3 kilomètres de natation, 120 kilomètres à vélo, 32 kilomètres de course à pied) en 5 h 59 min 53 s. Il a devancé l'Américain Scott Tinley de 7 min et de 10 min un surprenant Français, Hervé Niquet. Chez les dames, les Américaines emmenées par Kristen Hanssen se sont octroyé les cinq premières places.

NICE
de notre envoyé spécial

Massés sur les galets de la plage de Nice, ils sont 882 à attendre le départ du triathlon. Quelque 300 Français, 250 Européens et 400 autres venus du reste du monde sautillent sur place avant de se jeter dans une mer plutôt fraîche. Mais le ciel gris et les 20°C de l'eau n'entament pas l'enthousiasme des participants. Ils se bousculent pour être les premiers à plonger.

Un petit millier d'hommes et de femmes adeptes inconditionnels de ce sport né il y a une dizaine d'années aux Etats-Unis. Une foule en combinaison et bonnet de bain prête à souffrir pour réussir l'exploit. Car les 3 kilomètres qu'ils doivent parcourir dans les eaux calmes de la baie des Anges ne sont qu'un avant-goût des réjouissances qui les attendent au fil de la journée.

Premier dès les 200 premiers mètres, le moustachu Richard Wells creuse l'écart. Le Néo-Zélandais vire les bouées en tête et sort de l'eau après une demi-heure de sprint. Il se précipite sur son vélo.

Pour gagner du temps, ses chaussures sont fixées aux cale-pieds. Et l'homme file sur la promenade des Anglais avant d'attaquer les petites routes de l'arrière-pays niçois.

L'Anglais Robin Brew tente de s'accrocher à cette silhouette casquée qui double avec facilité les cyclotouristes du dimanche. Mais les départementales qui serpentent entre les villages de Carros et de Roquestron sont pleines de pièges. Un virage mal négocié : c'est la chute. Contusionné, épaules et cuisses écorchées, le Britannique pleure, allongé dans le gravier.

Pari gagné

« A vélo, j'ai préféré réduire la vitesse pour assurer. » Sage Hervé Niquet. Il savait, ce Français, que les risques étaient grands. Le sociétaire du Racing-Club de France a ménagé ses efforts, tout en profitant des qualités d'un nouveau prototype conseillé par Cyrile Guimard. Le directeur sportif de l'équipe cycliste Système U participe à la formation des triathloniens du Racing. Avec Claude Gauthier, le président de cette jeune section, il tente d'améliorer les performances des athlètes dans une discipline qu'il maîtrise parfaitement.

Pari gagné avec Hervé Niquet qui, après 3 h 24 min de vélo, se lance, encore frais, dans la course à pied. Et là l'enfant de Meudon fait merveille. A la surprise générale, il remonte une quinzaine de concurrents qui ont déposé leurs vélos avant lui. A la sortie de Cagnes-sur-Mer, Hervé Niquet double le Hollandais Rob Barel, troisième en 1985.

Un Français sur le podium, les spectateurs assemblés près du Palais de la Méditerranée n'en reviennent pas. Ils crient pour encourager ce masseur kinésithérapeute de trente ans qui vient prendre la troisième place d'une épreuve où les professionnels australiens ou nord-américains sont légion. Martine, sa femme, n'est qu'à moitié surprise de cette performance. Son athlète de mari se lève à 6 heures du matin pour rouler et profite de la fermeture de son cabinet entre midi et 14 heures pour courir. *« Le problème, c'est la natation*, reconnaît-elle, *car depuis un an nous vivons à Condom, dans le Gers, et les possibilités d'entraînement sont plus réduites. »*

Hervé Niquet : soixante-sixième l'an dernier, troisième aujourd'hui, sa progression est surprenante. Ex-nageur, ex-athlète, ex-décathlonien – toujours au Racing, – lui ne paraît pas étonné. *« J'aime courir vite, autour de 16 kilomètres à l'heure, sinon je m'ennuie »*, assure-t-il en expliquant qu'il peut ainsi se permettre de laisser ses adversaires le distancer dans l'eau ou à vélo.

Lui qui juge cette épreuve *« amusante »* ne se donne pas de limite. Il prépare déjà sa prochaine course à la Réunion, en rêvant à Hawaï, la Mecque des triathloniens. Mais son épouse interrompt le volubile champion en ajoutant que, pour faire une carrière internationale, *« Hervé doit se reposer plus, donc travailler à mi-temps »*. Une troisième place à Nice peut aider à trouver de généreux parrains.

SERGE BOLLOCH.

PARACHUTISME : « Voile-contact »

Le monde à l'envers

Le spectacle est... renversant ! Voilà en effet ce qu'ont vu le 18 octobre à Saint-Tropez les spectateurs du Grand Prix de France de parachutisme : quatre hommes sautent d'un hélicoptère et ouvrent leurs « pépins », puis ils entrent en contact, autrement dit, ils se superposent ; mais cette figure désormais classique ne dure pas ; le parachutiste le plus bas se décale, vient à la hauteur de celui qui est au-dessus de lui, et il bascule.

Image à peine croyable : trois corolles blanches descendent normalement du ciel, les toiles gonflées retiennent les sauteurs, et la quatrième est à l'envers. Comme dans un dessin animé. Comme si la loi de la pesanteur était soudainement abolie.

« C'est un miracle », dit Patrice Girardin avant d'exploser de rire. *« En fait, c'est l'enfance de l'art. »* Pour comprendre le phénomène, il faut en effet savoir que les « voiles » ne sont pas des parachutes classiques. Ce sont des assemblages de manches à air, des « caissons », qui réagissent comme des ailes d'avion. *« Réaliser cette figure est à peu près aussi difficile que voler sur le dos pour un avion. Les principes aérologiques sont les mêmes »*, explique Patrice Girardin.

Dans ces modèles très particuliers de parachutes, la vitesse linéaire est en effet supérieure à la vitesse de chute. *« On va horizontalement à près de 60 kilomètres/heure. Cela permet de garder gonflés les caissons du parachute renversé et de donner ainsi l'impression de tomber à l'envers. En fait, à ce moment-là, on plane, on ne descend quasiment pas. »*

C'est par hasard que cette figure très spectaculaire a été découverte. *« L'hiver dernier, à la suite d'une fausse manœuvre, deux Néerlandais se sont trouvés en opposition avec leur voile perpendiculaire au sol. Avec des Suisses, nous avons suivi cela avec intérêt. Et on l'a refait. A deux d'abord, puis à quatre. Mais, dans ce cas, la dissymétrie de l'ensemble et la portance supérieure des trois voiles du dessus font que la quatrième se retrouve en opposition la tête en bas. Cela se faisait comme un numéro de trapèze. Celui du bas se retourne, enlasse de ses jambes l'équipier numéro trois. Les deux autres assurent la sécurité, comme dans tout numéro de voltige. »*

Le spectacle est impressionnant. Mais pour Patin et ses trois camarades, Roger Boubault, Patrice Barazzuti et Hervé Viennet, qui sont champions du


PHILIPPE MAILLÉ

monde 1986 de *« voile-contact à quatre »*, c'est l'enfance de l'art : *« On présente cette figure dans la tournée fédérale des plages comme à Saint-Tropez. Cela plaît beaucoup au public qui voit bien ce qui se passe. Mais en compétition, on ne s'y risque pas. C'est trop facile. Il y aurait aussitôt beaucoup d'équipes pour en faire autant et on ne marquerait plus beaucoup de points.*

» Le travail sur les suspentes à 1 500 mètres d'altitude n'est pas très spectaculaire vu du sol, mais on fait là-haut des « trucs » infiniment plus compliqués et plus payants. Actuellement, nous nous entraînons trois semaines par mois à Avignon. Notre objectif est de garder le titre mondial aux championnats qui auront lieu en France en août 1988. Nous détenons aussi le titre de contact à huit et le record du monde avec vingt-deux parachutistes accrochés. » Renversant, n'est-ce pas ?

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL : championnat de France

Etat d'urgence au PSG

« Il faut maintenant songer à éviter la descente. » Cette réflexion d'Omar Sène, l'un des joueurs du Paris-Saint-Germain, en dit long sur la situation du club parisien moins de deux ans après son titre de champion de France. Au lendemain de la défaite face à Metz (0 à 2), la septième en huit rencontres dont quatre à domicile, PSG se retrouve seizième au classement.

Le dimanche 25 octobre, Gérard Houiller a dû abandonner ses fonctions d'entraîneur sans pour autant quitter le club. Il a été nommé manager général avec mission d'étudier *« les solutions qui permettront au PSG de sortir de cette mauvaise passe »*.

« Cette décision n'est ni un désaveu, ni un constat d'échec, a commenté Gérard Houillier. *J'ai décidé de prendre du recul avec le regret de ne pas avoir été assez exigeant sur certains choix. »* Le choix des hommes ? Le recrutement qui a bouleversé l'équipe championne de France depuis juin 1986 n'a pas été judicieux. L'esprit de groupe s'est effrité et certains joueurs semblent en villégiature à Paris. Dimanche, le comité de gestion les a *« mis en face de leurs responsabilités »*. C'est Erick Mombaerts, trente-deux ans, successeur de Gérard Houillier après avoir été l'entraîneur de l'équipe réserve du PSG qui a pour tâche de susciter la *« réaction attendue »*. Le samedi 31 octobre, PSG se rend à Auxerre.

GYMNASTIQUE : championnats du monde

Dobre auréolée

La gymnastique mondiale a retrouvé son roi et s'est donné une nouvelle reine à Rotterdam (Pays-Bas), lors des 24e Championnats du monde.

Le Soviétique Dimitri Bilozertchev, qui effectuait sa rentrée au plus haut niveau après deux ans d'absence, a repris sa place de numéro un mondial. Mais « Dima » a eu très peur au dernier agrès. Son compatriote Youri Korolev, double champion du monde (1981 et 1983), a en effet obtenu un dix au saut de cheval, imitant en cela Silvio Kroll (RDA) à ce même appareil. Or un léger déséquilibre aux barres parallèles a coûté quelques dixièmes de point à Bilozertchev, qui ne devançait finalement Korolev que de 25 millièmes, et Vladimir Artemov de 25 dixièmes. Aux finales par appareil, Bilozertchev s'est adjugé deux autres médailles d'or, celles du cheval d'arçon et de la barre fixe, mais aux championnats d'Europe 1985 à Oslo il avait enlevé six titres sur sept.

La jeune Roumaine Aurelia Dobre, âgée de quatorze ans, pratiquement inconnue hors de son pays avant les championnats a remporté la médaille d'or du concours général individuel, en totalisant 79,650 points grâce à quatre dix. Elle en a obtenu un cinquième pour le titre de la poutre grâce à une équibre latéral avec jambes tendues entre les bras réalisé pour la première fois. Ces véritables démonstrations lui ont permis de prendre l'ascendant sur la Soviétique Shoushounova et sa compatriote Silivas avant les Jeux olympiques.

SQUASH-RAQUETTES : championnat du monde

La dynastie Khan

En novembre 1986 à Toulouse, le Néo-Zélandais Ross Norman avait mis un terme à soixante-six mois d'invincibilité du Pakistanais Jahangir Khan en finale du championnat du monde de squash-raquettes. Le 20 octobre à Birmingham, c'est son cousin Jansher Khan qui a privé du titre mondial le « soldat Pathan ». Entre ces deux dates, le monde du squash avait enregistré l'inéluctable déclin de Jahangir : sa première défaite avait été attribuée à l'absence de son coach et aux balles réfléchissantes imposées par la télévision. Mais à vingt-quatre ans, celui qui était un monstre d'endurance a encore manqué cinq fois de souffle au cours des onze derniers mois. Il a, en effet, été battu par les Australiens Chris Bittmar et Rodney Martin et surtout trois fois par Jansher.

A peine âgé de dix-huit ans, celui qui est déjà surnommé le « levier de Peshawar », en raison d'un silhouette frêle contrastant avec une vitesse exceptionnelle, a assuré en battant en finale Chris Bittmar (9-5, 9-4, 4-9, 9-6) la suprématie de la dynastie des Khan : Rochan, le père de Jahangir était numéro un mondial dans les années 50 ; Mohbullah, le père de Jansher, a été finaliste du premier championnat du monde en 1976 ; et, outre Jahangir et Jansher, il y avait deux autres Khan en quarts de finale à Birmingham, Hayat et Zarak.

Pourtant, Jahangir a annoncé qu'il allait reprendre en main les affaires familiales : *« Je vais travailler dur pour remettre Jansher à sa vraie place »*, a-t-il dit. La dernière fois qu'il avait pris une telle décision, c'était après la mort sur le court de son père Torsen. Et il s'était tellement entraîné que personne n'avait pu le battre pendant cinq ans et demi.

A. G.

Les résultats

Basket-ball

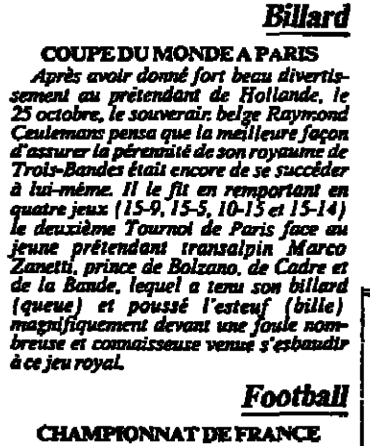
TOURNOI DE MILWAUKEE

Privée de ses quatre meilleurs éléments, l'équipe professionnelle américaine des « Bucks » a facilement battu, dimanche 25 octobre, l'équipe nationale d'URSS par 127 à 100, confirmant au cours de ce tournoi de début de saison le fossé qui sépare basket professionnel et amateur.

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(huitièmes de finale)

Antibes b. *Mulhouse	85-81
Nantes b. *Caen	98-87
RCF Paris b. *Vichy	95-88
Lorient b. *Reims	93-79
Limoges b. *Orthez	99-98
*Cholet b. Avignon	75-72
*Monaco b. Tours	103-97
*Villeurbanne b. Saint-Etienne	107-99

Classement. – 1. Nantes, 22 pts ; 2. Limoges et Orthez, 20 ; 4. Cholet, 19.



Billard

COUPE DU MONDE A PARIS

Après avoir donné fort beau divertissement au prétendant de Hollande, le 25 octobre, le souverain belge Raymond Ceulemans pensa que la meilleure façon d'assurer la pérennité de son royaume de Trois-Bandes était encore de se succéder à lui-même. Il le fit en remportant en quatre jeux (15-9, 15-5, 10-15 et 15-14) le deuxième Tournoi de Paris face au jeune prétendant transalpin Marco Zanetti, prince de Bolzano, de Cadre et de la Bande, lequel a tenu son billard (queue) et poussé l'esteuf (bille) magnifiquement devant une foule nombreuse et connaisseuse venue s'esbaudir à ce jeu royal.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(seizième journée)

*Lille et Laval	0-0
*Toulouse et Auxerre	0-0
*Montpellier b. Nice	4-1
Metz b. *Paris-SG	2-0
Lens b. *Le Havre	1-0
*Niort b. Marseille	1-0
*Monaco b. Nantes	2-1
*Cannes b. Matra-RP	3-1
*Bordeaux b. Saint-Etienne	1-0
*Toulon b. Brest	3-0

Classement. – 1. Monaco, 24 pts ; 2. Bordeaux, 21 ; 3. Nantes, 19 ; 4. Metz, Niort, Cannes et Matra-RP, 18 ; 8. Montpellier, Marseille et Saint-Etienne, 17 ; 11. Auxerre, 16 ; 12. Toulon, Lille et Toulouse, 15 ; 15. Nice, 14 ; 16. Paris-SG ; 13 ; 17 Laval et Lens, 12 ; 19. Le Havre, 11 ; 20. Brest, 10.

Deuxième division
(quinzième journée)

GROUPE A

*Istres b. Alès	2-1
*Ajaccio b. Le Puy	1-0
Lyon b. *Grenoble	2-0
*Orléans b. Tours	1-0
Bastia b. *Gueugnon	1-0
*Sète b. Martigues	1-0
Montceau b. *Châtellerault	4-0
*Nîmes b. Dijon	2-0
Sochaux b. *Cuiseaux-L	2-0

Classement. – 1. Sochaux, 26 pts ; 2. Lyon, 22 ; 3. Nîmes et Cuiseaux-L, 19.

GROUPE B

*Reims b. Quimper	2-0
*Rennes b. Beauvais	2-0
*Mulhouse b. Angers	1-0
*Valenciennes b. Abbeville	2-1
*Meinn et Dunkerque	0-0
Guingamp b. *Rouen	3-2
*Lorient b. Nancy	3-1
Caen b. *Saint-Dizier	2-0
*La Roche b. Strasbourg	2-1

Classement. – 1. Strasbourg, 23 pts ; 2. Caen, 21 ; 3. Rouen, 18.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(sixième journée)

Chamonix b. Amiens	6-3
Villard-de-Lans b. Briançon	4-3
Rouen b. Grenoble	11-5
Gap b. Tours	4-2
Mont-Blanc b. Français Volants	4-3

Classement. – 1. Mont-Blanc, 12 pts ; 2. Villard-de-Lans et Gap, 8.

Tennis

TOURNOI DE TOKYO

Le Suédois Stephan Edberg, en battant le Tchécoslovaque Ivan Lendl 6-7 (4-7), 6-4, 6-4, a remporté, dimanche 25 octobre, le Tournoi de Tokyo comptant pour le Nabisco Grand Prix et doté de 375 000 dollars.

Voile

LA BAULE-DAKAR

Les autorités maritimes françaises et portugaises ont décidé le 25 octobre d'abandonner les recherches de Daniel Gilard, skipper de Jet Service V tombé à la mer le 23 octobre au large des Açores. Son coéquipier Halvard Mabire, qui a fait escale à La Corogne, a déclaré : « Je pense que Daniel est parti en faisant un métier qu'il adorait. »



APPEL DE LA CFDT A SES AMIS

LE 9 DÉCEMBRE 1987, PRÈS DE 13 MILLIONS DE SALARIÉS SERONT APPELÉS A ÉLIRE LEURS REPRÉSENTANTS AUX CONSEILS DE PRUD'HOMMES. A ces élections, la CFDT présente plus de 14 000 candidats. Ils seront, dans l'exercice de leurs responsabilités prud'homales, ce qu'est la CFDT dans son incessante action pour une société plus juste : généreux, attentifs, efficaces, compétents.

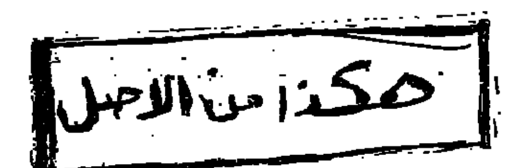
MALGRÉ LES DROITS GARANTIS A CHAQUE SALARIÉ PAR LA LOI, AUCUN N'EST A L'ABRI DE L'ARBITRAIRE, DE L'INJUSTICE. La justice prud'homale est alors l'ultime recours de ceux qui, par trop froide ou trop mauvaise raison, sont privés de leur emploi, lésés dans leurs intérêts, blessés dans leur dignité.

ANIMÉE DEPUIS TOUJOURS D'UN SENS DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ ET PORTEUSE D'UN SYNDICALISME D'AVENIR, la CFDT sera garante d'une bonne justice prud'homale dans la mesure même où les salariés lui accorderont leur confiance. Il lui faut donc, parce que la confiance, même méritée, n'est jamais acquise d'avance, se donner les moyens d'une vraie campagne électorale. L'effort de ses adhérents et de ses militants est considérable, mais la dépense est lourde.

PARCE QUE LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS, LES BONS AMIS PEUVENT AIDER A FAIRE LES BONS COMPTES. C'est donc à eux, à ses amis, que la CFDT en appelle ici afin qu'ils lui apportent le soutien de leur participation financière. Par cet appel, elle les invite à s'associer à cet important moment du débat social que sont les élections prud'homales.

SOUSCRIPTION PRUD'HOMALES CFDT
CCP N° 283-24 PARIS
OU CHÈQUE BANCAIRE A L'ORDRE DE LA CFDT
AVEC LA MENTION "SOUSCRIPTION PRUD'HOMMES"
4, BOULEVARD DE LA VILLETTE
75955 PARIS CEDEX 19





Société

Les difficultés de la lutte antiterroriste

Des juges en première ligne

(Suite de la première page.)

Tous les juges vous jurent la main sur le cœur qu'une telle protection est pénible. Pour eux et leur famille. Personne n'en doute. Mais lequel laisserait tomber des dossiers qui l'honorent, le blessent, l'angoissent, le ravissent ? Lequel accepterait sans regret d'en revenir à l'ordinaire maigre, et souvent piteux, des petits braquages bâclés par de petits voyous ? Lequel rendrait son arme de protection le cœur léger ?

Leurs collègues ne les aiment pas trop. Cela n'est jamais dit aussi abruptement, mais cela se sent. C'est tellement vrai que le nouveau Service central de lutte antiterroriste du parquet de Paris, le SCLAT, a tout simplement mis plusieurs mois avant de trouver un logement décent dans l'enceinte du palais. Créé en octobre 1986, ce service a fini, en désespoir de cause, par négocier avec le ministère de l'intérieur, et plus précisément M. Robert Pandraud, pour arracher les quelques centaines de mètres carrés nécessaires.

Du coup – est-ce un symbole ? – le voilà adossé au dépôt du palais, tout près du 36, quai des Orfèvres, beaucoup plus près de la police que de la justice. Comme si Thémis rougissait d'avoir pour enfant une section un peu particulière. Comme si le SCLAT, on ne sait jamais, pouvait être le rejeton infâme de feu la Cour de sûreté de l'Etat.

Le gros mot est lâché. « *Oui, bien sûr*, soupire un juge d'instruction, *la Cour de sûreté... Il ne faut pas que l'on se transforme en sections spéciales comme dirait Jean-Marc Rouillan, le chef d'Action directe.* » Boutade ? Boutade. Mais il y a encore quelques jours, les balles ont sifflé aux oreilles du juge Michel Legrand, principal gestionnaire du dossier basque. Car la grosse descente punitive de deux mille gendarmes et policiers dans les Pyrénées-Atlantiques, opérant *manu militari* cent dix-huit perquisitions, le samedi 3 octobre, a fortement déplu à Bayonne et... au Palais de justice.

Le chef du SCLAT, Alain Marsaud, qui travaille sous la protection constante et vigilante de vitres blindées, admet que la grande rafle du 3 octobre, diligentée par le juge Legrand, fut « *une opération mediato-politico-policière à la limite de l'hystérie* ». Pourtant, il fallait faire vite. La police disposait depuis quarante-huit heures de documents tout à faits inédits : le bottin de la nomenklatura de l'ETA-militaire en France. La preuve que « *le gouvernement de l'ETA siège sur notre territoire* ».

Cent dix-huit perquisitions

Juge d'instruction, Michel Legrand a pris ses responsabilités. Une réunion s'est ouverte à midi, la veille de la rafle dans son bureau. Les documents ont été étalés. Gourmands, audacieux, les policiers ont demandé cent dix-huit perquisitions, alors qu'ils possédaient cinq cents adresses. Une heure plus tard, ils repartaient, commission rogatoire en poche. « *Je savais où on allait. Les objectifs étaient clairement définis,* assure le juge. *Mais j'ai été surpris de la dérive médiatique. Elle n'était pas prévue dans ma commission rogatoire !* » Et voilà comment le judiciaire dégénère en politique...

Dans ce cas comme dans bien d'autres, les mauvaises langues n'hésitent pas à s'en prendre au chef du service central, soupçonné des pires desseins, des plus noires collusions. Soupir et sourire d'Alain Marsaud : « *MM. Pasqua et Pandraud sont des amis, oui. J'ai des liens personnels et anciens avec eux.* » Ses yeux ajoutent, en sout-titre : et alors ? Je ne confonds pas les genres. Le chef du SCLAT pivote sur son fauteuil : « *Il faut quand même dire que les choses ont changé depuis 1986. Désormais, les réunions avec la DST, elles se font ici.* » Son doigt pointe vers la table de conférence spartiate, en disponibilité dans un coin de son bureau.

Mais le problème est-il bien là ? Qu'ils le veuillent ou non, ces juges très spéciaux, qu'ils soient au parquet ou à l'instruction, souffrent avec plaisir sur des dossiers éminemment politiques. Aucun n'a la tentation de le nier. Grand spécialiste des dossiers Action directe, connu pour son goût de l'indépendance, le juge Jean-Louis Bruguière constate froidement : « *Nos affaires sont par définition politiquement sensibles.* »

Certes. « *C'est même l'intérêt de nos dossiers,* reconnaît le juge d'instruction M. Jean-Claude Vuillemin. *Ils s'inscrivent dans l'histoire contemporaine. Les ressorts criminels en jeu sont moins sommaires que dans les dossiers de droit commun.* » Ils sont même, parfois, savamment embrouillés. Que dire du dossier chiite, dossier à tiroirs, dans lequel on ne sait plus très bien quelle est la part du judiciaire, du politique et du diplomatique ?

L'opinion publique a donné sa langue au chat depuis longtemps et il faut de la persévérance, la foi du juge Boulouque, pour dire à nouveau : « *Concernant Wahid Gordji, j'aurais délivré un mandat d'arrêt si j'avais eu matière à l'inculper. Je n'exclus pas qu'il puisse être inculpé et écroué après son audition ou tout simplement sortir libre.* » Imagine-t-on justice plus libre, plus indépendante ?

Certains se crispent. « *Soyons sérieux,* dit l'un. *Nous n'avons pas les moyens de nos actions. C'est vrai en matière de droit commun mais plus encore quand il s'agit de subversion. Le risque de manipulation et de récupération est permanent quel que soit le pouvoir. Ne pas en être conscient est consternant.* » Fin de l'envolée. Les juges chargés de la lutte antiterroriste ont parfois de ces sorties sincères qui vous réconcilient avec le bon sens. « *On est coincés entre le policier, le politique et les droits de la défense* », souffle un autre.

Ces mouvements d'humeur qui fleurent parfois l'autocritique ne leur épargnent pas des jugements extérieurs sanglants. Après l'arrestation d'Yves Stella, directeur de la publication *U Ribombu*, bulletin pro-FLNC, les plus ulcérés furent évidemment ses compagnons d'armes et les plus sévères... la poignée de hauts fonctionnaires en poste dans l'île qui vivent sur fond de guerre déclarée entre police et gendarmerie. L'incarcération surprise et la libération tambour battant d'Yves Stella, le tout en moins d'une semaine, furent ainsi résumées par l'un d'eux : « *Une semaine d'intox pour un épisode grotesque.* » Peut-on être plus méchant ?

La contre-attaque est rapide. Si vous parlez « intox », disent nos juges, parlons résultats. Jean-Louis Bruguière rappelle que la paix civile est revenue pour un bon bout de temps en Guadeloupe. « *Il n'y a plus d'Alliance révolutionnaire caraïbe* », lâche-t-il. L'action du parquet, combinée avec la sienne, et le travail remarquable du préfet, Yves Bonnet, ont débouché en juillet dernier sur une série d'arrestations miracles, dont celle de Luc Reinette, chef présumé de l'ARC.

Ce fut une sorte de western sur fond de cocotiers. Un Transall militaire français vint cueillir quatre indépendantistes sur l'aérodrome de l'île indépendante de Saint-Vincent. Un coup d'aile et les terroristes se retrouvèrent à Pointe-à-Pitre devant Jean-Louis Bruguière tout juste débarqué de Paris. « *Rapt légal* », protestèrent les Guadeloupéens. Simple application de la loi, répliqua la justice.

La loi du 9 septembre 1986 permet en tout cas la centralisation de dossiers autrefois répartis entre plusieurs tribunaux. L'exemple vaut tout autant pour Action directe, dont les dossiers commenceront – cela ne sera pas pour déplaire au gouvernement – à être jugés, à Paris, au début de l'année 1988.

Des maux nécessaires

Dans la série des « maux nécessaires », l'instauration d'une garde à vue de quarante-huit heures renouvelables serait mirifique... Gilles Boulouque, qui a fait écrouer les membres présumés d'un réseau terroriste chiite tout au long du premier semestre 1987, affirme : « *Au moins cinq de ces inculpés ont commencé à en venir aux faits seulement après trois jours.* » Inutile, après cela, de lui dire qu'il est dans la main de la Direction de la surveillance du territoire, omniprésente dans cette longue et difficile enquête. « *Ce n'est pas un dossier de renseignement* », vous coupe Gilles Boulouque. *Je travaille sur des éléments objectifs.* » Le travail de la DST, selon lui, a eu l'immense avantage d'éviter à la France « *une vague d'attentats trois fois supérieure à celle que nous avons connue en 1986* ». Les stocks d'explosifs extrêmement puissants saisis en feraient foi.

Les juges de l'antiterrorisme ont ceci de particulier qu'ils s'impliquent à fond dans leurs dossiers. Pas de repos, pas de trêve. Jean-Louis Bruguière, depuis 1982, est devenu le Linné de l'ultra-gauche française, Gilles Boulouque, le Buffon de la nébuleuse chiite, etc. Progressivement, ces petits juges mués en shérifs se voient déchargés de tout dossier de droit commun. « *Sur le plan des principes, c'est naturellement très bien de faire du droit commun,* précise Jean-Claude Vuillemin. *Mais c'est vrai que nos dossiers déterminent un trop gros boulot.* » Du coup, ces juges acquièrent une culture bien à eux et s'éloignent insensiblement du sort ordinaire des juges d'instruction, même s'ils ne disposent que d'un seul téléphone vieillot, sans ligne directe.

Parce que leurs clients n'ont rien à voir avec des voleurs de poule, qu'un Fouad Saleh, un Jean-Marc Rouillan ou une Nathalie Ménigon mettent le palais de justice sens dessus dessous à chacun de leurs interrogatoires en raison des gardes ombrageuses qui les entourent, il est fortement question de regrouper les juges d'instruction chargés de la lutte antiterroriste sous les combles du palais. Histoire de rationaliser la sécurité. Si les crédits ont été débloqués, les autorités judiciaires se pressent tout de même lentement, convaincues qu'un regroupement est indispensable mais qu'il nourrira encore plus les soupçons de ceux qui ne cessent de prédire la résurrection de la Cour de sûreté de l'Etat.

En attendant, armés, protégés, confinés, bénéficiant d'un système informatique qui leur sert de mémoire, leurs collègues du service central de lutte antiterroriste du parquet de Paris bénéficient d'études et d'analyses sur mesure. Un ancien membre du réseau palestinien Septembre noir leur fait même part de ses informations et de ses intuitions. Ils ont le moral. Sûrs de travailler pour le bien commun, persuadés d'être dans le droit chemin. Du reste, Alain Marsaud, comme l'on claironne un communiqué de victoire, lance : « *Il n'y a jamais eu autant d'autorité du judiciaire sur les enquêtes.* » Croix de bois, croix de fer...

LAURENT GREILSAMER.

Une « institution » légère

Le service central de lutte antiterroriste du parquet de Paris (SCLAT) a été créé officiellement le 16 octobre 1986, en application de la loi relative à la lutte contre le terrorisme, entrée en vigueur le 11 septembre. Ce texte permet notamment la centralisation à Paris des poursuites dirigées contre les auteurs présumés d'attentats, même quand ces derniers sont commis en province ou dans les départements d'outre-mer. D'abord désigné sous la nomination de 14e section, le SCLAT est une « institution » légère : quatre magistrats, dont M. Alain Marsaud, chef du SCLAT, substitut.

D'autre part, cinq juges d'instruction travaillent sur les dossiers de terrorisme. Il s'agit de MM. Jean-Louis Bruguière, Jean-Claude Vuillemin, Michel Legrand, Gilles Boulouque et Gilles Rivière. Le président du tribunal de grande instance de Paris est, bien entendu, le seul habilité à leur confier telle ou telle instruction en vertu de la séparation entre les magistrats du parquet et les magistrats du siège.

REPÈRES

Catastrophes

Taiwan ravagé par un typhon

Le typhon Lynn, qui a ravagé Taiwan ces derniers jours, a fait de nombreuses victimes : la police dénombrait, le dimanche 25 octobre, vingt-quatre morts et huit disparus, alors que des informations diffusées par la télévision faisaient état de trente-deux morts et de dix disparus. Plusieurs régions, y compris la capitale, Taipeh, ont été touchées par des pluies torrentielles, des inondations, des glissements de terrain et des raz de marée. Selon le bureau central de météorologie, le typhon avait perdu de son intensité lundi et se déplaçait lentement vers la mer de Chine. – *(AFP.)*

Expulsion

Le lycéen congolais s'adresse à M. Chirac

Serge Mitolo, le lycéen congolais de dix-sept ans dont des militants des jeunesses communistes de Seine-Saint-Denis avaient empêché l'expulsion le 14 octobre, et qui vit caché depuis cette date, a envoyé au premier ministre une bande magnétique dans laquelle il déclare :

« *Monsieur Chirac, il y a plus d'une semaine que je vis en me cachant. J'ai peur. Je n'ai vraiment pas l'âme d'un clandestin, d'un héros. Ce que je demande est simple, pouvoir vivre normalement comme un jeune de mon âge avec mes copains de Bagnolet. J'ai besoin de reprendre mes études au lycée de Montreuil. Je suis orphelin, mon oncle m'attend. Je veux être en règle. Je l'ai toujours voulu. Alors, donnez-moi les tampons et les papiers qu'il faut. Je n'en peux plus, j'appelle au secours.* »

Inscrit au lycée de Montreuil, en situation irrégulière, Serge Mitolo s'était vu refuser un renouvellement de visa long séjour.

Inculpée depuis 1986

Une secrétaire de l'hôtel Matignon transmettait des documents confidentiels à son ami iranien

Une secrétaire administrative de la cellule diplomatique de l'hôtel Matignon a été arrêtée en juin 1986 par la DST pour avoir communiqué à son ami iranien, Mohamed Ansari, résidant en République fédérale d'Allemagne, des documents confidentiels qu'elle était chargée de détruire. Diffusée par l'Agence France Presse, samedi 24 octobre, cette information a été confirmée, peu après, par les services du premier ministre.

Maryse Villard, âgée de quarante-quatre ans, a été interpellée par le contre-espionnage français, au début du mois de juin 1986, alors qu'elle débarquait, à l'aéroport de Roissy, d'un vol en provenance de Francfort. Dans ses bagages se trouvait un document classé « secret-défense » sur la guerre entre l'Iran et l'Irak. Interrogée, elle ne fit aucune difficulté pour raconter sa liaison avec Mohamed Ansari, un Iranien résidant en RFA, qui se serait présenté auprès d'elle comme un opposant au régime de Khomeiny. C'est pour « *lui faire plaisir* » qu'elle lui aurait montré certains documents provenant de la cellule diplomatique des services du premier ministre à laquelle elle avait été affectée quelques semaines auparavant.

Maryse Villard fut alors inculpée par Mme Françoise Canivet-Beuzit, juge d'instruction à Paris, sur le fondement de l'article 76 du code pénal, qui prévoit une peine de cinq à dix ans de prison pour quiconque divulguera « *sans intention de trahison et d'espionnage* » des documents tenus secrets « *dans l'intérêt de la défense nationale* ». Incarcérée, elle fut rapidement libérée et placée sous contrôle judiciaire, le 29 juillet 1986. Elle devait pourtant être convoquée et entendue de nouveau depuis que l'information judiciaire a été confiée à M. Gilles Boulouque, l'un des magistrats instructeurs spécialisés dans les affaires de terrorisme liées au Proche-Orient.

Le Point du 26 octobre, qui revient sur cette affaire, insiste sur l'origine politique de cette secrétaire administrative, « *séduite par un play-boy recruteur* » et dont le salaire mensuel ne dépassait pas 6 000 F : « *Cette militante socialiste a travaillé au cabinet de Gaston Defferre, alors ministre de l'intérieur, à la direction des services administratifs et financiers de Matignon, puis à l'éphémère délégation aux nouvelles formations de Gilbert Trigano, avant d'être reprise à Matignon. Sous la gauche, elle s'active d'abord au secrétariat du cabinet du premier ministre Fabius. Et lorsque Chirac devient à son tour chef du gouvernement, en mars 1986, elle est transférée à la nouvelle cellule diplomatique. Sa mission : détruire les documents confidentiels. Beaucoup de dossiers lui sont ainsi passés entre les mains.* »

La version donnée à la fin de la semaine par l'hôtel Matignon est moins alarmiste. On y précise qu'il s'agit d'une « *très vieille affaire* » et de « *menu fretin* » : Maryse Villard fut soumise, « *au bout de trois semaines* » de présence à la cellule diplomatique, à une enquête classique de surveillance ; c'est alors que la DST aurait découvert qu'« *elle avait un amant iranien qu'elle allait voir régulièrement* ». En d'autres termes, les dégâts auraient été limités, dans le temps et les documents auxquels la secrétaire aurait eu accès ne seraient pas les plus sensibles.

En fait, c'est surtout la personnalité de son amant iranien qui intéresse les services secrets français. Mohamed Ansari, qui n'a jamais été entendu par la justice française, serait l'un des délégués en RFA de la National Iranian Oil Company (NIOC), qui sert de paravent aux activités de renseignement, mais aussi d'achats d'armements, du pouvoir iranien. Selon *le Point*, il aurait été lié à une société française, la SOHEIL, dont le siège est à Versailles et qui s'intéresse aux ventes d'armes. Mohamed Ansari aurait été en relation avec d'autres « secrétaires », notamment à l'UNESCO, et aurait versé à Maryse Villard 73 000 francs en vingt mois.

Deux tours de France

L'intégration en marche

Les jeunes immigrés et leurs défenseurs ont un faible pour les tours de France. Comme s'ils avaient régulièrement besoin de se montrer, d'affronter le « pays profond », pour le rassurer ou le séduire, et, en même temps, de mobiliser leurs propres troupes.

Des Beurs avaient inauguré la formule, en novembre 1983, avec une « marche pour l'égalité » très remarquée. Elle devait être suivie de deux autres tours de France, moins réussis : en vélomoteur (novembre 1984) puis en camionnette (novembre 1985).

Cet automne, le mouvement France Plus, animé par de jeunes Maghrébins, inaugure l'avion. Un « charter des droits civiques » – en réalité, une poignée de militants ayant obtenu des billets gratuits d'Air Inter – doit faire escale, du 18 octobre au 4 décembre, dans une douzaine de villes de France. De son côté, SOS-Racisme dépêche, du 22 octobre au 23 novembre, des « messagers de l'égalité » dans plusieurs dizaines de communes où « *il se passe quelque chose* ».

Lancées séparément, sans volonté de coordination, les deux initiatives n'ont pas le même objectif : si SOS-Racisme plaide pour « *l'égalité des droits et l'intégration* », France Plus se préoccupe essentiellement de l'inscription des enfants d'immigrés sur les listes électorales. Mais ces deux associations, de taille très inégale et qui se détestent cordialement, tiennent désormais le même langage : mettant entre parenthèses les anciennes revendications sur « *la France multiculturelle* », elles insistent toutes deux sur « *le droit à la ressemblance* ». De part et d'autre, l'« *intégration* » est devenue le maître mot.

« *C'est un voyage au cœur de l'intégration que nous entreprenons,* affirme Harlem Désir, président de SOS-Racisme. *Pour montrer qu'elle est en marche et pour l'aider à se développer.* »

Dans la foulée de son succès à « L'heure de vérité », la star de la « potes-génération » publie ces jours-ci un livre dont le titre est tout un programme : *SOS-Désirs* (Calmann-Lévy, 182 pages, 58 F). Un livre qui, par des exemples concrets, veut montrer que « *la France n'est pas raciste* » et que « *partout, spontanément, dans les quartiers, les écoles, les entreprises et les administrations, des « entrepreneurs d'égalité » sont à l'œuvre, anonymes, discrets et efficaces* ».

La thèse de Harlem Désir – comme d'ailleurs de France Plus – se résume d'une phrase : « *Si l'on veut l'intégration, il y a un prix à payer : l'égalité des droits.* » Egalité dès la naissance, avec l'attribution de la nationalité française à tous ceux qui naissent en France. Les prochaines initiatives de SOS-Racisme se feront dans cet esprit : une fête à Paris le 28 novembre, un concert le 17 janvier 1988, suivi en mars, à Montréal, du premier congrès international du mouvement.

R.S.

EN BREF

● **Deux cadavres carbonisés dans un bois de Seine-et-Marne.** – Les gendarmes de la région de Coulommiers enquêtent sur deux cadavres carbonisés, découverts le dimanche 25 octobre dans une voiture entièrement détruite par le feu, dans un bois près de Chevru (Seine-et-Marne).

L'état des corps n'a pas permis, jusqu'à présent, d'identifier les deux personnes, ni même de déterminer leur sexe. Les plaques minéralogiques du véhicule, une Renault 25, ont été détruites par l'incendie.

● **Un évadé repris après quatre ans de fuite.** – Evadé de la maison d'arrêt de Besançon le 5 juin 1983, Patrick Brice, âgé aujourd'hui de trente et un ans, a été arrêté le 23 octobre dans le Maine-et-Loire. Il aura à répondre d'une trentaine de cambriolages commis pour subsister durant ces quatre ans, même s'il lui est arrivé d'envoyer quelquefois à ses victimes des excuses et des fleurs.

● **Expulsion de Basques espagnols.** – Considéré comme l'un des responsables d'ETA-militaire Pedro Astorquiza-Icazuriaga dit « Pottoka », trente-quatre ans, a été arrêté jeudi matin en région parisienne et expulsé dans la journée même vers l'Espagne. « *Pottoka* » était recherché depuis plusieurs années par les policiers espagnols pour sa participation éventuelle à plusieurs attentats.

Un autre militant présumé de l'ETA, Utrera-Dias Conrado, a été interpellé dans la nuit de jeudi à vendredi dernier à Levallois-Perret (Haut-de-Seine) et, lui aussi, expulsé selon la procédure dite d'urgence absolue.

Société

TAUROMACHIE

Corrida dans les rues de Floirac

BORDEAUX
correspondance

Malgré les démarches administratives et judiciaires engagées par les amis des bêtes, les menaces proférées et l'agitation entretenue ces derniers jours autour de l'organisation d'une course de taureaux à Floirac aux portes de Bordeaux, (*le Monde* du 24 octobre), la corrida s'est déroulée normalement, le dimanche 25 octobre. Le succès d'affluence – sept mille spectateurs et des arènes combles – s'est doublé d'un succès tauromachique, les toreros Francisco-Ruiz Miguel et Nimeno II ayant obtenu cinq oreilles.

La partie était loin d'être gagnée d'avance et, jusqu'au dernier moment, les tentatives d'intimidation se sont multipliées. Dans la nuit de samedi 24 à dimanche 25 octobre, une voiture a été incendiée devant le domicile de M. Jean Darriet, maire socialiste de Floirac, principal organisateur de l'événement. Le véhicule appartient à l'une de ses voisines.

Dès dimanche matin, un important service d'ordre, fort de deux cents CRS, était mis en place aux abords du stade où avaient été installées des arènes mobiles. Cela n'empêcha pas les manifestants (au nombre d'une centaine), de prendre position aux portes de l'enceinte. Slogans hostiles, jets d'encre rouge sur les arrivants, bousculades sans conséquences avec le service d'ordre.

Si Brigitte Bardot, annoncée depuis quelques jours, s'était décommandée, Antoine Wechter, futur candidat des Verts à l'élection présidentielle, avait tenu à être présent. Apparemment moins à l'aise et moins pugnace que les représentants locaux de la SPA, il s'est contenté de diffuser et de commenter une déclaration où il disait notamment : *« La corrida est une très vieille tradition dans le sud-ouest de la France. Mais n'est-elle pas aujourd'hui une tradition archaïque ? (...) Je revendique ma responsabilité d'espèce pensante. J'ai sur le taureau la supériorité de la conscience ; conscience de ce qu'est la vie et la mort, de ce qu'est la souffrance. »*

Trois heures plus tard, à la nuit tombée, la corrida s'achevait. Les arènes tout entières applaudissaient le maire de Floirac, alors que, dehors, une vingtaine d'adolescents et de femmes, regroupés autour d'une banderole, maintenaient le flambeau de la protestation.

Floirac venait de renouer avec une tradition interrompue depuis 1961.

(Intérim.)

Frontières

Où peut-on organiser des corridas en France ? La réponse est apparemment simple : les corridas sont légales dans *« les villes de tradition ininterrompue »*. En cas d'interruption, celle-ci ne doit pas dépasser dix ans. Mais peut-on, par exemple, autoriser une corrida à Nîmes et l'interdire au Grau-du-Roi, distant d'une quarantaine de kilomètres ? Quatre cours d'appel (Bordeaux, Montpellier, Nîmes et Toulouse), la Cour de cassation et le Conseil d'Etat ont donc décidé d'étendre le bénéfice de la tradition locale à la région en tant qu'*« ensemble géographique ou démographique »*. Il reste que les pouvoirs publics, d'hier et d'aujourd'hui, n'ont toujours pas délimité officiellement ces fameuses « régions ». Le pays taurin est fixé au coup par coup, procès après procès, manifestation après manifestation. Le Parlement ne pourrait-il tracer les frontières de ces zones de traditions ne pourrait-il tracer (c'est-à-dire seize départements) et interdire la course de taureaux au-delà ?

JEAN PERRIN.

JUSTICE

Après cinq années d'information judiciaire

Le dossier René Lucet est transmis au parquet pour « classement sans suite »

Le dossier René Lucet, du nom de l'ancien directeur général de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) des Bouches-du-Rhône retrouvé mort à son domicile le 4 mars 1982, a été transmis récemment au procureur de la République de Marseille pour *« classement sans suite »*.

Une information judiciaire pour *« recherche des causes de la mort »* avait été ouverte, le 25 mars 1982, après le décès suspect de René Lucet, atteint de deux balles dans la tête. La thèse du suicide avait été retenue dans un premier temps, mais, deux semaines après les obsèques de René Lucet, le parquet de Marseille, à la demande de la chancellerie, avait décidé de désigner des experts pour réexaminer les conditions de cette mort.

Le 18 mars 1982, le corps de René Lucet était exhumé et autopsié. Les expertises effectuées à ce moment-là n'avaient permis de conclure définitivement à aucune thèse, suicide ou meurtre. L'information judiciaire menée depuis, confiée à Mme Bernadette Augé, juge d'instruction, n'a pas apporté d'éléments nouveaux sur les circonstances de la mort de René Lucet, qui, comme directeur général de la CPAM des Bouches-du-Rhône, avait été suspendu le 23 février 1982 par Mme Nicole Questiaux, alors ministre de la solidarité nationale.

Cette suspension, motivée selon le ministre par *« des abus et des fraudes dans la gestion des deniers de la caisse »*, avait provoqué une vive polémique, qui avait rebondi après la mort violente de René Lucet.

Au-delà, les investigations conduites pour tenter d'en établir les circonstances ont débouché sur un autre dossier, celui de fausses factures concernant, notamment, la mairie de Marseille et ayant entraîné depuis une série d'informations judiciaires. Certaines ont déjà abouti à des procès et à des condamnations. D'autres sont encore à l'instruction.

● **Deux avocats bordelais suspendus pour cinq mois.** – La cour d'appel de Bordeaux a suspendu pour cinq mois, le 22 octobre, deux avocats au barreau de cette ville, Mes Denys Sutter et Daniel Lalanne. Défenseurs de François Korber, les deux avocats avaient été récusés par leur client, le 11 mai 1987, au premier jour du procès de ce dernier devant les assises de la Gironde. Bien qu'ayant été commis d'office, les deux avocats avaient quitté la barre. Traduits devant le conseil de leur ordre, ils avaient été relaxés, mais le procureur général près la cour de Bordeaux avait fait appel de cette décision. Mes Sutter et Lalanne ont décidé de se pourvoir en cassation.

● **Les suites de l'affaire Ariane.** – Dernier des inculpés dans l'affaire d'espionnage sur la fusée Ariane à être en détention provisoire, M. Jean-Michel Haury, cinquante-quatre ans, dessinateur industriel, a bénéficié d'une ordonnance de remise en liberté, rendue, le samedi 24 octobre, par la chambre d'accusation de Rouen. Principal inculpé, M. Pierre Verdier avait, pour sa part, été remis en liberté le 21 octobre (*le Monde* du 23 octobre). M. Haury reste néanmoins en prison à Rouen pour une affaire d'escroquerie.

● **Trois ans de prison pour Lester Piggott.** – L'ancien jockey et entraîneur britannique Lester Piggott, cinquante et un ans, qui a remporté plus de cinq mille victoires en trente-huit ans de carrière, a été condamné, vendredi 23 octobre, en Grande-Bretagne, à trois ans de prison pour une fraude fiscale portant sur 31 millions de francs.

PARIS

Grands travaux aux portes de la capitale

Neuilly, côté jardin

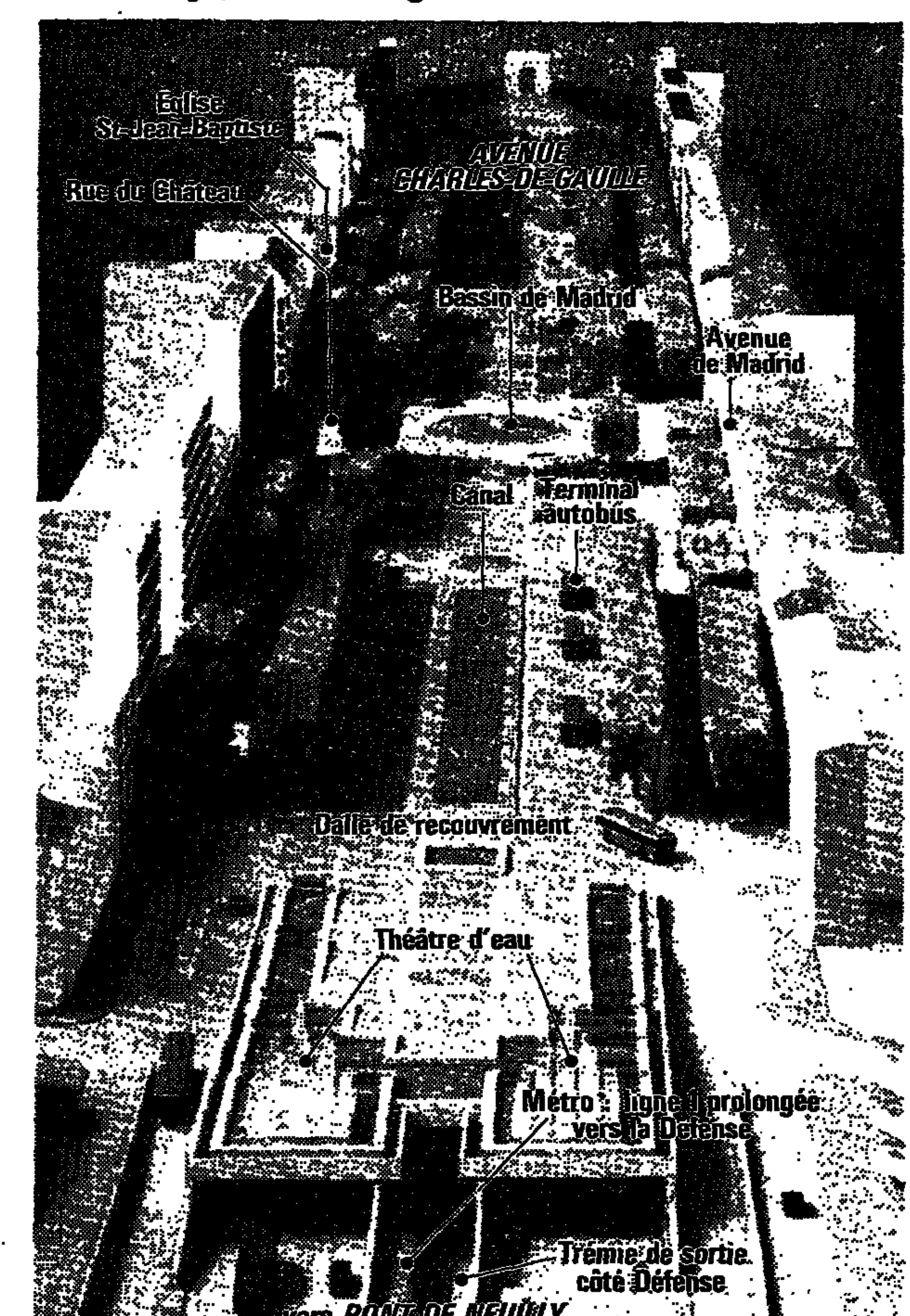
Au nord-ouest de Paris, une partie de la « voie triomphale » sera bientôt souterraine, dans la traversée de Neuilly. C'est déjà plus qu'un projet : les travaux préliminaires ont commencé cet été. Le chantier est ouvert pour quatre ans ; la facture approche le milliard de francs.

L'avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine sous un jardin : l'idée ne pouvait que séduire. Elle va devenir réalité sur une longueur de près de un demi-kilomètre. Sur le tracé de la célèbre voie triomphale rêvée par Colbert du rond-point des Champs-Elysées au pont de Neuilly, l'avenue Charles-de-Gaulle est l'artère nourricière entre la capitale et l'ouest parisien.

Avec l'achèvement de la Défense (1 800 000 mètres carrés de bureaux), avec l'essor de Cergy-Pontoise, le flux actuel de 150 000 véhicules qui abordent ou quittent la capitale chaque jour menaçait de croître sans embellir. Automobilistes immobilisés par les feux, riverains étrangers d'une rive à l'autre, piétons à l'aventure : les égarés de cette configuration sont nombreux et quarante accidents chaque année noircissent le tableau.

La ligne 1 du métro (Château de Vincennes-Neuilly) sera prolongée jusqu'à la Défense. Le métro traversera la Seine en empruntant le pont de Neuilly élargi et renforcé. Mais ce prolongement ne suffira pas, bien évidemment à éponger le trop-plein de la circulation automobile. D'autant que le volume du trafic, estime le maire (RPR) de Neuilly, M. Nicolas Sarkozy, augmente de 1,5 % par an. La solution retenue enfouit en quelque sorte les voitures avec le métro. Sur une longueur de 435 mètres, un tunnel sera construit. Il englobera l'actuelle station Pont de Neuilly et débouchera face au pont, rive droite.

Sur le toit du tunnel, une immense dalle de 70 centimètres d'épaisseur, les architectes Bruno Laplane et Louis Blanchet ont dessiné un paysage de fontaines et d'arbres. Des alignements de platanes (soixante-dix arbres de plus qu'il n'en existe sur les bas-côtés actuels) encadreront des jardins symétriques.



Une étape

Selon M. Sarkozy, le tunnel, *« formidable chance »* pour Neuilly, est une première mondiale : *« La seule autoroute de France à couper une ville en deux va se transformer en jardins au cœur de la cité »*. La circulation routière en surface tombera à trente mille véhicules par jour, et les habitants des deux quartiers riverains pourront à nouveau se rencontrer.

Aubaine financière aussi. Le coût total du chantier – prolongement du métro, ouvrages routiers et terminal de bus – était évalué à 910 millions de francs à la mi-1985. Mais le maire de Neuilly assure qu'il n'aura aucune incidence sur les impôts locaux. Sa ville ne supportera que 3,4 % du financement (1), alors que ses administrés, dit-il, *« subissaient 100 % des nuisances »*. Ce qui n'est pas tout à fait exact, puisque les automobilistes qui sont ralentis par les feux tricolores économiseront, grâce à leur suppression, trois cent vingt mille heures par an.

Les nuisances que tout le monde devra affronter en tout cas seront celles que le chantier provoquera quatre années durant. La municipalité de Neuilly mise sur l'information pour en atténuer les rigueurs, M. Sarkozy regarde même au-delà : *« Ce n'est qu'une étape. »* Son rêve, inaccessible dans l'immédiat pour raison financière, serait de prolonger le tunnel-jardins jusqu'au seuil de Paris : la porte Maillot. L'occasion n'est pas hors de portée puisque ce rond-point doit être remodelé et inaugurerait la liste des cinq grandes portes que le maire de Paris veut aménager (*le Monde* des 26 juillet et 1er août 1986).

Mais la première maquette de la nouvelle porte Maillot a suscité tellement de critiques qu'elle a été remise dans les cartons. Pour l'heure, nul projet n'a les faveurs de la Ville de Paris. Avant que les embûches ne s'estompent et que les travaux puissent commencer, le tunnel de Neuilly et son esplanade premier tronçon auront peut-être eu le temps de faire leurs preuves.

CHARLES VIAL.

(1) L'Etat prend 40 % à sa charge, la région 24,8 %, la RATP 20 %, le département 7,6 %, les villes de Courbevoie et Puteaux, chacune 2,1 %.

● **Projet d'usine contesté à Saint-Germain-en-Laye.** – Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, le samedi 24 octobre, dans les rues de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), pour protester contre le projet d'implantation d'une usine d'incinération d'ordures ménagères sur le territoire de la commune voisine d'Achères. Ce projet, qui a déclenché une polémique entre les communes riveraines d'Herblay, Montigny, Cormeilles, Maisons-Laffitte, Achères, Andrésy et Conflans-Sainte-Honorine (*le Monde* du 4 août), met sur la sellette M. Michel Péricard, maire (RPR) de Saint-Germain-en-Laye et président du syndicat intercommunal, maître d'ouvrage. Celui-ci a indiqué, le 19 octobre, que le projet serait retardé de dix-huit mois pour préparer une étude d'impact climatique.



Culture

THÉÂTRE

L'automne des marionnettes

Le Théâtre national de Chaillot a pris l'habitude d'inviter chaque automne les meilleures compagnies étrangères de marionnettistes. En collaboration cette année avec le Festival d'automne, il a présenté un cycle italien qui s'achève avec les *pupi siciliani* de Nino Cuticchio, fleuron de l'art populaire palermitain. De son côté, la Maison des cultures du monde propose un spectacle singulier : le théâtre de marionnettes sur eau du Vietnam sur le bassin de la piscine Deligny. Deux rendez-vous curieux, originaux et beaux.

L'Arioste au bout d'un fil

Sur les murs de la salle de bois construite pour l'occasion, de petites toiles peintes sont suspendues et racontent en plusieurs centaines d'images moins naïves qu'on pourrait le penser au premier coup d'œil une infinité d'épisodes de l'histoire ancienne européenne, dont ceux, fameux, qui appartiennent au cycle légendaire de Charlemagne et firent jadis la fortune de Boiardo et de l'Arioste.

Chaque soir, la femme qui a peint ces toiles en s'inspirant non de ses lectures mais de la parole transmise par son époux, Nino Cuticchio, marionnettiste de Palerme, s'installe devant son orgue de barbarie pour en faire jaillir les mille et un motifs musicaux. Empruntés à toutes les époques, ils viennent accompagner l'épopée de petits personnages pittoresques qui, pour être de bois, ont pourtant la langue bien pendue, et une épée à portée de la main pour défendre leur honneur et celui de leur patrie.

Car l'histoire qu'a choisi de raconter la famille Cuticchio, pour la première fois invitée à Paris, elle qui n'a pas pour habitude de quitter son quartier populaire de Palerme, est celle du paladin Ruggiero dell'Aquila Bianca, envoyé à Rome auprès du pape par Charlemagne qui souhaite obtenir le soutien de l'armée pontificale contre une invasion imminente des sarrasins.

De Saint-Pierre à Paris en passant par on ne sait quel pic rocheux où Pinamonte, le Maure, a bâti sa forteresse, les scènes de bravoure, de duplicité, d'amour, de magie et celles, plus oniriques, qui ont lieu dans les feux de l'enfer ou la ouate d'un paradis peuplé d'angelots, s'enchaînent à un tel rythme que l'on imagine pas que tant de personnages aient pour moelle épinière un invisible fil. La famille Cuticchio, sa verve sicilienne – tellement proche de nous qu'on a l'impression de comprendre tout le temps de la représentation un italien rustique et grasseyant, – ses marionnettes aux visages inspirés de la peinture antique sont les ingrédients singuliers d'un plaisir furtif, sortilège qui unit les charmes de l'enfance et l'ironie de l'âge.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre de Chaillot, Grand Foyer. Du mardi 27 au samedi 31 octobre à 14 h 30 et 20 h 30. Dernière dimanche 1er novembre à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15.

Les bons génies des eaux

Elles ont quitté l'eau de leurs rizières pour celle – teintée d'un caramel alimentaire afin que l'on n'y perce pas leurs secrets – de la piscine Deligny : avec son décor vert amande et blanc, un des lieux les plus délicieux de Paris. Devant une pagode/castelet montée sur pilotis, Téu, le meneur de jeu s'avance, des pétards incendient l'eau, des drapeaux surgissent. *« Le combat du général Tram dans le village paisible »* peut commencer.

Les scènes, brèves, se succèdent, épiques, archaïques, ou bien si charmantes, quotidiennes et agricoles : combat de buffles, labour, repiquage du riz, pêche à la ligne. Les papillons volètent, les poissons se jouent des éprouvettes, passe une famille de canards, surgit un canard. Une horde de chevaliers (chinois indique le programme) incendie une fermette. Des dragons au corps souple jettent des étincelles d'or sur des eaux soudain tumultueuses. On reste ébahi de tant de grâce, de fraîcheur espiègle.

Depuis le dixième siècle, des générations de paysans du nord du Vietnam se transmettent jalousement leurs science. On raconte même des histoires de mariages impossibles pour cause de confidences trop risquées sur l'oreiller. Nées et grandies dans le peuple, les marionnettes sur eau sont aujourd'hui « trésor national » du Vietnam. Elles y ont, depuis 1978, leur maison. Leur répertoire s'est enrichi de scènes contemporaines, comme « la lutte anti-aérienne ». Telles des nénuphars, elles prennent racine dans le quotidien. Guerre ou paix, elles sont le bon génie de l'eau, de l'enfance du théâtre.

Un petit orchestre, des chants, des déclamations accompagnent leurs défis sans esbrouffe aux lois de la pesanteur, de l'espace et du temps. Derrière un rideau de bambou, les silhouettes des manipulateurs enfouis dans l'eau jusqu'à mi-corps, face aux spectateurs, participent, complices obscures, à cette célébration sans façons. Elles actionnent de longues perches, des fils engloutis sous l'eau, leur élément vital, les marionnettistes viennent, souriants dans leurs bleus de plongée, applaudir eux aussi à la fin du spectacle.

ODILE QUIROT.

★ Jusqu'au 31 octobre, 20 h 30, mercredi et dimanche, 15 heures. Renseignements : Maison de la culture du monde, tél. : 45-44-72-30. Représentation supplémentaire samedi 31 à 15 heures.

A Poitiers : « Ici-bas », de Jean-Pol Fargeau

La foire des appétits

Dans des abattoirs désaffectés, Robert Gironès découpe en tableaux efficaces et raffinés une pièce de Jean-Pol Fargeau, Ici-bas *: la cruauté désenchantée d'une révolution en décomposition.*

A l'origine, c'était un stage, « Jeux d'écriture », organisé au théâtre Poitou-Charentes par Robert Gironès avec des comédiens de la région, issus de ces jeunes compagnies condamnées souvent, faute de moyens, de confrontations, à l'isolement. Puis, très vite, est née l'idée d'un vrai spectacle. Créée en avril dernier à Poitiers, reprise actuelle5 ment, *« Ici-bas »* est une pièce de Jean-Pol Fargeau, trente-six ans, un auteur dont Michelle Marquais à Théâtre Ouvert puis Stuart Seide à Chaillot montaient au début des années 80 *« Hôtel de l'homme sauvage »* (1). Fargeau est également le co-scénariste de *Chocolat*, un film de Claire denis (qui fut l'assistante de Wim Wenders) en cours de tournage au Cameroun.

Haines glacées et ciels d'orage

Inspirée très librement du roman de Vidocq, les Chauffeurs du Nord, Ici-bas fut écrite en 1985 à la demande d'une compagnie qui jugea par la suite la pièce injouable et dont par charité nous tairons le nom. Robert Gironès, qui n'est pas à un risque près, attentif depuis toujours à l'écriture d'aujourd'hui, est à l'aise avec cette pièce d'où suintent goutte à goutte d'étonnantes conflagrations où se mêlent les haines glacées et les ciels d'orage, le sang et le sperme, l'acier bleuté d'une lame d'argent et le clair de lune, la torture et le plaisir. On pend, on étripe, on viole, on aime aussi, dans ces paysages d'une révolution française *« à bout de souffle »* habités par des paysans et des notables corrompus, des putains et des nobles sadiens, un curé ambigu, des chevaux, un loup...

Robert Gironès se fait le montreur de cette foire sanguinaire des appétits les plus débridés. Sans pudeur, avec raffinement, il injecte aux spectateurs de fortes doses d'horreur, de sensualité, de lancinante beauté : un chaud et froid. C'est un homme en rouge caressant un cobra, une femme errant dans une forêt d'arbres aux branchages morts, une chaussure dorée sous une robe de velours vert et l'indécence d'un pied nu sur le corps d'un fermier passé à la question dans une « chaufferie ». Des morts encore, les tripes à l'air, le sexe arraché, le crâne défoncé. Dans la pénombre des abattoirs, une lumière, une musique (André Litoff) invitent les spectateurs à suivre pas à pas ces tableaux comme autant de stations d'un chemin de croix écartelé entre l'imagerie saint-sulpicienne et le dépouillement.

Robert Gironès nous place, de manière feutrée, en situation d'errance, de désarroi, de liberté. Le jeu des comédiens – dépouillé de toute psychologie – accentue ce hiératisme froid, casse par la plus grande trivialité, la plus grande passion. On sent Gironès, tapi dans l'ombre, observant la violence du monde, et son théâtre. Malgré les siècles qui séparent la Révolution française de la guerre d'Algérie, *ici-bas* n'est pas très éloignée de cette pièce de Jean Magnan *Algérie 54-62* que Gironès veut faire entendre, bientôt. Et l'image finale d'*Ici-bas* est comme une annonce, une invite : une femme, égyptienne, ou antillaise, – Fargeau achève sa pièce sur une plage heureuse de l'île de la Réunion, en 1805, – est étendue morte sur une dune de sable. Et dans les abattoirs, au bruissement rassurant des fontaines, se mêle celui, inquiétant, des douches où les bouchers se lavaient du sang des animaux.

O. Q.

★ *Ici-bas*. Une production du Théâtre de la reprise et du Théâtre Poitou-Charentes. Jusqu'au 31 octobre. Tél. : 49-41-28-33.

(1) Paru chez Edilig. « Collections Théâtrales », tout comme *Ici-bas*.

CINÉMA

Contre le protectionnisme culturel

L'Europe à l'assaut de l'Amérique

L'Europe tente de forcer le (nouveau) mur de l'Atlantique, celui du protectionnisme culturel américain. L'Italie a choisi le cinéma, la France joue la carte du théâtre et celle du son.

La RAI (radio-télévision italienne) transforme une salle new-yorkaise en vitrine du cinéma italien. Elle a en effet récemment passé un accord de programmation avec le Carnegie Hall (qui appartient à une Française, Jackie Raynal). Pendant quatre mois (mais l'accord est renouvelable), y seront présentés des films inédits (donc souvent ambitieux). Tous évidemment coproduits par la RAI. Certains sont encore en cours d'achèvement, d'autres remontent à quelques années déjà. Le tout regroupé sous le titre de Cinema Italia-Roberto Rossellini. Pour une double raison : 1987 marque le dixième anniversaire de sa mort ; ensuite, comme le rappelait Isabella Rossellini : *« Papa s'est toujours attaché à un cinéma différent. »*

Le coup d'envoi a été donné le 16 octobre avec la première nord-américaine de *Long Live the Lady*, d'Ermanno Olmi, Lion d'argent au dernier Festival de Venise, qui sera suivi, entre autres, par *Identification d'une femme*, de Michelangelo Antonioni, *la Double Vie de Mathias Pascal*, de Mario Monicelli et *l'Enfant de Calabre*, de Luigi Comencini.

L'événement français de la semaine américaine est la présentation, dans un vieux théâtre désaffecté de Brooklyn (un cousin des Bouffes du Nord), du *Mahabharata* de Peter Brook. La critique est unanimement positive, les quelques réserves portant sur la longueur du spectacle et sur l'anglais très approximatif de certains membres de la compagnie.

En même temps, et toujours à Brooklyn, le Ballet du Nord (une troupe de Roubaix) venait renforcer l'impact de la danse française, le Théâtre populaire de Lorraine présentait *l'Amante anglaise*, de Marguerite Duras au Marymount Theatre et, en un concert unique au Lincoln Center, Charles Trenet faisait ses adieux américains.

Mais la France avait une arme supplémentaire dans sa manche. L'occasion : une convention internationale des professionnels du son – radio, industrie du disque. Le propos : la présentation de la technologie française la plus poussée. Les patrons : le ministères du commerce extérieur, celui de l'industrie, celui de la culture et de la communication. La manifestation de clôture, le 17, fut un concert à deux têtes, avec le quatuor de saxophone (Jean-Louis Chautemps, Jacques Di Donato, François Jeanneau, Philippe Mate), et la chanteuse Elli Medeiros *(Toi mon Toit)*. Le cadre : l'auditorium du musée Guggenheim, bâti sur la Cinquième Avenue par l'architecte Frank Lloyd Wright. Le résultat : un accueil extrêmement chaleureux reste maintenant à remplir les carnets de commande...

HENRI BEHAR.

● *Les Iris* de Van Gogh aux enchères à New York. – Après *les Tournesols* et *le Pont de Trinquetaille*, de Van Gogh, les deux tableaux les plus chers du monde vendus respectivement à Londres pour 220 millions de francs et 120 millions de francs, *les Iris* du même peintre sont-ils en passe de devenir *« la plus importante œuvre vendue aux Etats-Unis »* ? Cela se décidera à Sotheby's de New-York, le 11 novembre 1987. Les Iris ont été peints en mai 1889, dans le jardin de l'asile de Saint-Paul-de-Mausole à Saint-Rémy, juste après l'arrivée du peintre. Récemment exposée au Metropolitan Museum, cette œuvre fait partie depuis 1947 de la collection de la famille Whitney Payson.

MUSIQUES

Le Nouvel Orchestre philharmonique au Théâtre des Champs-Elysées

Le vent en poupe

De sa tournée en Angleterre, le Nouvel Orchestre philharmonique rapporte une solide expérience et un pianiste infatigable : Peter Donohoe.

Depuis une interprétation superbe du concerto de Busoni, en janvier dernier, avec le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, le pianiste Peter Donohoe n'est plus tout à fait un inconnu du public. Pourtant, on l'avait déjà remarqué l'an passé, au Festival de Lla Roque-d'Anthéron, où il interprétait les *Vingt regards sur l'enfant Jésus*, de Messiaen, performance assez naturelle pour un élève d'Yvonne Loriot, mais performance tout de même.

Les dimensions monumentales et les difficultés du concerto de Busoni ont contribué à donner de lui l'image d'un pianiste d'endurance ; le choix de l'œuvre, la nationalité, un premier prix, vingt ans après, au concours Tchaïkovski de Moscou, une robustesse à toute épreuve qui n'exclut pas la délicatesse, suggèrent l'idée d'une filiation avec John Ogdon, l'exubérance en moins.

Plus vaste d'envergure et moins connu que le deuxième, le *Troisième Concerto* de Rachmaninov, qu'il interprétait samedi soir avrec le NOP au Théâtre des Champs-Elysées sous la direction de Marek Janowski, est venu confirmer ce qu'on pouvait attendre. Il s'agit d'une œuvre dense, sinon touffue, dont les divers épisodes, adroitement imbriqués les uns dans les autres, donnent l'impression d'une improvisation continue, où les sonorités du piano et de l'orchestre se prolongent et s'amplifient mutuellement en grandes vagues vers l'auditoire.

Sans sacrifier ses partenaires, le compositeur a puissamment aidé le soliste à conserver la première place ; encore faut-il être rompu à toutes les prouesses techniques, garder le souffle pendant trois quarts d'heure et, malgré une dépense physique considérable, rester musicien jusqu'au bout. Peter Donohoe a montré, en ajoutant deux *bis*, qu'il était même capable d'aller au-delà...

Pelleas et Mélisande, de Fauré, après l'entracte, semblait de la musique de chambre en comparaison. Marek Janowski et ses musiciens ont eu l'occasion d'approfondir cette œuvre lors de la tournée en Angleterre qu'ils viennent d'achever ; c'est particulièrement sensible dans une musique intime et transparente où chaque détail a sa valeur. Si la virtuosité instrumentale est plus manifeste dans *Till Eulespiegel*, de Strauss, qui terminait le concert, la partition de Fauré permettait de mieux apprécier les ressources profondes de l'orchestre, qui semblent à présent, solidement affermies. Le NOP a décidément le vent en poupe.

GÉRARD CONDÉ.

★ La date de diffusion de ce concert n'est pas encore connue mais le même programme, enregistré à Londres le 16 octobre, sera diffusé sur France-Musique, jeudi 5 novembre, à 15 heures.

Des Amadeus aux Alban Berg

Le sel de la vie

Vendredi, salle Favart, les trois survivants du Quatuor Amadeus ont rendu hommage à leur compagnon, Peter Schidlof.

Ils étaient trois musiciens autrichiens et un violoncelliste anglais qui, depuis quarante ans, ne s'étaient jamais quittés. L'altiste Peter Schidlof est mort l'été dernier, brisant le Quatuor Amadeus. Une belle histoire s'est peut-être achevée vendredi 23 octobre, où ses trois compagnons lui ont rendu hommage, avec le Quatuor Alban Berg.

Leur réunion (au cours de la Semaine de la musique de chambre de Proquartet) a donné une tonalité unique, émouvante, parfois bouleversante, à cette soirée qui était à la fois un adieu et un passage de flambeau. Vingt-trois ans – une génération – sépare ces deux ensembles, héritiers de la tradition viennoise, et si radicalement différents, à l'image de leurs chefs de file, Norbert Brainin pour les Amadeus, Günther Pichler pour les Berg.

Dans les *3e* et *10e quatuors* (op. 18 nos 3 et 74) de Beethoven, souvent tendres et élégiaques, ces derniers imposaient leur manière brève, rapide, qui refuse tout épanchement sentimental. Rien n'est donné au charme et à la galanterie. Mais le travail polyphonique est tellement fin, arachnéen, à la pointe de l'aiguille, le phrasé hypersensible, que mille détails inouïs surgissent, que les lignes entrecroisées ont une plénitude expressive, voire expressionniste, les développements une grandeur abrupte, qui renouvellent le visage des œuvres, même si, parfois, la musique semble écorchée vive. Comme ils sont fidèles à leur patron, le musicien dévastateur et sublime de la *Suite lyrique*, sous la houlette de ce premier violon tranchant comme une épée flamboyante !

Trois d'entre eux (le second violon glissant au second alto) se joignaient aux survivants des Amadeus, Brainin et Siegmund Nissel (violons), Martin Lovett (violoncelle) pour jouer le *2e Sextuor en sol* op. 36 de Brahms, et l'ensemble se trouvait métamorphosé sous l'inspiration de Brainin. Une harmonie exquise se répandait comme un parfum. Le son, moins parfait et définitif (parfois légèrement faux), n'avait pas la même intensité constante, mais le lyrisme remontait sans cesse en houle jusqu'à la crête des vagues.

La musique devenait plus vulnérable, prenait une sorte de miroitement sensible, voire fantaisiste, absent du rigorisme altier des Berg. C'était comme un arc-en-ciel de sentiments et de sonorités, un portrait ou un paysage impressionniste peint par touches ajoutées, avec des chutes de tension, mais aussi tout un poème dans un accord ou une grande échappée dans le rêve, quand Brainin levait très haut son violon sous le cou ou laissait reposer sa grosse tête tout contre son instrument.

Pourquoi faudrait-il choisir entre ces deux visions antithétiques ? Elles ont le sel de la vie. Elles brûlent toutes deux sur l'autel de la musique *« aimée de Dieu »*.

JACQUES LONCHAMPT.

La semaine du mélomane

En fait de message codé, la dernière chronique du mélomane ne contenait qu'une invitation au thé lancée à une inconnue, glissée parmi des annonces de concert, comme celle-ci :

Lundi, la Camerata de Versailles, dirigée par Amaury du Closel, interprétera l'ouverture de *La vera costanza*, de Haydn, le *Concerto pour piano no 2*, de Beethoven (soliste : Elizabeth Sombart) et la *Symphonie no 1*, de Weber, à 20 h 30 à l'Auditorium des Halles.

Les Mardis de la musique de chambre présenteront, à 18 h 30, un récital d'orgue par Frédéric Desenclos (œuvres de Copland, Nadia Boulanger, Zourabivchvili, Widor) ; à 20 h 30, un programme Lili Boulanger, Michèle Reverdy, Monteverdi et Stravinski, par les Chœurs de Radio-France et, à 22 h 30, des pages pour piano de Mozart, Liszt, Bruno Gillet et Ravel, par Dominique Merlet, au Grand Auditorium de Radio-France (entrée libre).

Mercredi et jeudi, le pianiste Roger Woodward et l'Orchestre de Paris feront la création en France de *Kegrops*, de Xenakis, sous la direction de Zubin Metha. Au même programme, *les Offrandes oubliées*, de Messiaen et la *Symphonie no 1*, de Mahler, salle Pleyel, à 20 h 30, tél. : 45-63-07-96.

Mercredi, l'Orchestre de chambre national de Toulouse, dirigé par Bojidar Bratoev, interprétera des œuvres de Roussel, Schubert, Schumann et Britten (soliste : Gérard Caussé, alto), et jeudi, des œuvres de Bach, Mozart, Schubert et Chostakovitch (soliste : Jean-Bernard Pommier, piano).

Samedi, le Quatuor Takacs et le pianiste Dezsö Ranki interpréteront des œuvres de Mozart, Chopin, Haydn et Durko, au théâtre des Champs-Elysées à 15 heures (tél. : 42-30-15-16).

Jethro Tull au Zénith

« Trop vieux pour le rock'n roll »

A trop jouer la corde de la nostalgie, le rock va finir par mourir.

« Too old to rock'n roll, too young to die » (Trop vieux pour le rock'n roll, trop jeune pour mourir), c'était le titre d'un album de Jethro Tull qui, érigé en principe, répondait au « No Future » de l'explosion punk. Il prend aujourd'hui une autre résonance car si on ne peut pas leur en vouloir de s'accrocher, force est de constater qu'à se laisser vivre, c'est le rock qui va finir par mourir. La nostalgie, ce n'est pas nouveau, a toujours fait recette, et le phénomène *la Bamba* n'aurait pas plus d'importance que ça, s'il n'avait un peu trop tendance à ranimer les vocations ces temps-ci.

En revanche, c'est bien le Grateful Dead, apôtre de l'acid-rock, qui, resurgi du fin fond des années 60, a attiré le plus de monde cet été dans les stades des Etats-Unis. On a fêté le dixième anniversaire de la mort d'Elvis, le vingt-cinquième de la naissance des Beatles, et dans la foulée toutes les firmes discographiques en ont profité pour lancer sur le marché des compilations de vieux rock'n roll.

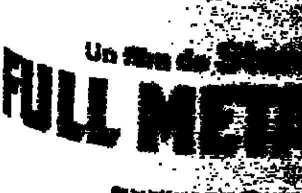
En France, on s'est dit qu'il y avait là une recette à exploiter, en réunissant pour un soir, sur un même plateau, les groupes du début des années 70 reformés pour l'occasion le dimanche 25 octobre au Zénith. L'ennui, c'est qu'ils ne sont évocateurs que du mauvais souvenir d'une époque où le rock français ressemblait à une sombre plaisanterie. Ange, dont les ventes d'albums étaient substantielles, apparaissait comme une misérable copie de Genesis. Martin Circus, fort du succès de *Je m'éclate au Sénégal*, a aussitôt viré dans la variété la plus sordide. Seul, Au Bonheur des dames, n'ayant d'autre ambition que celui du gag, avait le mérite de ne pas se prendre au sérieux.

Si le retour de Jethro Tull ne se justifie pas mieux, il a quand même laissé à la même époque quelques albums (Aqualung, Stand Up, This Was) qui ont marqué le rock et une image d'Epinal : celle de son leader, Ian Anderson, jouant de la flûte perchée sur une seule jambe. La flûte est toujours là, dans le nouvel album (Crest of Knave), mais le groupe n'est plus en jambes.

ALAIN WAIS.

★ Lundi 26 octobre, à 20 heures, au Zénith. Disque chez Phonogram.





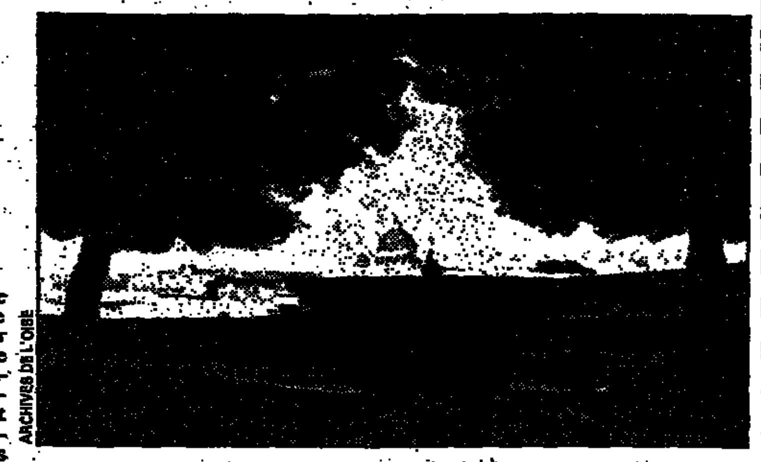
Culture

ARTS

Une exposition Corot à Beauvais

Peintures autour d'une fontaine

Pour célébrer l'acquisition récente d'une toile de Corot, le Musée départemental de l'Oise à Beauvais a conçu un hommage au paysagiste et à deux de ses sujets favoris, Rome d'une part, la campagne picarde de l'autre.


ARCHIVES DE L'OISE

Corot : « la Vasque de l'Académie de France à Rome »

A l'automne 1825, Jean-Baptiste Camille Corot, ancien élève de Michallon et de Bertin, part pour Rome, quoiqu'il n'ait pas obtenu le prix qui l'aurait fait élève de l'Académie de France. Il ne peut se passer d'un séjour italien, il lui faut connaître les lieux ou peignit Poussin. Arrivé à Rome, il choisit ses vues et ses angles. L'une le séduit plus que toutes : celles que l'on a sur les toits et les coupoles de la ville depuis la terrasse ombragée qui s'étend devant l'Académie de France. Il y a là une vasque, installée à la fin du seizième siècle, quand s'achevait l'aménagement de la villa Médicis. Cette vasque entre deux arbres, Corot la peint quatre fois pendant son séjour.

C'est l'une des versions, celle que Corot offrit jadis à Hyppolite Flandrin, que le musée de l'Oise a acquise. Des trois autres, l'une est à Reims, la seconde à Dublin et la troisième a disparu. Il était intéressant de reconstituer la série, ne serait-ce que pour permettre comparaisons et estimations. Ne serait-ce aussi que pour prouver que l'idée de série n'est pas, comme on s'obstine à le répéter, une invention impressionniste.

Corot, alors même que son motif est simple — la vasque au centre, de part et d'autre deux arbres, derrière le panorama romain, devant sol nu et légèrement en pente, — ne se répète pas. Il n'exécute pas des répliques mais des variations, chacune se distinguant par sa lumière et par le degré de transparence de l'air. De la netteté, classique si l'on veut, le peintre glisse au brouillage des contours, comme si le Corot de 1826 ou 1827, homme des formes claires et des volumes anguleux, devinait le Corot des années 50 et 60, celui des formes dissoutes et des volumes incertains. Il est passionnant de le voir de la sorte se découvrir lui-même.

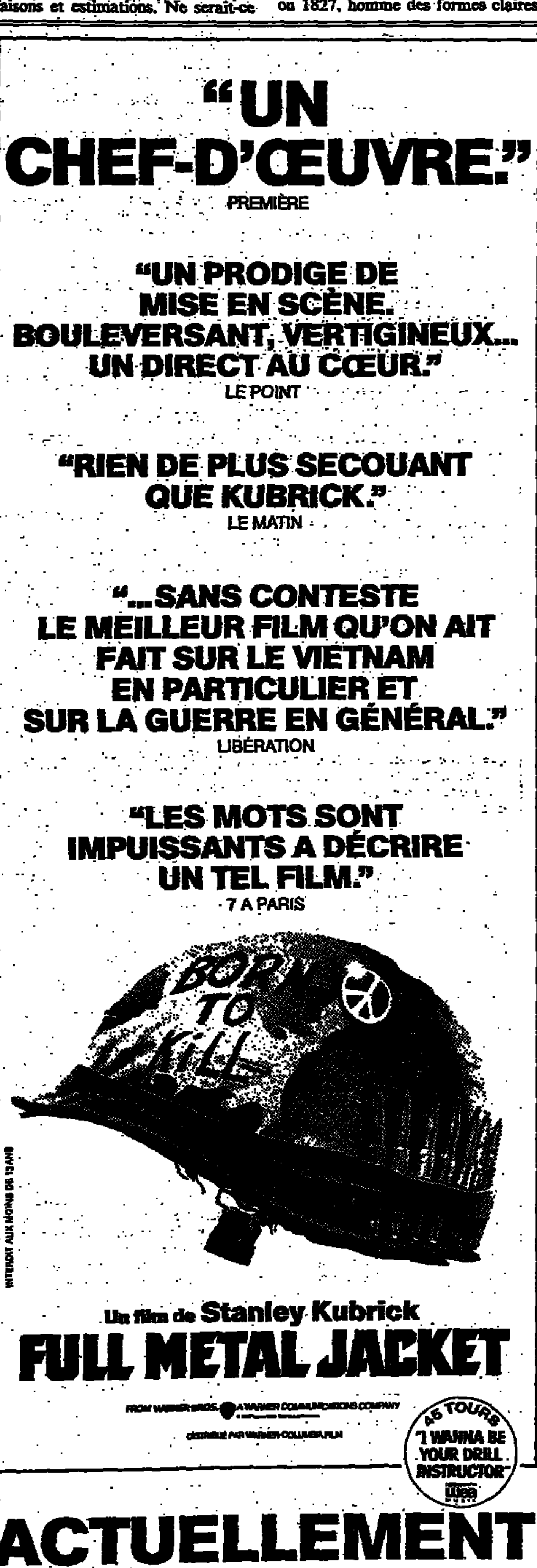
Autour de cette trinité qui justifierait à elle seule un voyage à Beauvais, on a développé deux expositions, l'une ayant la vasque pour sujet, et l'autre Corot. La première est la plus singulière, car les musées français, d'ordinaire, dédaignent l'iconographie. Ils ont tort. Il n'est pas indifférent de suivre l'histoire d'un thème, se réduisit-il comme ici à un simple bassin rond. Des gravures d'architure aux esquisses et aux croquis de peintre, il y a de tout, et l'on suit l'évolution du paysage français de Michallon le néo-classique jusqu'à Maurice Denis le nabi. Tantôt la vasque est au centre de l'œuvre, tantôt elle n'apparaît que comme élément accessoire d'un panorama qui se monte vers la Trinité-des-Monts ou s'enfonce vers la place d'Espagne. Ingres la dessine en vue plongeante, d'autres y font boire un chien ou s'y refléter un crépuscule, selon qu'ils sont d'humeur poétique ou réaliste.

L'hommage à Corot surprend moins, mais il ne peut en être autrement à propos d'un peintre abondamment célébré. Comme il aimait la Picardie, et que Beauvais s'y trouve, c'est au Corot visiteur du Nord que cette exposition-ci est dévolue. Pierrefonds, Mortefontaine, l'Oise, la Somme : aux campagnes humides, Corot demande le prétexte de toiles vert-gris, et aux cathédrales et aux châteaux, celui d'œuvres plus denses, plus solaires souvent, comme si existait une répartition des sujets suivant l'atmosphère. Les prêteurs, et d'abord le Louvre, n'ont pas été trop avares, si bien qu'il a été possible de composer une petite galerie très dense, comme celle d'un amateur extrêmement éclairé du siècle passé qui préférerait les petites toiles aux grands panoramas plus compassés.

Tout le musée, il est vrai, a cet air de cabinet privé. Le dix-neuvième siècle y est vénéré, ainsi que ce qui le prolonge au vingtième. Corot retrouve ainsi la compagnie de quelques-uns de ses contemporains : de paysagistes comme Dupré, Huet ou Chintreuil ou d'un peintre d'histoire, Thomas Couture. Ce dernier a trouvé à Beauvais «son» musée, réuni autour de *l'Enrôlement des Volontaires de 1792*, immense composition patriotique qui donne de son auteur une idée plus flatteuse que celle que l'on retire des *Romains de la décadence*, à Orsay. On peut se demander ce que pensait Corot d'une œuvre si tumultueuse et si contraire à son esthétique de la contemplation.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée départemental de l'Oise, Beauvais, jusqu'au 30 novembre.



Communication

La crise de la production

La SFP devrait perdre 130 millions de francs

Pour M. François Léotard, la semaine qui s'ouvre est celle de tous les dangers. Ce lundi 27 octobre, les artistes-interprètes mécontents devaient se réunir en assemblée générale, salle Gémier à Paris. Jeudi, ce sera au tour des exploitants de cinéma en colère de tenir congrès au Marignan-Concorde, sur les Champs-Elysées. Et vendredi enfin, le ministre de la culture et de la communication devra défendre son budget à l'Assemblée nationale. Le tout sur fond de grève du doublage, de guerre cinéma-télévision et d'effondrement de la production de fictions (*le Monde* du 21 octobre), comme en témoignent les redoutables difficultés de la Société française de production (SFP).

Rarement, de mémoire de professionnels, la SFP n'avait connu pareille situation. Son chiffre d'affaires devrait baisser à 1,1 milliard de francs cette année, après avoir atteint 1,2 milliard en 1986 et 1,35 en 1985. Un exercice « noir » qui devrait se boucler par 130 millions de pertes, quand celui de l'an dernier — pourtant considéré comme « sinistré » — s'était traduit par un trou de fonctionnement de 109 millions... seulement ! Non que les dépenses aient dérapé. Au contraire, les effectifs ont diminué de 9 % en douze mois, comme l'a rappelé le PDG, M. François Lemoine, lors d'un récent conseil d'administration (*le Monde* du 11 juin).

Principale accusée : la chute des commandes de fictions, dont M. Léotard avait pourtant fait une priorité et l'enjeu essentiel du « *mieux-disant culturel* ». Le chiffre d'affaires de la SFP dans ce secteur s'est effondré en un an de 40 %, régressant de 500 millions de francs à 320 millions de francs. Un effondrement que le « boom » du département variétés — malgré la crise de la 5 et l'échec de Patrick Sabatier — n'a pas suffi à compenser. Avec des équipes en sous-emploi et des activités surchargées, la SFP est au contraire devenue plus difficile à gérer.

« *Les problèmes économiques sont d'une particulière gravité*, reconnaît le directeur général de la société, M. Francis Brun-Buisson, *même si l'Etat a joué son rôle de principal actionnaire en assurant une certaine stabilité financière, en capital et en trésorerie.* » Le gouvernement a en effet promis une aide de 290 millions de francs, dont 170 millions ont déjà été versés. « *Mais*, poursuit M. Brun-Buisson, *si l'on veut que la SFP ait un avenir, il faut lui donner les moyens d'investir et de développer une véritable stratégie d'entreprise.* »

Non que rien n'ait été fait : compression des frais fixes sans licenciements ; un « point mort » abaissé de 1,4 à 1,25 milliard de francs en deux ans ; taux d'utilisation de la vidéo et de la post-production en hausse respectivement de plus de 40 % et 30 % ; mise en place d'une direction commerciale ; lancement de coproductions internationales malgré les difficultés dont témoignent, par exemple, les tensions existant au sein du consortium liant la SFP au groupe Berlusconi et à Harmony Gold ; ouverture du nouveau complexe de Bry-sur-Marne... La Société française de production a déjà fortement évolué ces dernières années.

« *Mais comment aller plus loin*, s'interroge un membre du conseil d'administration, *quand l'équipe actuelle ne connaît toujours pas le sort qui lui est réservé.* » Depuis des mois, la SFP attend que le gouvernement désigne son nouveau conseil d'administration, confirme ou renouvelle son PDG et transforme l'entreprise en une société d'économie mixte comme l'exige la loi. Des décisions toujours repoussées, faute d'un consensus autour du nom de son futur responsable. M. François Lemoine comme le souhaite le personnel, ou M. Philippe Guilhaume comme le veulent les politiques, malgré l'hostilité des cabinets ? *La SFP... ou le libéralisme administré !*

PIERRE-ANGEL GAY et ALAIN WOODROW.

Tentant de confier l'extension de son réseau à la DGT

M. Hersant se heurte au refus de la CNCL

Dialogue de sourds entre la Commission nationale de la communication et des libertés et M. Robert Hersant. Le propriétaire de la 5 reproche à la CNCL de « *faire obstacle* » à l'extension de son réseau, condamnant ainsi sa chaîne au déficit. « *Nous voici confrontés à l'inéluctable responsabilité d'assurer le service de la 5 à tous les Français ou cesser d'émettre* », écrit le 8 octobre M. Hersant à M. Gabriel de Broglie. La réponse du président de la CNCL, dans une lettre du 21 octobre, est des plus fermes : « *Loin d'encourir les reproches de lenteur, la Commission a, au contraire, exercé ses responsabilités* ». Et M. de Broglie met en garde le président de la 5 : « *Votre cahier des charges comporte des obligations. (...) Vous ne pouvez en aucun cas prendre prétexte de votre non-couverture nationale pour ne pas les respecter.* »

Au centre de la polémique : le refus des « treize sages » de laisser M. Hersant contourner Télédiffusion de France. La société nationale a planifié l'installation progressive d'émetteurs puissants sur les sites déjà occupés par les trois premières chaînes. La procédure est relativement lente, car elle nécessite, outre l'harmonisation des fréquences, la fabrication de multiplexeurs, qui demande quatre à cinq mois de délai.

M. Hersant, lui, défend un plan plus rapide : laisser la direction générale des télécommunications installer au centre d'une centaine de petites villes des mini-émetteurs de 5 watts à 25 watts reliés entre eux par le satellite Télécom 1. Une solution qui ne tiendrait pas compte du monopole de fait de TDF et confierait la réalisation du réseau à son principal concurrent, l'administration des PTT.

Le conflit est remonté jusqu'à Matignon, qui a arbitré en faveur de Télédiffusion de France. Le gouvernement ne veut pas priver la société nationale d'une de ses principales ressources au moment où elle est confrontée à l'hypothétique financement du satellite de télévision directe. De plus, les pouvoirs publics redoutent l'effet de contagion : si on laisse la 5 et la DGT installer partout des mini-émetteurs, M 6 et les nombreux projets de télévisions locales demanderont les mêmes faveurs. Qui empêchera alors ces mini-émetteurs d'augmenter progressivement leurs fréquences et de faire régner en télévision la même anarchie que sur la bande radio FM ? Le recours de TF 1 devant le Conseil d'Etat est venu à point nommé pour conforter le refus de la CNCL.

La loi de septembre 1986 ayant retiré à TDF son monopole, M. Hersant est tout à fait en droit de confier son réseau à la DGT, mais il s'est imprudemment engagé, lors de sa candidature devant la CNCL, à traiter avec TDF. Et cet engagement figure aujourd'hui dans son cahier des charges. Reste à savoir si le propriétaire de la 5, qui s'apprête déjà à réduire ses dépenses de programmes, respectera longtemps ce cahier des charges.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.





هكذا من الاصل

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

TRIPTYQUE, Centre Pompidou (42-77-12-33), 20 h 30.
GUITRY, Blancs-Manteaux (48-87-15-84), 21 h 30.
LE PRINCE ET LE MARCHAND, Atalante (46-06-11-90), 20 h 30.
LA DESCENTE D'ORPHEE, Dejazet (42-74-20-50), 21 h.

Les salles subventionnées

OPERA (42-42-57-50), 19 h 30 : Magnificat.
SALLE FAVART (42-96-06-11) ; Concert : Concert Mozart, dir. Lothar Zagrosek (avec les artistes de l'Orchestre national de l'Opéra.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15) : salle Richelieu : 20 h 30 : les Femmes savantes.
BEAUBOURG (42-77-12-33) : Cinéma du musée : 18 h 30 : Les interactions avant-gardes ; 21 h : Autour de Jean Douchet ; Cinéma-vidéo, Vidéo-information : 16 h : Long Bow, de C. Hinton, R. Gordon ; 19 h : Malouines, histoire de trahison, de J. Denti ; Vidéo-musique : 16 h : la Fanciulla del West, de Puccini ; 19 h : Manon, de Massenet ; Concerts-spectacles : 20 h 30 : Triptyque, de D. Likoudys (musique de I. Xenakis ; dir. Sylvio Gualda) ; Cinéma : Cycle de cinéma brésilien : se reporter à la rubrique cinéma cinémathèque.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h : Kabuki : 4 siècles de tradition populaire au Japon (traduction simultanée) ; Concerts : 18 h 30 : R. Lodéon : J.-C. Cocarelli (Tchaïkovsky, Chopin, Beethoven, etc.) ; 20 h 30 : The English Chamber Orchestra. Mitsuko Uchida (Mozart).
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 19 h 30 : Iphigénie.

Les autres salles

ARTISTIC ATHEVAINS (43-79-06-18), 20 h 30 : Elle lui dirait dans l'île.
ATALANTE (46-06-11-90), 20 h 30 : le Prince et le Marchand.
BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Clytemnestre (Fest. d'automne).
DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Monsieur Masure.
DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 15 : Cul sec ; 22 h 15 : Maman.
EDGAR (43-20-85-11), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
GRAND EDGAR (43-20-90-09), I. 20 h 15 : Palier de crabes ; 22 h : Carmen Cru.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Lettre d'une inconnue.
LIERRE THÉATRE (45-86-55-83), 20 h 30 : Hommage aux jeunes hommes chics.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), I. 19 h 30 : Baudelaire ; II. 20 h : le Petit Prince.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), 20 h 30 : Komachi Fuden.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : En famille, on s'arrange toujours.
MÉNAGERIE DE VERRE (42-06-37-44), 21 h 15 : R. Furieux.
MODERNE (48-74-16-82), 20 h 30 : Hamlet.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : Manoe ; 18 h 30 : Kleen.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81), 20 h 30 : Splendeurs et servitudes des séducteurs.
STUDIO LE REGARD DU CYGNE (45-49-29-01), 20 h 45 : la Faim.
TAI THÉATRE (42-78-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours ; 20 h 30 : Huis clos.
T. L. P. DEJAZET (42-74-20-50), 21 h : la Descente d'Orphée.
TRISTAN - BERNARD (45-22-08-40), 19 h : Violons dingues ; 21 h : S. Joly.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 23 h 30 : Halte au cul ; 22 h 15 : Sketchs up ; 20 h 30 : Cosmos.
BLANCS - MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Derrière vous... y'a quelqu'une ; 22 h 30 : Joue-moi un air de tapioca.
CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : le Cabaret des chasseurs en exil ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : C'est plus show à deux.
CLUB DES POÈTES (47-05-06-03), 22 h : Festival de poésie insolite d'A. Allais à A. Frédérique.
MAG'AIRS (43-25-19-92), 20 h 30 et 22 h : Spectacles en chansons.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Et vote la galère.
DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : Elysée... moi.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.
ZÈBRE (43-57-51-55), 22 h 30 : Sergio de Pontoise.

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (42-33-57-71), 23 h : Sally Station.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : P. Sellin, B. Vasseur Sextet.
EXCALIBUR (48-04-74-92), 22 h, mer : Chance Orchestra R'N'B ; Rido Bayonne.
KISS (48-87-89-64), 24 h : Pela.
MÉRIDIEN (47-58-12-30), 22 h : B. Pizzarelli Trio et A. Villeger.
MONTANA (45-23-51-41), 22 h 30 : R. Urtreger Trio.
NEW MORNING (45-23-51-41) : Chet Bayer.
OLYMPIA, 20 h : Basia.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : C. Nougaro.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59) : Les Evadés de Swing Swing.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : Jaki Byard Trio.
LA PINTE (43-26-26-15) : Trio J.-P. Adam.
SUNSET (42-61-46-60) : H. Cavelier Quartet.
ZÉNITH (42-40-60-00), 20 h : Jethro Tull.

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (42-96-12-27)
CENTRE POMPIDOU 20 h 30 : Triptyque.

Lundi 26 octobre

Les concerts

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Orchestre national de France, R. Barshaï (dir.), J. Menuhin (piano) (Beethoven).
Athénée, 20 h 30 : M. Lagrange (soprano), D. Baldwin (piano).
Comédie des Champs-Elysées, 20 h 30 : D. King (mezzo), E. Balmas (violon), R. Pidoux (violoncelle), J.-F. Heisser (piano) (Schumann).
Théâtre de la Cité universitaire, 20 h 30 : D. Poray (mezzo), M. Davies (piano) (Mozart, Brahms).
Centre culturel néerlandais, 20 h 30 : S. Henstra, T. Schorr (clavecin) (Couperin, Bach).
Théâtre 14, 20 h 30 : Orchestre de chambre B. Calmel (Mendelssohn,-Britten).
Crypte de la Madeleine, 20 h 30 : Ensemble instrumental Carmina Alterna (Barber, Schreker, Dvorak).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)
15 h, Good Bye My Lady, de W.-A. Wellman (v.o.) ; 17 h, le Sang du flamboyant, de F. Migeat ; 19 h, hommage à H. Hawks : le Sport favori de l'homme (v.o.s.t.f.).

BEAUBOURG (salle Garance) (42-78-37-29)
Cycle de cinéma brésilien
14 h 30, O Homen de Couro, de Paulo Gil Soares ; A Grande Feira, de Roberto Pires ; 17 h 30, Os Homens do Caranguejo, d'Ipojuca Pontes ; Quem é Beta, de Nelson Pereira dos Santos ; 20 h 30, l'Age de la terre, de Glauber Rocha.

Les exclusivités

AGENT TROUBLE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LES AILES DU DÉSIR (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.o. et v.f. : Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 13e (43-27-84-50) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) h. sp.
L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).
L'APICULTEUR (Fr.-Gr., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.
L'ARME FATALE (A.) (*) : (v.o.) Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88).
AU-DELA DU SOUVENIR (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LES BALEINES DU MOIS D'AOUT (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
LA BAMBA (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).
BARFLY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16).
BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LES FILMS NOUVEAUX

FUCKING FERNAND. Film français de G. Mordillat. Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).
FULL METAL JACKET. Film américain de S. Kubrick. V.o. : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14-Juillet, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 13e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; V.f. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01).
LES INCORRUPTIBLES. Film américain de B. de Palma. V.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; V.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (42-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
REPENTIR. Film soviétique de T. Abouladze. V.o. : Forum Arc en Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Galaxie, 13e. (45-80-18-03).
LA RIVIÈRE SAUVAGE. Film chinois de W. Tianming. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
BOIRE ET DEBOIRES (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-36) ; Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06).
LA BONNE (**) (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-42-46) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
CHAMP D'HONNEUR (Fr.) : Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
CHANT DES SIRÈNES (Can.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
CHARLIE DINGO (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-36).
COMÉDIE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Français, 9e (57-70-33-88).
DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Cinoches St-Germain, 6e (46-33-10-82).
LES DEUX CROCRODILES (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).
DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).
LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).
ENVOUTÉS (*) (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
ET LA FEMME CREA L'HOMME... PARFAIT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny-Palace, 5e (43-54-07-76) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Bastille, 12e (43-42-16-80) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-94-50).
EVIL DEAD 2 (A.) (*) v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).
LA FAMILLE (It., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).
FLAG (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Georges V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.
LE JOURNAL D'UN FOU (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).
MACBETH (Fr., v. it.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
MALADIE D'AMOUR (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
MAN ON FIRE (A, v.o.), George V, 8e (45-62-41-46).
MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
MÉLO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).
LE MOINE ET LA SORCIÈRE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36).
MON CAS (Fr.), Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LA MORT D'EMPEDOCLE (Fr.-All.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).
LE NOM DE LA ROSE (Fr., v. angl.) : Trois Balzac, 8e (45-61-10-60). – V.F. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Latina, 4e (42-78-47-86).
PLATOON (*) (A, v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).
PREDATOR (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).
QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.), Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
RADIO DAYS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07), Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
RAINING IN THE MOUNTAIN (Chine, v.o.) : Cluny-Palace, 5e (43-54-07-76).
REQUIEM POUR UN MASSACRE (Sov., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
LES SORCIERES D'EASTWICK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
TANDEM (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
TANT QU'IL Y AURA DES FEMMES (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (46-36-10-96).
TRAVELLING AVANT (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
TUER N'EST PAS JOUER (Brit., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; George V, 8e (45-62-41-46). V.F. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).
LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
LA VIEILLE QUIMBOISEUSE ET LE MAJORDOME (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
WHAT A FLASH (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
WERTHER (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) h. spéc.
LES YEUX NOIRS (It.-Sov., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40). – V.f. : St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (48-28-42-27).

Les grandes reprises

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).
L'AUBERGE DU PRINTEMPS (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BABY DOLL (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
CASABLANCA (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09), h.sp.
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).
L'ENFER DES TROPIQUES (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77), h. sp.
LA FEMME AU PETIT CHIEN (Sov., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
GILDA (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
LE GUÉPARD (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
LES INCONNUS DANS LA MAISON (Fr.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).
LETTRE D'UNE INCONNUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LE LOCATAIRE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), h. sp.
MARY POPPINS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
MEDEE (It., v.o.) : UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (*) : Cinoches-St-Germain, 6e (43-66-10-82).
PETER PAN (A., v.f.) : UGC-Gobelins, 13e (43-36-23-44).
LA POISON (Fr.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; Publicis-Matignon, 8e (43-59-31-97).
QUINZE JOURS AILLEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
SABOTAGE (A., v.o.) : St-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LE SECRET DERRIÈRE LA PORTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LA SPLENDEUR DES AMBERSON (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LE TEMPS DU GHETTO (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).
UN ÉTÉ 42 (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
UN HOMME DANS LA FOULE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LE VAISSEAU FANTOME (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
VIVA ZAPATA (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 26 octobre

TF 1

20.30 Cinéma : Souvenirs, souvenirs ■ Film français d'Ariel Zeitoun (1984). Avec *Christopher Malavoy, Pierre-Loup* Rajot, Gabrielle Lazure, Claude Brasseur, Marlène Jobert. **22.40 Magazine : Médiations.** Emission présentée par François de Closets. Le dossier médical : doit-il appartenir au malade ? **23.40 Journal. 23.55 La Bourse. 23.58 Permission de minuit.**

A 2

► **20.30 Téléfilm : Pattes de velours.** De Nelly Kaplan, avec Pierre Arditi, Michel Bouquet, Bernadette Lafont, Caroline Sihol. **22.05 Documentaire : Trente ans de télévision.** 6. Trente ans de vie de couple, vie de famille, racontés par Marie-Françoise Lévy. **23.25 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.45 Informations : 24 heures sur l'A2. 0.15 Série : Brigade criminelle** (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : la Gifle ■ Film français de Claude Pinoteau (1974). Avec Lino Ventura, Isabelle Adjani, Annie Girardot, Francis Perrin, Jacques Spiesser, Marcel Aumont. **22.25 Journal. 22.50 Magazine : Océaniques.** Aimé Césaire, le masque des mots, de Sarah Maldoror. **23.40 Musiques, musique.** Une semaine dans les jardins d'Esther Lamandier. **23.55 Sports-loisirs.** Hockey sur glace : Français volants de Saint-Gervais contre Mont-Blanc de Megève.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Sauvez le *Neptune* □ Film américain de David Greene (1977). Avec Charlton Heston, David Carradine, Stacy Keach, Ned Beatty, Ronny Cox. **22.15 Flash d'informations. 22.20 Magazine : Canal foot. 22.50 Les drives de Canal Plus. 23.50 Football américain.** Un match du championnat professionnel américain. **1.00 Cinéma : Corps et biens** ■ Film français de Benoît Jacquot (1986). Avec Dominique Sanda, Lambert Wilson, Danielle Darrieux, Jean-Pierre Léaud, Ingrid Held, Sabine Haudepin. **2.35 Série : Les monstres.**

LA 5

20.30 Cinéma : le Silencieux ■ Film français de Claude Pinoteau (1972). Avec Lino Ventura, Suzanne Flon, Léa Massari. **22.25 Série : Matlock.** Le professeur. **23.20 Série :** *Nero Wolfe. Ça arrive dans les meilleures familles.* **0.10 Série : Max la menace.** (rediff.). **0.35 Série : Les chevaliers du ciel. 1.00 Feuilleton : Le temps des copains. 1.25 Les cinq dernières minutes.** Tarif de nuit (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma à la carte : 1er choix : Orca □ Film américain de Michael Anderson (1967). Avec Charlotte Rampling, Richard Harris, Will Samson, Bo Derek. **2e choix : Mimi métallo blessé dans son honneur** ■ Film italien de Lina *Wertmuller* (1972). Avec *Giancarlo Giannini*, Agostina Belli, Tieri Ferro, Mariangela Melato. **22.10 ou 22.30 Série : Brigade de nuit.** Viande froide. **23.00 ou 23.20 Journal. 23.10 ou 23.30 Météo. 23.15 ou 23.35 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.00 ou 0.20 25 images seconde. 0.30 ou 0.50 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Concerto pour piano et orchestre nº 1 en ut majeur, op. *15*, Symphonie nº *3* en mi bémol majeur, op. 55, de Beethoven, par l'Orchestre national *de France, dir. Rudolf Barshaï*; sol. : *Jeremy Menuhin*, piano ; à 22.30, feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Loewe, *un génie méconnu* du Lied et de la ballade) ; à 23.05, La musique par celui qui agit sur elle : Symphonie nº 6 en si mineur, op. 74, de Tchaïkovski. **0.00 Musique de chambre.** Amy, Stravinski, Carter, Copland, Brahms.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. L'intégrisme musulman : fantasmes et réalités (2e partie). **21.30 Dramatique : Cinq moralités légendaires,** de Jules Laforgue. **22.40 La nuit sur un plateau. 0.05 Du jour au lendemain.**

Mardi 27 octobre

TF 1

14.20 Feuilleton : *C'est déjà demain.* 14.45 Variétés : La chance aux chansons. Avec Josy Andrieu, Stéphane Chomont, Gloria Lasso, Zina et les Accordéons de France. **15.15 Téléfilm : Bel ami.** De Pierre Cardinal, d'après Guy de Maupassant. Avec Jacques Weber, Aurore Clément, Michel Auclair (2e partie). **16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16.** Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Christophe Malavoy, Willy De Ville, Pierre Bachelet, Spagna. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal.** *20.25 Météo. 20.28 Tapis vert.* **20.30 *Ciné-star : l'Année prochaine si tout va bien*** ■■ Film français de Jean-Loup Hubert (1981). Avec Isabelle Adjani, *Thierry Lhermitte*, Marie-Anne Chazel, Michel Dusserat, Bernard Crommbé. *22.15 Ciné-star (suite). Invité : Christophe Lambert.* **23.15 Journal. 23.30 La Bourse. 23.33 Permission de minuit.**

A 2

15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Domicile A 2 (suite). **15.30 Feuilleton : Rue Carnot. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Magazine : Domicile A 2** (suite). **17.15 Récré A2.** Récré à l'Opéra : Les contes d'Hoffmann, d'Offenbach ; Bouquin copain ; Les Campbells. **17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière *bien-aimée.*** Quand l'amour commande. **18.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **18.50 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec Sacha Distel, Stéphane Grappelli, Gil Kaplan, Didier Rey. **19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu : Le bon mot d'A2. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : la Septième Cible** ■ Film français de Claude Pinoteau (1984). Avec Lino Ventura, *Léa Massari, Jean Poiret, Béatrice Agenin, Jean-Pierre* Bacri. **22.15 Mardi cinéma.** Hommage à Lino Ventura avec Jean Carmet, *Robert Hossein, et de nombreux amis du comédien disparu.* **23.30 Informations : 24 h sur l'A2. 0.00 Série : Brigade criminelle** *(rediff.).*

FR 3

15.00 Flash d'informations. 15.05 Feuilleton : Ne mangez pas les marguerites. 11e épisode : Que fait votre mari ? **15.30 Déclaration du gouvernement sur les privatisations.** En direct de l'Assemblée nationale. **17.30 Dessin animé : Croc-note show.** L'orgue. **17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dessin animé : Mister T.** 10e épisode : Le mystère du cygne d'argent. **18.30 Feuilleton : La liberté Stéphanie.** De Georges Coulonges, avec Agnès Torrent, Philippe Juteau, Charlotte Bonnet (12e épisode). **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, actualités régionales. *19.55* **Dessin animé : Il était une fois la vie.** La respiration. **20.05 Jeux :** *La classe. Présentés par Fabrice.* **20.30 INC.** Les services bancaires. ► **20.35 Cinéma : Victor, Victoria** ■■■ Film américain de Blake *Edwards (1982). Avec Julie Andrews,* James Garner, Robert Preston, Lesley Ann Warren, Alex Karras. **22.50 Journal.** *23.15* **Magazine : Décibels.** Emission d'Alain Guellaff, présentée par Jean-Lou Janeir. Avec Indochine, *Act, Front* 242, Dépêche Mode, Yello, Kick, les Avions. **0.00 Espace francophone.** Emission de Dominique Gallet. Après le sommet de Québec : quel avenir pour la francophonie ?

CANAL PLUS

12.30 Magazine : Direct. Présenté par Philippe Risoli. Invité : Antoine. **14.00 Cinéma : Du sang sur la Tamise** ■ Film américain de John Mackenzie (*1979*). Avec Bob Hoskins, Helen Mirren, Eddie Constantine, Dave King, Bryan Marshall. **16.00 Cinéma : l'Affaire Savolta** ■ *Film espagnol* d'Antonio Drove (1978). Avec Charles Denner, Virginie Billetdoux, Pablo, Stefania Sandrelli, Ettore *Manni*, Omero Antonutti. **17.35 Cabou cadin.** Barnabulle. **17.45 Série : Les *monstres.*** *Le bon cheval.* **18.15 *Flash d'informations.* 18.16 Mytho-Folies.** Avec Michel Galabru. **18.25 Dessin animé : *Le piaf.* 18.26 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Marc Toesca, Pierre Lenormand, Mylène Demongeot. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invité : Yves Mourousi. **20.30 Cinéma : les Rues de feu** □ Film américain de Walter Hill (1984). Avec Michael Pare, Diane Lane, Rick Moranis. **22.00 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : SOS fantômes** ■ Film américain d'Ivan Reitman (1984). Avec Bill Murray, Dan Aykroyd, Sigourney Weaver, Harold Ramis, Rick Moranis (v.o.). **23.50 Cinéma : le Trio infernal** ■ Film français de Francis Girod (1974). Avec Michel Piccoli, Romy Schneider, Mascha Gomska, Andréa Ferreol, Monica Fiorentini. **1.30 Cinéma : *le Maître du jeu*** □ Film américain de Rosemarie Turko (1984). Avec Joe Buechler, David Allen, Stephen Ford.

LA 5

14.10 Série : Arsène Lupin. Le secret de l'aiguille. **15.20 Série : La grande vallée.** Par la force de la violence. **16.30 Série : Max la menace.** On l'appelle Max (1re partie). **16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz. 17.20 Dessin animé : Charlotte. 18.10 Série : Riptide.** Soyez loyal avec votre collègue. **19.00 Jeu : La porte magique.** Animé par Michel Robbe. **19.30 5, rue du Théâtre.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Cinéma : la Soupe aux choux** □ Film français de Jean Girault (1981). Avec Louis de Funès, Jean Carmet, Jacques Villeret, Claude Gensac, Christine Dejoux, Marco Perrin. **22.20 Série : Spenser.** Résurrection. **23.10 Série : Baretta.** Un témoin de huit ans (rediff.). **0.00 Série : Max la menace** On l'appelle Max (1re partie) (rediff.). **0.30 Série : Les chevaliers du ciel. 1.00 Feuilleton : Le temps des copains. 1.30 Les cinq dernières minutes** C'était écrit (rediff.).

M 6

14.00 Côté corps, côté cœur. Un médecin parle aux femmes et répond en direct à leurs questions. **14.30 Série : Marcus Welby.** La valeur d'un homme. **15.20 25 images seconde.** Savoir dénombrer les idées visuelles contenues dans un clip. **15.50 Jeu : Clip combat. 17.05 Série : Hawaii police d'État. 18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** L'héritier. **19.05 Série : Cher oncle Bill.** Une soirée mouvementée. **19.30 Série : Daktari.** Le guépard apprivoisé. **20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : Et vive la liberté** □ Film français de Serge Korber (1978). Avec les Charlots, Claude Piéplu, Georges Geret, Pierre Maguelon. **22.05 Série : Maîtres et valets.** Le pigeon de Rose (rediff.). **22.55 Journal. 23.05 Météo. 23.10 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **23.55 Magazine : Médiator.** Le magazine du rock. **0.25 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.** Souria.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Musique-ensembles. Renouveau, Les sirènes, Hymne au soleil, de Boulanger ; Trois fantaisies de Gaspard de la nuit, de Reverdy ; Madrigaux de Monteverdi ; Tres sacrae cantiones, de Stravinski, par le chœur de Radio-France, dir. Michel Tranchant. **22.30 Récital.** Dominique Merlet, piano, interprète : Sonate nº 16 en si bémol majeur, K 570, de Mozart ; Jeux d'eau à la villa d'Este ; Fantaisie et fugue sur Bach, de Liszt ; Episode de Gillet ; Miroirs, de Ravel. **0.00 Club d'archives.** Les pêcheurs de perles : George Gershwin.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Débat autour des médecines parallèles, psychisme et cancer. **21.30 Rencontres franco-allemandes.** Sarrebrück (2e partie). **22.30 Nuits magnétiques.** Les cimetières. **0.05 Du jour au lendemain.**

Audience TV du 25 octobre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	49.5	7 sur 7 17.7	Stade 2 13.6	Strindberg 2.0	3 Caballeros 0.5	Kojak 8.6	Oncle Bill 7.1
19 h 45	55.1	7 sur 7 19.7	Maguy 21.7	Strindberg 1.0	Ça cartoon 1.5	Kojak 6.1	Daktari 5.1
20 h 16	68.2	Journal 22.2	Journal 19.2	Benny Hill 10.6	Ça cartoon 7.5	Journal 3.5	Daktari 6.1
20 h 55	72.7	Taxi Tobbrouk 38.9	5 dern. min. 11.6	Embarq. immédi. 3.0	Femme ma vie 3.0	Les Charlots 12.6	Temps massacre 7.6
22 h 08	60.1	Taxi Tobbrouk 43.9	Ciné cinéma 4.5	Journal 3.5	Flash info 1.0	Pub 3.5	Drôles dames 4.5
22 h 44	32.8	Sport soir 6.6	Ciné cinéma 5.6	Etrange passion 4.5	Billard 2.0	Corrida 7.6	Drôles dames 6.8

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4600

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III							■		
IV			■						■
V			■		■				
VI					■		■		
VII			■						
VIII					■				■
IX							■		
X		■		■				■	
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Peut jouer avec des bobines. – *II. Une œuvre de maître.* – III. Conserva ce qui était piqué. Symbole. – *IV. Font la queue au* cinéma. Le dessous des cartes. – V. *Fin de bail. Faisaient fumer.* – VI. Est parfois remué en même *temps que la terre.* Base d'accord. – VII. Dans l'estomac. Quand ils sont gros, peuvent être *assimilés aux os.* – VIII. Nom de pays. Baie du Japon. – *IX. Pas sérieux.* Tiers de ration. – X. Trois lettres qui désignaient un ensemble de territoires. – XI. Devient très coulant. Récipient où l'on peut mettre du liquide.

VERTICALEMENT

1. Des cheveux dans la soupe. – 2. Vue comme dans un rêve. – 3. Certain est digestif. Tout un quartier ne lui fait pas peur. – 4. Avec *un peu* de carbure, on peut en avoir plein la lampe. – 5. Une grande *fête. Est noir quand il* vient des champs. – 6. Aller chercher chez des voisins. – 7. Un peu de sirop. Est parfois sur les dents. Vieilles habitudes. Divinité. – 8. Artisan qui fabrique les pipes. – 9. Quand on en sort, c'est parfois pour entrer dans les cabinets. Utile pour celui qui veut passer. Peut évoquer un triomphe.

Solution du problème nº 4599

Horizontalement

I. Mâchoires. Clerc. – II. Emoussés. Pieu. – III. Tore. Tel. Néel. – IV. Rudesse. Naît. Nô. – V. Ore. Nettoient. – VI. Turc. As. Us. – VII. Munitions. Obi. – VIII. As. Reclus. – IX. Ne. Alléchante. – X. Alêne. Isard. – XI. S.A. Isère. Vessie. – XII. Cour. Machines. – XIII. Rusé. Rio. Néri. – XIV. Ite. Annuelle. Un. – XV. Termitière. Ruée.

Verticalement

1. Métro. Manuscrit. – 2. Amoureuse. Aoûté. – 3. Corde. User. – 4. Huée. Tirelire. – 5. Os. Saute. Ès. Ai. – 6. Isis. Ricanement. – 7. Ré. Encollera. Ni. – 8. Est. *Nul.* Écrue. – 9. Entassés. Hier. – *10. Plats. Viole.* – *11. Ci. Io.* Chien. – 12. Lentigo. Assener. – 13. Eue. Bonasse. – 14. Ennui. Tri. Rue. – 15. Calots. Médecine.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 24 octobre 1987 :

DES DÉCRETS

● Nº 87-854 du 22 octobre 1987 relatif à l'encépagement et au rendement des vignobles dans les exploitations produisant des vins, vins doux naturels et vins de liqueur à appellation d'origine.

Nº *87-857* du 22 octobre 1987 modifiant l'article R 145.1 du code du travail relatif à la saisie-arrêt et à la cession des rémunérations.

DES ARRÊTÉS :

● *du 22 octobre 1987 portant* constatation de l'état de catastrophe naturelle (dans six départements de l'Ouest).

● du 14 octobre 1987 portant fixation du montant de la prime annuelle de cessation de vente ou de livraison de lait ou de produits laitiers pour la campagne 1987-1988.

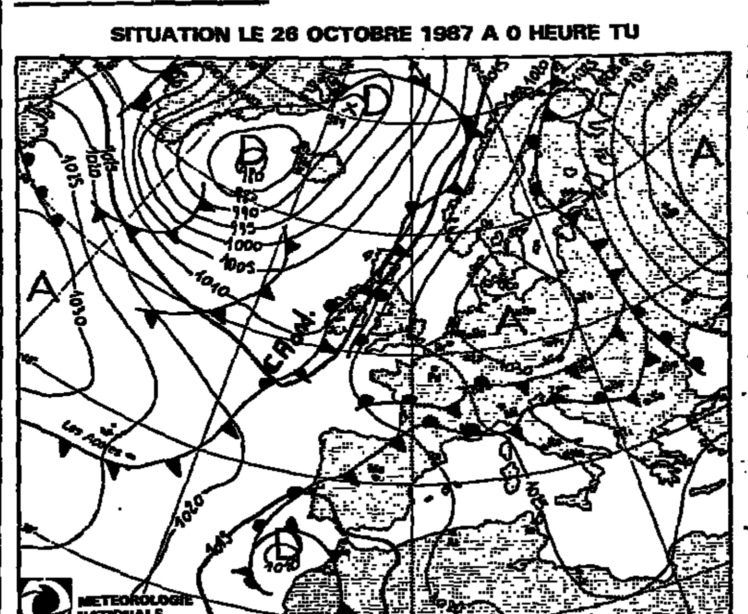
UNE CIRCULAIRE :

● du 5 octobre 1987 relative à la détermination des prix initiaux et des prix de règlement dans les marchés publics.

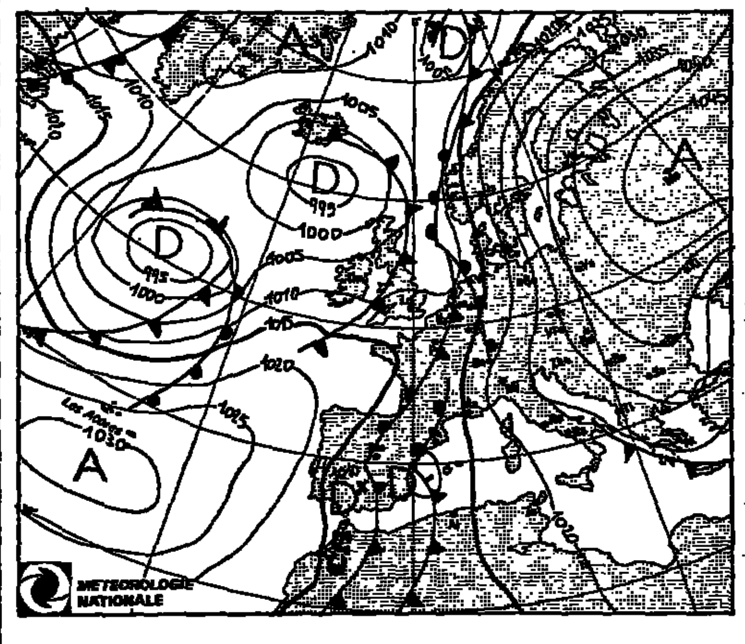
● **Un numéro de téléphone spécial pour l'enlèvement des épaves à Paris.** – La préfecture de police de Paris met à la disposition des particuliers un numéro de téléphone spécial pour le recensement des véhicules épaves en vue de leur enlèvement ultérieur. Dans un communiqué publié le 15 octobre à Paris, la préfecture de police de Paris indique que « les particuliers qui désirent communiquer aux services de police le numéro minéralogique d'un véhicule épave en vue de son enlèvement peuvent soit s'adresser directement au commissariat de police de l'arrondissement, soit appeler le numéro suivant 43-54-89-72 qui assure vingt-quatre heures sur 24 une permanence relative au recensement de ce genre de véhicules ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 OCTOBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 28 OCTOBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 octobre à 0 h TU et le mardi 27 octobre à 24 h TU.

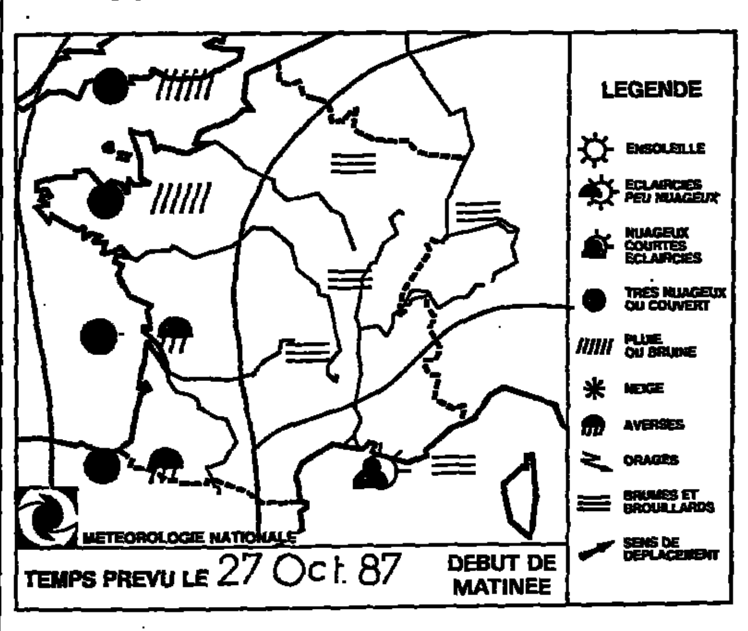
L'anticyclone de l'Europe centrale va *faiblir, ce qui permettra à une perturba*tion atlantique de pénétrer sur l'ouest du pays. Le temps deviendra donc pluvieux et plus doux.

Mardi matin, de l'Aquitaine à la Bretagne, au Nord, à l'Ile-de-France et au Centre, les nuages seront abondants et les pluies fréquentes. Dans l'après-midi, des éclaircies apparaîtront sur la Bretagne, la Normandie et les pays de Loire, mais on risquera l'averse.

Du Midi-Pyrénées au Massif Central, à *la Champagne, à l'Alsace, au* Lyonnais et à la Méditerranée, au lever du jour, nuages bas et brouillards, parfois denses, seront fréquents. En cours de journée, des ondées, pouvant être orageuses sur le relief du Sud, gagneront progressivement par l'ouest. Seules les régions situées du sud des Alpes à la Corse seront encore épargnées en soirée.

Les vents seront modérés de sud en général, assez forts de sud-est près de la Méditerranée.

Les températures minimales seront *comprises entre 6 degrés et 12 degrés* du Nord au Sud. Les maximales iront de *14 degrés à 17 degrés sur la* moitié nord, de 18 degrés à 22 degrés sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 25-10 à 6 heures TU et le 26-10-1987 à 6 heures TU — le 26-10-1987

	max	min	temps
FRANCE			
AJACCIO	28	15	N
BIARRITZ	18	13	C
BORDEAUX	13	12	B
BOURGES	12	10	P
BREST	15	6	N
CAEN	13	5	N
CHERBOURG	11	6	N
CLERMONT-FERR.	12	10	C
DIJON	10	0	P
GRENOBLE St-M-H	16	12	B
LILLE	13	3	B
LIMOGES	14	12	C
LYON	16	12	B
MARSEILLE-MAR.	21	16	C
NANCY	12	7	P
NANTES	11	10	C
NICE	22	17	D
PARIS-MONTS.	14	9	B
PAU	19	10	N
PERPIGNAN	19	18	B
RENNES	13	9	C
ST-ÉTIENNE	16	11	B
STRASBOURG	11	7	P
TOURS	11	8	B
TOULOUSE	19	14	C
POINTE-A-P.	32	23	A
ÉTRANGER			
ALGER	35	27	N
AMSTERDAM	13	4	B
ATHÈNES	22	13	D
BANGKOK	32	25	D
BARCELONE	23	17	C
BELGRADE	19	11	P
BERLIN	8	2	N
BRUXELLES	13	2	D
LE CAIRE	26	18	D
COPENHAGUE	11	3	B
DAKAR	30	25	D
DELHI	33	18	D
DJERBA	29	20	D
GENÈVE	14	11	C
HONGKONG	23	20	N
ISTANBUL	18	10	N
JÉRUSALEM	18	12	D
LISBONNE	19	16	N
LONDRES	14	4	N
LOS ANGELES	26	16	D
LUXEMBOURG	8	3	C
MADRID	21	11	N
MARRAKECH	21	12	N
MEXICO	25	9	B
MILAN	17	15	C
MONTRÉAL	4	-1	D
MOSCOU	-1	-2	C
NAIROBI	28	16	D
NEW-YORK	18	7	D
OSLO	9	1	B
PALMA-DE-MAL.	32	16	N
PÉKIN	19	3	D
RIO-DE-JANEIRO	27	24	C
ROME	26	12	D
SINGAPOUR	34	26	C
STOCKHOLM	7	2	B
SYDNEY	19	17	C
TOKYO	17	12	C
TUNIS	32	19	N
VARSOVIE	10	2	N
VENISE	19	14	B
VIENNE	12	7	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Société

MÉDECINE

En France

Les tests-minute de dépistage du SIDA ne seront pratiqués que sous contrôle médical

Le premier symposium international de réflexion sur le SIDA auquel participaient les représentants de cent vingt-huit pays, s'est terminé le 23 octobre à Paris sur un consensus, résumé par Mme Michèle Barzach (ministre délégué chargé de la santé), au cours d'une conférence de presse : *« Au-delà du nécessaire renforcement de la coordination internationale, il nous est apparu fondamental qu'aucune mesure n'aille dans le sens de l'exclusion des malades ou d'un dépistage systématique et obligatoire de la population. »*

La mise à disposition imminente de tests de dépistage-minute du SIDA risque de mettre à mal ces principes de base. Au-delà du problème de leur fiabilité, ces tests soulèvent en effet d'importantes questions éthiques. Peut-on les laisser pratiquer par n'importe qui : une personne anxieuse d'avoir été contaminée, mais aussi, pourquoi pas, un douanier, un policier, un employeur ?

Mme Barzach s'est montrée catégorique : *« Avant toute chose, il convient de s'assurer de la fiabilité de ces tests. En sachant qu'en toute hypothèse, ils doivent être pratiqués sous contrôle médical et biologique. »* Cela signifie que lorsque ces tests seront disponibles, seuls des médecins pourront les pratiquer. Permettant d'obtenir un diagnostic en quelques minutes, ils pourraient être très utiles, par exemple, pour un patient qui doit être opéré en urgence. En sachant, encore une fois, que ce test, comme les autres, d'ailleurs (Elisa, Western Blot), doit être *« librement consenti »* par la personne à qui on le propose : *« Le respect du refus du patient doit être absolu »*, a déclaré Mme Barzach.

L'Irak est, semble-t-il, le seul pays à imposer un dépistage obligatoire aux frontières pour toute personne désirant y séjourner au moins cinq jours. Mais, au cours du symposium, qui était réuni à huis clos, le représentant d'un pays africain a reconnu que, *« à titre temporaire »*, des tests de dépistage *« clandestins »* étaient pratiqués dans son pays, dans le seul but de *« connaître l'incidence exacte de la maladie »*.

La plupart des participants au symposium se sont félicités du rôle de coordonnateur joué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans la lutte contre le SIDA. Le docteur Jonathan Mann, qui dirige à l'OMS le programme spécial de lutte contre la maladie, a contesté les informations parues dans *le Monde* du 23 octobre selon lesquelles, lors de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies qui a lieu actuellement à New-York, plusieurs pays africains se sont opposés au renforcement du rôle de l'OMS dans la lutte contre le SIDA. *« Tout est réglé, il n'y a plus de problème »*, a affirmé le docteur Mann, indiquant que la résolution finale qui devait être présentée le lundi 26 octobre en attesterait.

F.N.

● **Arrêt de l'expérimentation du THA dans la maladie d'Alzheimer.** – La Food and Drug Administration (FDA) américaine a décidé, le dimanche 25 octobre, d'arrêter l'expérimentation de la tétra-hydro-aminoacrine (THA) dans la maladie d'Alzheimer. Dans 20 % des cas environ, les patients traités ont développé des effets secondaires hépatiques graves. Le THA avait fait naître de grands espoirs il y a quelques mois, de nombreux spécialistes ayant estimé que ce médicament pourrait corriger la perte de mémoire (*le Monde* du 14 novembre 1986).

EN BREF

● **Le Maine-et-Loire refuse les déchets nucléaires.** – Les habitants de huit communes de Maine-et-Loire, consultés le dimanche 25 octobre par référendum, ont repoussé à une écrasante majorité des suffrages exprimés le projet de stockage de déchets radioactifs dans la région de Segré. Il s'agit d'un des quatre sites retenus en France pour l'étude du stockage à grande profondeur de déchets radioactifs à vie longue.

● **CNOUS : l'UNI conserve son second siège.** – Le nouveau scrutin organisé, vendredi 23 octobre, pour l'élection des représentants étudiants au conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) n'a pas modifié le résultat du vote de mai dernier, qui avait été contesté devant le tribunal administratif sur recours du CELF (Collectif des étudiants libéraux de France). L'UNEF indépendante et démocratique confirme sa prédominance avec 56 voix et trois sièges, comme en mai. L'UNI (Union nationale interuniversitaire) en passant de 24 à 27 voix, conserve le second siège, qui ne lui avait été attribué qu'au bénéfice de l'âge. Le CELF reste à égalité avec l'UNEF-solidarité étudiante avec 23 voix et un siège tandis que la liste « indépendante » garde un siège avec 16 voix.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extraits d'un arrêt rendu le 11 décembre 1986 par la 4e chambre B de la Cour sur l'appel d'un jugement rendu le 15 novembre 1984 par la 3e chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris.

Entre : la société Yves Saint Laurent, 5, avenue Marceau, Paris-16e, ayant pour avocat Philippe Combeau.

Et : les sociétés Burton of London, en réalité Montague Burton, 14, boulevard Poissonnière, Paris-9e, et Metal Moda, 52100 Arezza (Italie).

Jugement du tribunal :

« Dit qu'en fabricant et exportant, en important et en offrant à la vente ou vendant des boucles de ceinture revêtues des lettres Y et S entrelacées les sociétés Metal Moda et Montague Burton ont commis des actes d'imitation illicite de la marque n° 277 381/1 049 092 dont est titulaire la société Yves Saint Laurent.

» Leur fait défense d'utiliser le signe dont s'agit sous quelque forme et à quelque titre que ce soit sous astreinte. »

« Fixe à 50 000 F le montant de la réparation due.

Arrêt de la Cour :

» Confirme le jugement en toutes ses dispositions attaquées en élevant toutefois le montant de l'indemnité à 100 000 F. »

Pour extraits certifiés conformes,
MOREAU, avoué à la Cour.

ÉDUCATION

Les directeurs des IUT d'informatique demandent une troisième année

L'Europe et l'échéance de 1992 ont été évoquées dans plusieurs rencontres d'enseignants, d'étudiants et de parents qui ont eu lieu pendant le week-end.

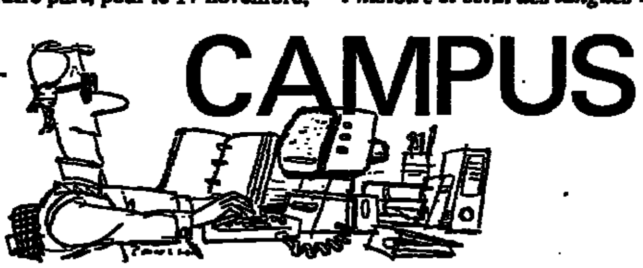
Les directeurs des départements d'informatique des instituts universitaires de technologie, réunis à Villeurbanne (Rhône), souhaitent que ces établissements puissent créer une troisième année, de façon que la France dispose d'un diplôme technologique au niveau bac + 3, comparable à celui qui existe dans de nombreux pays européens. Une telle formation répondrait, estiment-ils, au vœu des élèves et aux attentes de nombreuses entreprises. Une troisième année de spécialisation (en intelligence artificielle, robotique ou synthèse d'images) existe déjà dans six IUT (Orsay, Villetaneuse, Clermont-Ferrand, Metz, Montpellier, La Rochelle), et celui de Lyon devrait inaugurer une année spéciale en janvier. Plus de la moitié des trente départements d'informatique des IUT auraient de tels projets, en dépit de la résistance opposée, semble-t-il, par le CNPF, pour des raisons de salaires.

Favoriser les jumelages

Les directeurs de départements d'informatique ont annoncé d'autre part, pour le 17 novembre, une « journée de mobilisation », pour protester contre l'inculpation de M. Claude Chrisment, professeur d'IUT, accusé d'avoir effectué des copies de logiciels.

« L'Europe universitaire, le défi de la qualité », tel était le thème du congrès du Collectif des étudiants libéraux qui s'est réuni à Clermont-Ferrand. Le CELF met notamment l'accent sur l'harmonisation de l'organisation et du contenu des études, la reconnaissance globale des équivalences de diplômes, la mobilité des étudiants et des enseignants, et l'apprentissage des langues. Il propose la création d'un « bureau européen des universités », qui serait un intermédiaire entre tous les établissements, pour favoriser les jumelages et les échanges d'informations, gérer les problèmes de mobilité et favoriser les procédures de reconnaissance des d diplômes.

M. Jacques Hui, président de la fédération des Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), a déclaré à Lille, au cours du congrès régional de cette organisation, que *« le système socio-éducatif français doit absolument évoluer, dans la perspective de la construction de l'Europe. »* Il estime notamment qu'il faut *« élargir, dans une perspective européenne, l'enseignement de l'histoire et celui des langues »*.



Rouen, université câblée

L'UNIVERSITÉ de Rouen va installer un système *« Voix, images, données »* qui fera de Mont-Saint-Aignan le premier campus européen équipé d'un réseau fibres optiques dans sa totalité.

Conçu et mis en place par Matra-Communications, ce système fonctionnera dès le printemps 1988 et permettra d'intégrer l'ensemble des transmissions téléphoniques et des données et images informatiques. Ce nouveau dispositif se substituera à l'ancien, devenu inefficace et coûteux par la multiplication des lignes autonomes. Il facilitera les communications externes et internes entre les différents services de l'université (UER, cités et restaurants universitaires, bibliothèques...). Il devrait conduire à une meilleure communication entre les chercheurs.

« Nous souhaitons, a dit M. Dominique Gambier, président de l'université de Rouen, lors de la présentation du système à la presse, *que ce dispositif puisse être le départ d'un réseau de communications au-delà de l'université, vers nos partenaires que sont le Parc d'activités technologiques (PAT) voisin, l'école supérieure de commerce, l'ADEPA et , s'il se crée, le campus américain, pour faire ainsi du plateau de Mont-Saint-Aignan un véritable pôle de la communication et de la technologie. »* – *(Corres.)*

E.B.

Les lipides en 92

Les étudiants de l'Institut national agronomique Paris-Grignon (INAPG) organisent, mardi 24 novembre à Paris, leur colloque annuel. Thème choisi cette année : « Lipides et alimentation animale ».Les participants feront le point sur les dernières recherches, les techniques de production, les conséquences nutritionnelles pour l'homme et l'évolution de ce secteur avec l'ouverture du marché européen en 1992.

(Bureau du colloque : Centre de Grignon, 78850 Thiverval-Grignon, tél. : (1) 30-54-45-14).

L'entreprise et la communication

L'équipe de recherche « Modes de vie, communication et développement » du CNRS organise un nouveau séminaire sur *« L'entreprise saisie par la communication : freins, risques et limites »*. Dirigée par Mme Anne-Marie Laulan, présidente de la Société française des sciences de l'information et de la communication, il est ouvert aux chercheurs et aux responsables des entreprises. Première séance : le 5 novembre de 10 heures à 13 heures à l'IRESCO sur : « Les lieux de la communication occultes dans l'entreprise. »

(Renseignements et inscriptions : IRESCO, 59-61, rue Pouchet, 75849 Paris Cedex 17, tél. : 40-25-11-90.)

M. Jacques Delors passe l'oral

M. Jacques Delors inaugure, jeudi 29 octobre, à 15 h 30, les Rencontres 1987-1988 IEP-Sud-Ouest, à Bordeaux, avec le grand oral présidé par Franck de Bondt, journaliste à *Sud-Ouest*, et composé d'étudiants de l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Ces Rencontres, dont c'est la quatrième édition, associent étudiants et journalistes pour interroger un ou des invités, au cours d'un grand oral, d'une « table ronde » ou d'une conférence. – *(Corresp.)*

(IEP, allée Ausone, BP 101, 33400 Talence, tél. : 56-80-60-57.)

Le Carnet du Monde

Naissances

– Christine AUBRÉE
et
Pascal BONIFACE,
ont la joie de faire part de la naissance de

Adrien,

le 19 octobre 1987.

104, rue du Faubourg-Saint-Antoine.
75012 Paris.

– Bruno MERCIER,
Florence SLOVE-MERCIER,
Isaure, Gauthier et Aude,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Anne-Mahaut,

le 3 octobre 1987.

11, rue du Bois-de-Boulogne,
75116 Paris.

– Marion LÉVY
André BOUZERAU
et
Bastien,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Benjamin.

Paris, le 14 octobre 1987.

– Hélène HAYAT-HART
et
Howard HART,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Sarah,

le 22 septembre 1987, à Santa-Monica.

633 South Mac Cadden Place,
90005 Los Angeles (USA).

Décès

– Nous apprenons le décès, survenu le 24 octobre 1987, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris, du

colonel (ER) Charles ARNOULD,

dont les obsèques seront célébrées le 29 octobre, à 8 h 30, au Val-de-Grâce.

[Agé de quatre-vingt-six ans, ancien officier de cavalerie, Charles Arnould se bat, en 1940, dans la Somme, au chemin des Dames et sur la Marne contre les troupes allemandes. A l'armistice, il rejoint le réseau de résistance Mithridate. Il organisera notamment les maquis vosgiens. En septembre 1944, cependant, le capitaine Arnould accepte de déposer les armes, avec ses deux cent cinquante maquisards, sous le chantage des Allemands, qui avaient encerclé trois villages, dans la région de Grandrupt-les-Bains (Vosges) et qui menaçaient d'en fusiller les habitants. Fait prisonnier avec ses hommes, il est condamné à mort et déporté avec eux à Schirmeck, Natzweiler et à Dachau. Cent dix-sept de ces maquisards ne reviendront pas.

Président de l'Amicale des anciens déportés de Dachau et de l'Association des médaillés militaires de la Résistance, le colonel Charles Arnould était grand-croix de la Légion d'honneur.]

– Mme Jean-Pierre Chauvet,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre CHAUVET,
conseiller des affaires étrangères,
ancien élève de l'Ecole nationale
de la France d'outre-mer,

survenu le 12 octobre 1987, à l'âge de cinquante-six ans.

Une messe sera dite pour le repos de son âme, le jeudi 29 octobre 1987, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7e.

40, boulevard de la Libération,
92370 Chaville.

– Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne DAUMAS,
née Dagais.

L'incinération a eu lieu à Montpellier, le 20 octobre 1987.

– On nous prie d'annoncer que

Raymond Michel HUTTEAU

a quitté les siens le 18 octobre 1987.

Sa femme,
Ses enfants,
Sa petite-fille
ne désirent rien d'autre que le silence.

– Mme André Isambert,
M. et Mme François-André Isambert,
leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Pierre Court
et leurs enfants,
M. et Mme Raymond Isambert
et leur fils,
Mme Jacques Isambert,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André ISAMBERT,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
chevalier
de l'ordre de Léopold de Belgique,
secrétaire général
de la Haute Commission d'occupation
de l'Allemagne (1920-1925),
président fondateur à la CGE
de l'électro-crédit (électrobanque)
(1925-1958),
directeur des *Nouveaux Cahiers*
(1937-1940),
président de l'Ecole des parents
et des éducateurs (1948-1968),
président fondateur
de la Fédération internationale
pour l'éducation des parents
(1964-1973),

leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent,

survenu pieusement le 19 octobre 1987, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le vendredi 23 octobre, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Orgeval.

Il est inhumé au cimetière d'Orgeval.

51, rue de la Chapelle,
78630 Orgeval.
122, avenue Aristide-Briand,
92120 Montrouge.
5 *bis*, rue de Paris,
94470 Boissy-Saint-Léger.

– Les conseils d'administration
Et le personnel de l'Ecole des parents et des éducateurs,
ont le très grand regret de faire part du décès de

M. André ISAMBERT,

leur président d'honneur,

survenu le 19 octobre 1987.

– Ses enfants,
Alexandre Juffet
Et Anne Salvi,
Toute sa famille,
Et ses amis,
font part du décès de

M. Siegfried SALVI,

survenu le 21 octobre 1987, à l'âge de cinquante-sept ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin-parisien, le mardi 27 octobre à 14 h 15.

27 *bis*, rue Vauvenargues,
75018 Paris.

– Armand Vanveers,
Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et leur famille,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Nicolle VANVEERS,
née Dalier,

survenu le dimanche 27 septembre 1987, à Paris, dans sa soixantième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à la Mission chrétienne du Point-du-Jour, le 30 septembre, et suivie, de l'inhumation au cimetière de Pantin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, rue du Dragon,
75006 Paris.

Services religieux

– Un service religieux sera célébré le jeudi 24 octobre 1987, à 18 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris-16e, à la mémoire de tous les membres des corps du Contrôle civil du ministère des affaires étrangères morts pour la France ou décédés depuis leur création en 1884 *(Tunisie)* et en 1912 (Maroc).

Avis de messes

– Tous ceux qui ont connu et aimé

Marie Alice NODET,

tuée par la foudre le 15 juillet 1987, sont invités à assister à la messe célébrée en sa mémoire le vendredi 30 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Ambroise, située entre le 71 et le 73, boulevard Voltaire, à Paris-11e.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I, le mercredi 28 octobre, à 14 h 30, salle 307, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L, Sorbonne, M. Darci Cunha Martins : « L'influence de la philosophie positiviste d'Auguste Comte sur la politique brésilienne (deuxième moitié du XIXe siècle) ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Important centre de recherches d'un grand groupe nationalisé recherche

Jeune ingénieur électronicien

pour s'intégrer dans une équipe dynamique chargée de la conception de nouveaux systèmes *dans les domaines de la transmission d'informations* et de la robotique pour engins mobiles.
Ces études *déboucheront sur des équipements industriels mis au point* en liaison avec les utilisateurs.

Une formation d'ingénieur diplômé, de très bonnes connaissances en électronique analogique et numérique (circuits et systèmes) sont indispensables.

Une première expérience en *télétransmission*, ou des notions en radio fréquence seraient appréciées.

Poste à 50 km de Paris. Possibilité logement de fonction.
Rémunération selon expérience.

Ecrire sous réf. 43 A 787-7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

VIA

GÉNÉRALE DE TRANSPORTS ET D'INDUSTRIE
16000 personnes, leader européen
recherche

Responsables de services marketing et commerciaux

Au sein de filiales à taille humaine, rattachés au Directeur de celles-ci et faisant partie du Comité de Direction, ils ont une activité complète : *études des marchés, conception des services adaptés aux besoins,* qualité des prestations, promotion des ventes, relations avec les collectivités locales. *Ils animent une équipe et sont responsables du chiffre* d'affaires.

Ces postes particulièrement vivants, *impliquent* qualités de terrain et de conception, conviendraient à des candidats ESC ou équivalent, ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, dynamiques, créatifs et de bon contact. Réelles possibilités d'évolution dans un groupe leader.

Actuellement, les postes à pourvoir se situent à :
- Caen — réf. 39 A 764-7M
- Chartres — réf. 39 A 766-7M
- Metz — réf. 43 A 800-7M

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Pour une carrière en entreprise

Audit... aujourd'hui Manager... demain

Un puissant groupe alimentaire, produits mondialement connus, *poursuivant son développement tant sur le plan* international qu'en France, recherche un jeune Cadre Financier HEC, ESSEC, ESCP... MBA.

Le poste proposé au sein du holding permet :
- **de valoriser une première expérience** d'audit de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété ;
- **de participer aux études** liées à l'organisation financière du Groupe ;
- **d'accéder rapidement** à de réelles responsabilités opérationnelles au sein du holding ou d'une de ses filiales.

Bonne maîtrise de l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 43 A 801-7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Société industrielle française. 550 personnes. 210 millions de chiffre d'affaires, dont 40 % à l'EXPORT, filiale d'un groupe américain, spécialisée dans la METALLURGIE HAUTE TECHNOLOGIE, pour poursuivre le développement de ses EXPORTATIONS, recherche :

Jeune Responsable de Zone Export Europe

A cet Ingénieur Commercial, seront confiés les marchés de la Zone ANGLETERRE, IRLANDE, NORVEGE pour développer les Ventes en animant un réseau d'Agents exclusifs et en direct auprès d'une clientèle diversifiée. Le candidat recherché, Ingénieur (Mines, INSA, ECAM, ICAM, Arts et Métiers) avec une formation commerciale ou marketing complémentaire, devra posséder une excellente connaissance du contexte britannique. Il aura une parfaite maîtrise de la langue anglaise ; une bonne pratique de l'Allemand est souhaitée ; la connaissance de l'Italien sera appréciée. Ce poste conviendrait à un Ingénieur débutant ou ayant une expérience d'une ou deux années dans un poste similaire sur l'un des pays de la Zone.
Réf. RP 101/M

Responsable de Zone Grand Export

A cet Entrepreneur/Négociateur, seront confiés les marchés de la Zone COREE, SINGAPOUR, MALAISIE/INDONESIE, CHINE pour accroître les Ventes, rechercher de nouveaux Agents, assurer un flux permanent d'affaires. Le candidat recherché, âgé de 27 ans environ, doit avoir soit une formation Ingénieur (Mines, INSA, ECAM, ICAM, Arts et Métiers), soit une formation commerciale (HEC, ESSEC, ESCP...) avec une formation scientifique de base. Il aura une parfaite maîtrise de l'anglais ; une bonne pratique du Portugais est souhaitée ; la connaissance de l'Espagnol sera appréciée. Ce poste conviendrait à un jeune professionnel de l'export pouvant justifier de 2 ans environ de vente de produits industriels (si possible dans l'un des pays de la Zone).
Réf. RP 102/M

Ces postes sont basés dans la proche banlieue parisienne et impliquent de fréquents déplacements à l'Etranger. Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous référence choisie.

CREA CONSULTANTS
Créative Ressources for European Access conseil en ressources humaines 4, place Félix Eboué 75583 PARIS CEDEX 12

CURRICULUM

Touraine

CHEF DE PRODUCTION

Cette société filiale d'un important groupe industriel est spécialisée dans le domaine des produits destinés au bâtiment.

Elle possède une division "polyester" qui fabrique des produits de couverture et de bardage.

Le Chef de Production de cette division assure la responsabilité de l'ensemble des productions, *ce qui implique une responsabilité technique (qualité, amélioration* process), une responsabilité humaine (animation des équipes et organisation des *ateliers) d'environ 40 personnes et une responsabilité économique (budget, coût* de production).

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur (28 ans minimum) possédant une expérience de 3 à 5 ans acquise en milieu industriel dans des fonctions de production et de fabrication. La connaissance des techniques liées aux automatismes serait vivement appréciée.

Le poste est basé dans la région de Tours.

Les perspectives d'évolution au sein de la société ou du groupe sont de nature à intéresser une personnalité d'avenir.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 6/1135 AA à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Filiale à 100 % du 4e groupe financier U.S., MANUFACTURERS HANOVER BANK/FRANCE offre aux grandes entreprises une large gamme de services financiers. Nous souhaitons intensifier nos efforts dans les secteurs ingénierie financière et produits nouveaux et recherchons

RESPONSABLE RELATIONS MULTINATIONALES

[illegible]ment de votre carrière, vous souhaitez rejoindre une équipe [illegible] relations mondiales avec les multinationales.
[illegible], vous avez une expérience de 5 à 7 ans en milieu bancaire [illegible]tes initié aux nouvelles techniques bancaires tant sur le plan [illegible] change, SWAPS...) que de l'ingénierie financière.

[illegible] *et anglo-saxonne vous a permis de développer votre capa*[illegible]des de travail internationales : *en effet, au sein de notre ban*[illegible]*gocier et monter d'importantes opérations en liaison étroite* [illegible]oupe.

[illegible]es responsabilités : merci d'adresser votre lettre manuscrite, [illegible], à MANUFACTURERS HANOVER BANK/FRANCE - [illegible] Ville-L'Evêque - 75008 PARIS.

MANUFACTURERS HANOVER

MEDIA BA



CHEF DE PRODUIT

DEVENEZ LE CRACK DES CRACKERS

Diplômé(e) d'une ESC, vous possédez déjà une expérience Marketing d'environ 3 ans, complétée *dans l'idéal* par une pratique de la vente. Vous savez conduire les analyses, vous êtes de ceux qui passent *à l'action, en motivant leur entourage.*
Maîtrisant l'anglais, vous ajoutez à toutes ces qualités dynamisme et enthousiasme.

Alors venez gérer et développer notre gamme de CRACKERS (500 millions de francs de CA, 50 % du marché des Biscuits à apéritif).
Nous vous confierons l'animation et la coordination des services internes (production, vente, achats, R & D) et des prestataires extérieurs (Agences de Publicité, packaging, promotions...). A vous de manager le développement des nouveaux produits et d'optimiser un budget publi-promotionnel important.

Nos structures souples vous permettront d'exercer des responsabilités importantes sur un budget d'envergure, *tout* en bénéficiant au sein du groupe Nabisco Brands France, des compétences marketing d'une équipe très professionnelle.

Faites part de vos motivations, sous réf. CP/MO 87 à Bernard FRANOT - NBF - BP 93 - 91003 Evry Cedex.



SOURCES

CÔTE D'AZUR

Organisme du Ministère de la Défense Nationale évoluant dans des techniques de pointe (système de défense antiaérien)
recherche

Deux jeunes ingénieurs électroniciens
ESE, ESTA, ENST, ISEP...

- Le premier poste recouvre la responsabilité dans la définition, la réalisation et l'interprétation d'essais de radars de veille ainsi que le choix des moyens mis en œuvre (matériels et logiciels).
  Cette fonction suppose des contacts fréquents avec les industriels constructeurs dès la phase de développement.
  Une formation en radar et des connaissances dans le domaine du traitement signal seraient appréciées.
  réf. 43 A 803-7M

- Le deuxième poste concerne la participation aux études et aux essais d'intégration de divers capteurs (équipements infrarouges, détecteurs, radars...) dans les systèmes de veille des futurs bâtiments de la Marine Nationale.
  Outre des connaissances dans le domaine des radars et du filtrage, il implique des compétences en informatique pour la définition des logiciels d'expérimentation.
  réf. 43 A 782-7M

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable pour ces deux postes.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

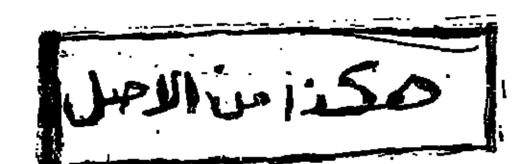
PUBLIPANEL

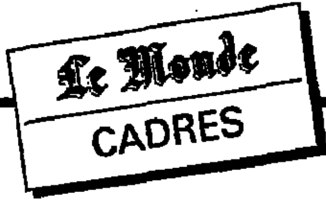
SETOR

Bureau d'Etudes Béton Armé
recherche pour créer et animer sa filiale
à *NOUMÉA (Nouvelle-Calédonie)*

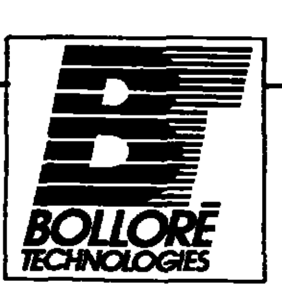
INGÉNIEUR *ECP, INSA ou équivalent*

2 ans expérience B.E. souhaités.
Rémunération et avantages selon profil.
Ecrire SETOR-SETI, B.P. 63, 13275 MARSEILLE CEDEX 09.





Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**



PÔLE INDUSTRIEL

LEADER MONDIAL sur le marché des produits diélectriques de haute technicité et des produits pour emballages spéciaux.

LEADER EUROPEEN sur le marché des produits : autocopiants, optiques et médicaux à usage unique.

FILIALES aux USA et au JAPON.

2 000 personnes. CA 1,5 MILLIARDS DE FRANCS dont 85% à L'EXPORTATION.

DIVISION CONDENSATEUR ET EMBALLAGES SPECIAUX

Notre division condensateur est Nº 1 mondial dans sa spécialité (films et films métallisés) et voit son développement s'accélérer. Cette année nous investissons 170 MF pour accroître nos capacités et réimplantons notre service commercial en Bretagne.

Dans ce cadre, nous recherchons notre

DIRECTEUR COMMERCIAL

basé à QUIMPER

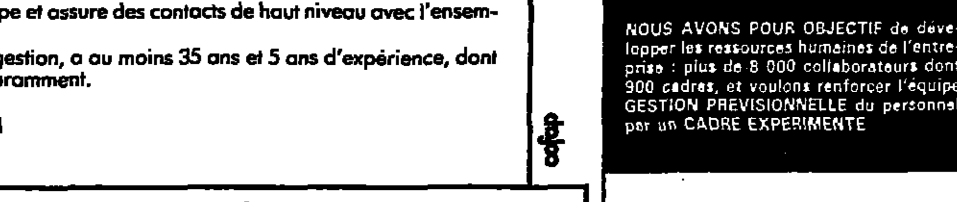
Il est responsable de l'ensemble du CA du secteur (500 MF), anime son équipe et assure des contacts de haut niveau avec l'ensemble de la clientèle mondiale. Il rapporte au directeur de division.

Le candidat recherché est issu d'une école supérieure de commerce et de gestion, a au moins 35 ans et 5 ans d'expérience, dont quelques années à l'exportation de produits industriels, il parle anglais couramment.

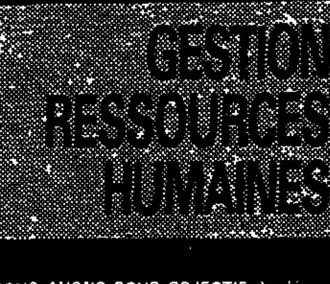
Salaire attractif en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et prétentions à Direction du Personnel
BOLLORE TECHNOLOGIES - BP 607 - 29195 QUIMPER CEDEX.

cofap







NOUS AVONS POUR OBJECTIF de développer les ressources humaines de l'entreprise : plus de 8 000 collaborateurs dont 900 cadres, et voulons renforcer l'équipe GESTION PREVISIONNELLE du personnel par un CADRE EXPERIMENTE

CADRE EXPERIMENTE

Fortement motivé par cette activité, vous souhaitez prendre directement en charge des missions de recrutement et d'orientation, et participer à des études sur les fonctions et les carrières.

Vous avez une formation supérieure préparant à la Fonction Personnel, complétée par une formation économique et une expérience de 2 ans minimum dans le recrutement.

Cette annonce vous concerne.

Le poste est basé à Orly.

Adressez votre C.V., photo et prétentions, sous la référence DP1, au Département Carrières et Emploi - AIR INTER - 1, avenue du Maréchal-Devaux - 91551 PARAY-VIEILLE-POSTE Cedex.

MÉDIA BA

MAIF

La **MAIF** CA 5 milliards de F, 4 000 personnes

crée, au sein de son service communication, le poste de

RESPONSABLE COMMUNICATION INTERNE *H/F*

Après une courte période d'intégration, le responsable recherché aura pour missions principales de proposer au responsable de la Communication et à la Direction générale les lignes directrices de la politique de communication interne, et à mettre en œuvre au niveau de l'ensemble de la société (siège, 5 centres et 126 délégations départementales) les options retenues, par les moyens existants (journal d'entreprise) ou qu'il jugera adaptés.

Ce poste, d'une importance stratégique réelle, requiert de fortes capacités conceptuelles et d'initiative, une évidente aisance dans les contacts à tous niveaux, un goût affirmé pour l'organisation et le travail d'équipe, et d'excellentes qualités rédactionnelles.

Il s'adresse à un candidat âgé de 30-35 ans, de formation supérieure (bac + 5 ou équivalent, avec spécialisation dans les sciences et techniques de la communication), justifiant au minimum d'une première expérience réussie dans le domaine de la communication d'entreprise.

La rémunération ainsi que les possibilités d'évolution, à terme, de la fonction seront à la mesure de la compétence de son titulaire.

Le poste est basé à Niort.

Merci d'adresser, sous quinzaine, une lettre manuscrite + CV + photo, sous référence CIMO, à Jean-Marie GUILHOT - MAIF - 79038 NIORT CEDEX.



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute
par voie de détachement
ou de contrat

UN DIRECTEUR

pour le service départemental d'action économique

FONCTIONS :

- Analyse de la vie économique du département, rassemblement et étude des données en matière financière, technique, commerciale, de formation et d'emploi ;
- Mise en œuvre des décisions du département en matière économique ;
- Rôle d'intermédiaire en matière de formation professionnelle (relations avec les entreprises et organismes de formation, recensement des besoins et des formations existantes).

CONDITIONS :

* **Par voie de détachement :**
- Etre titulaire d'un grade conférant un indice de début de carrière égal au minimum à l'indice brut administratif 701.

* **Par voie de contrat :**
- Etre titulaire au minimum d'un bac + 4, et justifier d'une réelle expérience dans ce domaine.

Les dossiers de candidatures comprenant :
- Une lettre motivée accompagnée d'un c.v. ;
- La photocopie du dernier arrêté de promotion ou celle des diplômes ;
- Une photographie d'identité ;

devront parvenir à l'adresse suivante au plus tard le :

*** LUNDI 30 NOVEMBRE 1987**

dernier délai, le cachet de la poste faisant foi :

HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du personnel départemental, bureau du recrutement, pièce 404, avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRÉTEIL CEDEX.









INGENIEUR LOGISTIQUE

CHARGE ETUDES - ORGANISATION **Troyes**

La maîtrise de notre expansion passe par l'optimisation des flux et des procédures.

Nous réalisons 560 MF de CA, dont 50% à l'export.

Notre Directeur de la Logistique souhaite intégrer un diplômé Ingénieur CENTRALE - SUPELEC - ARTS & METIERS - INSA (option informatique), dont la préoccupation permanente sera l'analyse et la refonte des schémas de circulation des flux sur l'ensemble du processus de production, jusqu'au stockage et à l'expédition, et depuis la commande jusqu'à la facturation.

Il aura 3 ou 4 années d'expérience de la fonction, dans un environnement fortement informatisé. Toutefois, un débutant pourrait être sélectionné s'il possède aussi un diplôme de 3e cycle en logistique.

Homme de communication, il a le sens de l'organisation, des priorités, il est l'interlocuteur privilégié des autres services de la société.

Le poste sera rendu évolutif à tout candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 906 M1, à Chantal CARLIN - KEY MEN
10 rue de Rome - 75008 PARIS - en précisant votre niveau de rémunération actuelle.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

MEMBRE DE SYNTEC

Dans le cadre de son développement, institut de formation, leader dans son domaine

recherche

UN RESPONSABLE MARKETING-VENTE (H./F.)

MISSION : en relation avec la direction générale.
- **Définir et mettre en œuvre la stratégie marketing et commerciale.**
- **Etablir et suivre des contacts techniques et commerciaux de haut niveau.**

PROFIL :
Formation ingénieur ou équivalent.
Exerçant depuis environ 3 ans une fonction commerciale dans le domaine de l'automatique ou de l'instrumentation.
Personne d'influence sachant motiver et mobiliser.
Disponible.
35 ans environ.

POSTE BASÉ dans les Bouches-du-Rhône.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo récente, salaire souhaité à :
Cabinet SEP - ATT/Elisabeth LALLEMENT
51, rue des Tables-Claudiennes, 69001 LYON.

INGENIEUR D'AFFAIRES INTERNATIONALES



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE NANTES

A Nantes, le Centre Atlantique de Commerce International et la Zone Internationale Atlantique deviennent un actif pôle d'échanges. Ils concentrent les moyens des entreprises et des collectivités de la Basse-Loire.

Une équipe autonome est chargée de l'International : elle prépare, coordonne et entreprend. Sur les pistes ouvertes par les consultants en mission à l'étranger, il faut capter des opportunités d'investissements et d'affaires, puis les implanter dans notre région.

Pour compléter cette équipe d'ingénieurs, de juristes et de linguistes, se crée un poste à dominante commerciale

Agé de 28-32 ans au moins, diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion, notre candidat présente une expérience réussie de l'ouverture ou du développement d'affaires internationales, de préférence en entreprise industrielle. D'un bon niveau d'expertise, il est aussi clairvoyant et réaliste. Une bonne connaissance des U.S.A. ou du Japon est nécessaire. La pratique de l'anglais est indispensable.

Rémunération : 250 - 300 KF.

Poste basé à Nantes avec déplacements à l'étranger.

Merci de faire parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous la référence EXP 8733 M à notre Conseil KEY MEN, 9 rue du Couëdic 44000 NANTES. Permanence téléphonique au (16) 40.89.63.04.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

MEMBRE DE SYNTEC

Société de promotion immobilière
située à Paris-8e
spécialiste d'opérations de bureaux de prestige

recherche

ASSISTANT POUR SON DÉPARTEMENT « PROJECT MANAGEMENT »

- Vous avez 35 ans environ, vous êtes architecte ou vous en avez la formation.
- Vous avez déjà suivi des chantiers de rénovation de bureau.
- Vous avez de bonnes connaissances en structures, mécanique et électricité du bâtiment.
- Vous avez une forte personnalité mais vous savez aussi ne pas en abuser.
- Vous pourrez alors suivre nos projets de la conception à la livraison aux utilisateurs.
- Une bonne connaissance de l'anglais (parlé, écrit) vous permettra de dialoguer avec nos partenaires internationaux.

Cet emploi évoluera vers un poste de project manager.

Adresser c.v., photo et prétentions sous nº 8 107
***LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.*

Lyon

Jeune collaboratrice de haut niveau

Notre société de conseil en ressources humaines connaît, depuis sa création, un développement important. Nous sommes conduits à étoffer notre équipe et recherchons une nouvelle collaboratrice

Vous participerez étroitement à la vie du cabinet et prendrez en charge un certain nombre de responsabilités liées au déroulement des missions (recherche d'informations, exploitation de documents et contacts téléphoniques.) Vous vivrez avec nous la mise en place de l'informatique et aurez en charge la gestion des informations et de la documentation

Vous avez 25/30 ans et une formation supérieure (Bac +2 minimum). Votre première expérience en entreprise vous a permis de mettre en pratique votre sens de l'initiative, votre dynamisme et votre vivacité d'esprit

Rigueur, fiabilité et sens développé du service sont les atouts indispensables pour réussir dans notre métier

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle sous réf 311, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra

média system

DEVENEZ UNE PROFESSIONNELLE DE LA COMMUNICATION

Vous avez fait des études supérieures d'économie, de langues, de lettres... et vous êtes attirée par le domaine de la communication.

La Prefecture de Paris vous offre la possibilité de valoriser votre culture en intégrant le Programme COM-TEL de l'Institut TELESYSTEMES qui prépare aux fonctions de

"Consultant en communication"

Ce Programme est une formation de 7 mois au management, à l'organisation et aux techniques informatiques et de communication.

Ce Programme est entièrement financé et rémunéré par l'Etat.

Envoyez votre CV à :
***l'Institut TELESYSTEMES** (Réf COM-TEL)*
11/15, rue Sarrette - 75014 Paris
Tél.: (1) 43.20.14.28

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Le Groupe
de CREDIT BAIL
du CREDIT AGRICOLE
recherche un

DELEGUE REGIONAL

POUR SA RÉGION MIDI PYRÉNÉES

qui sera chargé :
- de promouvoir les activités de Crédit Bail sur les 5 départements rattachés à la Délégation.
- d'informer et d'apporter son aide à la formation et à l'animation d'un réseau commercial solidement établi.
- d'assurer le montage des dossiers et d'animer une petite équipe administrative.

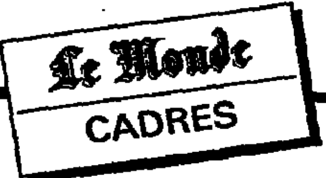
Une formation supérieure est exigée ainsi qu'une expérience commerciale de quelques années acquise de préférence dans le crédit aux entreprises.

Le poste est basé à AUCH et comporte des déplacements fréquents.



Adresser CV, prétentions et photo sous référence LAM09 52 à C.N.C.A. Gestion des Personnes - B.P. 48 - 78280 GUYANCOURT.

PUBLIVAL



Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

ORGANISME AGRICOLE

recrute
pour deux filiales à PARIS

CHARGÉ D'ÉTUDES

pour son secteur de conseil et d'étude en matière économique, financière et commerciale touchant l'agriculture et son environnement économique.

Ingénieur Agri-Agro spécialisé en commerce et gestion.

Débutant ou première expérience en entreprise.

RESPONSABLE FORMATION

pour son centre de formation de chefs d'entreprise et de techniciens agricoles.

Formation supérieure (bac + 4).

Connaissance de l'entreprise agricole. Sens du contact.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous le nº 8 120 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Cabinet d'expertise comptable et de conseil parisien en pleine expansion recherche un(e)

CONSEIL JURIDIQUE

ayant une expérience minimum de 7 ans. Dynamisme et compétence dans les domaines droit des sociétés, droit des affaires, droit social constitueront nos critères de sélection.

L'objectif que nous poursuivons, est une association à court terme.

Envoyer lettre manuscrite de candidature et C.V. s/réf. 1686, à **PIERRE LICHAU**
10, rue de Louvois - 75002 PARIS
qui transmettra.

BIENS D'ÉQUIPEMENT DE LA MAISON

Leader dans notre domaine, notre société (1800 personnes) a une forte expansion, de bons résultats et, étant indépendante, ses circuits de décision sont courts et ses *cadres sont réellement responsables.*
Dans le cadre de notre développement, nous recherchons.

• Le Directeur commercial
d'une de nos filiales (CA actuel 180 millions)

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan, désireux et capable d'assumer des *responsabilités complètes :*

- marketing : participation à la définition des produits et à l'élaboration de la politique commerciale, détermination des objectifs, actions promotionnelles...
- *animation d'une équipe de ventes étoffée ;*
- contacts avec les grands clients.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation ESC ou équivalent ;
- environ 10 ans d'expérience dans un domaine équivalent (électroménager, *ameublement, revêtements sols et murs...) impliquant l'animation d'équipes* de vente et la connaissance des chaînes de distribution ;
- un dynamisme commercial marqué allié à un sens aigu de la gestion.

référence 43 A 779-7M

• Un Chef de produits

Pour la maison mère, nous recherchons un Chef de Produits, créatif, rigoureux et dynamique. Il aura une formation ESC, 5 ans minimum d'expérience marketing dans ce même domaine. En liaison étroite avec les forces de ventes, les services "création" et les usines, il sera chargé de promouvoir, de coordonner et de piloter toutes actions nécessaires à l'élaboration de la gamme de produits, à sa promotion et à *sa rentabilité.*

référence 43 A 777-7M

Ces deux postes se situent à Paris.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Ambition : Manager

Un groupe papetier important propose à un Ingénieur débutant haut niveau (Centrale, Mines de Paris, Ponts...) des opportunités de carrière attractives favorisées par sa politique d'expansion.

Doté d'un large potentiel, il se verra confier auprès de l'équipe de direction d'une filiale industrielle performante une première mission : concevoir et mettre en œuvre, en fonction des besoins futurs de l'entreprise, les évolutions du plan informatique *après avoir réalisé l'audit de l'organisation administrative et gestion.*

Cette première étape, particulièrement formatrice quant à la connaissance et à la pratique des rouages d'une entreprise, lui donnera les bases nécessaires pour prouver sa valeur dans une responsabilité de management opérationnel dans l'une des sociétés du groupe.

Ecrire sous réf. 43 B 656-7
à Annie SANTAMARIA
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Chef de produits

Un groupe européen produits grand public, marque renommée, *recherche pour une de ses filiales françaises* (CA 350 millions) un Chef de Produits confirmé.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant 3 à 4 ans d'expérience marketing, capable de gérer et de développer une gamme de produits au sein d'une équipe marketing jeune et performante. Connaissance de l'anglais ou allemand nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 43 A 802-7M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Banque, nouvelles activités de marchés... innover, construire

Contribuer à la réussite de la diversification d'une banque de grande notoriété, concevoir et optimiser de nouveaux produits financiers, tel est le challenge proposé à un :

Responsable études et développement

Interface entre la Direction Générale, le Responsable Commercial et la salle des marchés, il est responsable de l'étude des nouveaux produits de marché, arbitrages et services à la clientèle.
Il audite et perfectionne les moyens de contrôle en liaison avec les informaticiens.
Diplômé d'une Grande Ecole (X, Centrale, Sup'aéro...), il a une bonne connaissance des nouveaux produits, acquise idéalement dans le bureau d'études d'une banque, d'un agent de change...
D'une grande rigueur intellectuelle, il est créatif et pédagogue.
Ecrivez sous référence 710005/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Jeune Chef de Marché Export, donnez du punch à nos ventes !

BELIN

De formation supérieure commerciale, vous avez une expérience de 3 ans, ou plus, en vente, marketing ou fonction export ; si l'agro-alimentaire vous est familier, c'est encore mieux ! Vous pratiquez couramment l'anglais et si possible l'espagnol.

Votre *sens de l'autonomie et de la créativité n'est plus* à démontrer, et vous êtes très à l'aise dans les négociations.

Rejoignez-nous ! Nous sommes prêts à vous confier un poste d'envergure : vous prendrez en charge le marché Export de la zone Europe Sud (Espagne, Italie...), ainsi que l'activité DOM TOM.

Votre mission sera de développer les ventes pour chaque zone (parts de marché, marges...). Pour ce faire vous déterminerez la politique de promotion adéquate. Vous animerez et motiverez sur place nos agents. Vous travaillerez en synergie avec les Directions Marketing des filiales, dans les pays concernés, pour faire évoluer nos produits.

Notre dimension internationale et notre ambiance novatrice vous permettront d'évoluer au sein de notre Groupe.

Bernard FRANOT attend votre candidature sous référence *CM/MO 87* à NBF - BP 93 - 91003 EVRY Cedex.



TOURCLE

JURISTE SOCIAL : IL S'AGIT D'ASSURER...

Quoi de plus normal dès lors que notre groupe compte parmi les plus importants de son secteur d'activité ?

Rattaché au responsable des affaires juridiques et sociales, vous l'assistez dans 2 grands domaines :

JURIDIQUE : • préparation des négociations *et des accords* (accords d'entreprise, droit syndical, accords des salariés...).
• gestion des dossiers
• *suivi des conventions collectives*

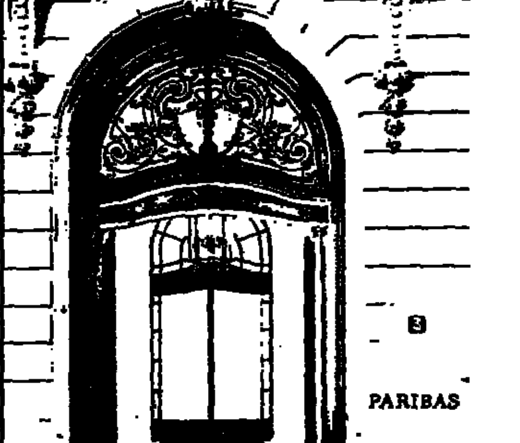
SOCIAL : • suivi de la législation et de sa bonne application
• suivi des contentieux

Jeune juriste de formation (27 ans environ), votre expérience (2/4 ans) *en entreprise* ou cabinet vous encourage à postuler valablement. Cette expérience a aiguisé vos qualités d'analyse, de réflexion.

Vous estimez enfin qu'un travail d'équipe profite à l'ensemble de votre mission.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une photo et d'une lettre mentionnant votre salaire actuel sous référence 137Q à notre Conseil HB, 66 *Avenue* Victor Hugo, 75116 PARIS.

DESSEIN



Jeunes auditeurs

Dans le cadre de sa direction comptable de groupe, la banque PARIBAS recherche l'adjoint du responsable de la consolidation.

Outre la responsabilité opérationnelle du fonctionnement de la consolidation et de l'établissement des comptes consolidés de l'ensemble des filiales, le candidat participera à l'élaboration et à la mise en place d'un nouveau système au sein du groupe.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure + DECS, il aura une expérience de 3 à 5 ans au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon et une bonne expérience des outils informatiques.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature
avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 8990 à :
Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PARIBAS

Société de contrôle technique fortement implantée dans le Nord de la France, recherche

1 DIPLOMÉ Hygiène et Sécurité
possédant 2 à 3 ans d'expérience minimum.
Débutant s'abstenir, ou

TITULAIRE d'une maîtrise d'ergonomie

En plus des contrôles techniques dont il aura la responsabilité, il assumera des missions et sera chargé, s'il s'en montre capable, du développement de notre service au sein de la région Picardie après un passage dans notre direction régionale Nord.

Réponse rapide souhaitée. Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo s/nº 8 117 M, *LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.*

Pour faire face à son développement
un important groupe national
spécialisé dans la maîtrise d'ouvrages d'aménagement
et dans la gestion d'équipements
en France et Outre-mer,
recherche



INGENIEURS CHARGES D'OPERATIONS

répondant à l'un des deux profils suivants :

- soit une formation ingénieur (ESTP, INSA...) ayant des compétences dans le bâtiment pour l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et la conduite d'opérations de *superstructures*
- soit des gestionnaires (Sup de Co...) pour des opérations d'aménagement classique.

Postes à pourvoir : région parisienne, Centre, Sud-Ouest, Sud, Ouest, Dom-Tom. (réf. ICD/19368).

NEGOCIATEURS FONCIERS

ayant de préférence une formation juridique et une première expérience dans le domaine foncier.

Postes à pourvoir : Nord, Est, Sud, Sud-Ouest, Guadeloupe. (réf. NF/19368).

GESTIONNAIRES DE SOCIETES D'EXPLOITATION

justifiant d'une formation supérieure, de quelques années d'expérience de la gestion et de la connaissance du milieu local.

Postes à pourvoir : Est, Ouest, région parisienne. (réf. GSE/19368).

ECONOMISTES D'AFFAIRES

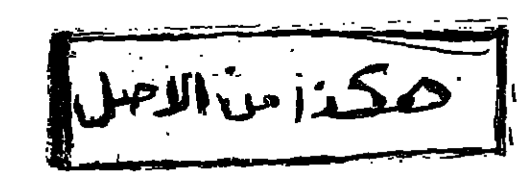
ayant l'expérience des montages d'affaires en milieu local et une bonne connaissance de l'entreprise. (*réf. ED/19368*).

Notre groupe offre des perspectives d'avenir à des candidats ambitieux désirant accéder à des postes de direction.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions, réf. choisie à Média-System, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system







Le Monde
CADRES

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

Meneur d'hommes plein d'expérience...
...pour produits pleins d'assurance !

La trentaine ou un peu plus, vous avez prouvé que vous êtes fait pour le commercial, que vous l'ayez découvert dans le secteur Banque-Assurances en promouvant des produits financiers, ou dans tout autre secteur. Vous savez animer un réseau. Vous êtes créatif et êtes capable de trouver des solutions originales pour lancer de nouveaux produits.

Voulez-vous prendre aujourd'hui en charge la totalité de la fonction et devenir notre

Directeur commercial - marketing

pour développer et diversifier notre fonds de commerce, pour concevoir, lancer et promouvoir de nouveaux produits, en imaginant de nouvelles formes de distribution ?

Nous sommes une COMPAGNIE D'ASSURANCE française, dynamique, filiale d'un grand Groupe Européen. Notre part de marché nous place dans le peloton de tête du secteur en France et nous voulons encore progresser... Nous vous offrons une gamme de produits performants, des responsabilités réelles, et un salaire à la hauteur de vos ambitions.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/DIR/LM, à notre Conseil Denis SESBOUÉ, qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES

Nous sommes un cabinet de conseil et cherchons à étoffer une de nos équipes dynamique, en pleine expansion. Vous êtes diplômé de psychologie, avec au moins 2 ou 3 ans d'expérience dans le domaine des ressources humaines (formation, conseil, recrutement, évaluation, commercialisation de services...). Vous aimez les contacts, l'autonomie, le travail en équipe. Vous êtes aussi sensible à la notion d'efficacité qu'à celles de qualité et d'éthique personnelle. Vous êtes positif et imaginatif. Vos fonctions chez nous seront variées et axées notamment sur le développement d'actions commerciales, des missions de conseil et d'évaluation, ainsi que sur l'animation de stages de formation. Veuillez adresser C.V. et lettre de candidature au journal en indiquant *sur l'enveloppe,* si nécessaire, les cabinets de conseil auxquels votre dossier ne doit pas être transmis. *"Confidentialité garantie".* Ecrire au MONDE PUBLICITE - 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS - Réf. 6987.

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES



CHAUVIN BLACHE

pharmacie

Ce laboratoire pharmaceutique possède, outre des départements de commercialisation France et international, un centre de recherche et une unité de production, soit 300 personnes dont 50 cadres.

Dans le cadre de son développement, il crée le poste de directeur des ressources humaines, rattaché au P.D.G.

Ses deux principales missions sont la gestion administrative du personnel (paye, politique salariale, législation du travail...) et la mise en place de la communication interne au sein de la société (dans le but d'une entrée future sur le second marché de la bourse).

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (I.E.P., Sup de Co., Maîtrise de droit). Ils possèdent une expérience réussie de 5 ans comme adjoint au directeur des ressources humaines d'une société possédant si possible un centre de recherche et une usine.

Des compétences techniques, mais surtout des qualités de communication, le goût du travail en équipe sont déterminants pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 12/1761 F à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Ingénieur commercial documentation technique

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE DOCUMENTATION EN EXPANSION

recherche

SPÉCIALISTE DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE

pour développer l'action commerciale à haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + C.V. + photo) à S.E.D. - 55, rue Benoît-Malon, 94250 GENTILLY.



ECS, groupe international dans le domaine de la location d'ordinateurs IBM, recherche pour son département

Négoce International

de jeunes spécialistes du commerce international, attirés par ce métier original dans le monde de l'informatique.

Après une période de formation, nous vous proposerons d'assurer, à partir de Paris, la responsabilité des transactions d'achats et de ventes de matériels informatiques. A terme, des opportunités sont ouvertes en Europe ou en Asie.

De formation supérieure vous avez déjà une expérience de la négociation et maîtrisez parfaitement l'anglais. Une langue supplémentaire serait un atout appréciable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence MR/815 à

ECS *Relations Humaines, 16, rue Washington, 75008 PARIS.*

CURRICULUM

Crédit National

Crédit National : un grand nom dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et services originale et variée, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles.

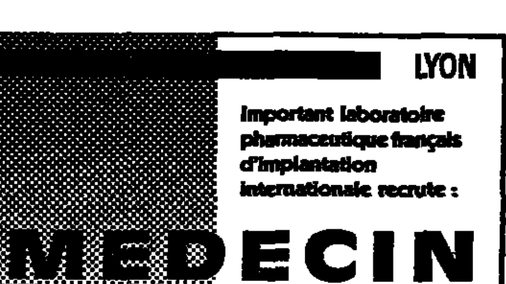
Crédit National : des équipes jeunes, une capacité d'expertise exceptionnelle.

Juriste d'Affaires

Apporter vos conseils à nos différents services, et en particulier à nos Cadres Financiers. Participer au montage d'opérations nouvelles pour le Crédit National et ses filiales : fonds propres, crédit-bail, LMBO, rapprochement d'entreprises...

Cette mission, nous souhaitons la confier à un juriste de haut niveau, doté d'esprit critique et de créativité. Il devra posséder le doctorat en droit, bien maîtriser le droit des affaires et plus spécialement le droit des sociétés grâce à une expérience professionnelle de 5 à 10 ans acquise dans les services juridiques d'un établissement bancaire, d'une grande entreprise ou dans un cabinet juridique.

Parce que le Crédit National accorde une grande importance à ses équipes, notre Direction du Personnel étudiera avec le plus grand soin votre candidature. Merci de lui adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo, indication de votre salaire, au 45 rue Saint Dominique, 75700 PARIS.



LYON

Important laboratoire pharmaceutique français d'implantation internationale recrute :

MEDECIN

SERVICE "ESSAIS CLINIQUES RECHERCHE"

Ayant de préférence des connaissances en immunologie, en statistique médicale et parlant anglais.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo s/réf. 0420 à Lévi Tournay/Asscom - 104, rue Garibaldi 69006 Lyon qui transmettra.

MANAGEMENT DE L'EMPLOI

Consultant Senior en Recrutement

Le Groupe MILO intervient dans les entreprises pour les aider à concevoir et à réaliser leur stratégie de développement des Ressources Humaines.

Une équipe pluridisciplinaire et complémentaire de Consultants, à partir de techniques parfaitement maîtrisées, répond aux préoccupations de ses clients dans les domaines suivants : recherche, analyse et évaluation de potentiels, gestion des évolutions professionnelles, appréciation des performances, bilans professionnels, communication interne et institutionnelle, conseil en recrutement...

L'équipe de Direction souhaite intégrer un Consultant Sénior pour manager l'activité recrutement et participer au développement de l'ensemble des activités du groupe : son expérience opérationnelle du recrutement devra s'insérer dans une approche globale du management de l'emploi.

Il s'agit d'une opportunité très intéressante d'enrichissement de compétences pour un Consultant qui s'estimerait trop spécialisé.

Merci de nous écrire sous la référence 2029, pour un premier rendez-vous absolument confidentiel.

MILO Ressources Humaines
3, avenue des Ternes 75017 PARIS
Tél.: 47 64 05 18

PARIS - MILAN - MADRID



CENTRE DE RECHERCHE recrute

BANLIEUE SUD LYON

TECHNICIEN EN INFORMATIQUE H/F

DUT informatique ou équivalent.
Expérience professionnelle 2-3 ans appréciée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 47565 à Contesse Publicité - 3, rue Pierre Robin, 69363 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

CONTESSE

HPF

Marketing Achats

Nous recherchons un cadre connaissant bien le marché des COMPOSANTS ELECTRONIQUES.

Au sein de la Direction des Achats, il se verra déléguer les responsabilités principales suivantes :

- Participation aux décisions, dans le choix des composants électroniques, au niveau de la conception.
- Mise en place de la base de données permettant l'élaboration des DEVIS.
- Liaisons avec les fournisseurs, les ingénieurs d'études, les acheteurs.

La candidature souhaitée est celle d'une personne d'expérience, connaissant de façon approfondie le domaine des COMPOSANTS ELECTRONIQUES - actifs et passifs - et particulièrement intéressée par l'ensemble des phénomènes économiques liés aux approvisionnements.

De formation INGENIEUR, il aura déjà exercé des responsabilités similaires au sein d'une Direction Achats, Qualité, ou Recherche et Développement.

Notre entreprise, spécialisée dans la production de terminaux téléphoniques de haute technologies, est en expansion.

Elle propose, à un candidat de valeur, une situation de travail attrayante, dans un secteur particulièrement porteur : celui des COMMUNICATIONS.

Ecrire à H.P.F. - Direction du Personnel
Avenue de Savoie - 74130 BONNEVILLE

CONTESSE

Locations ORION

CHAÎNE DE RÉSIDENCES LOCATIVES DE TOURISME

recherche, pour son développement en France et à l'étranger,

directeur commercial adjoint

Il secondera le Directeur Commercial et animera les différentes équipes de vente aux particuliers, sociétés, professionnels du tourisme, collectivités.

Il attaquera les marchés nouveaux et négociera personnellement les contrats importants.

Le candidat idéal à 30 ans. Il assume depuis quelques années des responsabilités d'encadrement au sein de l'équipe commerciale d'un grand groupe.

Il parle obligatoirement anglais et allemand. Des connaissances en espagnol et italien seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, Curr.-Vitae, photo et prétentions sous référence DCA, à Madame **ROBIN**, 37, rue de Surène - 75008 PARIS

GROUPE SYSECA

SYSECA (400 MF de CA, 1.000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Vous désirez exercer votre action dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 291 à SYSECA SELECTION, 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉVOLUANT DANS LES DOMAINES DE HAUTE TECHNOLOGIE, RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL :

ADJOINT AU RESPONSABLE RECRUTEMENT FORMATION (H/F)

Nous souhaitons rencontrer soit :

- un jeune professionnel ayant acquis, après un 3ème cycle, une première expérience de la fonction (2 ans environ) en Entreprise ou en Cabinet.
- un jeune diplômé Gestion du Personnel (DESS Droit Social, DAUPHINE, CIFFOP, CELSA, IEP, ESC...).

Rejoignant notre petite équipe de Gestion du Personnel, il participera activement :

- au recrutement des Ingénieurs et Cadres,
- à la mise en œuvre de notre Communication Recrutement (annonces, messages institutionnels, relations écoles...),
- à l'élaboration, au suivi de la politique de formation.

Homme d'action et de communication, son implication et son goût des responsabilités lui permettront d'acquérir la crédibilité nécessaire à son évolution.

Lieu de travail : Paris-La Défense.

Merci de nous faire part de vos ambitions en écrivant sous réf. ACP-M à notre Conseil :

Publi-Marketing
156, boulevard Haussmann 75008 PARIS

Ingénieur travaux-neufs

Carrière de granulats - Mayenne - Cette PME de l'industrie extractive, filiale d'un groupe industriel diversifié, reconstruit entièrement ses installations pour faire face à l'évolution de ses marchés. Elle recherche, pour mener à bien un projet de 70 millions de francs, l'ingénieur qui sera responsable des délais, des coûts, de la *qualité et de la sécurité. Sous l'autorité du directeur général*, l'ingénieur travaux neufs participe à l'élaboration des cahiers des charges, à la mise au point des plans d'exécution et assure le suivi des travaux, la réception des matériels sur le site, la coordination des réglages ainsi que la mise en route des installations. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien possédant une première expérience de la maîtrise d'œuvre de travaux importants incluant génie civil, charpentes métalliques, électricité moyenne et basse tension et automatismes. Une expérience dans l'industrie extractive est évidemment un atout. A terme de deux ans, à la fin du projet, une évolution est envisagée au sein du groupe soit vers un *poste similaire soit vers une responsabilité opérationnelle dans une exploitation.* Le poste est à pourvoir en Mayenne. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence *A/D2896M. (PA Minitel 36.14 code PA)*

MEMBRE DE SYNTEC

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Gestetner

2 animateurs de formation (H/F)

Participez au développement de nos investissements dans le domaine de la formation (notre budget augmenté de 40 %). L'attention que nous portons à la formation de notre force de vente et à son encadrement nous amène à créer deux nouveaux postes :

RÉF. 101 :

• Votre profil
De formation supérieure, niveau maîtrise. 25-30 ans.
Vous avez 3 à 5 ans d'expérience de la formation *auprès notamment* d'une population d'encadrement et de force de vente.
Vous avez développé vos talents d'animateurs non seulement dans le domaine de la vente mais aussi dans le domaine de l'organisation et du management.

• Votre mission
Concevoir et animer les stages de vente s'adressant à des commerciaux, d'organisation et de *management pour l'encadrement.* Assurer le suivi de cette formation.

RÉF. 102 :

• Votre profil
Formation bac + 3 minimum.
2 ans d'expérience de l'animation et conception de stages pour une population de commerciaux.

• Votre mission
Assurer la formation à nos produits mais surtout aux techniques de ventes, méthodes de financement, etc. Concevoir les outils et supports nécessaires à nos stages, animer et assurer le suivi de la formation.
Vous serez appelé rapidement à former l'encadrement de notre force de vente.

Ces deux postes offrent de réelles possibilités d'avenir à des candidats de valeur. Déplacements occasionnels à prévoir.

La maîtrise de l'univers document

Merci d'envoyer lettre de motivation, CV et prétentions en indiquant la référence du poste choisi, au Département Recrutement, 62, avenue du Général-Malleret-Joinville - 94400 Vitry

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION DE L'ASSURANCE ET D'ORGANISATIONS SOCIALES PROFESSIONNELLES,
soucieux de renforcer son image et ses parts de marché auprès de ses adhérents, recherche le

RESPONSABLE
DE SON SECTEUR
FORMATION AU MANAGEMENT

Avec une équipe de 3 formateurs responsables de lignes de stages, il :

- assurera avec succès des missions de conseil et d'assistance débouchant sur le développement des actions de formation au management (gestion des ressources humaines, animation des hommes, efficacité personnelle, action qualité...)
- animera et dynamisera son équipe en lui donnant le goût du challenge,
- négociera avec chacun, ses objectifs de résultats, ses budgets et plans d'action,
- organisera et managera les actions de promotion de son secteur en direction des adhérents.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure ayant : • environ 5 ans d'expérience orientée vers le management, la gestion des ressources humaines • managé une équipe • un tempérament de leader • une grande capacité de communication • une forte implication professionnelle • de la disponibilité.

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions à notre conseil sous référence RESM.2

ceforpe
marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

COMMUNICATION par CABLE

Société Opératrice des Services de Communication par Câble dans l'Est de la France recherche :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER (AF)
et
RESPONSABLE MARKETING (M)

MISSION sous l'autorité du Directeur Général :

(AF)
- Définir l'organisation et les méthodes de travail du Service Administratif et Comptable
- Assurer le suivi et le contrôle de la gestion quotidienne
- Intervenir en matière juridique (rédaction et suivi des conventions, contentieux)

(M)
- Analyser ou faire analyser les attentes du public
- Définir, mettre en place et conduire une politique de marketing et vente de nouveaux produits
- Proposer des améliorations de la programmation

PROFIL

(AF)
- Expérience professionnelle concrète et diversifiée de gestion d'entreprise de distribution (produits grand public si possible)
- Compétences comptables
- Expérience d'encadrement d'équipe
- Bilingue franco-allemand souhaité
- 25 - 45 ans

(M)
- Formation générale type HEC, ESSEC, SUP de CO
- Intérêt marqué pour le marketing et l'audio-visuel
- Expérience marketing-vente de quelques années
- Goût de la créativité
- Bilingue franco-allemand souhaité
- 25 - 30 ans

Postes à pourvoir TRES PROCHAINEMENT - REMUNERATION selon QUALIFICATION

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à G. MISSONNIER
GRECOM, BP 32 - 78240 CHAMBOURCY, chargé de l'examen des candidatures

Filiale (1300 personnes, 2,6 Milliards de C.A.) d'un des premiers groupes industriels français, nous développons notre équipe de consultants spécialisés dans les études et la mise en place de systèmes logistiques, pour les sociétés du groupe ou des clients extérieurs. Nous recherchons

2 CONSULTANTS LOGISTIQUE

Bleu

Chef de Projets

Environ 35 ans, diplômé de grande école (Centrale, AM, INSA,...) vous avez une expérience réussie en logistique de production ou de distribution dans des sociétés importantes ou des cabinets spécialisés.

Responsable de projets importants, vous savez dialoguer à haut niveau, convaincre, *et* animer une équipe de jeunes ingénieurs.

La qualité de vos interventions et l'action commerciale que vous saurez développer vous permettront une évolution dans l'ensemble du groupe.

Ingénieur d'Etudes

Diplômé de grande école, vous avez une première expérience en logistique de distribution et savez utiliser les possibilités de la micro-informatique.

Sous l'autorité d'un chef de projets, vous participerez aux missions d'étude et d'organisation de systèmes logistiques en France et en Europe.

Votre motivation pour l'activité de conseil, votre profil d'organisateur et votre grande capacité de travail doivent vous permettre d'évoluer vers un poste de chef de projets.

Postes basés en très proche Banlieue Ouest

Adresser lettre de candidature manuscrite et C.V. en précisant *sur votre enveloppe* la réf. 26834 M à BLEU Publicité, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

PARFUMS
GIVENCHY
PARIS

Juriste International

A environ trente ans, de formation DEA Droit International privé, Droit des Affaires ou CAPA et pratique du droit international, vous bénéficiez d'une solide expérience en entreprise très exportatrice ou en cabinet international. Rattaché à la Direction Générale, seul juriste, vous aurez à prendre en charge *tous les problèmes d'ordre juridique* qui se posent à la société (notamment propriété industrielle, contrats internationaux, concurrence, distribution et autres aspects du droit commercial...).

Autonome et rigoureux, vous êtes un homme de dialogue, maîtrisez parfaitement l'anglais juridique et commercial. Cette fonction très diversifiée, dans un milieu attrayant nécessite de courts déplacements et une grande disponibilité d'horaires.

Pour ce poste, situé au siège de Levallois, merci d'adresser votre courrier de candidature manuscrit, CV et photo à la Direction du Personnel, 7, avenue Montaigne 60000 BEAUVAIS.

LEM-TOURNAY/ASSCOM

NEGOCIATEUR FONCIER

Important organisme immobilier réalisant des opérations variées (logements collectifs, maisons individuelles, locatif, accession...) recherche pour la région parisienne deux jeunes négociateurs fonciers pour prospecter auprès des collectivités locales et des professionnels de l'immobilier, participer à la définition des programmes et négocier jusqu'à la signature de l'acte chez le notaire.

Une formation supérieure et une première expérience similaire chez un promoteur sont nécessaires.

Adresser candidature en indiquant prétentions et disponibilité sous réf. ***4211*** *à*
PIERRE LICHAU *- 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.*

Pierre Lichau

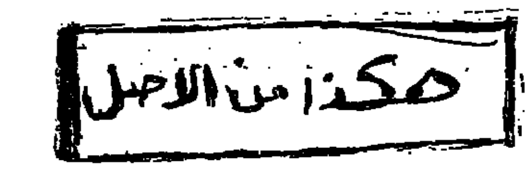
CHARGE DE RECRUTEMENT, UNE CARRIERE EVOLUTIVE...

Jeune diplômé, psychologie, vous avez 1 à 3 ans d'expérience du choix des hommes en entreprises ou en cabinet.

Au sein de notre Direction des Relations Humaines et Sociales nous vous formerons à notre approche et vous prendrez la responsabilité d'une partie de nos recrutements. Votre réussite dans cette mission vous permettra de dimensionner votre carrière au sein d'un grand groupe qui sait reconnaître les talents.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 19097 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



MERCEDES-BENZ FRANCE

Dans le cadre de notre expansion et en prévision de l'ouverture européenne de 1993, nous renforçons notre Département ETUDES et PLAN, et recherchons un :

JEUNE CADRE STRATEGIE ET PLAN

Il aura pour mission de participer, en liaison avec l'ensemble des services de l'entreprise, à l'animation et à l'enrichissement des méthodes de veille et de planification stratégique, en particulier dans les domaines de l'économie et du processus planning.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure à dominante ECONOMIE (ESSEC, IEP ou équivalent) et une expérience de 3 à 5 ans en entreprise (marketing vente, stratégie, planification...) ou en cabinet. Vous maîtrisez parfaitement la langue allemande et/ou anglaise.

Passionné par l'animation de structure, vous avez un sens aigu de l'écoute et de la communication ; un esprit rigoureux et pragmatique ; des capacités réelles d'analyse et de synthèse.

En fonction de votre réussite, notre Société vous offrira de réelles opportunités d'évolution.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 1700 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman

SOURCES

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

recherche un

ASSISTANT DE ZONE EUROPE SUD

- pour participer au développement et au suivi d'une clientèle d'entreprises non résidentes,
- pour gérer et développer un réseau de correspondants bancaires.

FORMATION ET EXPERIENCE SOUHAITEES :

- Expérience bancaire de 5 ans environ si possible acquise dans un département international.
- Excellente pratique de l'analyse financière, du correspondent banking
- Anglais courant et bonne connaissance de l'espagnol.

Adressez votre CV détaillé, prétentions et photo à PUBLIVAL/1106 27, Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

Communiquer pour recruter



LA COMMUNICATION POUR LE RECRUTEMENT

Le S.N.P.A.C. Ressources Humaines (Syndicat National des Publicitaires en Annonces Classées) regroupe les agences et les professionnels de la communication pour le recrutement :

Axial Publicité - 27 rue Taitbout - 75009 Paris.
Carré Turenne - 129 rue de Turenne - 75003 Paris.
Cofap (Contesse) - 20 avenue de l'Opéra - 75001 Paris.
Consensus - 61 rue de Turenne - 75003 Paris.
Curriculum - 6 passage Lathuile - 75018 Paris.
Deb's Publicité - 103 rue Jouffroy - 75017 Paris.
Dessein - 15 rue du Louvre - 75001 Paris.
Editions Bleu Publicité - 17 rue du Docteur Lebel 94307 Vincennes.
Havas Contact - 1 place du Palais Royal - 75001 Paris.
Jonction - 32 avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly.
Mazet Publicité - 104 rue Réaumur - 75002 Paris.
Media P.A. - 71 avenue Victor Hugo - 75016 Paris.
Media System - 2 rue de la Tour des Dames - 75009 Paris.
Organisation et Publicité - 2 rue Marengo - 75001 Paris.
Parrance Annonces - 4 rue Robert Estienne - 75008 Paris.
Pierre Lichau - ORC - 10 rue de Louvois - 75002 Paris.
Projets - 12 rue des Pyramides - 75001 Paris.
Publicité Muratet - 15 rue Taitbout - 75009 Paris.
Publicité Roger Bley S.A. - 101 rue Réaumur - 75002 Paris.
Sources - 108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris.
L'nanime - 110 boulevard de Sébastopol - 75003 Paris.

Si vous êtes Chef d'entreprise, Responsable des Ressources Humaines, envoyez-nous votre carte de visite, nous vous ferons parvenir notre plaquette.

S.N.P.A.C.
163 rue Saint-Honoré
75001 Paris

SNPAC
Ressources Humaines

le marketing des compétences

...et pourquoi pas consultant? HF

Poursuivant sa pénétration nationale, le GROUPE CONSULTEC propose à des cadres dynamiques décidés à se lancer dans le conseil aux entreprises, de procéder à leur réussite selon une formule nouvelle excluant droits d'entrée ou royalties. C'est FORMACTION 2 qui peut encore manager 4 à 6 participants.

Vous avez 40/50 ans, études supérieures, vous présentez un parcours professionnel sans fautes d'au moins 15 ans en plusieurs entreprises et vous êtes détenteur d'un savoir-faire précieux à mettre au service des PME de votre environnement. Vos relations locales étendues sont aussi nécessaires à votre démarrage qu'une trésorerie couvrant vos besoins personnels pendant vos six premiers mois d'activité.

Première tentative parfaitement réussie, FORMACTION 1 a permis l'installation de 7 consultants indépendants, aujourd'hui membres du GROUPE CONSULTEC.

FORMACTION 2 c'est un stage intensif à LYON du 4 janvier au 31 mars 88, couronné par l'ouverture de votre cabinet, chez vous en AVRIL. *Le Président du groupe F.X. COMTE, 31 rue Vernay, 69390 VOURLES*, étudiera votre candidature, vous soumettra un dossier complémentaire et achèvera ce recrutement en séance collective organisée dans les locaux de l'APEC-Lyon le lundi 23 novembre à 14 h.

Consultec

média-system

EN VAL-DE-LOIRE

Important groupe alimentaire recherche pour l'une de ses unités (500 personnes), son

CHEF des SERVICES TECHNIQUES Ingénieur ELECTRICITE + AUTOMATISMES

Rattaché au Directeur d'unité, il sera responsable d'une structure de 60 professionnels (électricité, fluides, mécanique) assurant la maintenance d'un outil de production de plus en plus automatisé. Il aura notamment à faire évoluer l'organisation de son service pour une meilleure efficacité (développement de l'entretien préventif, maintenance assistée par ordinateur).

Il participera à l'étude de nouveaux matériels intégrant électronique et automatismes.

Ingénieur diplômé (base électricité, + automatismes), il a environ une dizaine d'années d'expérience acquise en production ou maintenance.

Merci d'écrire sous réf. 7102 M avec CV, photo et salaire actuel à

Gallos & Associés 116, Champs-Elysées 75808 PARIS.

SOURCES

MAISON ÉDITION EN PLEINE EXPANSION

recherche

SON RESPONSABLE LITTÉRAIRE

(Environ 30 ans)

En collaboration étroite avec l'éditeur, il sera chargé de développer la politique éditoriale et d'assumer la mise au point des ouvrages retenus. De formation philosophique, imaginatif et organisé, ce responsable devrait manifester à la fois un grand intérêt pour l'articulation des concepts et un goût réel pour le style et l'écriture.

Ecrire avec C.V. détaillé, photographie et lettre manuscrite sous nº 8118 M.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

BAT

recherche

ACHETEUR INTERNATIONAL

SECTEUR BATIMENT

- Expér. gestion de stock.
- Rech. fourniss. négociat.
- Démarches douanières.

Mission de 10 mois sur Lille. Haut salaire. Statut cadre. Tél. pr. 1er contact : 43-42-33-44 ou écrire C.V. + photo + prét., BAT ETT - 10, r. Crozatier, PARIS-12e.

Cabinet d'audit recherche Expert haut niveau

TAXE PROFESSIONNELLE

(écrêtement, allègement...). Rémunération motivante pouvant atteindre

500 KF

Discrétion. 42-23-18-20.

CABINET D'AUDIT recherche

JEUNE FISCALISTE

Niveau D.E.S.S. avec excellente aptitude comptable. Formation interne haut niveau. Tél. : 42-23-18-20.

Société de Conseil en forte croissance recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Haut niveau, compétences juridiques. Responsable :

- supervis. du secrétariat (6 p.) ;
- coordinat. 20 consultants.

Importantes responsabil. dans une équipe jeune et dynamique. 42-23-18-20.

LA COMMUNE DE VIGNEUX-SUR-SEINE 91210

recherche d'urgence

1 CHARGÉ DE MISSION

(niveau attaché)

Responsable notamment du contrôle de gestion, de la comptabilité analytique et à terme service finances.

Salaire net : 6.716 F.

Niveau BAC + 4 ou 5.

Adress. candidature et C.V. à : M. le Maire, 75, rue P.-Marin, 91210 Vigneux-sur-Seine.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS offre carrière commerciale à

COLLABORATEURS COLLABORATRICES

25 ans min., bonne culture générale, formation assurée, salaire motivant, poste évolutif. Tél. : 45-38-68-71.

Lectra Systèmes

recherche

ADJOINT TRESORERIE EXPORT réf. ATE 3100

● Diplômé(e) Études Supérieures avec parfaite connaissance des techniques bancaires.

Vos atouts :

● Esprit d'analyse et de synthèse.
● Goût des contacts et des voyages.
● Expérience de 3 ans minimum dans une fonction identique.

Mission :

● Contrôle des trésoreries des filiales et opérations de compensation et d'équilibrage des comptes.
● Application et amélioration des procédures de trésorerie.
● Suivi des engagements filiales.
● Anglais courant et bonnes connaissances en Allemand.

Poste basé à BORDEAUX avec de nombreux déplacements à l'étranger.
Merci d'adresser lettre manuscrite + CV. + photo en précisant la référence à

LECTRA SYSTÈMES S.A.
Chemin du Marticot 33610 CESTAS.

VALORISER VOTRE PREMIERE EXPERIENCE

C'est ce que vous propose une très importante Société d'Assurances qui recherche un

JEUNE INGÉNIEUR RISQUES INDUSTRIELS

pour renforcer son équipe siège (Paris)

Il apportera assistance et conseils techniques à son réseau régional chargé de traiter avec les industriels locaux.

Le candidat recherché aura : ● une formation d'ingénieur (ENSAM ou équivalent) ● une première expérience en courtage ou en compagnie ● le goût pour un travail alliant réflexion et action ● une rapidité et une pertinence dans l'analyse ● une grande capacité relationnelle et un sens commercial ● de la disponibilité pour des déplacements fréquents de courte durée.

Si cette offre vous intéresse, adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions à notre Conseil sous référence IRIM.1

(discrétion assurée. Nous indiquer les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en rapport)



ceforpe — marc forget et associés
10, rue de la Victeire, 75009 Paris.

Tioxide France S.A. Calais

Filiale de TIOXIDE GROUP PLC (G.B.)
1er Producteur Européen de pigments d'oxyde de titane

Dans le cadre de son développement, recherche pour son SERVICE ENTRETIEN - TRAVAUX NEUFS

Ingénieur généraliste

Diplômé Grande Ecole

Ayant de bonnes connaissances en Technologie Chimique, mais aussi en Mécanique, Automatismes.

Homme de terrain, il participera dans un premier temps au démarrage de nouvelles unités de production. Puis il prendra progressivement en charge l'encadrement d'équipes d'Entretien couvrant de nombreuses spécialités.

Connaissance de l'Anglais nécessaire.

Envoyer candidature manuscrite, CV et rémunération souhaitée au Directeur des Relations Sociales
TIOXIDE FRANCE - B.P. 89 - 62102 CALAIS.

CONTESSE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CHEF DU SERVICE LOGISTIQUE

PARIS

Une Société Française (chiffre d'affaires 170 millions de Francs), spécialisée dans la conception et la fabrication *d'équipements de manutention* et qui occupe une place de leader en France et dans le monde de par la qualité de ses produits, recherche un CHEF DU SERVICE LOGISTIQUE. Rattaché à la Direction Générale et en liaison avec les services Administration Commerciale et Fabrication, il sera responsable de l'ensemble des opérations de distribution des produits de la société. Il organisera le magasin de produits finis, tant au niveau implantation (modes de stockage, optimisation des stocks...) que dans son fonctionnement (exécution des expéditions, gestion informatique...). Il cherchera à optimiser constamment les *coûts d'emballage* et de transport. Il définira, coordonnera et animera les activités d'une équipe d'une trentaine de personnes. Ce poste conviendrait à *un homme âgé* d'environ 30 ans, de formation supérieure technique, et possédant une première expérience de 3 à 4 ans acquise dans une fonction *semblable qui lui aura permis de faire preuve de réelles qualités* d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire.

Ecrire sous référence 950/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur – 75007 PARIS – Discrétion assurée.

Nous souhaitons développer notre réflexion **MARKETING** en intégrant un

CHARGE D'ETUDES

MARCHE GRAND PUBLIC

Le marketing que vous construirez intégré à la stratégie globale de l'entreprise, sera avant tout concret, et répondra aux attentes des segments qui vous seront confiés.

votre challenge

- Analyser les besoins des marchés
- Etudier les produits et services adaptés
- Proposer, une stratégie de développement
- Créer d'éventuels nouveaux produits et services
- Proposer et mettre en œuvre des politiques et actions *commerciales.*

De formation commerciale supérieure, vous êtes débutant de personnalité affirmée ou avez une première expérience.
Votre sens de l'analyse, de la synthèse et aussi de la communication vous permettront de réussir dans cette fonction.

Envoyer nous votre dossier de candidature complet au service du Recrutement CRÉDIT AGRICOLE. 26 Quai de la Rapée 75012 PARIS.

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens en action

Directeur de Région

BORDEAUX

30 ans environ, HEC, ESC..., Manager.

Leader du travail temporaire (3 milliards de F), nous voulons confier les 20 centres de profit de notre région Aquitaine, pour en assurer l'animation et le développement, à un candidat qui s'impliquera *totalement dans la vie économique de son environnement.*

Passionné, professionnel du service et ayant exercé des responsabilités d'*encadrement commercial*, ECCO vous propose de relever ce défi. Les dimensions du groupe et nos projets d'expansion dans les services, en France et à l'Etranger, ouvrent des perspectives réelles à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) *sous réf.* 31412 à
Marc DEPINOIS
ECCO - 4, rue Louis Guérin,
69626 VILLEURBANNE Cedex.

ECCO
TRAVAIL TEMPORAIRE

POUR LA DIRECTION MARKETING D'UN GRAND GROUPE ALIMENTAIRE FRANCAIS, recherchons

Chargé (e) d'études

Vous assurerez le traitement et la gestion de l'information :
- suivi et analyse des données statistiques (Panels NIELSEN, Secodip, Ventes, etc...)
- création et développement de banques de données informatisées, de nouveaux outils de suivi Marketing
- participation à la réalisation des études consommateurs du groupe.

De *formation* supérieure (ENSAE, ISUP, Econométrie, Sciences PO, ESC...) vous avez 2 ans d'expérience, de *solides connaissances de programmation* ainsi qu'une parfaite maîtrise des statistiques et si possible des panels NIELSEN et SECODIP.

Rigueur, sens des contacts et fort potentiel sont des qualités essentielles pour réussir dans ce poste et pour évoluer ultérieurement.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 31231 à Contesse Publicité, 20 avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Jeune assistant Relations publiques

Grande ville universitaire de l'Ouest – Cette entreprise de 1800 personnes recherche un assistant pour son département "Relations Publiques". Dans le cadre d'une petite équipe dynamique et très professionnelle, la fonction se décompose en trois volets principaux :
- promotion de l'image de marque de l'entreprise.
- organisation de manifestations sportives et culturelles et responsabilité sur le "terrain".
- négociation de contrats de partenariat financier et de parrainage.

Les candidats devront posséder une première expérience qui les aura confrontés à ces trois aspects de la fonction : habitude de contacts à tous les niveaux, capacité d'organisation et sens des responsabilités, sens des relations commerciales.

Possédant surtout une excellente culture générale, de formation supérieure, le candidat retenu sera d'une grande disponibilité d'esprit et de temps, ayant une forte mobilité géographique et une excellente capacité d'adaptation tant à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à S. ENGRAND, en précisant la référence n° 1477.

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.82

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---

consultant recrutement

PARIS *HF*

Un Groupe diversifié dans le domaine des services vient de racheter un Cabinet de Recrutement (sérieux et coté).

Il recherche un Consultant expérimenté pour *lui confier la responsabilité du développement* de cette activité.

Le domaine d'intervention du Groupe permet des synergies intéressantes. Ce challenge peut attirer un Cadre autonome, ayant l'expérience de l'entreprise, capable de s'impliquer personnellement.

A moyen terme, après réussite, le partenariat est prévu.

Adresser lettre manuscrite, résumé de carrière, photo, rémunération actuelle, sous référence 6085-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Publication sociale et juridique – Paris – recherche

ASSISTANTE DE DIRECTION JURISTE

Appelée à collaborer avec la rédaction de la publication, l'imprimerie, à organiser les contacts extérieurs, à assurer une partie de secrétariat.

Poste de confiance

Niveau minimum : licence en droit.
Bonnes qualités rédactionnelles et de contact.
Expérience de plusieurs années acquise de préférence dans la presse.

Envoyer lettre *manuscrite, CV, photo et* prétentions, sous réf. ADJ/LM, à notre conseil KER – 23, rue du Fbg Poissonnière *75009 PARIS,* qui vous assurera une totale discrétion.



Importante société immobilière

RECHERCHE A PARIS

RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

- Le candidat doit être capable d'assumer, dans les meilleurs délais, la responsabilité d'opérations immobilières (prospection, engagement, suivi, commercialisation) ;
- Ses compétences s'exerceront au sein d'une équipe *appréciant le dynamisme et l'esprit de synthèse* ;
- Sa formation supérieure et une première expérience en promotion immobilière doivent lui permettre de maîtriser tous les aspects du montage et du suivi des opérations.

URGENT. Adresser c.v. et prétentions sous le n° 8 116, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. Monttessuy, Paris-7e.

Cabinet d'expertise comptable de dimension nationale

recherche pour ses bureaux de GRENOBLE, LYON et TOULOUSE

D.E.C.S. + SCIENCES ÉCO ou E.S.C. souhaité

intéressé par le conseil et l'assistance comptable de structures de l'économie sociale et de comité d'entreprise.

Envoyer c.v. et prétentions sous le n° 8 109 M
LE MONDE PUBLICITÉ, *5, rue Monttessuy, PARIS-7e.*

Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation *informatique* et en *systèmes d'information*, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des *grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante* nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants.

Vous êtes diplômé d'une grande école. Vous êtes débutant ou possédez *une expérience de* 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil Informatique. Senior ou junior, formé à nos méthodes, *vous serez responsable de tout ou partie de projets où vous aurez* une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A/115.87/M à notre conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.


Critère

Premier cabinet de courtage en assurances de personnes, dans le cadre de notre *expansion (+ 25% de CA annuel), nous créons à Paris un Centre de formation* autonome pour nos 400 collaborateurs.

ANIMATEUR DE FORMATION

Rattaché au Directeur de la formation, vous serez vous-même formé puis chargé d'animer les formations de nos futurs conseillers financiers à nos produits et à nos méthodes de commercialisation. Vous coordonnerez d'autres interventions ponctuelles.
Vous participerez à la conception et à l'exécution de la politique de formation de l'ensemble du cabinet.

Agé de 25-30 ans, vous avez une formation de type ESC et une première expérience qui vous a permis d'affirmer dynamisme, qualités relationnelles et intérêt pour le secteur financier.

Plus encore, votre *potentiel*, votre enthousiasme, votre *implication* seront les garants d'une évolution rapide vers de plus larges responsabilités, compte tenu des opportunités nombreuses offertes par notre développement actuel.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel à notre Conseil :

ALCANE 10, rue de la Paix 75002 PARIS

BANQUE DE TAILLE MOYENNE recherche

Responsable Formation

260 KF +

De formation supérieure, véritable professionnel agé de 30-35 ans et justifiant d'une expérience de 2/3 ans de la fonction, vous souhaitez développer vos compétences et mettre à profit votre *dynamisme au sein d'une unité en pleine expansion.*
Sous la responsabilité de notre direction du personnel et avec la *collaboration de votre équipe, vous prendrez en charge* la conception et la mise en place de la formation. Vous assurerez les contacts internes (direction de département, partenaires sociaux,...) et externes (AFB, CFPB, intervenants extérieurs).
Vous participerez à la gestion prévisionnelle des carrières.
Une bonne compréhension des mécanismes financiers et monétaires est indispensable pour votre réussite au sein de la *banque.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV + photo et prétentions sous référence 1003 à Adicom, 19 avenue George V -75008 Paris qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE

recherche

Inspecteur de Banque HF

Le candidat retenu aura une formation supérieure économique (*Maitrise de Gestion*, Ecole Supérieure de Commerce, ITB ou CESB), une expérience bancaire de 5 ans, de bonnes qualités de contacts et des *aptitudes* pédagogiques sont indispensables.

Ce poste implique de fréquents déplacements en province de courte durée.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à
N. 6196 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75544 Paris Cedex 11 qui tr.



CICOM

Centre d'Ingenierie de la Communication :

Pour faire face aux développements des systèmes de communication, l'Institut TELESYSTEMES recherche pour de grandes entreprises, du secteur informatique, des :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS : X, SUPELEC, MINES, CENTRALE OU UNIVERSITAIRES DE MÊME NIVEAU

Les candidats sélectionnés, débutants ou ayant une première expérience, bénéficient d'une **Bourse d'Etudes de 60.000 F** et d'une allocation mensuelle de 6.000 F, pour les préparer au plus haut niveau aux fonctions de CHEF DE PROJET en conception de systèmes de communication, dans le cadre du Programme Post-Ingénieur du **CICOM.**

Le CICOM (Centre d'Ingénierie de la Communication) propose une formation intensive de type Master of Sciences d'une durée de 7 mois qui rassemble les meilleurs experts en informatique, télécommunication et conception de systèmes.

Envoyez votre CV à :
L'Institut TELESYSTEMES
11/15. Rue Sarrette 75014 Paris - Tél.: (1) 43.20.14.28

CONSULTANT RECRUTEMENT HF
PARIS

Fondée il y a 18 ans, la Société FRANCE-CADRES a pour vocation de rechercher des cadres confirmés et dirigeants. Très attachée à la qualité de ses prestations et à la compétence de ses consultants, elle jouit d'une bonne image de marque auprès d'une clientèle fidèle. Son C.A. progresse régulièrement chaque année.

Son mode d'intervention implique une analyse approfondie de tous les problèmes que pose un recrutement pour l'entreprise et une information précise des candidats.

Travaillant avec une grande autonomie, le Consultant exploite les contacts provoqués par le Service Commercial et gère sa propre clientèle. Il doit être un professionnel de la fonction personnel ou avoir travaillé comme Consultant Senior en cabinet ou en indépendant.

Formation supérieure. Minimum 32 ans. Débutant s'abstenir. Evolution possible.

Adresser dossier à l'attention particulière de M. P.L QUINIOU en précisant la référ. 272/99/2/M à FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

FRANCE CADRES

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

INGENIEURS INFORMATICIENS

VOUS

- Vous recherchez le partenaire de votre évolution personnelle,
- Vous avez une fibre à être actif au sein d'une entreprise de dimension humaine, dans un secteur de pointe,
- Vous aimez vous dépasser sur des missions passionnantes et variées, et les faire aboutir,
- Vous vous reconnaissez dans le profil suivant :
  - diplômé de grande école (X, Mines, écoles d'Ingénieurs..., avec option informatique),
  - 2 à 5 ans dans une grande entreprise industrielle vous ont permis d'acquérir de la rigueur au plan méthodologique et qualité,
  - vous maîtrisez un exécutif temps réel et/ou UNIX sur machine cible mono ou multi-processeurs 16/32 bits.

NOUS

- Nous sommes une équipe dynamique dont les compétences sont recherchées, dans le domaine de l'informatique temps réel : applications scientifiques et industrielles, et traitement de l'image.
- Dans le cadre d'une entreprise nouvelle (proche banlieue Ouest), nous voulons nous associer aux meilleurs éléments.

ENSEMBLE

Poursuivons notre épanouissement et, à l'aide de solutions technologiques performantes, assurons la satisfaction de nos clients et conquérons de nouveaux marchés.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre agence PLURIAL - 42, rue C. Desmoulins. 94230 CACHAN en précisant sur l'enveloppe la référence 200 10. BE

SOFRELOG

A.L Conseil

Conseil en recrutement

Vous accueillera à partir du 26 octobre 1987 dans ses nouveaux locaux

35, rue de Naples 75008 PARIS Tél. : 45.22.78.53.

A.L conseil

CONSEIL JURIDIQUE FISCAL

Droit des Sociétés PARIS

recherche

COLLABORATEUR INSCRIT (H./F.)

TRÈS COMPÉTENT

CAPABLE DE DIRIGER SEUL TOUT DE SUITE LE CABINET.

DESS ou DEA. Droit privé, affaires, fiscal. Exp. profess. exigée : 8 à 10 ans min. de Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal.

Ecr. avec C.V. et *référ.* prof. précises à SOCOGES, 104, bd Haussmann, 75008 PARIS.

VILLE DE ST-OUEN-L'AUMONE (Val-d'Oise) recherche

UN RESPONSABLE ÉTAT CIVIL

Niveau DEUG, expér. collectivité territoriale souhaitée.

Adresser C.V. à M. le Maire. 95310 Saint-Ouen-l'Aumône.

M.J.C. PYRAMIDE
2, avenue de Basingstoke, ALENÇON
recrute immédiatement

ANIMATEUR(TRICE)

DEFA pour animation globale quartier (poste FONJEP).
Env. C.V., lettre motivations.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS NON SALARIÉS

recherche

COMPTABLE H./F.

- Niveau Bac + 2.
- Connaissance micro-informatique appréciée.

Adress. lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo s/réf. 1180 à LTA, St-Lazare, 39, rue de l'Arcade, PARIS-8e.

VILLE DE BEAUVAIS (Oise) recherche

CHARGÉ(E) DE MISSION ÉCONOMIQUE

- gestion de zones d'activités ;
- accueil des entreprises ;
- mise en place d'outils d'intervention.

Exp. professionnelle souhaitée.

Dépôt des candidatures avant le 27 octobre 1987. Monsieur le Maire Secrétariat général Mairie de Beauvais (Oise) BP 330. 60021 Beauvais Cedex.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL d'entreprises en expansion recherche

CONSULTANT EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET MANAGEMENT STRATÉGIQUE

Pour actions de formation et de conseil dans grandes entreprises du secteur tertiaire.

Diplômes d'études supérieures et 5 ans minimum d'expérience de la formation et du conseil.

Poste salarié à plein temps ou sur honoraires en vacation.

Envoyer c.v., photo et prét. à CONTESSE Publicité s/réf. 31 288, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui tr.

E.P.M. S.A.

STÉ JEUNE ET DYNAMIQUE

recherche pour son département *bureautique - informatique*

INGÉNIEUR COMMERCIAL CONFIRMÉ

Possibilités de gains très importants.

Téléph. pour rendez-vous : 47-88-48-04.

Etablissement scolaire recrute

SURVEILLANT D'INTERNAT

Envoyer c.v. au Foyer des PTT 38, av. du Président-Wilson. 94230 CACHAN.

Centre INTERNATIONAL DU VITRAIL Chartres RECHERCHE

DIRECTEUR GESTIONNAIRE

qualité d'animateur et relations humaines, connaissances du vitrail, ouvert aux arts plastiques. Adresser candidature manu., avec photo et c.v. au : C.I.V., 5, rue du Cardinal-Pie, 28000 Chartres, avant le 15 novembre 1987.

Ville de Domont (95)

12.000 habitants RECRUTE

pour les services techniques par voie de mutation ou inscription sur liste d'aptitude :

1) UN PEINTRE OP 2
2) UN CONTREMAITRE (Espaces verts).

Adresser demande et C.V. à : M. le Maire, 47, r. de la Mairie, 95330 DOMONT.

MISSION LOCALE ROMANS

recrute

CHARGÉ DE MISSION

- FONCTIONS :
  - conseiller, accompagner, suivre, jeunes porteurs de projets de créations d'activités.
  - Promouvoir et faciliter les relations avec les partenaires économiques du bassin d'emploi.
- NIVEAU DE FORMATION :
  - Maîtrise sc. économiques.
  - 3 ans expérience professionnelle exigés.

Candidature et C.V. à adresser à M. le Pdt, Mission Locale, allée Pascal, 26100 ROMANS.

AVANT LE 9-11-87.

URGENT-P.M.I.

recherche

UN TECHNICIEN

spécialisé dans l'intégration de commande numérique sur machines-outils.

Expérience sur CN NVM 760 souhaitable.

Lieu de travail : principalement région parisienne et nord de la France.

Salaire à débattre suivant qualification.

Tél. : (16) 42-92-51-25.

VILLE DE FONTENAY LE FLEURY 78330

recrute pour son service culturel

UN RÉGISSEUR DE THEATRE

Expérience exigée son, lumière, projection 35 et 16 mm.

Envoyer C.V. et prétentions à Mme le Maire, Hôtel de Ville, 78330 FONTENAY-LE-FLEURY.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

recherche

CHARGÉS(ES) D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

JUNIORS VACATAIRES

Stratégies d'entreprises et économie industrielle. Formation 3e cycle ou école de gestion E. - Envoyer C.V. + lettre, PRECEPTA - 85, rue La Fayette, 75009 PARIS.

INGÉNIEURS

aérodynamique
Tél. pour r.-vs 42-65-39-74 Marie-Aude Plat TER Services.

secrétaires

Société recherche SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO EXPÉRIMENTÉE exp. immobilier souhaitée. Libre immédiatement. Tél. : 49-02-35-44 H.B. ou 49-02-35-46 H.B.

UNIVERS DE LA GESTION

CEPME. LES PRÊTS DE LA RÉUSSITE.

recherche pour ses délégations de

PARIS - DIJON - LILLE - NANTES LYON - POITIERS des

FINANCIERS RESPONSABLES D'UNE CLIENTELE DE PME

CES POSTES S'ADRESSENT A DES JEUNES DIPLOMES ESCAE OU EQUIVALENT.

Pour le CEPME - instrument au service du financement des Entreprises petites et moyennes - la qualité du service rendu à la clientèle est une priorité.

Les Responsables de Clientèle que nous recherchons auront pour mission de développer les relations suivies et confiantes avec les dirigeants d'entreprises.

Leurs compétences financières et leurs connaissances du tissu économique leur permettront de procéder efficacement au montage des opérations de crédit à moyen et long terme, en association avec les banques et autres partenaires.

Votre évolution sera fonction de vos performances.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions en indiquant la ville choisie, au **CEPME - DRH** - s/réf. MLM 14, rue du 4 Septembre - 75002 PARIS.

Crédit d'équipement des PME

Pierre Lichau

BANQUE Ouest de Paris

recherche

Responsable Back-Office

franc, devises et valeurs mobilières.

Directement rattaché à la Direction Financière, il animera une équipe de 20 personnes.

Il aura une expérience de 3 à 5 ans dans une banque et/ou un établissement financier, et aura participé à l'organisation administrative d'une salle des marchés.

Anglais souhaité.

La rémunération sera motivante ainsi que les perspectives d'avenir.

Adresser dossier de candidature sous réf. 9986 à VALENS CONSEIL 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

CREDIT AGRICOLE HAUTE SAVOIE
les pionniers du futur

recherche

UN(E) GESTIONNAIRE MARKETING

Sa mission, au sein du service MARKETING, sera :

- *D'élaborer et de mettre en place un système d'information permettant de développer un marketing de gestion ;*
- *De rechercher des sources de rentabilité à travers les différentes activités.*

Profil

- *Formation supérieure (gestion).*
- *2 à 3 ans d'expérience en marketing.*
- *Connaissances de la micro-informatique.*

De réelles perspectives d'évolution dans l'entreprise pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions à :
CRÉDIT AGRICOLE HAUTE-SAVOIE
Service Ressources Humaines
B.P. 980.
74019 ANNECY CEDEX.

IMPORTANTE SOCIETE LYONNAISE

Spécialisée dans l'équipement des collectivités publiques crée son service d'

AUDIT INTERNE

et recherche

Réf. 1

AUDITEUR CONFIRMÉ

Directement rattaché à la direction générale, vous bénéficierez d'une large autonomie sur le terrain. Vous avez une formation supérieure (HEC, ESSEC, DECS...) et, à 35-40 ans, après une expérience de 3 ans minimum en cabinet d'audit, vous avez l'ambition d'exercer à terme des responsabilités importantes. Votre mission nécessite une connaissance parfaite des procédures, des techniques comptables et fiscales. Homme intègre et rigoureux, vous n'hésiterez pas à contrôler sur le terrain l'application des normes et le respect des méthodes et des règlementations en vigueur dans notre entreprise.

Réf. 2

AUDITEUR

Homme de terrain avant tout et riche d'une excellente moralité, vous avez l'autorité naturelle nécessaire pour la réussite de votre mission.

Rigueur, sérieux et intégrité sont des qualités indispensables pour ce poste. La connaissance des procédures administratives, fiscales et comptables serait un plus apprécié.

Ces deux postes seront basés à Lyon et les missions entraîneront des déplacements.

Merci d'adresser vos dossiers complets de candidature (lettre manuscrite, CV + photo) sous réf. choisie à Pierre Lichau, 12 rue Président Carnot 69002 LYON, qui transmettra.



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Cabinet International de premier plan, recherche :

Jeune directeur de mission expertise-comptable

Jeune Expert-Comptable diplômé ou mémorialiste, vous êtes un chef de mission confirmé dans un cabinet d'expertise-comptable où vous avez acquis une solide expérience des missions comptables diversifiées (révision, conseil, tenue et surveillance,...).
Vous cherchez à élargir vos responsabilités dans un environnement dynamique et motivant.

Nous vous proposons de rejoindre notre département Expertise-Comptable en pleine expansion, en qualité de Directeur de mission ("Manager") pour en assurer la direction opérationnelle : outre la supervision technique des travaux, vous serez chargé de l'animation de l'équipe (10 personnes) et des relations avec la clientèle (principalement d'origine étrangère).

La pratique de la langue anglaise est nécessaire et une familiarisation avec les règles comptables anglo-saxonnes est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions sous référence MA.PBAS à Sylvie Meslé qui vous assure de sa totale discrétion.

Audit Continental S.A. Membre de Peat Marwick International - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

Organisation et Publicité

Développez nos outils de management



Important GROUPE FINANCIER (2 500 personnes) spécialisé dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité.
Notre DIRECTION des ETUDES FINANCIERES travaille dans un environnement informatique évolué et utilise des outils d'aide à la décision très élaborés. *Elle recherche un jeune*

HEC, ESSEC, ESCP, IEP...

Vous serez chargé de concevoir et mettre en œuvre pour la Direction Générale et les Directions Opérationnelles des systèmes d'information, d'animation et de pilotage de l'ensemble des activités de financement des agences commerciales de notre groupe. *Après 2 à 3 ans, vous aurez une bonne connaissance de nos mécanismes financiers et serez alors à même* d'évoluer vers un autre poste de responsabilité dans l'une de nos directions. Vous êtes débutant ou avez une première expérience d'une à deux années.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 7106 à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque



Notre groupe, GENERALE DE SERVICE INFORMATIQUE représente aujourd'hui plus de 2300 personnes en France et à l'étranger et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs en 1986. Placée dans le peloton de tête des SSII européennes, GSI dispose d'une puissante présence sur les marchés français et étrangers : *filiales, agences et distributeurs.*
Nous sommes la filiale spécialisée dans l'élaboration et la commercialisation de systèmes d'information de gestion financière et comptable. Nous comptons 120 personnes et nous réalisons un chiffre d'affaires de 120 millions de francs. Notre réussite est essentiellement liée à l'expertise de nos collaborateurs, à la qualité de nos produits et à la confiance de plus de 300 entreprises.
Nous développons à travers la division **Business Management** notre savoir-faire dans les systèmes d'information de gestion en Europe et aux Etats-Unis.
Notre métier : concevoir et mettre en œuvre des systèmes d'information hautement performants intégrant les réseaux, les progiciels et les services (conseil, installation, formation, assistance...).

Atlante MX - Tolas Finance - Tolas Finance 36

Nos solutions financières et comptables.

Conçues en plusieurs versions, nous proposons une gamme très étendue de solutions intégrées ou indépendantes, adaptées aux besoins spécifiques des grands groupes comme des petites et moyennes entreprises.
- TOLAS FINANCE et ATLANTE MX couvrent l'ensemble des grands sites IBM et DIGITAL.
- TOLAS FINANCE 36 *est destiné exclusivement* aux sites IBM 36.

Ingénieurs commerciaux

- TOLAS FINANCE et ATLANTE MX.
- Prospecter et développer de nouveaux marchés, telle est la mission que nous souhaitons vous confier.
- Gérer et participer à l'évolution de nos grands comptes nécessitent aussi une expertise.

De formation supérieure (écoles de commerce), vous possédez une expérience réussie d'au moins 3 ans dans la vente de *solutions informatiques* auprès d'une clientèle «grandes entreprises».
La connaissance des systèmes d'information ainsi qu'une approche «progiciels» serait appréciée (réf.:LM01)

- TOLAS FINANCE 36
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous souhaitez valoriser votre première expérience de la vente de solutions aux entreprises.
Leader sur le marché IBM 36, *nous souhaitons* vous confier *le développement national,* mais aussi régional de notre activité.
De nombreux postes sont à pourvoir à Paris, Grenoble, Strasbourg et Lyon.(réf. : LM 02)

Consultants application

Interlocuteur privilégié de nos clients, vous êtes le garant fonctionnel de nos solutions : mise en place et évolution.
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, vous avez acquis une première expérience en cabinet d'organisation et/ou en SSII. La participation à l'installation ou à la réalisation d'un progiciel de gestion serait un atout.(réf. : LM 03)

Outre le management participatif, nous offrons de réelles perspectives d'évolution, à des candidats de valeur, dans une équipe jeune et performante.

Ces opportunités vous intéressent. Nous vous remercions d'écrire à notre Conseil en précisant la référence choisie.
Danielle GABILLON - INFORAMA - 7 rue Pasquier 75008 Paris.

INFORAMA carrières
la technologie par les hommes

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

média-system

Une importante Banque Etrangère recherche un

Exploitant Senior

Paris **Réf. YB 56 MO**

Sous la responsabilité du Directeur du Département "Clientèle privée et Entrepreneurs", il *devra gérer un portefeuille de clients (entreprises* personnelles, professions libérales ou grandes entreprises dirigées par un *entrepreneur)* et développer ce portefeuille par la recherche de nouveaux clients.
A 30-35 ans, avec au moins 5 ans d'expérience d'exploitation bancaire, vous avez de bonnes connaissances d'analyse de bilan, savez monter un crédit, et votre esprit commercial vous permet de vous adapter à une clientèle d'entrepreneurs. *Immaginatif et rigoureux, vous souhaitez développer* votre carrière et manager l'équipe que vous aurez à monter au fur et à mesure du développement de ce département. Vous avez bien sûr un bon niveau d'anglais.
Contacter **Yves Boissonnat** au **(1) 40.70.00.36** ou adresser CV + n° de tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris.**

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.Amsterdam.New-York.Sydney

ADICOM

La Direction Financière du Groupe Roussel-Uclaf recherche pour *son Département Gestion Financière et acquisitions:*

Chargé d'études financières

Au sein de l'équipe chargée de préparer les décisions du Groupe sous l'angle financier, vous assurerez le suivi de plusieurs filiales françaises et étrangères et vous participerez à l'élaboration du Plan Financier.

De formation supérieure économique et financière (HEC, ESSEC, Sciences Po...) ou diplômé d'une école d'ingénieur + formation *complémentaire en gestion, vous avez 3 à 5 ans d'expérience* acquise au sein de la direction financière d'un groupe international ou dans un cabinet d'audit.

Vous parlez couramment l'anglais, si possible l'allemand ou l'espagnol.

Votre goût des contacts et votre sens du travail en équipe vous assureront une rapide intégration.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V.) sous référence 114/M à Claudine MAUSHART, Direction de l'Encadrement et de la Formation - 35, bd. des Invalides - 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

CURRICULUM

Crédit National



Cadre Informaticien

*Principal Etablissement Spécialisé dans le financement des investis*sements des entreprises recherche pour son département informatique à Paris, équipé de 2 IBM 4381 sous MVS, CICS.

Analyste Fonctionnel

de *formation supérieure* (diplôme d'études supérieures ou d'écoles d'ingénieur).
Ayant 4 ans minimum d'expérience, pour participer, en liaison avec *un chef de projet, à la conception et la mise en service d'applications* de gestion.

Il est offert pour ce poste une rémunération compétitive, une formation soutenue et des possibilités de progression.

C'est avec le plus grand soin que notre Direction du personnel étudiera votre candidature. Merci de lui adresser *une lettre manuscrite* avec curriculum vitae et photo, indication de votre salaire, au 45 rue Saint Dominique 75700 PARIS.

DESSEIN



Notre Direction Financière recherche de jeunes diplômés Bac + 2 et Bac + 4 (1re expérience souhaitée).

Vous aurez à gérer notre trésorerie en utilisant tous les outils financiers et informatiques mis à votre disposition. Pour réussir pleinement dans ce poste, une bonne connaissance de l'économie mondiale, une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables ainsi qu'un esprit vif, le sens de la rigueur et de *l'implication personnelle.*

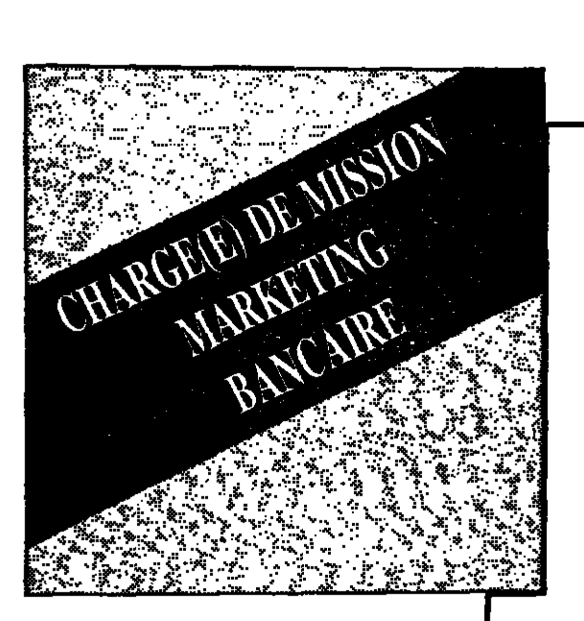
Aujourd'hui, vous *souhaitez exploiter* vos compétences. Notre Groupe à vocation internationale vous en offre les moyens (C.A. 19 MdF).

Merci d'envoyer votre C.V., lettre manuscrite et rémunération actuelle sous ref. 66478 à DEB'S, 103, rue Jouffroy, 75017 PARIS, qui transmettra votre candidature en toute confidentialité.



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



ETABLISSEMENT FINANCIER
SPECIALISE DANS LE CREDIT AUX ENTREPRISES

- Vous participez à l'élaboration de la stratégie commerciale de l'établissement. Vous concevez des nouvelles méthodes de commercialisation, en particulier, vous bâtissez une politique de relations avec les prescripteurs.
- Au sein d'une petite équipe rattachée directement au Directeur Général Adjoint, vous aurez l'opportunité d'exercer votre créativité, votre rigueur et de mettre en valeur vos qualités relationnelles.
- Diplômé(e) HEC, ESSEC, Sup de Co Paris, IEP ou justifiant d'un 3ème cycle marketing, vous avez entre 25 et 35 ans et vous souhaitez valoriser une première expérience développée dans le secteur bancaire ou financier.

Envoyer votre dossier de candidature, sous réf. 3957, qui sera transmis par :



JEUNE CONTROLEUR DE GESTION
ayant une première expérience

Nous sommes un Groupe de distribution, leader dans notre secteur d'activité et en pleine expansion.

Nous recherchons un jeune contrôleur de gestion 26/28 ans, diplômé d'une Ecole de Commerce et ayant une premiere expérience de 2 à 3 ans dans la fonction.

Il assurera la mise en place du contrôle de gestion de nouvelles activités au sein de la Direction du Contrôle de Gestion du Groupe et dans le cadre des procédures existantes.

Lieu de travail : Paris avec quelques déplacements.

Adressez CV, photo et prétentions à Jonction 32, Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly sur Seine, sous référence 3008.

Jonction

Managers audit

Jeunes Managers, diplômés de l'enseignement supérieur, vous avez mené à bien des missions d'audit financier au sein d'un grand cabinet international d'audit externe et vous possédez une expérience approfondie dans un secteur spécialisé (banque, assurance, etc.).

Nous vous proposons de valoriser cette expérience au sein d'un des premiers réseaux mondiaux d'audit qui vous offre une perspective de carrière exceptionnelle dans un cadre jeune et dynamique.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions sous référence MA 87 à Sylvie Meslé qui vous assure de sa totale discrétion.

Audit Continental S.A. Membre de Peat Marwick International - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

Organisation et Publicité

PARIS **500.000 F +**

Dans Important groupe de l'immobilier logement
Forte opportunité pour un Manager

Nous devons notre croissance rapide depuis 6 ans à l'esprit d'équipe et à la compétence de nos collaborateurs. Nous accentuons notre développement dans nos métiers : promotion, gestion locative, crédits... Nous cherchons notre

Patron de l'Organisation et des Moyens Fonctionnels du groupe

Vous avez exercé avec succès ces responsabilités dans un groupe important de notre secteur.

Membre du Comité de Direction, vous optimiserez et gérerez nos systèmes de gestion.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce), vous dialoguerez avec les opérationnels et vous animerez une équipe, car vous aimez la communication et la rigueur.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel)
sous la réf. 710.01-M à **Monique Herbet**, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER

recherche

RESPONSABLE COMPTABLE

Animant une équipe de 5 personnes, il aura la responsabilité de la comptabilité des prêts et assurera la mise au point de procédures complexes de comptabilisation des emplois de fonds. Il garantira la sécurité des procédures existantes et saura en proposer de nouvelles.

De plus, il prendra en charge, sur le plan fonctionnel, un projet de refonte informatique du système comptable.

Pour ce poste qui exige autant d'esprit de rigueur que de goût pour les contacts, nous souhaitons rencontrer un titulaire du DECS ayant une expérience opérationnelle de la comptabilité d'environ 3 ans. Une connaissance de la comptabilité bancaire constituera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 31268 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



recherche

CADRE COMPTABLE
30 - 35 ans

- Il sera responsable de l'établissement et du respect des règles et procédures comptables du Groupe.
- Il jouera un rôle de conseil aux filiales en matière de législation comptable.
- Doté du DECS et d'une formation Ecole de Commerce ou équivalent, le candidat recherché a pu être responsable comptable et administratif d'une PME ou de la filiale d'un groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à **Lyonnaise des Eaux** - Alain NEBOUT
Division Ressources Humaines Groupe
52, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

afp

Un poste clé et passionnant du fait de notre activité mondialement reconnue dans le domaine de la carte de paiement et des services annexes, de notre appartenance à un puissant groupe international et des volumes traités (CA 11 milliards de francs).

Financial Controller
dans un établissement financier international

Rattaché à notre Directeur Financier, animant et supervisant une équipe d'environ 45 personnes, vous prendrez en charge tous les aspects comptables, financiers, fiscaux et de contrôle financier de notre activité principale dans un environnement international fortement informatisé.

De formation supérieure (École de Commerce, MSTCF...) et titulaire du DECS, parfaitement bilingue Anglais, vous avez acquis, depuis 6 ans au moins, une solide expérience de la comptabilité et de la gestion en cabinet d'audit international et/ou dans une société de services financiers. Vous êtes dynamique, enthousiaste et ouvert. Vous êtes rompu aux méthodes de gestion anglo-saxonnes ainsi qu'au management d'équipes importantes et travaillant dans des domaines variés.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel)
sous la réf. 710.02-M à **Monique Herbet**, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Un financier chez des créateurs

Notre société est l'une des toutes premières agences de communication en France à realiser la majorité de son C.A en organisation d'événements et de conventions. Le marche est en pleine explosion, notre croissance est rapide.

Les clients, nous savons les trouver, les convaincre, les comprendre et organiser pour eux des "événements" vivants, originaux, qui permettront de les faire connaître ou de faire passer leur message.

Notre rythme de travail est dense mais passionnant, car nous avons notre métier dans la peau.

Nous recherchons un financier qui partage notre enthousiasme, qui s'identifie à notre métier, à notre société, mais qui nous apportera rigueur et organisation.

Bon gestionnaire, il mettra en place un contrôle de gestion, réorganisera les circuits administratifs de notre société, gérera notre trésorerie, et participera aux négociations avec nos clients...

Il aura notre appui total, puisqu'il sera le garant de la bonne marche de notre société.

Si vous avez une bonne dizaine d'années d'expérience dans un poste de contrôleur de gestion et si, à terme, vous souhaitez accéder à une direction générale à dominante financière, prenez rapidement contact avec les consultants d'Ariane Search auxquels nous avons confié cette recherche.

Ariane search

118, rue de Tocqueville - 75017 Paris

SOURCES

Filiale française d'un groupe chimique international recherche dans le cadre de son développement

Contrôleur de gestion

Paris **HF**

Vous interviendrez dans le contrôle de gestion de nos usines de fabrication.
Cela veut dire développer des outils de gestion, assurer le suivi budgétaire et des investissements, participer à la mise en place d'un nouveau système informatique de gestion de production et de comptabilité analytique.

Vous êtes INGENIEUR + formation complémentaire en gestion type GESMA, IAE ou équivalent, ou ESC avec 1 à 2 ans d'expérience similaire. La candidature de débutants à potentiel est envisagée.

Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite + prétentions, sous la référence 5331, à notre Conseil ou transmettez-le sur Minitel en composant le 3615 code **CV PLUS**



Ressources & Développement
6, rue Casimir-Delavigne - 75006 PARIS



R&D

CENCEP



Les Caisses d'Epargne Ecureuil viennent d'adopter un projet de réseaux qui fixe leur orientation stratégique à l'horizon 1992.

Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP, Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, chef du Réseau Ecureuil recherche pour sa Direction de l'Animation du Réseau :

Responsable de l'organisation

Vous serez plus particulièrement chargé :

- de conseiller et d'assister les entreprises du réseau dans tous les domaines de l'organisation.
- de proposer les moyens d'améliorer la productivité et d'adapter l'organisation des services à l'évolution rapide du réseau.
- de participer à des missions d'audit, ou de les superviser.

A 35 ans environ, vous avez une expérience réussie d'au moins 7 ans à un poste similaire au sein d'un établissement de crédit ou de conseil.

Ce poste, à large autonomie d'action, requiert de son titulaire de l'engagement personnel mais également des qualités de contact et une grande motivation pour animer la fonction dans l'ensemble du réseau avec l'aide d'une équipe à constituer.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence G.1787 ou transmettez-le à **CV PLUS** en composant le 36-15 code **CV PLUS** sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.
PARIS - LYON - BARCELONE

BIAO
AFRIBANK

recherche pour son Département Trésorerie Changes

Maîtrise de Maths Appliquées +IAE

Libéré des obligations militaires

pour prendre en charge à terme la responsabilité du back office de ce département.

Adresser curriculum vitae + photo sous réf. 872
à la Direction du Personnel
BIAO - 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

amp

AGENT DE CHANGE

recherche

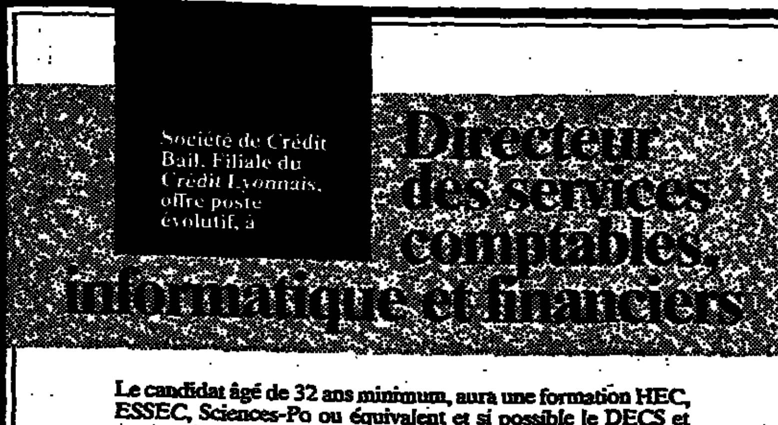
GÉRANT DE PORTEFEUILLES OBLIGATAIRES

Expérience confirmée.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions s/n° 8113 M - LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le candidat âgé de 32 ans minimum, aura une formation HEC, ESSEC, Sciences-Po ou équivalent et si possible le DECS et une expérience confirmée dans poste similaire.
Bon organisateur, il aura acquis de solides compétences en comptabilité, en gestion de trésorerie, en informatique.
Une connaissance pratique en leasing mobilier serait très appréciée.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, sous la référence 8472, à HERTZ Consultants - 34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS.

MEDIA PA

Vos débuts de généraliste dans un groupe financier

CREDIPAR

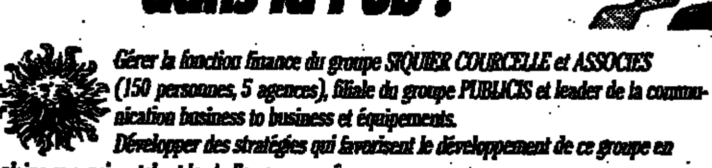
Nous sommes depuis 1979, le Groupe Financier filiale à parité de SOVAC et de PEUGEOT, spécialisé dans le financement des véhicules PSA. Entreprise jeune, en plein développement, nos résultats reflètent une excellente adaptation aux évolutions du marché du financement.
Nous recherchons un jeune ATTACHE de DIRECTION de formation

X, MINES, ECP, HEC, ESSEC, ESCP...

pour lui confier des missions d'organisation très variées. Rattaché directement au Directeur Technico-Commercial, vous participerez à des études concernant le régroupement et la restructuration de services de sociétés du groupe. Vous serez chargé de l'analyse et de l'amélioration de nos systèmes d'organisation très informatisés et participerez à la conception de procédures d'approche et d'animation commerciales.
Vous êtes débutant ou avez une première expérience de 2 ans. Vous pourrez acquérir au cours de ces différentes missions une expérience de généraliste vous permettant d'appréhender le fonctionnement global d'une grande société financière. Cette première étape vous permettra d'accéder à des responsabilités d'encadrement et à des perspectives de carrière très motivantes.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 7107 à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

Un financier dans la Pub !



Gérer la fonction finance du groupe SIQUIER COURCELLE et ASSOCIES (150 personnes, 5 agences), filiale du groupe PUBLICIS et leader de la communication business to business et équipements.
Développer des stratégies qui favorisent le développement de ce groupe en pleine expansion, tel est le challenge proposé au

Directeur administratif et financier

Membre du Comité de Direction, il anime une équipe de 15 collaborateurs et est responsable de l'élaboration et du suivi des budgets, des comptabilités, de la trésorerie, des services généraux et de l'informatique (IBM 36).
De formation commerciale supérieure (option gestion-finances), âgé d'au moins 30 ans, il a acquis une solide expérience dans le domaine des services.
Il possède le DECS et une bonne pratique de la gestion analytique.
L'informatique lui est très familière.
Ecrivez sous réf. 710 604/M

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

---

lyonnaise des eaux

recherche

REVISEUR COMPTABLE

Notre groupe (35000 personnes, 15 Milliards de Francs de CA) spécialisé dans les services aux collectivités locales compte plus de 400 entreprises.

Nous intervenons dans des secteurs aussi diversifiés que l'eau, l'énergie, la propreté urbaine, les services funéraires, la communication, la santé et les loisirs

Vous avez 25/28 ans, vous êtes de formation DECS avec 2 à 3 ans d'expérience soit en cabinet d'expertise, soit en audit comptable d'entreprise.

Nous vous confierons le contrôle des procédures comptables et administratives des directions régionales «eaux» et des filiales. A terme, vous évoluerez vers la responsabilité comptable d'une filiale.
De nombreux déplacements sont à prévoir sur toute la France.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à Alain NEBOUT Division Ressources Humaines Groupe - 52, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

cofap

CENCEP

Les Caisses d'Epargne Ecureuil viennent d'adopter un projet de réseaux qui fixe leur orientation stratégique à l'horizon 1992.
Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP, *Centre National des Caisses d'Epargne et de* Prévoyance, chef du Réseau Ecureuil recherche *pour sa Direction de l'Animation du Réseau,* Département Techniques de Gestion.

Analyste Financier

Agé de 28 à 30 ans environ, possédant une bonne formation financière et comptable ainsi qu'une expérience bancaire, vous avez travaillé chez un Commissaire aux Comptes et utilisé la micro-informatique.

Vous serez chargé de la réalisation des audits de gestion, de la mise au point et/ou de la promotion de nouvelles techniques fiancières au sein de notre réseau. (Gestion budgétaire, analyse financière ...).

Grâce à vos qualités relationnelles, de persuasion et votre sens de la diplomatie, vous travaillerez en étroite collaboration avec les responsables financiers de nos *établissements.*

Votre engagement personnel, votre mobilité et votre potentiel vous permettront de vous exprimer dans un contexte évolutif.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence **G.1786** ou trasmettez-le à **CV PLUS** en composant le **36-15 code CV PLUS** sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

PARIS - LYON - BARCELONE

CAP GEMINI SOGETI
premier groupe européen de services informatiques

Expert comptable

Vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon ou à la Direction Financière d'un Groupe International. Vous avez participé à l'élaboration de comptes consolidés internationaux. Vous parlez et vous écrivez couramment l'anglais.

Basé à Paris, vous participerez aux travaux de la Direction Administrative et Financière et vous serez amené à effectuer des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, à CAP GEMINI SOGETI SA - Audit Interne, 11 rue de Tilsitt - 75017 Paris, en précisant la référence HMA10

média-system

IFG Formation courte et systèmes pédagogiques

recherche son

Chef de Département Intra

Rattaché au Directeur de Division, il aura en charge la qualité pédagogique, le développement commercial, la gestion administrative et le suivi budgétaire du département et animera lui-même quelques journées de formation.

Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé école supérieure de commerce, 30 ans minimum, ayant une solide expérience pédagogique acquise dans un service formation en entreprise ou en activité de services.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 1206 à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder - 75009 Paris

LEVI-TOURNAY/ASBCOM

Importante société agro-alimentaire Sud de la France, 1000 salariés recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATION PERSONNEL

Ce cadre de formation supérieure, DESS *gestion personnel,* DEA *droit du travail aura :*

- *une première expérience professionnelle réussie de 2 à 3 ans au sein d'une* Direction des Ressources Humaines,
- *le sens du contact, de l'organisation, de la précision, de la rigueur et de l'efficacité.*

Rattaché au D.R.H., *celui-ci :*

- *lui confiera la gestion administrative du personnel sous tous ses aspects (fichiers-paye informatisés - bilans sociaux - tableaux de bord...) à la tête d'une équipe compétente qu'il dirigera et animera,*
- *lui demandera de le seconder, dans le domaine des relations avec les partenaires sociaux et du droit du travail.*

Si cette fonction vous motive, adressez votre candidature (lettre manuscrite - CV + photo et rémunération actuelle) à :
LE MONDE PUBLICITÉ *sous réf. 7069*
5, rue de Monttessuy 75007 PARIS.

Nous sommes la filiale française
(CA : 130 Millions de francs, 150 personnes) d'un groupe international (CA : 400 Millions de dollars), spécialisé dans la fabrication et la commercialisation des biens intermédiaires pour l'industrie agro-alimentaire et recherchons notre

Directeur financier

VOTRE MISSION : membre du comité de Direction, vous devrez :
- **prendre la responsabilité de la comptabilité et du reporting auprès de notre maison mère,**
- **participer à l'élaboration du budget, à son suivi, et à la définition de la politique financière,**
- **assurer les relations avec les banques et les organismes financiers**
- **poursuivre notre informatisation.**

VOTRE PROFIL :
- **de formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans ce type de fonction,**
- **de solides connaissances en langue anglaise,**
- **homme de relation privilégiant la communication, vous avez déjà supervisé et animé une équipe comptable.**

Poste basé à l'Ouest de Paris.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14bis, rue Daru, 75008 Paris, sous la réf. 43.1032 L.M., portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN
D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

FONTAINEBLEAU recherche

DIRECTEUR COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION

H/F, 35 ans environ, formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion + DECS).

Pour prendre en charge les fonctions budget, trésorerie, comptabilité et contrôle de gestion avec le support d'une équipe de 6 personnes et d'importants moyens informatiques.

Le contexte multiculturel et la structure décentralisée requièrent de grandes qualités relationnelles en plus que de rigueur, supportées par une compétence professionnelle indiscutable.

L'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo, prétentions à
Raymonde LEFRANCOIS - Service du Personnel
INSEAD - bd de Constance
77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

Pierre Lichau

Société multinationale spécialisée dans l'électronique médicale (IRM, scanner, ultrasons) recherche un :

Cadre financier

Rattaché au directeur financier. Il sera en charge des opérations de trésorerie, des relations quotidiennes avec les banques, du suivi des comptes clients et des comptes fournisseurs.
Le candidat, âgé d'environ 30 ans, devra avoir, outre une pratique courante de l'anglais, une expérience réussie de la fonction de trois à cinq ans au sein de la filiale d'un groupe international.
La remunération proposée ne sera pas inférieure à 200 000 Francs.
Le poste nécessite de la rigueur et de la diplomatie, réelles perspectives de carrière.
Lieu de travail : Paris.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence 2569 M à :

SOURCES : 108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



MATRA DATASYSTEME produit, commercialise et supporte une gamme intégrée de mini-ordinateurs et de stations de travail.
Nous avons aujourd'hui une envergure internationale : Italie, Espagne, Benelux, Moyen-Orient...) Autant d'implantations (filiale, succursale ou réseau de distribution) où nous avons les mêmes ambitions de succès.
Dans le cadre de ce développement, nous recherchons :

Controller pour nos Filiales Internationales

Rattaché à la direction financière, votre mission comporte 2 volets :

□ FINANCIER : - Contrôler et valider avec les responsables locaux les informations financières émanant des filiales (budgets, prévisions de résultats, dépenses...) ; en faire le suivi, proposer si besoin est des mesures correctives. - Harmoniser les méthodes, proposer des outils de gestion.

□ ADMINISTRATIF : - Superviser l'administration courante des filiales, en relation avec les cabinets et organismes compétents (vous intervenez notamment dans le choix de ces prestataires). - S'assurer du respect des législations en vigueur (fiscale, sociale...)

Dans les deux cas, vous êtes le trait d'union entre notre siège et ses filiales, vous garantissez la fiabilité des informations que vous faites remonter aux interlocuteurs concernés.
Après votre formation supérieure(commerce et / ou DECS) vous avez acquis une première expérience comme contrôleur de gestion d'au moins 3 ans, dans une structure internationale (vous savez appréhender la législation des pays concernés). Vous parlez anglais couramment, l'espagnol et / ou l'italien serait un plus. De réelles perspectives d'évolution s'offriront si vous êtes performant.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la réf.718/10/LM à MATRA DATASYSTEME, DRH, 1, avenue Niepce, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

PARFRANCE ANNONCES

MATRA DATASYSTEME
L'INFORMATIQUE DES GRANDS PROJETS

mathématiques et gestion...



Important GROUPE FINANCIER (2 500 personnes) spécialisé dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rang dans notre activité.
Nous recherchons pour notre DIRECTION des ETUDES FINANCIERES un jeune

ATTACHE DE DIRECTION

Il sera chargé de mener des études concernant la rentabilité de nos divers types de financements et les modalités de refinancement de notre groupe (nouveaux marchés financiers). Il travaillera dans un contexte très informatisé. Cette fonction conviendrait à un jeune diplômé de formation scientifique et gestion : ENSAE, MASS, Econométrie, Ingénieur Economiste... A l'issue d'une période de 2 à 3 ans il aura de larges perspectives d'évolution à l'intérieur des diverses directions du groupe.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 7105 à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

Observer, Organiser, Prévoir

Des produits qui se renouvellent, une clientèle large et fidèle, une expansion régulière sur de nouveaux créneaux : cet établissement financier, de dimension régionale (Région Parisienne Ouest), se porte bien. 60 agences, 400 personnes, l'appartenance à un réseau national reconnu en font une entreprise moderne et dynamique qui s'étoffe aujourd'hui d'un

AUDITEUR INTERNE BANQUE
300.000 F/an

chargé de concevoir, mettre en œuvre, suivre et développer les systèmes de contrôle interne (budget, management, organisation, circulation de l'information, sécurité). Interlocuteur privilégié de la Direction Générale, c'est un homme de confiance qui a 30 ans environ, une formation supérieure de type ESC et un niveau DECS. Ses 3 ou 4 ans d'expérience de l'audit contrôle dans le secteur bancaire ou financier ont développé chez lui les compétences techniques et les qualités d'animation indispensables pour assumer cette responsabilité.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 27157/M à notre Conseil, Edit Giacchetti CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris.

GROUPE VOCATION

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL EXPORTATEUR

recherche pour son Siège Social (PARIS) un

CADRE FISCALISTE

POUR :
- participer à l'étude des solutions des problèmes fiscaux du Groupe,
- assurer la gestion des dossiers courants (impôts locaux...).

LE CANDIDAT RETENU aura impérativement :
- une première expérience professionnelle,
- une pratique courante de l'anglais.

CONTESSE

Prière adresser lettre, CV et prétentions sous réf. 31333 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

ORGANISER LA COMPTABILITE D'UNE GRANDE BANQUE REGIONALE



Nous sommes une importante banque régionale de province, 750 personnes sur 6 départements, 85 points de vente, 4 Mds de dépôts, dotée d'une nouvelle équipe dirigeante. Patron d'une équipe de qualité d'une dizaine de personnes, sous l'autorité directe d'un membre de l'état-major, vous devrez coordonner l'ensemble des travaux comptables, assurer les relations avec les commissaires aux comptes et participer aux évolutions des systèmes informatiques. Vous aurez de plus un rôle de conseil et d'assistance au réseau. En parallèle à cette mission, vous aurez à établir notre nouvelle organisation comptable dans sa phase de conception et de mise en œuvre.

Pour réussir dans cette fonction passionnante, le directeur de la comptabilité que nous recherchons devra posséder une formation supérieure (un DECS serait apprécié) et une expérience confirmée de préférence dans la banque.

Merci d'adresser CV, photo, prétentions et lettre manuscrite, sous réf. 19253, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

La Banque d'un Important Groupe Français d'Activités de Services
recherche pour assurer son développement

CADRE BANCAIRE CONFIRME

30-35 ans.
Il secondera le Directeur Général pour le développement des activités de financement de la Banque.
Nous demandons au candidat une solide formation de base commerciale et financière : HEC, ESSEC, SUP de CO, SCIENCES PO (section ECO-FI)...

CADRE SECRETARIAT BANCAIRE

Il sera chargé de
- l'analyse financière des risques clients
- La gestion des comptes clients
- La rédaction des déclarations périodiques (Banque de France...)

Ce poste nécessite une expérience bancaire de 2 à 5 ans dans un poste similaire et implique des connaissances comptables précises.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. 504785 en précisant le poste choisi à COFAP 20, Av de l'Opéra 75001 PARIS.

cofap

Jeune diplômé Futur trader

Marchés financiers - Matières Premières

Notre activité industrielle nous a conduit à devenir l'un des premiers importateur/exportateur d'un métal non ferreux. Par notre constant souci d'innovation et notre esprit d'entreprise, nos départements trésorerie et achat sont devenus d'importants centres de profit.
Pour renforcer cette activité en expansion, nous créons le poste d'**Adjoint des Opérations marchés.**
Au sein d'une équipe motivée, vous participerez à la mise en place de nouvelles techniques de gestion du risque financier et métal, ainsi qu'à l'utilisation d'instruments financiers élaborés (MATIF, Option...). Progressivement, vous vous formerez au trading.
Diplômé d'une G.E. Commerciale ou d'un DESS (marchés financiers ou matières premières), ou équivalent, vous êtes débutant ou disposez d'une première expérience. Votre motivation pour un métier en pleine évolution, votre ouverture et votre rigueur seront pour nous déterminants.
Anglais indispensable. Poste à pourvoir en proche banlieue parisienne.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. FT/M à MEDIA-SYSTEM, 2 rue de la tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

Après 5 à 10 ans d'audit ou d'organisation ?

NOUS VOUS PROPOSONS DE REJOINDRE L'UN DES PREMIERS GROUPES D'ASSURANCE-VIE

Rattaché au Directeur du Département Finances-Comptabilité, votre mission consistera à concevoir et à mettre en place un nouveau système d'informations financières.
Vous appuyant sur une équipe pluri-disciplinaire représentant les différentes entités de ce département, vos principaux objectifs seront :
- de définir le traitement des flux financiers en relation avec la gestion trésorerie dans le cadre d'un nouveau système comptable,
- de développer la documentation concernant les circuits financiers et l'information sur les moyens modernes d'encaissement et de paiement.

Vous avez une formation supérieure en gestion doublée d'une expérience de 5 à 10 ans de l'organisation ou de l'audit, si possible dans le tertiaire financier.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 31282 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.



CONTESSE

P.M.E. INDUSTRIELLE EN EXPANSION à ÉVREUX (groupe 100 pers.) recrute

UN(E) CONTROLEUR DE GESTION

ayant 2 à 3 ans d'expérience, diplômes universitaires exigés.

Envoyer C.V. et prétentions à Cabinet FONTAINE, 29, rue Duret, 75116 PARIS.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

RÉVISEUR CONFIRMÉ

2-3 ans d'expérience minimum avec responsabilité de dossiers.
Envoyer candidature à : Mme HUI BON HOA, Cabinet CONSTANTIN, 66, rue de Caumartin, 75009 PARIS.

Vallée du Rhône

Vous avez envie d'orienter votre carrière vers une entreprise performante de l'industrie nucléaire qui met en oeuvre des technologies de pointe ; devenez

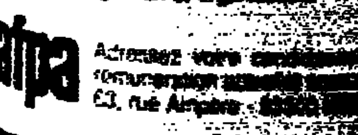
Adjoint au chef du service comptable

Le site de travail (850 personnes) est dans une agréable petite ville.
La société (1600 personnes, 1 milliard de CA HT), 2 usines en France et une à l'étranger, est filiale d'un des premiers groupes français.
Vos principales missions : comptabilité générale et analytique, consolidation des comptes, suivi de la trésorerie...
Vous avez 27 ans minimum, vous êtes diplômé d'une école de commerce, option finances/comptabilité, plus D.E.C.S. Vous êtes peut-être en préparation de l'expertise comptable.
Vous avez le goût de l'informatique, la conduite des hommes vous intéresse et des responsabilités importantes ne vous effraient pas, alors nous vous remercions de nous écrire (Réf. 3012).

DB S.A. Les 4M - Chemin du Petit Bois - BP 18 - 69131 Ecully Cedex.
91 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

média-system



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SEERI VILLAGES
(Groupe SEERI - SARI)

Société de promotion immobilière du groupe SEERI, spécialisée dans *la maison individuelle* en villages, dont l'activité s'étend sur toute l'Ile-de-France, recherche pour son Département Opérationnel

UN(E) RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Son rôle consistera à participer au montage puis à assurer la conduite *financière et administrative* de plusieurs opérations immobilières.

Une expérience de plusieurs années dans cette fonction est requise.

Pour faire acte de candidature, écrire sous réf. RP à :

SEERI VILLAGES

SEERI VILLAGES
20 bis, Jardin Boieldieu - Cédex 53
92063 PARIS LA DEFENSE

SOCIETE FRANCAISE DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale au GABON un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Bras droit du Directeur de la Filiale, il aura un rôle très opérationnel et assurera le suivi des aspects financier, comptable, juridique et administratif de la filiale, *ainsi que l'animation de l'équipe comptable.*

Agé d'environ 28 ans, diplômé ESC, vous avez une première expérience réussie, êtes motivé par l'expatriation et des possibilités d'évolution en management.

Merci d'adresser lettre + CV, sous réf. 31273 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Jeune filiale d'un groupe américain en très forte expansion produisant des logiciels informatiques de pointe, nous renforçons notre équipe financière basée à PARIS.

Optimiser la Gestion de nos Comptes-Clients

Vous aurez pour mission de veiller au règlement des créances en cours *(plus de 300 clients aujourd'hui)* et d'évaluer les risques financiers que peut représenter un client nouveau.

Vous mettrez en place et ferez vivre les outils informatisés nécessaires : système *de suivi des comptes-clients, centre d'information économique sur la clientèle* potentielle. Vous saurez instaurer un dialogue permanent avec les commerciaux *pour qu'ils intègrent vos critères financiers dans les négociations.*

Agé de 25 ans minimum, vous avez de *solides compétences comptables*, de la rigueur, des capacités relationnelles importantes et un fort potentiel pour accompagner notre croissance *(+ 100% annuel).*

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel à notre Conseil :

ALCANE 10, rue de la Paix 75002 PARIS

Les métiers du tertiaire évoluent...
participez avec nous à cette évolution
en devenant

Responsable de formation
secteur gestion - création d'entreprise.

Vous serez chargé de :
- *concevoir, expérimenter et diffuser des produits de formation à la gestion,*
- animer un réseau de formateurs implanté sur tout le territoire.

De formation supérieure en gestion (HEC, ESSEC, SUP. de CO ou équivalent), vous avez une expérience en création et/ou de direction d'entreprise ou à défaut, de Conseil en gestion et organisation.

afpa Adressez votre candidature (lettre de motivation, C.V., photo, rémunération actuelle) *sous réf.NL au C.P.T.A. - Z.I. Les Chanoux* 63, rue Ampère - 93300 NEUILLY SUR MARNE.

Cadre gestion finances
(DEBUTANT)

Nous recrutons au sein de la Direction Financière, un jeune diplômé d'une grande école de gestion - option finances ou contrôle de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE) *pour un premier poste dans les* domaines du contrôle budgétaire et de la gestion financière.

Anglais courant indispensable.

Evolutions multiples comme *contrôleur de gestion ou responsable* financier de filiales en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature à Paul THOMASSON
Directeur des Ressources Humaines - BOUYGUES OFFSHORE
78884 ST-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex

Organisation et Publicité



Le Président de plusieurs PME régionales, filiales d'un groupe de dimension internationale étoffe son équipe de direction pour appuyer sa stratégie de développement, et crée un poste de

CONSEILLER FINANCIER

De formation supérieure (ESC finances comptabilité, DECS,...) vous apporterez vos observations, analyses approfondies et propositions et aurez pour mission :
- Le contrôle de gestion des différentes filiales que vous visiterez.
- les audits comptables et financiers de petites sociétés de service, en vue de leur rachat par le groupe.

Le poste basé à REIMS nécessite de fréquents déplacements et est évolutif pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions + photo d'identité) sous référence 1561/M à notre Conseil.

Cabinet GENTILHOMME
CONSEIL EN RECRUTEMENT
8 rue Camille-Lenoir BP 1035 - 51052 REIMS Cedex
5 rue du Helder 75009 PARIS
Qui vous garantit toute discrétion.

LM-TOURNAY/ASKCOM

Lectra Systèmes

Conception - Fabrication - Commercialisation de biens d'équipement haute technologie - CA croissance annuelle 50 % - 17 filiales - *Vocation exportatrice très marquée - Management social avancé.*

Mêlez-vous de nos affaires !

dans le cadre de notre développement,
nous créons le poste de :

AUDIT SOCIAL
Réf. AS 3200

Rigueur, esprit de synthèse et sens relationnel sont vos atouts majeurs.
Ils vous permettront d'intégrer une équipe jeune et motivée.
Votre mission inclura les domaines suivants :
- *Aspect Légal et Réglementaire de la gestion du personnel.*
- Bilan Social et Reporting.
- *Suivi des procédures et études diverses.*

A 25/35 ans, vous avez de préférence une formation supérieure *juridique et impérativement une expérience réussie* dans la fonction personnel.
L'anglais est souhaité.
Poste basé à BORDEAUX.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo en précisant la référence du poste à :
LECTRA SYSTEMES S.A. Chemin du Marticot
33610 CESTAS

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

d'implantation internationale
recherche pour ses bureaux parisiens :

Collaborateurs HF
DE HAUT NIVEAU

Formation universitaire ou Grandes Ecoles appréciée.
Expérience souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous référence 1079 M. à l'Agence AFFLUENTS - 49, av. Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Coordinateur de projets

Rattaché au directeur de l'informatique, vous serez chargé d'élaborer et de mettre en œuvre des projets informatiques, incluant leurs incidences sur l'organisation et assurerez la coordination entre les équipes informatiques et les utilisateurs.

Ce poste fonctionnel s'adresse à un **INGENIEUR** *(SUPELEC, INSA ou équivalent) avec une spécialisation* informatique de préférence, issu d'une société de services informatiques vous aurez acquis pendant environ 5 ans, l'expérience de la conduite de projets jusqu'à leur mise en œuvre chez les utilisateurs.

Ce poste est à pourvoir à **Marseille** dans une importante société, vous offrant de réelles perspectives de carrière.

Si vous pensez être l'homme de la situation, veuillez adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 14 DI à notre Conseil
Patricia Perona - 1, rue de la République
13002 MARSEILLE qui nous permettra d'établir nos premiers contacts.

patricia perona
conseil en recrutement

Pierre Lichau

Directeur administratif et financier
Franche-comté

Un important laboratoire pharmaceutique français employant plus de 300 personnes et jouissant d'une très forte notoriété dans sa spécialité, recherche son directeur administratif et financier. En relation directe avec le président-directeur général, il sera responsable d'une équipe d'une quinzaine de personnes comprenant le contrôle de gestion, la comptabilité générale et analytique, la trésorerie, l'informatique, et le juridique. *Membre du comité de direction, il participe à l'élaboration* de la stratégie financière de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au *moins* 30 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, plus DECS, et disposant d'une solide expérience dans une fonction similaire. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération, essentiellement fonction de l'expérience, est de nature à motiver un candidat de valeur. Ecrire en précisant la référence S/8239M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune directeur administratif et financier

LABORATOIRES MARTIN

Ce laboratoire pharmaceutique jeune et dynamique implanté à *Moulins* réalise aujourd'hui près de 50 millions de francs de chiffre d'affaires et ne manque pas de projets pour demain. Il *recherche un directeur administratif et financier pour assurer*, avec une équipe de sept personnes dont un chef comptable, et dans un environnement très informatisé, l'ensemble des missions courantes du poste en PMI : comptabilités, trésorerie et financements, contrôle de gestion, études juridiques, gestion du personnel et informatique. Mais en plus il devra avoir un souci permanent d'organisation, lié au fort développement de l'entreprise, et être capable de s'intéresser à des projets financiers d'envergure. Nous souhaitons rencontrer une personne de plus de 28 ans, diplômée de l'une des meilleures écoles de gestion et ayant une expérience *d'un peu plus de 5 ans*, soit en cabinet d'organisation, soit dans des fonctions similaires en entreprise industrielle. La rémunération, fonction de l'expérience, saura intéresser un HEC, ESSEC ou ESCP. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/3034M. (PA *Minitel* 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Contrôleur de gestion industrielle

Région Nord - *Cette société* (200 personnes) appartient à un important groupe international. Dans le cadre de nouvelles perspectives de développement, elle crée le poste de *contrôleur* de gestion industrielle. Rendant compte à la direction générale et en liaison étroite avec les départements opérationnels, il sera responsable de la *mise en place* d'une *comptabilité analytique dont il* assurera le suivi. Il se verra par ailleurs confier l'élaboration des tableaux de bord nécessaires au suivi de la réa*lisation des objectifs et prendra en charge le reporting auprès de la maison mère.* Suffisamment diplomate et à l'écoute des autres pour faire passer son message et *favoriser le dialogue, il devra également savoir s'imposer.* Ce *poste conviendrait* à un candidat âgé d'au moins 30 ans, possédant soit une formation d'ingénieur com*plétée par une spécialisation en gestion, soit un diplôme de gestion et ayant une* bonne ouverture aux problèmes techniques. Dans les deux cas, il aura acquis une expérience du contrôle de gestion *industrielle ou de la comptabilité analytique* en unité de production. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération tiendra compte des compétences offertes. Ecrire à Françoise ORANGE *en précisant* la référence A/4888M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Adjoint responsable comptabilité

Sociétés financières - Ville universitaire située à deux heures de Paris. Un groupe de sociétés financières (encours de 35.000 contrats : crédit, crédit-bail, location financière...), filiale d'une très importante compagnie d'assurances, recherche l'adjoint du responsable du département comptabilité. Basé au siège, il sera investi d'une double mission : d'une part, il devra assurer en direct le suivi comptable de la plus importante société du groupe (rapprochement de comptes, situations mensuelles, déclarations réglementaires, préparation des documents comptables et fiscaux annuels...) et d'autre part, il devra animer une équipe d'une dizaine de personnes. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 28 ans minimum diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC, maîtrise de gestion, DECS...) ayant acquis une première expérience comptable de quelques années, de préférence dans une banque ou un établissement financier. La connaissance de la micro-informatique serait un atout supplémentaire. Rigoureux, il devra avoir une réelle aptitude pour animer une équipe. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence *A/R9301M.* (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Jeune diplômé en gestion

Important GROUPE FINANCIER, occupant l'un des tout premiers rangs dans le financement aux particuliers et aux entreprises, recherche pour son département RISQUES ENTREPRISES un jeune

ANALYSTE DE CREDIT

Il sera chargé de l'étude, de l'appréciation et du montage de dossiers de financement pour les entreprises. De formation sciences économiques ou école de gestion, vous êtes débutant ou avez une première expérience bancaire d'environ 2 ans dans un service des engagements.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7104 à notre Conseil SENANQUE - 62, avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS NON SALARIÉS

RECHERCHE

JURISTE (H./F.) EXPÉRIMENTÉ(ÉES)

en droit des sociétés et droit fiscal.

Une maîtrise de droit des affaires est souhaitée, contrat à durée déterminée de 3 mois.

Adresser lettre manuscrige, c.v., photo et prétentions s/réf. 1 182 à LTA St-Lazare, 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

Professionnel de la gestion des ressources humaines

44 ans, formation supérieure économique, juridique et sociale.
Disposant d'une double expérience en relations humaines et gestion des services généraux et administratifs, en grande entreprise (France et étranger).
Anglais et Espagnol courants. Propose collaboration dans Direction du Personnel grande entreprise ou secrétariat général PME-PMI.
Ecrire sous référence 6988. Le Monde Publicité, 5 rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07.

Cadre grande expérience en photogravure, fabrication, suivi clientèle, planning organisation, connaiss. montage électronique, étudierait toutes propositions dans secteurs arts graphiques. Disponible rapidement. Ecrire sous le n° 6981 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 28 ans, comptable Bac G2, 8 ans d'expérience. Étudie toutes propositions sérieuses. Tél. : 39-52-39-34.

F. 26 ans, tril. fr.-angl.-all., maîtrise commerce international, 1 an expérience, cherche emploi assistante cciale export. Libre de suite. Tél. : 48-93-63-70 ou 42-53-29-07.

H. 35 ans, diplômé études sup. (bac + 4) + formation d'attaché de personnel et de relations sociales. 10 ans d'exp. opérationnelle de gestion du personnel dans entr. Presse. Mission longue durée service formation sté agro-alim. 6.000 pers. Recherche poste d'adjoint responsable du personnel ou assistant formation. Toutes régions. Téléphoner au 43-37-59-16.

Homme 39 ans, spécialisé dans l'import-export (transport, transit, douane) en particulier travaux publics. Etudierait toutes propositions. AUTRES DOMAINES acceptés, très urgent.

Tél. le soir à partir de 18 h 30 au 47-22-07-23.

INGÉNIEUR 45 ANS

DISPONIBLE POUR TOUS PAYS ÉTRANGERS HABITUÉ AUX CONTACTS AVEC GOUVERNEMENTS, AUTORITÉS

Son expérience :

dans importante société pétrolière internationale, planning, organisation, supervision opérations géophysiques, terrestres et maritimes, en Europe, Afrique, Moyen-Orient.
Maîtrise parfaite de l'anglais.

Son objectif :

changer de cap et s'adapter facilement à un nouvel environnement professionnel.

Ecrire ou téléphoner à Jean PROUTEAU, 10, allée des Orangers, 06160 Juan-les-Pins. Tél. : 93-61-83-93.

Jeune Femme 35 ans, libre excellente présentation

Anglais, français, espagnol. Expérience secrétariat haut niveau + gestion et direction.

Cherche position assistante personnalité internationale.

Tél. : 45-24-05-87.

J.F. 26 ans, excellente présentation DEUG + 4 ans ESC, anglais, allemand, italien cherche situation stable sur Paris ou R.P.

PROMOTION - COMMUNICATION - MARKETING

dans les secteurs :

PUBLICITÉ – HAUTE COUTURE – PARFUMS

grandes disponibilités.

Etudierait toutes propositions.

Ecrire au journal sous le n° 6 986 LE MONDE PUBLICITÉ, *5, rue Monttessuy, PARIS-7e.*

Jeune homme 25 ans, BEP de vendeur en fruits et légumes, produits laitiers et surgelés, cherche place de responsable (5 ans d'expér.). Références. Tél. : (16) 47-29-27-58 heures repas.

J.H. 24 ans, maît. psychologique du travail, exp. recrutement, rech. poste secteur rel. humaines. Tél. : 34-65-14-92.

JOURNALISTE

J.F. 37 ans, plusieurs années exp. secrétariat rédaction, corrections, rewriting, titrage, rédaction, suivi fabrication. Etudie ttes propositions stables ou piges sur Paris, secteur presse écrite, édition, publicité. Disponible immédiatement. Tél. : 43-73-62-35.

J.F. secrétaire sténodactylo expérimentée (not. anglais), ch. emploi avec responsabilités. Tél. : 47-48-02-96 (en cas d'absence, appeler le soir).

Agrégée angl. et musicienne résidant à Cambridge. Ch. emploi ds domaines traduction, communication, journalisme, culture. Développant liens entre France et G.B. Ecrire sous le n° 8087 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 22 ans, niveau B.T.S. commerce internat. + 2 a. de Droit aux affaires, américain, angl., all., ch. emploi ou stage rémun. à l'étr. : USA, Canada, G.B., Australie, Kenya, Allemagne, Suisse, Autriche... Ecrire sous le n° 1632 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE
EXPÉRIMENTÉ

France et international, études économiques générales, études circulation et transport, expérience encadrement et commerciale. Cherche poste en rapport.

Faire offre en écrivant à : M. VENTURA - 9, rue de la Collégiale, 75005 PARIS.

Secrétaire commerciale dactylo OPÉRATRICE DE SAISIE

18 ans exp. : comptabilité, gestion (commandes, expéditions, facturation). Excellent contact avec clients.

Ch. poste à responsabilités.

Libre rapidement.

Ecrire sous le n° 6983 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 28 ans, comptable bac G2, 8 ans d'expérience. Étudie toutes proposit. Tél. : 39-52-39-34.

J.F. tit. thèse de doct. 3e cycle éco. banc. exp. en ass. rech. pl. stable. Et. ttes prop. Tél. merc. 28, jdi 29, 42-08-06-51. Ecrire sous le n° 8 112 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. Monttessuy, PARIS-7e.

Psychologue 35 ans, format. de directeur ENSP 1987, rég. Ile-de-France, 10 ans d'exp. secteur socio-éducatif, ch. direction ou responsabilité associative Paris. Noël BERNARD, 1, pl. de l'Estrapade, 75005 Paris. T. 46-33-93-30.

Ingénieur Ecole Navale, 47 ans, ancien Aéronavale, bil. angl., disp. jusque mai 1988, étudie toutes prop. mission durée déterm. France ou étranger. Tél. : 97-82-42-75.

Femme, études supérieures maîtrisant arabe, hébreu, anglais ch. emploi de traduct. Bensimhon, tél. 48-76-82-66.

J.F. 35 ans, excellente présentation, anglais, italien, exp. relations publiques haut niveau, libre voyager. Recherche situation en rapport. Etudie toute proposition. Ecrire sous le n° 8093 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Etudie tte proposition de mission de confiance, ponctuelle ou de courte durée à caractère commercial, artistique, humanitaire ou privé, en France ou à l'étranger. Ecrire sous le n° 8092 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Dirigeant PME, récemment disponible, manager efficace et mobile, mettrait à 56 ans son exp. (gestion, production, sociale) au service chef(s) d'entreprise(s). Ch. poste fixe ou contrat à durée déterminée, etc. Tél. : (16) 37-24-31-54.

J.F. 32 ans, franco-africaine, spécial. gestion administr. et humaine de projets de développement Afrique Noire. Etudierait ttes propositions. Ecrire à Mme ARNAUT, 40, rue Condorcet, Paris-9e ou tél. : 48-78-38-27.

J.H. 32 a., technico-comm. de haut niv. en réseau X 25 et SNA, 10 a. exp. informat., ch. empl. Toulouse ou rég. pour R.V. (16.1) 39-90-15-83.

PARIS J.H. 24 a., maîtrise angl., italien, lic. langage des médias, exp. enseignem., ch. emploi, enseignem., format. profess. Tél. : 42-53-35-01.

propositions diverses

J.H. 29 ans
Formation expertise comptable, 5 ans d'exp. cabinet, DESS, fiscalité des entrep. Enseignant Paris-Dauphine. Rech. animation et enseign. Etudierait ttes propositions. Tél. : 46-06-52-39.

travaux à façon

Atelier de photocomposition équipement moderne, travail soigné. Livraison rapide, recherche TRAVAUX. ESPACE VARIABLE 1, imp. de la Baleine, 75011 PARIS. T. 43-38-00-04. Télécop. 43-38-21-09.

travail à domicile

Thèses et autres travx corrections, traduct., frappe. Travail soigné. 48-74-98-75 (apr. 18 h).





Cycle de Management supérieur pour Cadres et Dirigeants

Formule discontinue sur 2 ans - Formule continue sur 4 mois

Pour accélérer votre évolution de carrière vers un niveau de responsabilités plus global. Pour réussir vos projets de changements ou de mutation professionnelle en développant vos aptitudes de Manager.

Dates limites d'inscription
A Paris 10 *décembre* 1987
A Lyon 10 *janvier* 1988
Informations et demande d'inscription

Institut Francais de Gestion

ICG PARIS
37, quai de Grenelle
75738 Paris Cedex 15
Tél. : (1) 40.59.30.30
Mlle Catherine Delarue

ICG LYON
Chemin de la Rossignole
BP 14 - 69390 Vernaison
Tél. : 16-78.46.09.77.
Mme Florence Grupallo

CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ PARIS X

Stages 1988 ouverts aux salariés (notamment en congé individuel de formation) et aux demandeurs d'emploi

A CERGY

avec le concours du département du Val-d'Oise :
- CHEF DE PROJET COMMERCE INTERNATIONAL Licence universitaire de technologie 2 stages combinables : janvier-mars, avril-juin ;
- GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME Licence universitaire de technologie janvier à juin.

A NANTERRE :
- SECRÉTARIAT DE DIRECTION mars à juin ;
- Unix - ALGORYTHMIQUE DU NOYAU du 18 au 29 avril

Renseignements et inscriptions : 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex, tél. : 47.25.92.34, poste 866 ou 47.21.67.79.

Cfd 43 56 76 05

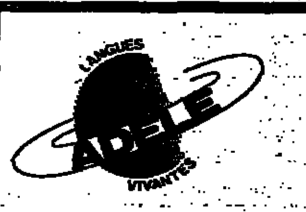
Les métiers du journalisme

Formation au

SECRETARIAT DE REDACTION

Rédaction informatisée mise en page sur écran
du 11 janvier au 18 mars 1988
+ STAGE DANS UN REDACTION

PLURIAL



ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE

COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS • VIE DES AFFAIRES •

1, rue de la Pépinière, 75008 PARIS - Face gare Saint-Lazare. Tél. 45 22 51 18.

PLURIAL

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1er arrdt

HALLES SAINT-HONORÉ immeuble XVIIe ravalé 2 p., 3 p. ou 6 p. EN DUPLEX 15 000/17 000 F/m² à rén. 42-50-04-28/46-44-98-07.

3e arrdt

SQUARE DU TEMPLE
BEAU 4 PIÈCES cuis., bains, PLEIN SOLEIL, bel immeuble. 1 700 000 F, 42-67-37-37.

5e arrdt

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le soir.

Pptaire vend rue MOUFFETARD près Contrescarpe 2 p. entrée, cuisine, salle d'eau, w.-c., poutres, cheminée, px 700 000 F.

CITÉ. EXCEPTIONNEL : VUE NOTRE-DAME, CALME, gd living, cheminée, poutres + 1 ch., prix 1 690 000. 46-44-98-07/42-50-04-28.

6e arrdt

PL. SAINT-SULPICE
même. Dble liv. + ch., 60 m². TRÈS CALME, VUE, GRAND CHARME DORESSAY 45-24-93-33.

8e arrdt

SAINT-HONORÉ
charme rive gauche, calme, très beau DUPLEX de caractère entièrement décoré, 4 chambres, 2 bains. POSSIBLE PROFESSIONNEL. 45-01-86-36.

Mo LIÈGE
bon imm. s/jdin calme, asc., 2e ét., chf. cent. ind., salon, s. à manger, 2 ch., entrée, cuisine, bains, w.-c. + serv. 79, RUE D'AMSTERDAM Mardi, mercredi 14 h/17 h.

13e arrdt

MAISON-BLANCHE
Studio à rafraîchir 143 000 F Studio cft balcon, 330 000 F Immo Marcadet 42-52-01-82.

15e arrdt

FRONT DE SEINE
lux. 96 m², récept. + 2 ch., 28e, vue magnifique s/Seine. ÉTAT EXCEPTIONNEL pkg 2 500 000 45-32-66-10.

18e arrdt

2 pièces confort 246 000
2 pièces récent 500 000
3 pièces confort 396 000
3 pièces récent 820 000
Immo Marcadet 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE double séjour, vue impren. sur PARC DE SAINT-CLOUD 2 ch., salle de bains marbre, dressing, w.-c. séparés. Cuisine équipée aménagée. Décoration et agencement haut standing justifiant prix : 1 900 000 F. Tél. pour R.-VS 46-04-99-28.

Centre LES SABLES-D'OLONNE entre port et plage
- Pet. imm. bon stdg (1982) et cft. cuis. amén., sdj., salon., 2 ch., cave, 650 000 F.
- 1 garage box 100 000 F. Tél. : (16) 51-95-86-96.

NEUILLY 185 m²
Duplex neuf. jard. privatif 250 m². SASIM, 42-78-27-06.

appartements achats

IMMO MARCADET
Rech. appts toutes surfaces même à rénover. 42-52-01-82/42-23-73-73.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE. Belles réceptions avec minimum 3 chambres.

TÉL. : (1) 45-62-78-99.

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
Location - Vente - Gestion 5, r. Berryer, 75008 PARIS. Rech. APPTS vides ou meublés pour sa clientèle, loyer garanti.

42-89-12-52.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, STÉS MULTINATIONALES et DIPLOMATES. Studios, 2, 3, 4, 5 pièces et plus. Tél. : I.S.I. 42-85-13-05.

bureaux

Locations

2e PR. PL. GAILLON 5e ss asc., 5 BUREAUX, 100 000 annuel + ch., 43-54-02-01.

DOMICILIATIONS
BURX CONSTITUTIONS STÉS Permanence téléphonique. Initiative 2000, 42-60-91-63.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. burx, secrét., tél., télex. Domiciliation : 170 à 390 F/M.
CIDES, 47-20-41-08.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

Domiciliation depuis 80 F/MS Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e Constitution SARL 1 500 F HT INTER DOM 43-40-31-45.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

maisons individuelles

URGENT MUTATION 1 heure de Paris 4 km de CHATEAU-THIERRY communications faciles train (direct Paris) particulier vend
MAISON RURALE
tout confort, chauffage fuel, séjour, cheminée, 3 chambres + grande cuisine, cabinet de toilette + salle de bains, 2 w.-c., cellier, salle de jeux, charpente neuve, très bonne isolation, grand garage 2 voitures + dépendances. Jardin 800 m² entièrement clos, arbres fruitiers + terrain. Px 520 000 F à débattre. Tél. à partir de 19 h 30 au 23-70-83-55. Visible durant le week-end.

immobilier information

POUR VENDRE
de particulier à particulier sur la France et à l'étranger maison, appt, propriété, terrain, commerce. INDICATEUR LAGRANGE Fondé en 1876 5, r. Greffulhe, 75008 Paris. APPEL GRATUIT
05-07-09-11.

viagers

Lib. 2 p. r.-de-ch. Mo Brochant 88 000 cpt + 1 876 par mois. Viagers F. Cruz 42-66-19-00.

propriétés

SAINT-CLOUD propriété caractère + dépendances, parc de Montretout. 5 500 000 F. 42-93-28-51.

GARCHES belle propriété dans parc. 3 700 000 F. 42-93-28-51.

MONTGERON superbe propriété 300 m² habitable + annexe sur terrain 3 000 m² mitoyen forêt de Sénart. 4 000 000 F. T. 42-93-28-51.

PRÈS HOUDAN
Site calme, très jolie propriété équerre avec tour carrée, jolie réception, 4 ch., 2 bns, dép., 2 500 m² clos, beaux arbres. Mme Martin Ag. 34-87-24-62 ou 16 (37) 43-81-95 le matin.

110 km Paris direct. aut. Sud

REGION MONTARGIS
VD CAUSE SÉPARAT.

de ville tz comm. PPTÉ DE CARACTÈRE entièr. équipée, gd cft compr. : entrée, tr. beau séj., sal. cathédr., cheminée, terr. carrelée, cuis. équip., bns, w.-c., 4 chbres, mezzanine donnant sur balc.-terr., chf. électr., dble isolat. S/PART BOISÉ CLOS 3 200 m², à sais. Px sacrif. 580 000, créd. 90 % LES PEUPLIERS RELAIS MIEL 5 km Sud N7 MONTARGIS.

Tél. 16-38-85-22-92 et après 19 h au 16-38-98-22-29.

VIGNOBLE EN INDRE-ET-LOIRE

Cause retraite, vigneron cède 2 ha vignes A.O.C. et 1 ha de terre à vignes A.O.C. + cave d'exploitation avec son matériel (benne à vendage, pressoir, cuves, fûts, etc.).

Pour tous renseignements complémentaires : Ecrire sous le n° 6 985 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Le Monde

ECONOMIE

La crise financière a eu comme détonateur le déficit commercial des Etats-Unis, dont la persistance suscite une accentuation de la menace protectionniste outre-Atlantique. Les Américains se déchaînent avec des niveaux de subventions jamais atteints sur les marchés des céréales. Leur offensive, pour gêner la commercialisation de l'Airbus, devient pressante. Et l'Europe redoute que le dialogue entre le président et le Congrès n'aboutisse, finalement, à l'adoption d'une nouvelle législation restrictive. Une remise en cause aussi flagrante du système multilatéral qui régit les échanges depuis la guerre pourrait porter un coup fatal à l'Uruguay Round, le huitième cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) lancé en septembre 1986 à Punta-del-Este. Et du même coup au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), cet arrangement provisoire — qui fête, le 30 octobre, son quarantième anniversaire — dont le renouveau est intimement lié au succès de ce cycle qui portera notamment sur les politiques agricoles et les échanges de services. Il s'agit d'une course de vitesse semée d'embûches qui a commencé il y a treize mois et qui devrait durer quatre ou cinq ans. Les partisans d'un système d'échanges contractuel vont essayer d'atteindre sans tarder des résultats suffisamment probants pour convaincre les plus sceptiques que le GATT peut être revitalisé. Ils pourraient être aidés par la crainte nouvelle, mais salutaire, que l'annonce de décisions protectionnistes suscitent des réactions brutales sur les marchés des changes et les Bourses de valeurs.

LA CRISE FINANCIÈRE ET LA MENACE PROTECTIONNISTE

Une dernière chance pour le GATT

Quarante ans après sa création le système commercial international doit être rajeuni.

« *EN avril dernier, lorsque les Etats-Unis ont imposé des surtaxes sur des importations de produits japonais sensibles, parce qu'ils reprochaient à Tokyo de ne pas respecter l'accord conclu sur les semi-conducteurs, Wall Street a réagi en enregistrant sa plus forte baisse de l'année* », raconte M. John Weekes, l'ambassadeur du Canada auprès du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), pour démontrer que désormais les décisions ayant trait aux échanges ont une réelle influence sur l'ensemble de la vie économique. C'est là une situation nouvelle confirmée avec éclat par les événements récents.

Hier, on ne croyait pas, surtout aux Etats-Unis, que le commerce, simple résultante des politiques économiques, pouvait jouer un rôle important. Mais il a perdu cette place de parent pauvre depuis qu'il est apparu que l'amplification politico-médiatique de ses résultats avait un impact sur le cours des actions, le niveau des investissements et, par voie de conséquence, sur la croissance.

« *Les Etats-Unis ont découvert le commerce international !* », s'exclame M. Tran Van Thinh, le chef de la délégation de la Commission européenne à Genève. Ils ne sont pas les seuls puisque la Chine et l'URSS frappent à la porte de l'Accord général, lequel rassemble aujourd'hui quatre-vingt-quinze « *parties contractantes* », contre une quarantaine voici vingt ans.

Cette prise de conscience récente pourrait, paradoxalement, sauver le GATT et l'organisation multilatérale contractuelle des échanges qu'il établit. Paradoxalement, car c'est aussi l'observation assidue des indices du commerce extérieur américain et la colère provoquée par la persistance de son déficit — malgré la chute du dollar — qui, à Washington, incitent la majorité du Congrès à préconiser l'adoption d'une législation protectionniste. L'administration, favorable au libre-échange, ne parviendrait-elle pas plus facilement à tempérer ce zèle isolationniste, si elle pouvait convaincre sénateurs et représentants que leur projet pourrait avoir des répercussions négatives immédiates en termes de croissance et d'emploi ?

L'administration américaine souffle le chaud et le froid. « *Nous sommes très critiques à l'égard du GATT, qui ne répond plus aux besoins du commerce. Ceux-ci changent rapidement et le GATT ne l'a pas pris en compte. Dans certains cas, par exemple en matière de sauvegarde, les règles sont dépassées. S'agissant de l'agriculture, elles n'ont donné que des résultats médiocres. Comment ne pas être frustré par la lenteur des procédures de règlement des différends ? Il nous a fallu seize ans pour régler le conflit qui nous opposait à la CEE au sujet des exportations d'agrumes* », commente M. Charles Blum, l'un des adjoints de M. Clayton Yeutter, le représentant spécial du président Reagan pour les négociations commerciales.

L'opinion du Congrès est pire : « *A Washington, on appelle le GATT : General agreement to talk and talk*, poursuit M. Blum. *Le fait que le nouveau cycle de Négociation commerciale multilatérale (NCM) ait été lancé en septembre 1986 à Punta-del-Este (Uruguay) et que l'exercice se soit jusqu'ici plutôt bien passé, ne convainc guère. Seuls des résultats calmeront le Congrès.* »

Est-ce à dire que l'« *Uruguay round* » — tel est le nom donné au nouveau cycle, — dont l'objet est de rétablir la confiance entre les parties contractantes, n'a aucune chance d'aboutir, anéanti avant terme par un Congrès destructeur ? M. Blum se veut rassurant : « *Le court terme sera sans doute difficile ; mais il y a une chance sur deux que le Congrès approuve une législation raisonnable. Les parlementaires réalisent qu'on ne peut pas tout régler sur une base bilatérale, que même les représailles sont difficiles à gérer... Bref, qu'il n'y a pas d'alternative au GATT. Si la législation n'est pas acceptable, le président y opposera son veto. Alors, il n'y aura pas de nouvelle législation ; il n'y aura pas de mandat donné à l'administration, mais on peut s'en passer pour négocier.* »

Dans l'insécurité

Pour les partenaires des Etats-Unis, une telle situation signifierait négocier dans l'insécurité. Cependant, d'autres scénarios, *tout aussi peu réjouissants*, sont envisagés. M. Tran Van Thinh croit que le Congrès adoptera bientôt une législation férocement protectionniste, à laquelle le président opposera son veto. Le Congrès ne trouvera pas la majorité des deux tiers, requise pour annuler le veto présidentiel. Mais, afin d'éviter le vide juridique, les deux parties trouveront finalement un compromis.

« *Ce sera probablement peu conforme au GATT et, pour nous, passablement insupportable* », prévoit M. Tran Van Thinh. La négociation connaîtrait alors — vers la fin de l'année — une zone de tempêtes. Comment réagiraient les partenaires des Etats-Unis à une telle situation, parfaitement contraire à l'engagement de « stand still » (c'est-à-dire à la promesse de ne pas adopter de nouvelles dispositions protectionnistes), pris à Punta-del-Este ?

de Genève,
PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 38.)

Le ralentissement des échanges mondiaux

Source : GATT

Le commerce mondial a progressé en moyenne de 8,1 % par an de 1950 à 1970 et seulement de 4,2 % depuis pour représenter 2 120 milliards de dollars en 1986.

Il n'y a pas de fumée sans feu

par MICHEL AGLIETTA (*)

LES derniers événements boursiers ont suscité d'étranges commentaires parmi les spécialistes financiers. On a entendu les mêmes personnages dire à la fois qu'il y avait eu panique et qu'il s'agissait d'une correction technique sans incidence sur une économie mondiale fondamentalement saine. Tenir simultanément ces deux opinions est illogique.

Si on admet que l'effondrement boursier est indépendant de la situation économique réelle, c'est l'éclatement d'une bulle spéculative. Il faut alors tenir dans la même suspicion l'euphorie précédente qui avait emporté les Bourses à des sommets dont la contemplation arrachait des cris d'admiration aux mêmes spécialistes. Dans ces conditions on doit se demander, car les taux de change sont sensibles au même genre de comportement que les prix boursiers, à quoi servent les marchés fluides, issus de la déréglementation généralisée des années 80.

Il se pourrait bien que les gouvernements aient laissé se développer et même aient encouragé un système financier global à forte instabilité endogène. En ce cas, les avantages microéconomiques supposés de la mobilité des capitaux seraient largement détruits par les perturbations macroéconomiques qu'elle engendre.

Un signal avancé

Si, au contraire, on pense que les marchés *financiers sont efficients*, qu'ils rassemblent toute l'information pertinente pour prendre des décisions rationnelles, la Bourse est un signal avancé, quoique amplifié, des évolutions économiques futures. La chute des cours nous dit quelque chose sur ce qui nous attend dans l'avenir prochain. Il est alors parfaitement ridicule de dire que la Bourse se trompe parce qu'on ne constate pas encore aujourd'hui de détérioration grave de la conjoncture mondiale.

Comment concilier ces points de vue ? En vérité, les marchés financiers sont mûs par des anticipations collectives. Ce sont des opinions publiques, comme telles sensibles à la psychologie de masse. Mais il n'y a pas de fumée sans feu. Lorsqu'une opinion publique exprime une *inquiétude* très *forte* sur le climat économique, les pouvoirs publics seraient sages de la prendre au sérieux. Encore faut-il interpréter correctement ce que le message veut dire.

Dans les vingt dernières années, on a pu observer maintes fois que les marchés financiers étaient très sensibles aux incompatibilités qu'ils percevaient entre les politiques économiques des grands pays industrialisés. Ces incompatibilités proviennent elles-mêmes des carences d'un système monétaire international incapable d'imposer des ajustements correctifs suffisamment tôt. Car la souplesse du financement permet d'absorber des déséquilibres cumulatifs dans les paiements internationaux, sans que personne puisse apprécier à l'avance où sont les seuils critiques. C'est pourquoi les marchés peuvent être portés longtemps par l'optimisme de l'expansion à crédit avant de se rendre compte brutalement de la fragilité des positions.

A l'heure actuelle les débiteurs américains, publics et privés, sont lancés dans un processus d'endettement qui dure depuis cinq ans et qui soutient une expansion de plus en plus précaire. Les déficits ainsi creusés font en permanence pression à la baisse sur le dollar. Cela a permis de relancer les exportations ; mais le refus du gouvernement américain de prendre des mesures d'accompagnement restrictives empêche de calmer les importations. Aussi l'émission de dettes en dollars que l'étranger doit absorber continue à un rythme terrifiant. Depuis un an ces dettes ont fini par rencontrer la suspicion des créanciers privés.

Les banques centrales ont alors pris le relais sans toutefois, par crainte d'un emballement monétaire, empêcher la remontée des taux d'intérêt à long terme de s'affirmer depuis le printemps. Les marchés ont fini par se convaincre que cette hausse était là pour durer. Les obligations ont été les premières à subir le choc. En voyant que les marchés à terme continuaient à prévoir l'érosion de leurs prix, on pouvait se douter que les cours des actions allaient enregistrer brutalement une évolution que les prix des obligations avaient décrit progressivement.

Il est vrai que le bras de fer entre les autorités monétaires américaines et allemandes n'est pas fait pour arranger la situation. Les premières font un chantage récurrent à l'effondrement du dollar. Les secondes sont obsédées par l'inflation à un point tel qu'elles contrecarrent *l'effet sur le dollar de l'augmentation* des taux d'intérêt américains en poussant leurs propres taux à la hausse.

Comme les taux allemands sont directeurs en Europe et que les autres pays européens ont déjà bien du mal à respecter les parités du SME, c'est toute la structure des taux d'intérêt mondiaux à long terme qui est tirée vers le haut. Il est difficile de s'attendre que cette évolution, dans une Europe à la croissance anémique et au chômage qui continue de s'étendre comme une lèpre, pousse à l'optimisme !

Le yen et l'ECU

On n'a aucune chance de sortir de ce piège à coups de rodomontades et de déclarations lénifiantes qui font perdre un peu plus de crédibilité aux dirigeants politiques qui les profèrent. Eviter une récession mondiale déclenchée aux Etats-Unis, après que les derniers feux d'une orgie électorale de crédit se seront éteints, est devenu difficile. Il y faudrait une clairvoyance dans la coordination des politiques économiques que rien ne laisse espérer. Il faudrait surtout engager des réformes structurelles, pour remettre de l'ordre dans les relations monétaires, qui iraient à l'encontre de la philosophie complaisante du laisser-faire financier sous l'hégémonie du dollar par défaut d'initiative de l'Europe.

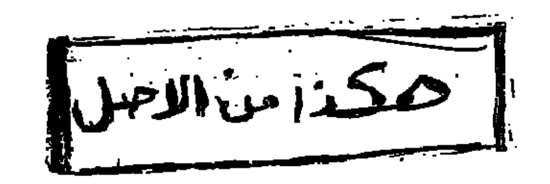
La tâche la plus urgente est d'alléger les pressions sur le dollar avant que les déficits américains ne commencent à se résorber. Cela veut dire que les dettes nouvellement émises ne le soient pas seulement en dollars. Les débiteurs américains doivent accepter de prendre leur part du risque de change. La promotion du yen et de l'ECU comme monnaies de financement international en résulterait. Ce rééquilibrage des forces dans le système monétaire international concerne l'ECU, et pas le mark.

En effet, la taille du marché financier allemand est très insuffisante pour que le mark soit le support d'une monnaie internationale de financement. Mais, pour contribuer au rééquilibrage des paiements internationaux, l'Europe doit exister monétairement. Il faudrait accélérer le renforcement du SME, timidement esquissé par l'accord de Nyborg et mener en permanence une politique de change commune à l'égard du dollar et du yen.

L'accord du Louvre n'a de chancesd'être efficace que si la réorganisation tripolaire des relations monétaires internationales permet d'engager effectivement l'expérience des zones cibles. Des propositions précises ont été faites à cet égard par les économistes. Plutôt que de multiplier les interrogations sceptiques, ne vaudrait-il pas mieux prouver le progrès en marchant ?

Mais on peut d'ores et déjà se douter que la monnaie ne peut pas tout faire. Les gouvernements des pays européens ne devraient raisonnablement exiger une réduction du déficit budgétaire américain que s'ils sont prêts à prendre le relais d'une expansion budgétaire suffisante pour éviter la récession mondiale qui menace.

(*) Conseiller scientifique au CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).



Etats-Unis : la préférence pour les produits étrangers

DEUX ans après les accords du Plaza, malgré une dépréciation du dollar de l'ordre de 40 %, la balance commerciale américaine ne donne pas de signes d'amélioration, mais bien plutôt d'aggravation surtout durant les trois derniers mois. La déception est telle qu'elle a suscité à New-York une panique boursière, la plus grave depuis 1929.

On attendra d'ailleurs longtemps que l'évolution du déficit des échanges obéisse aux thèses rassurantes illustrées par la courbe en « J ». Celles-ci, fondées sur les prix, ne prennent pas en compte des facteurs essentiels de l'économie des Etats-Unis, dont la plupart ne peuvent évoluer que très progressivement.

Le gonflement fantastique de la consommation, renforcé par le déficit budgétaire, en un moment de désaffection grandissante pour les biens américains a suscité une demande croissante de produits étrangers. Et ce comportement des consommateurs ne semble pas près de changer. De plus la répartition inégale des investissements et le déséquilibre de la production avec la désindustrialisation qui s'ensuit dans certains secteurs traditionnels limitent le champ possible des progrès à l'exportation.

La porte est ouverte aux produits étrangers dans les secteurs négligés (cf. « Vers un déficit commercial permanent » « Le Monde de l'économie » du 18 novembre 1986). Cela demeure essentiel et toujours d'actualité. Enfin la stratégie des multinationales et leur vaste réseau de filiales industrielles à l'étranger apporte d'autres limites aux perspectives d'exportation.

Dans un monde où tout change si vite, il serait ridicule de voir, où que ce soit, une fatalité et de fermer les yeux sur les signes favorables sensibles à l'intérieur des Etats-Unis. Mais les progrès enregistrés récemment dans l'industrie américaine, sa meilleure productivité et l'effort pour la qualité, n'agissent qu'à terme, n'ayant guère d'effet immédiat sur les échanges.

La raison principale du déficit est la croissance des importations due à une consommation sans frein, que ne satisfait plus la production américaine. En cinq ans la part des Etats-Unis dans les importations mondiales de produits manufacturés est passée de 11 % à 21 %. Cela correspond à un détournement de 10 % des exportations mondiales vers le marché américain et montre l'ampleur du problème car les habitudes ainsi prises ne se modifient pas rapidement. Les Etats-Unis vivent ainsi largement au-dessus des capacités de leurs industries : la part des produits manufacturés est passée en dix ans de 65 % à 80 % dans les importations hors pétrole qui montent en flèche.

La dépréciation de la monnaie n'est en tout cas efficace que si elle entraîne un retour aux produits nationaux. L'accroissement des achats de produits manufacturés en 1986, soit 35 milliards de dollars, a été du même ordre qu'en 1985, ce qui indiquait, compte tenu de la dévaluation du dollar, une légère réduction en volume. Mais, pour les huit premiers mois de 1987, est réapparue une nouvelle augmentation non seulement en valeur mais en volume...

Depuis que s'est amorcée la baisse du dollar en février 1985, la part des articles importés dans la demande de produits finis a progressé de trimestre en trimestre de façon à peu près continue, passant en deux ans de 21,8 % à plus de 24,5 %. La forte hausse des prix des produits étrangers n'a donc pas été dissuasive pour les consommateurs américains. Il est vrai que les producteurs nationaux n'ont pas fait le maximum pour reconquérir le marché local et beaucoup ont obtenu des bénéfices inhabituels par d'importants relèvements des prix intérieurs...

Ainsi la préférence marquée pour des produits étrangers est à la racine du déficit commercial des Etats-Unis. Il ne s'agit plus seulement du comportement du consommateur courant, mais tout autant de l'industriel marquant une méfiance à l'égard de certains équipements américains. Il est symptomatique que le matériel électrique et non électrique à lui seul (matériel de transports exclu) entre pour 26 % dans les importations des Etats-Unis hors pétrole en 1986 et au premier semestre 1987 (contre 19,5 % en 1980).

Des succès inégaux

Cependant, il ne faut pas négliger les succès des exportateurs américains. Ils montrent à la fois le dynamisme de l'industrie américaine à l'étranger, ses limites et son incapacité à compenser l'afflux des importations. Dès 1986, leur valeur nominale s'était accrue avec une monnaie nettement affaiblie. Les effets regrettables du dollar fort ont donc été assez rapidement surmontés ; mais le redressement était moins important que prévu et surtout très inégal, réparti entre biens de consommation (dont le niveau initial était très faible), chimie, télécommunication et informatique, aéronautique. L'automobile était en recul, et surtout l'équipement industriel spécialisé.

En 1987, d'après certains, ce sont les exportations qui apportent le plus de satisfaction aux industriels américains et « tirent » la production. Elles ont, durant les huit premiers mois, atteint un niveau nettement supérieur à celui de l'année précédente, surtout pour les produits manufacturés. Mais les résultats sont toujours inégaux selon les secteurs, et un palier semble atteint. Par ailleurs, ces résultats demeurent toujours étroitement liés au contexte international, caractérisé par le marasme des marchés industriels.

Si le front des échanges extérieurs se présente mal et sans perspective de changement rapide, divers signes favorables enregistrés récemment aux Etats-Unis auraient pu contribuer à terme à rétablir un meilleur équilibre. Ainsi une reprise importante des investissements était prévue pour la deuxième semestre 1987, après la baisse de 1986. Mais leur répartition n'est pas connue et, surtout, il s'agissait de prévisions que la crise boursière ne peut que bouleverser.

En fait, dans la désaffection des consommateurs, comme dans les difficultés de nombreux articles pour s'imposer à l'étranger, c'est la production américaine qui est en cause et très souvent sa qualité. Le label « made in USA » ne représente plus la même garantie que dans les années 50. Les Américains le constatent avec amertume. Une enquête à ce sujet laisse rêveur, concluant que, en moyenne, un ouvrier américain sur quatre serait occupé non à produire mais à repérer les défauts de fabrication ou à les corriger, sans réussir à éviter la sortie d'articles défectueux.

LA PART AMÉRICAINE DANS LE COMMERCE MONDIAL

ENSEMBLE DES PRODUITS MANUFACTURÉS — % ; 20 ; 15 ; 10 ; IMPORTATIONS : 10,9 % (1980), 21 % (1985), 20 % (1986*) ; EXPORTATIONS : 12,7 % (1980), 13,9 % (1981), 12,3 % (1983), 10,3 % (1986*)

*dépréciation du dollar très sensible en 1986

ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL (équipement pour industries spécialisées : matériel de télécommunication, informatique) — EXPORTATIONS : 18,2 % (1980), 20 % (1981), 13,8 % (1986*) ; IMPORTATIONS : 9,2 % (1980), 17,7 % (1984), 16,7 % (1986*)

1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986*

(Source : GATT)

Un vigoureux effort est certes demandé aux industriels. Mais il faut du temps pour que cette campagne pour la qualité avec les réorganisations qu'elle implique porte ses fruits. Cependant, l'amélioration de la productivité dans l'industrie manufacturière, si elle se maintient, est un facteur qui devrait favoriser assez vite les exportations. Depuis dix-huit mois, la productivité progresse à un rythme annuel de 3,5 %.

Le réseau de production et d'échanges constitué par les filiales industrielles des multinationales à l'étranger apporte aussi un pouvoir supplémentaire considérable aux Etats-Unis. Mais, du fait même de son existence, il limite le développement des exportations américaines, au moins dans certains secteurs.

A elles seules, les ventes des filiales sur les marchés tiers (comptées comme exportations pour le pays d'implantation) étaient, en 1984, voisines de 120 milliards de dollars, soit un peu plus de la moitié des exportations des Etats-Unis. En Europe, leurs ventes aux pays voisins sont même supérieures aux livraisons des Etats-Unis, sans parler des ventes dans le pays d'implantation.

Le plus souvent, les filiales ne prennent pas la place d'exportateurs américains, car les positions qu'elles occupent n'auraient guère pu être conquises à partir des Etats-Unis. Il va de soi que, lorsque leurs filiales occupent avantageusement des marchés, les multinationales ne chercheront pas à les doubler par des livraisons aléatoires depuis les Etats-Unis.

Les Américains en sont conscients, et certains pensent que, pour beaucoup d'articles, de nouveaux progrès sur les marchés extérieurs ne pourront être effectués que par des entreprises spécialisées moins importantes, qui n'ont pas bénéficié jusqu'ici des appuis financiers nécessaires. Mais ce serait alors une question de concurrence entre firmes américaines...

Paradoxalement, la crise boursière pourrait créer de nouvelles conditions ouvrant la voie à une réduction du déficit. La baisse probable du dollar, le renchérissement des importations et surtout les réductions de ressources de nombreux consommateurs, imposant une austérité forcée, devraient réduire considérablement la demande de biens de consommation durable, comme d'équipement, surtout pour les produits importés. Mais dans le cadre d'une récession américaine, la pilule serait encore plus amère pour les pays partenaires qui perdraient au pire moment le meilleur amortisseur des effets de la crise.

JEAN LEMPÉRIÈRE,
conseiller commercial.

Une dernière chance

(Suite de la page 37.)

« Le fait même que l'Uruguay round ait été lancé, qu'un mécanisme de surveillance a été mis sur pied, sensibilise les parties contractantes à la violation de la légalité et à des comportements hors GATT », observe M. Pierre-Louis Girard, l'ambassadeur de Suisse. Cependant, personne ne semble croire que la négociation puisse être brisée. *« L'Uruguay round était nécessaire, on faisait du surplace ; la négociation est le seul moyen de revitaliser le GATT »*, fait valoir M. Felipe Jaramillo, l'ambassadeur de Colombie, qui a joué un rôle déterminant pendant la phase de préparation du nouveau round.

Au temps des bateaux à vapeur

Nul doute : le GATT a vieilli. *« Il a été conçu à un moment où le commerce opérait à la vitesse des bateaux à vapeur ; aujourd'hui, il va à une vitesse supersonique »*, résume à sa façon M. Tran Van Thinh. Conséquence inévitable : les protagonistes sont de plus en plus souvent sortis de l'épure. Les accords bilatéraux d'autolimitation – ce qu'on appelle la *zone grise* – ont proliféré, affaiblissant la crédibilité du système. Ils couvrent des pans entiers de la production – les textiles, l'acier, l'agriculture – au point que, pour M. Blum, *« la majorité du commerce s'opère hors des règles »*.

L'accord sur les semi-conducteurs, conclu en 1986 entre le Japon et les Etats-Unis, a été ressenti comme une alerte particulièrement sérieuse. *« C'est une claire violation de l'esprit du GATT, un vrai danger, car c'est le premier accord de ce style dans un secteur porteur »*, commente le délégué de la France, M. Jean-François Boittin. L'accord de libre-échange, récemment conclu entre les Etats-Unis et le Canada, bien que légal aux yeux du GATT, témoigne, lui aussi, à sa manière, de la crise de confiance à l'égard du multilatéralisme.

« Le meilleur moyen de surmonter cette crise est de progresser, de réussir le nouveau cycle », souligne M. Weekes. Un refrain souvent entendu à Genève. La phase de préparation s'achève à peine. Le bilan en sera établi à la mi-décembre. La négociation proprement dite se nouera en 1988. Sur quoi l'attend-on ? L'aménagement des dispositions régissant les échanges agricoles ; la prise en compte de ce qu'on appelle les nouveaux thèmes, c'est-à-dire les échanges de services, et la défense de la propriété intellectuelle ; enfin, même si ce n'est pas là une tête de chapitre officielle, l'application effective du GATT par le Japon et par les nouveaux pays industrialisés (NPI).

La partie de bras de fer agricole, qui opposera surtout la Communauté européenne aux Etats-Unis, mais où interviennent d'autres acteurs importants – tels l'Australie, le Canada, l'Argentine, la Nouvelle-Zélande, voire, même si c'est contre son gré, le Japon – s'engage dans des conditions peu propices. *« Les pays producteurs ont comme objectif commun de rechercher à réduire le coût que représente, pour leurs finances publiques, le soutien des marchés »*, remarque M. Alan Oxley, l'ambassadeur d'Australie. Assurément. Mais ils ont des idées sensiblement différentes sur la manière de procéder.

La CEE vient de proposer de calmer le jeu sur les marchés, par la conclusion d'arrangements ponctuels mettant fin à la guerre des prix que se livrent les principaux exportateurs. Mais les Etats-Unis, qui subventionnent à tous crins leurs exportations, ne semblent guère tentés par une trêve. Ils préfèrent, ils le reconnaissent, garder ce moyen de pression dans la négociation.

Bref, un an après Punta-del-Este, et malgré les progrès apparemment accomplis au sein de l'OCDE ou à l'occasion du sommet de Venise, l'affaire agricole demeure hautement conflictuelle. Pour sa part, le débat sur la manière de réglementer les échanges de services est à peine esquissé.

Les pays du tiers-monde, conduits par le Brésil et par l'Inde, qui, jusqu'à Punta-del-Este, étaient hostiles à la volonté d'extension des règles du GATT manifestée par les Etats-Unis, participent sans défaillance aux travaux préparatoires. Mais leurs préventions sont-elles pour autant tombées ? Rien ne l'indique, même si le danger que représente la montée du protectionnisme américain les incite, aujourd'hui,

produits étrangers

FINANCIÈRE...

De la nécessité de protections

par JEAN-MARCEL JEANNENEY (*)

LE 30 octobre 1947 un Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, communément appelé GATT d'après les initiales de son titre anglais (General Agreement on Tariffs and Trade), fut signé à Genève par les représentants de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique, bientôt suivi par ceux de 15 autres pays, soit au total 12 pays industrialisés et 11 pays en voie de développement.

Depuis lors le nombre des pays adhérents s'est élevé à 95. Ainsi, à des décisions unilatérales ou à des accords bilatéraux régissant les commerces extérieurs, a été superposée une réglementation multilatérale à vocation mondiale.

L'objectif énoncé dans le préambule de l'accord est *« la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours plus croissant du revenu réel et de la demande effective, la pleine utilisation des ressources mondiales et l'accroissement de la production et des échanges de produits »*. L'accroissement souhaité des échanges vise implicitement les échanges internationaux comme le montre le paragraphe suivant de l'accord, selon lequel il s'agit d'aboutir à *« une réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres entraves aux échanges »*.

Cette prise de position libre-échangiste résultait du souvenir encore vif des méfaits des restrictions quantitatives au commerce mondial que la Grande Dépression avait provoquées. Elle procédait aussi de la volonté des Etats-Unis, alors dominants à tous égards, car tout pays détenant une supériorité technique majeure est – l'histoire le montre – partisan du libre-échange.

Le GATT vise à réduire progressivement et systématiquement le *montant* des droits de douane. Tout avantage tarifaire accordé par un pays à un autre doit être immédiatement et sans condition étendu à tous les autres pays ayant adhéré au traité (article premier) sauf le cas d'union douanière ou de zone de libre-échange (art. 24). Toute hausse de droits de douane doit être compensée par des baisses (art. 28). D'autre part, les restrictions quantitatives au commerce doivent, en principe, être toutes éliminées (art. 11). Certaines exceptions à ces règles ou des assouplissements sont cependant prévus, particulièrement en faveur des pays les moins développés (art. 18).

Avec conciliation ou intransigeance

L'application du traité a donné lieu à d'innombrables négociations, les unes bilatérales ou par groupes restreints, les autres au sein de grandes conférences qui ont périodiquement abouti à des réductions générales et réciproques des droits de douane. Mais la disparition des restrictions quantitatives n'a pas été de pair. Certaines ont certes été supprimées, mais d'autres se sont multipliées sous diverses formes, surtout depuis les années 70, car le secrétariat du GATT et les pays adhérents se sont montrés conciliants lorsqu'il s'est agi d'établir des contingents à l'importation, soi-disant provisoires, tandis qu'ils ont condamné avec intransigeance les augmentations de droits de douane n'ayant pas donné lieu à négociation et compensation.

Ainsi a-t-on abouti à une économie mondiale où les droits de douane n'ont presque plus aucun rôle dans la répartition géographique des productions, mais où des restrictions non tarifaires de diverses sortes s'appliquent à environ 40 % des échanges. Malgré celles-ci le commerce mondial a, de 1947 à 1980, augmenté en volume au taux moyen de 7 % l'an. Depuis lors, il a crû beaucoup plus lentement, mais davantage encore que les PNB, dont les croissances ont été fortement ralenties. Au cours des années fastes le commerce international a été certainement un des moteurs de la prospérité. Depuis 1974, au contraire, il est devenu trop souvent perturbateur (1).

L'expansion de ce commerce mondial, célébré comme le signe d'un progrès, n'est pas un bien en soi. Elle l'est seulement dans la mesure où elle favorise effectivement le plein emploi des hommes et la hausse des niveaux de vie. Certes, des spécialisations internationales permettent de tirer parti au mieux d'avantages naturels et de capacités humaines différentes selon les régions du monde. Elles rendent possibles des économies d'échelle.

Mais ces spécialisations résultent de plus en plus de concurrences fondées sur les inégalités des coûts de main-d'œuvre d'un continent à un autre. Il est des pays où les salaires et les conditions de travail sont tels que, dès l'instant où des entreprises y deviennent capables de mettre en œuvre des techniques modernes, leurs exportations détruisent les concurrents des pays à hauts salaires, sans que rien garantisse pour autant que d'autres productions puissent être substituées chez ceux-ci.

Le palliatif que constitue le recours à des restrictions quantitatives, largement *toléré en fait*, est néfaste. Car les contingents sont arbitraires, aucun raisonnement économique valable ne permettant d'en justifier les montants. Ils ouvrent la voie à des turpitudes administratives et commerciales. Et surtout ils empêchent de confronter par la concurrence les écarts de coûts internationaux, ce que des droits de douane permettent au contraire parfaitement, car ils ne s'opposent pas au jeu des mécanismes de marché, se bornant à en modifier l'une des données, comme le ferait une hausse des coûts des transports internationaux.

Malsains aussi sont les obstacles non tarifaires constitués par des normes techniques, des contrôles sanitaires, des conditions restrictives d'accès aux marchés publics, abusivement utilisés pour se défendre contre des concurrences étrangères. Ces procédés subreptices constituent la « zone grise » du protectionnisme.

Un recours aux droits de douane

Le quarantième anniversaire du GATT devrait être l'occasion d'une remise en cause de ses principes et de leurs applications. Il ne faudrait certes pas revenir à un système où le commerce international ne serait régi que par des décisions unilatérales des gouvernements ou par des accords commerciaux particuliers intervenant de façon totalement arbitraire. Une régulation des échanges mondiaux demeure nécessaire.

Mais la réduction des *« distances économiques »* entre toutes les régions du monde et la rapide diffusion des techniques de production les plus neuves risquant de faire surgir plus brusquement *que jamais des concurrences massives et ruineuses*, on doit permettre aux Etats de s'en protéger. Ainsi seulement ils pourront sauvegarder ou créer des structures productives correspondant mieux aux besoins d'emploi de leur main-d'œuvre et capables d'assurer une croissance de leur économie plus régulière, parce que moins dépendante des aléas extérieurs. (« Du bon usage du protectionnisme », *le Monde* daté 21-22 novembre 1982.)

Il s'agirait de proclamer :

– qu'un bon emploi de la main-d'œuvre disponible est l'objectif premier des politiques *économiques*, la *croissance* du revenu réel étant le second ;

– que la croissance du commerce extérieur n'est souhaitable que si elle contribue à l'atteinte de ces deux objectifs ;

– *qu'en conséquence tout pays* ou ensemble de pays formant une union douanière est en droit, pour se rapprocher de ces objectifs, d'élever ses droits de douane ou d'en instituer de nouveaux, à *condition* que ces droits ne soient ni prohibitifs ni trop nocifs pour des économies étrangères ;

– que l'extension à tous les pays d'un avantage tarifaire accordé ou d'un désavantage *imposé* à certains n'est plus automatique parce que n'étant plus obligatoire ;

– mais que cette possibilité doit avoir pour contrepartie l'interdiction absolue de toute *limitation quantitative des importations* ou des exportations, quelles que soient les circonstances, et qu'est nécessaire un contrôle d'un organisme interna*tional sur tous* les *autres* obstacles non tarifaires qui n'auraient pas de solides justifications techniques.

Un collège international d'experts, placé auprès du secré*tariat du nouveau* GATT, aurait pour mission d'examiner toute décision douanière d'un Etat membre qui serait contestée. Il aurait à indiquer si elle lui paraît effectivement propre à y réduire à court ou à long terme le chômage ou à limiter son aggravation sans, pour autant, nuire trop gravement à d'autres pays. Un verdict négatif n'interdirait pas à cet Etat de prendre la mesure censurée, mais il légitimerait des représailles de la part d'autres, ce qui aurait un effet dissuasif. Ce collège aurait aussi pour mission de dénoncer les artifices protecteurs, dits de « zone grise ».

Certes, le volume total du commerce mondial se trouverait peut-être réduit quelque peu par ce nouveau protectionnisme, fût-il épuré. Mais qu'importe si, grâce à cela, nombre d'économies nationales pouvaient *mieux développer* des productions bien adaptées à leurs capacités humaines et naturelles ! Tous les autres pays, y compris les moins avancés, en bénéficieraient, car la prospérité est contagieuse.

(*) Ancien ministre. Auteur de *Pour un nouveau protectionnisme* (Le Seuil, 1978).

(1) *Relations historiques entre l'intensité des commerces extérieurs et la croissance des produits nationaux*, revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), février 1983. *Chômage en Europe et commerce mondial*, lettre de l'OFCE, mai 1987.

Une dernière ch...

pour le GATT

encore davantage qu'hier, à la modération.

Le Japon, mais aussi les nouveaux pays industrialisés, jusqu'ici trop ménagés aux yeux des Occidentaux, seront bientôt sur la sellette à Genève. *« Les difficultés concrètes que rencontrent les Européens pour pénétrer sur le marché japonais ne sont pas traités par l'Accord général : le GATT ignore les problèmes que soulève le comportement des opérateurs, des industriels, des distributeurs japonais. L'Uruguay round sera un échec s'il ne permet pas, d'une manière ou d'une autre, de régler ce problème d'accès »*, insiste M. Boitin.

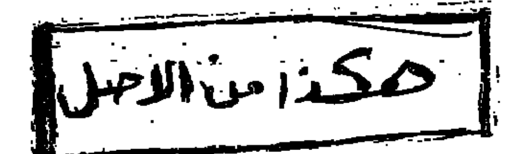
Quant aux NPI, Européens, Américains et Australiens considèrent unanimement qu'il devient absurde de les traiter, sur ce plan du commerce, comme des nations sous-développées. *« Le GATT établit des liens contractuels. Il convient que des pays comme le Brésil appliquent eux aussi ses disciplines »*, estime M. Blum.

Le salut par la négociation ! Les acteurs genevois, ragaillardis par l'effervescence studieuse des premiers mois du nouveau cycle, font preuve d'optimisme. Franchissant les étapes – autrement dit les difficultés de la négociation, dont on peut penser qu'elles seront amplifiées par les turbulences venues de Washington, – ils décrivent volontiers un Accord général régénéré, promu plutôt qu'affaibli, afin de tenir compte de l'importance croissante du commerce dans la psychologie économique collective.

Ce renouveau du multilatéralisme d'une organisation des échanges fondée sur la non-discrimination, devrait, chacun le souligne, avoir des prolongements institutionnels. Le GATT, simple cadre juridique, doté d'un secrétariat au rôle opérationnel modeste, deviendrait une organisation à part entière. Un forum de négociations où les ministres, à l'instar de ce qui se passe au FMI, se retrouveraient de façon régulière pour piloter le commerce. Ne s'agit-il pas de faire naître l'Organisation internationale du commerce (OIC) qui, suite à l'opposition américaine, n'avait pas vu le jour en 1948 ?

PHILIPPE LEMAITRE.





La chronique de Paul Fabra

Le SME : un étalon-deutschemark ou une zone franc ?

DANS un article récent (*le Monde* du 23 octobre), j'essayais de montrer que l'accord du Louvre sur la stabilisation du dollar revenait à faire rentrer les monnaies du SME dans la zone dollar. Je précisais que cela est probablement encore plus vrai depuis le lundi 19 octobre, jour du krach de Wall Street et de l'entrevue à Bonn du secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, et du ministre allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, au cours de laquelle la RFA a certainement été amenée à faire de nouvelles concessions. On a, en effet, tout lieu de penser que la « confirmation » de l'accord du Louvre obtenue des Américains par les Allemands comporte deux volets.

Premièrement, les autorités monétaires allemandes continueront de soutenir coûte que coûte le cours actuel de la devise américaine en acceptant, en cas de baisse, d'en racheter sur le marché. C'est par ce procédé, et par *nul* autre, qu'une monnaie devient « monnaie de réserve internationale ». Le dollar n'a jamais cessé de l'être, en ce sens que les banques centrales non américaines ont continué à détenir une partie importante de leurs actifs dans cette monnaie (sous forme de bons du Trésor américains). Mais, depuis la signature de l'accord du Louvre du 22 février dernier, il a retrouvé la plénitude de son statut. L'accumulation des dollars, de facultative qu'elle était devenue depuis que le cours de cette monnaie peut varier librement sur le marché (change flottant), est redevenue en fait obligatoire, puisqu'il a été convenu de le stabiliser et que le seul moyen de le faire actuellement est, pour les instituts d'émission d'Europe et du Japon, de racheter les montants qui trouveraient bien preneurs sur le marché, mais à un cours plus bas que le cours quasi officiel fixé actuellement autour de 1,8 DM pour 1 dollar (autour de 6 F).

Deuxièmement, le pays obligé d'acheter se voit imposer une servitude supplémentaire, celle de ne plus annuler les effets (potentiellement inflationnistes) de cet achat forcé par des ventes portant sur d'autres actifs. Une banque centrale émet de la monnaie en contrepartie des actifs qu'elle possède — or, mais surtout créances diverses nationales ou étrangères (bons du Trésor américains). La Bundesbank, à la suite de l'entretien Baker-Stoltenberg, toute « indépendante », qu'elle est, ne serait plus tout à fait libre d'alléger son compartiment de créances libellées en deutschemarks pour faire de la place aux créances sur le Trésor des Etats-Unis, récemment ajoutées à ses réserves. Même si cet engagement est souscrit pour la « bonne cause », ou plutôt dans de bonnes intentions (l'enfer monétaire en est pavé), à savoir contrebalancer par de l'inflation l'effet de déflation créé par la crise boursière, il est difficile de ne pas y voir une soumission encore plus complète au « système dollar ». Dans toute la mesure où le deutschemark est la monnaie phare du SME, c'est pratiquement toute l'Europe continentale de l'Occident qui, pour le pire beaucoup plus que pour le meilleur, voit ainsi ses monnaies rattachées au dollar.

La France, qui est, avec James Baker, le principal architecte de l'accord du Louvre, a poussé de toutes ses forces dans ce sens, parce qu'elle ne peut pas se permettre de voir le franc se revaloriser encore par rapport au dollar. Elle n'a laissé à l'Allemagne que le choix entre le ralliement de concert à la zone dollar ou bien la surévaluation isolée du deutschemark, ruineuse pour l'économie germanique et ses associés les plus proches, néerlandais et suisse. Voilà donc, à gros traits, mais sans fard, l'histoire récente du SME dans ses mésaventures avec l'extérieur.

L'histoire de ses relations internes laisse malheureusement voir des divergences de points de vue aussi grandes, des préoccupations aussi opposées et, ce qui est plus grave pour des pays censés préparer ensemble un grand marché unifié pour 1992 (lequel impliquera, si les mots veulent dire quelque chose, une certaine stabilité monétaire intra-européenne), une absence à peu près totale de compréhension mutuelle. Chaque administration nationale reste, pour l'essentiel, murée dans sa propre expérience et ses propres schémas de pensée, sourde aux arguments et aux préoccupations du partenaire. Cela n'est pas dû principalement à la malignité des hommes (la bonne volonté ne manque pas non plus et l'emporte probablement sur la mauvaise), mais à de profondes différences de conception. On ne se fait pas, notamment des deux côtés du Rhin, la même idée du rôle de l'émission monétaire et de la monnaie. Ce qui paraît un progrès souhaitable pour l'un passe pour une dangereuse facilité pour l'autre.

Une façon de prendre conscience de ces discordances est de comparer les idées que l'on a du SME à Paris et à Francfort-Bonn. Pour essayer de les caractériser, on serait tenté de dire ceci. A Paris, où — c'est aussi un aspect à prendre en considération — on reste fasciné par la solidité du deutschemark, on cherche simultanément à rendre moins rigide le fonctionnement du dispositif commun. Le SME est perçu comme un « étalon-deutschemark » dont la discipline, acceptée en principe, appelle des assouplissements. D'où la grande manœuvre qui a consisté, en acculant l'Allemagne à souscrire à l'accord du Louvre, à revenir à l'étalon-dollar, tout en ne maintenant une parité fixe officiellement reconnue qu'avec le deutschemark (mais désormais le deutschemark et le dollar sont eux-mêmes liés l'un à l'autre, selon des modalités, il est vrai, mal définies).

Si, en France, le SME est plus ou moins assimilé à une association avec le deutschemark (d'où, par compensation, l'attachement au symbole de l'ECU), en Allemagne, on redoute par-dessus tout de voir ce même SME se transformer subrepticement en source autonome d'inflation. Il ne l'est pas actuellement, mais il le deviendrait incontestablement si, comme cela pourrait être réalisé très facilement (moyennant un amendement apparemment « technique »), on changeait les statuts du SME pour en faire... une zone franc (et accessoirement une zone lire), qui serait comme un sous-compartiment de la zone dollar. Cela mérite explication.

A L'OCCASION de la dernière réunion des ministres des finances de la CEE tenue à Nyborg au Danemark, au cours de laquelle furent adoptées un certain nombre de réformes du SME sans doute utiles (pour les pays à monnaie faible), mais somme toute mineures, la France est revenue à la charge pour essayer d'en faire adopter une qui aurait changé la nature du système. Il s'agissait, sous couvert de renforcer le caractère européen du dispositif, d'organiser la détention, à titre de réserve de change, des monnaies des pays partenaires. Ainsi, la Banque de France, dont on affecte de déplorer qu'elle ne détient pas assez de deutschemarks dans ses actifs, pourrait en avoir davantage ; réciproquement, la Bundesbank pourrait — entendez : devrait — conserver des francs français, des francs belges, des lires italiennes, etc. ; de même pour la Banque des Pays-Bas et ainsi de suite. N'est-il pas « choquant » — tel est en tout cas, à l'usage des médias, le maître-argument — que les pays européens détiennent des dollars dans leurs actifs, mais pas, ou très peu, de monnaies de leurs partenaires au sein de la CEE ?

La réalité est, comme on le voit pour le dollar, qu'une Banque centrale ne peut accumuler en quantité significative une monnaie étrangère qu'à la condition que celle-ci soit, bon an mal an, plutôt orientée à la baisse qu'à la hausse. Voit-on la Banque de France acheter régulièrement des deutschemarks sur le marché, alors que cette devise a déjà une fâcheuse propension à se valoriser toute seule par rapport à notre monnaie ? Autant demander à notre institut d'émission de jouer contre le franc ! L'opération inverse aurait, selon toute probabilité, beaucoup plus d'occasions de se réaliser : chaque fois que la Bundesbank interviendrait sur le marché pour soutenir notre monnaie, il lui serait « recommandé » de conserver, à titre de réserve, une partie des francs achetés. Comme elle ne garderait ces avoirs que sous forme de comptes à vue non rémunérés, elle serait amenée à souscrire des bons du Trésor français et autres titres à court terme de notre dette publique.

Le franc serait ainsi promu au rang de vraie monnaie de réserve. Quant à la RFA, qui possède déjà de grosses quantités de bons du Trésor américains, elle ajouterait à son portefeuille des bons émis par les Trésors français, belge, italien, etc. L'Europe monétaire en serait-elle renforcée ? Ce n'est pas sûr. Le nouveau système mis en place, à l'instar du système dollar déjà en vigueur, serait une machine (moins performante, il est vrai) à fabriquer et à entretenir l'inflation. Le pays créancier, en l'occurrence la RFA, émettrait des deutschemarks pour financer les déficits de ses partenaires. Que ce mécanisme d'intervention soit formidablement déstabilisateur, les événements en cours en apportent derechef une preuve aussi éclatante qu'effrayante.

La réforme proposée, et jusqu'alors repoussée avec succès par la RFA, serait un changement total par rapport à la pratique actuelle. Selon les règles d'origine du SME, toujours appliquées, la Banque de France, si c'est le franc qui est attaqué sur le marché des changes, doit, dans un délai de quelques mois, racheter les francs que la Bundesbank a accumulés pour sa défense. Autrement dit, la Banque de France doit rembourser la totalité des concours illimités qu'elle a reçus (seule concession à la facilité : le délai, à l'origine de quarante-cinq jours en moyenne, a été rallongé depuis lors). Cette rigueur fait, si l'on peut dire, la beauté du SME, assurant sa parfaite neutralité à l'égard de l'inflation. Celle-ci peut bien exister en Europe, le SME en tant que tel n'y est pour rien.

Il fut un temps où M. Jacques Chirac (un peu avant et un peu après les élections de mars 1986) voulait redonner à la Banque de France son indépendance. Il a depuis lors renoncé à ce projet. Il explique son revirement par l'argument suivant : « *Regardez les technocrates de la Bundesbank, qui s'opposent à tous les projets de réforme du SME ; ils m'ont convaincu qu'un institut d'émission n'est pas moins technocratique qu'un ministère des finances ; les fonctionnaires des finances, au moins, sont contrôlés plus étroitement par le pouvoir politique.* »

Mais croire que la Bundesbank tient sa force de la toute-puissance de sa technocratie, n'est-ce pas là, précisément, une interprétation très « ENA » ? Il est une raison de douter de la justesse de cette interprétation : si la Bundesbank n'était qu'une technocratie (ce qu'elle est forcément en partie), elle exercerait son pouvoir sans légitimité, et un pouvoir sans légitimité n'aurait pas pu durer si longtemps, d'autant plus que les hommes politiques allemands sont souvent les premiers à s'impatienter de l'indépendance incommode de l'institut d'émission de Francfort. (« *Le statut d'autonomie de la Bundesbank est la croix que je porte* », aurait dit l'ancien chancelier Helmut Schmidt.)

LE secret de la stabilité monétaire allemande est sans doute implicitement révélé dans les propos que m'a tenus un haut fonctionnaire (français) de la Commission européenne présidée par M. Jacques Delors. Il croyait être très critique ; il prononçait à son insu un éloge : « *Le grand obstacle à la construction de l'Europe monétaire et à l'essor de l'ECU,* me disait-il, *c'est la constitution de la Bundesbank : songez que, à son conseil d'administration, ce sont les onze représentants des Länder* (Etats allemands) *qui ont la majorité. Ce sont des provinciaux nommés parce qu'ils ont l'appui des autorités élues par les Parlements locaux...* »

C'est parce que des « provinciaux » ont la possibilité d'exercer une influence sur la politique monétaire que celle-ci ne dévie pas trop des objectifs conformes aux intérêts et aux soucis des électeurs « locaux », c'est-à-dire de la population tout entière. Les électeurs français, s'ils avaient leur mot à dire, dans ces affaires réputées « hors de leur portée », exprimeraient-ils des préoccupations très différentes ? L'exemple de la Bundesbank, qui a prouvé qu'un pouvoir d'achat stable, des taux d'intérêts bas (en tout cas très inférieurs, de 40 % au moins, aux taux français) étaient possibles, n'est-il pas pour l'avenir de la construction européenne un meilleur gage que les inventions technocratiques, tels les « interventions intramarginales » au sein de la « grille de parité », l'ECU « unité de compte, mais monnaie à part entière quand même », et j'en passe ?

LE PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE 1987

Robert Solow, théoricien néoclassique de la croissance

par PIERRE-YVES HÉNIN (*)

L'AMÉRICAIN Robert Solow, qui vient de se voir attribuer le prix Nobel d'économie 1987, est un membre éminent de l'école keynésienne américaine. Ses travaux sur la croissance, au cours des dernières années, ont contribué à renouveler l'analyse du chômage.

Robert Solow est d'abord le père de l'analyse néoclassique, théorique et empirique, de la croissance économique. Pourtant, à ne retenir de son œuvre que cette face la mieux connue, on risquerait de ne pas rendre justice à l'envergure intellectuelle du nouveau prix Nobel d'économie.

Après avoir contribué au développement des modèles linéaires, sur lesquels il cosignera en 1958 un ouvrage fondamental avec P.-A. Samuelson et R. Dorfman, R. Solow publie à trente-deux ans les deux articles fondateurs d'une nouvelle approche de la croissance.

En 1956, il énonce les conditions et les propriétés d'une croissance régulière de plein emploi. En 1957, il propose et met en œuvre une méthode empirique de mesure des contributions à la croissance qui conduit à dégager un important facteur résiduel, identifié au progrès technique. Sans doute R. Solow a-t-il eu des précurseurs, comme J. Tinbergen sur le plan empirique, mais la maîtrise qui caractérise ses contributions devait imposer celles-ci comme textes de référence.

Pendant dix ans, R. Solow est à la pointe des développements de l'approche nouvelle : incorporation du progrès technique aux biens d'investissement, fonction de production plus générale que la « Cobb-Douglas » traditionnelle (avec notamment K. Arrow), substitution de facteurs limitée au moment de l'installation des équipements. Il relève les grands défis de la critique cambridgienne en traitant, en termes de taux de rendement, des biens capitaux hétérogènes et en montrant, en collaboration avec J. Tobin et d'autres, que la croissance équilibrée peut être stable même en l'absence complète de substitution entre les facteurs de production.

En un sens, R. Solow est devenu, aux yeux d'innombrables étudiants de par le monde, le prisonnier du succès de ses premiers articles, en attachant son nom à un modèle très simplifié dont la pertinence immédiate est relative à une économie fortement idéalisée. La fécondité du paradigme ainsi constitué s'est cependant confirmée lorsque, dans les années 70, le modèle néoclassique de croissance s'est révélé le cadre le plus adéquat pour traiter de l'exploitation des ressources naturelles épuisables. La contribution de R. Solow en 1974 s'attache à dégager en particulier des normes d'une répartition équitable d'un stock de ressources entre les générations, sur la base du critère de justice de Rawls.

La théorie néoclassique de la croissance équilibrée s'inscrit dans la perspective macroéconomique du keynésianisme de la synthèse. Elle est une théorie de la croissance possible que devait illustrer A. Okun avec le concept de produit national potentiel. A court terme, une politique économique active doit arbitrer au mieux entre la recherche d'un niveau élevé d'emploi et le risque de l'inflation.

En 1959, avec P. Samuelson, qui fut son maître, c'est R. Solow qui propose de réinterpréter la courbe de Phillips comme l'ensemble des combinaisons taux d'inflation-taux de chômage, entre lesquelles doit choisir la politique économique. On le retrouve en 1969, s'opposant à M. Friedman, pour lequel l'indexation complète des salaires sur l'inflation anticipée ramène nécessairement l'économie dans le long terme à un taux naturel de chômage.

Ni Pangloss ni Candide

Un article de 1968, avec J. Stiglitz, sur l'équilibre macroéconomique à court terme est généralement cité parmi les travaux précurseurs de la théorie moderne des déséquilibres. Pourtant, l'essai ne sera pas transformé, sans doute parce que le néokeynésianisme américain, auquel il se rattache désormais, s'interdit, même à titre d'hypothèse de travail, de poser *a priori* les salaires ou les prix comme fixés, convention qu'admettent au contraire les néokeynésiens européens comme J.-P. Benassy ou E. Malinvaud.

R. Solow considère que la théorie économique doit expliquer dans le même temps les rigidités salariales et le chômage qu'elles peuvent entraîner, et ce principe constitue la trame de ses travaux récents. Il anticipe en 1979 ce qui deviendra l'argument du « salaire d'efficience », en remarquant que les entreprises peuvent renoncer à ajuster les salaires à la baisse pour ne pas dégrader la productivité du travail.

Il montre, avec J. Mac Donald, comment les processus de négociation entre syndicats et employeurs peuvent stabiliser les salaires au détriment de l'emploi. Dans ce sens, il souligne, en 1985, le poids différent que ces négociations attachent aux intérêts des *insiders* déjà employés par l'entreprise, par opposition aux *outsiders*, qui postulent de l'extérieur.

Ces travaux comportent un enseignement méthodologique auquel R. Solow, qui participa à l'administration démocrate du président Johnson, est très attaché : les outils de l'analyse économique moderne ne doivent pas être utilisés à masquer les dysfonctionnements profonds de nos économies occidentales, mais peuvent, en revanche, par le choix d'hypothèses appropriées, permettre d'en rendre compte et de les combattre.

Nul doute que, dans la conférence que prononce traditionnellement à Stockholm le lauréat du prix Nobel, R. Solow n'ait l'occasion de réaffirmer la ligne de conduite qu'il s'assignait en 1980 dans son discours de président de l'American Economic Association : « *Ni Pangloss ni Candide* », il assume la tension entre l'efficacité des marchés et leurs défaillances.

(*) Professeur à l'université Paris-I.

PANCHO

Rectificatif

Dans le graphique sur le volume d'affaires dans la City publié dans le *Monde Economie* du 20 octobre dernier, les trames foncées reflétaient les opérations de la *clientèle* et les trames claires celles des *intermédiaires*, et non le contraire, comme la légende l'indiquait à la suite d'une inversion.

L'explosion des marchés financiers

Un numéro entier de *Dossiers et Documents* sera consacré en novembre à la Bourse, à la déréglementation et à l'énorme poussée des transactions, ainsi qu'aux déséquilibres entre le monde financier et l'économie réelle auxquels la crise d'octobre sert de révélateur.

En vente dans les kiosques à partir du lundi 9 novembre.

Economie

SOMMAIRE

■ Le marché de Hongkong a vu ses cours baisser de 30 %, lundi 26 octobre, jour de sa réouverture, alors qu'il avait bénéficié d'un concours important des autorités monétaires locales pour accroître ses liquidités. Le marché de Tokyo a connu une chute de près de 5 %. (*Lire ci-contre.*) ■ Le président du CNPF, M. François Perigot, a estimé au « Grand Jury RTL-*le Monde* » que le gouvernement doit continuer les privatisations, au moment même où le Parti socialiste hausse le ton et demande l'arrêt du programme. (*Lire ci-dessous.*) ■ Huit délégués de la CGT Renault sont poursuivis pour violence sur le site industriel de Billancourt en 1986. Ils bénéficient d'un fort soutien de leur confédération et du PC. A la Régie, les ouvriers semblent préoccupés avant tout par le nouveau plan de restructuration. (*Lire page 44.*) ■ Le climat social se détériore dans le secteur public italien, notamment dans les transports aériens, où les initiatives de la base non contrôlées par les syndicats se multiplient. (*Lire page 45.*)

Les marchés financiers dans l'attente des négociations budgétaires américaines

Nervosité et incertitude dominent plus que jamais la scène internationale en ce début de semaine. Les marchés asiatiques ont prouvé que la tourmente n'est pas encore calmée, même si l'écroulement de la Bourse de Hong Kong constitue une réaction tardive après quatre jours de fermeture. Les cambistes s'interrogent pour leur part sur l'attitude de la Réserve fédérale américaine. En *cas d'interventions concertées* des banques centrales, les Américains joueront-ils à nouveau la copération pour stabiliser le billet vert ? Tout dépendra en fait de la capacité de la Maison Blanche et du Congrès américain à trouver un terrain d'entente sur un sujet majeur, la *réduction du déficit budgétaire* américain.

En admettant, le jeudi 22 octobre, la nécessité de trouver rapidement un compromis, le président Ronald Reagan a lancé des grandes manœuvres dont les marchés financiers et monétaires suivront le déroulement, pas à pas. L'allocation hebdomadaire radiodiffusée du chef de l'exécutif *n'aura pas apporté grand* éclaircissement. En réaffirmant qu'une poussée *protectionniste ne* ferait qu'aggraver les problèmes nés du déficit commercial américain, M. Reagan a sans doute partiellement rassuré ses partenaires. En indiquant que, sur le thème budgétaire, chaque « *partie doit apporter sa contribution* », il a laissé la porte ouverte à toutes les hypothèses. Le responsable des conseillers de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel a indiqué, le dimanche 25 octobre, qu'un gel des dépenses constitue l'une des « *options considérées* » ainsi que la limitation de certains « *abris fiscaux* » pour augmenter les recettes. Mais tous les spécialistes sont d'accord pour estimer extrêmement difficile à relever le défi d'une réduction des déficits. La baisse de 23 milliards de dollars prévue par la loi *Gramm-Rudman* pour l'exercice budgétaire de 1988 et qui sera automatiquement *appliquée en l'absence* d'un accord avant le 20 novembre, constituait déjà un objectif ambitieux. Si l'économie américaine se ressent, comme on peut le penser, de l'électrochoc boursier de la semaine *dernière, il sera encore plus difficile* au gouvernement fédéral de compenser *des recettes amoindries.*

Dans cette optique, M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP et ancien directeur du Trésor, préconise dans une interview accordée à la *Tribune de l'économie* de reprendre l'idée chère au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, de *définir* au sein du groupe des sept principales *puissances industrielles les moyens « de compenser, au moins en partie l'effet dépressif que pourrait avoir »* un ajustement de la politique économique américaine en assurant une croissance supplémentaire de 1 % en Europe.

En attendant de pouvoir mieux évaluer les *rapports de forces* aux Etats-Unis comme entre Washington et ses partenaires, l'humeur des marchés des changes était à l'attentisme. La glissade du dollar, amorcée le vendredi 23 octobre après-midi avec un recul de plus de 1 % ne s'est pas poursuivie le lundi 26 octobre. Les cours du billet vert s'établissaient à 1,776 marks contre 1,80 trois jours plus tôt, 5,95 F contre 6 F et 141,90 yens contre 142,50 yens.

F. Cr.

Hongkong : chute de 30 % lundi

La réouverture de la Bourse de Hongkong le lundi 26 octobre, s'est opérée dans un climat de panique de vente. « *On attendait une crucifixion et elle s'est produite* », commente un agent de change de la colonie. A la clôture, l'indice Hang *seng avait chuté de 1 126* points, soit presque un tiers de sa valeur à l'ouverture (3 362). *La fermeture* du marché, le lundi 19 octobre, lorsque *l'index était tombé de* 400 points, n'a fait que différer la chute des cours d'un marché hyperspéculatif. Et, bien que les observateurs estiment que le marché devrait se stabiliser, on craint une poursuite de la « *plongée* » dans les prochains jours.

Le marché à terme, qui est le plus sensible, compte tenu des opérations en cours estimées à une valeur de 2 milliards de dollars, a chuté de manière spectaculaire, perdant 150 points, le maximum autorisé. Les contrats pour novembre et décembre ont dû être suspendus.

Les mesures prises par les autorités financières de la colonie pour enrayer la chute des cours se sont révélées peu efficaces : le gouvernement de Hongkong a accordé un effet, le dimanche 25 octobre, une aide de 2 millards de dollars Hongkong, soit 1,5 milliard de francs à la Futures Guarantee Corp., le fonds de garantie qui couvre les défaillances sur le marché à terme de la colonie. La moitié de cette somme sera accordée directement par le *gouvernement, l'autre provenant* des principaux opérateurs sur le marché à *terme* et des *actionnaires du fonds* de garantie, parmi lesquels des banques locales et internationales. Cette aide, selon le secrétaire aux finances de Hongkong, permettra au fonds de garantie de s'acquitter de ses obligations envers les opérateurs en difficulté sur le marché à terme à la suite de la baisse brutale des cours.

Toujours dans un souci d'éviter l'écroulement des cours, le gouvernement de Hongkong avait également autorisé l'un des plus puissants hommes d'affaires de la colonie, M. Li Ka-shin, à acheter 35 % des actions de ses propres sociétés sans faire d'offre publique afin d'éviter un krach prévisible.

Dès l'ouverture de la Bourse, le 26 octobre, les cours tombaient rapidement de 25 %. Une légère remontée était enregistrée en milieu de matinée, mais la chute reprenait jusqu'à la clôture. A l'inquiétude se mêle un sentiment de malaise. La décision de fermer le marché, le lundi 19 octobre, afin de donner aux opérateurs le temps d'ajuster les transactions a été très contestée, certains faisant valoir qu'elle visait surtout à protéger quelques gros spéculateurs de la place. En fait, les transactions qui se sont opérées pendant les quatre jours de la fermeture sur ce qu'il est convenu d'appeler le « marché gris » (avant les cotations officielles) se sont soldées par une chute *de facto* de l'indice de 500 points, – qu'il a fallu rattraper à l'ouverture du marché – ce qui explique la chute vertigineuse des cours dès les premières *minutes. La* fermeture du marché boursier de *Hongkong et l'aide financière du* gouvernement, non seulement n'ont *pas évité le crash, mais encore elles* risquent d'entamer la réputation de *la colonie comme place de l'ultra*-libéralisme.

PHILIPPE PONS.

Tokyo : la baisse, encore la baisse

TOKYO
correspondance

La baisse, encore la baisse. Avant de plonger à nouveau, le lundi 26 octobre, le marché de Tokyo n'a hésité qu'un moment. Une apparence de fermeté après l'ouverture était suivie d'une chute verticale dans la matinée. A 11 heures, l'indice Nikkeï avait cédé 949,41 yens. Après la pause du déjeuner, il cédait encore près de 700 yen, repassant les 22 000 yen.

A 14 heures, la chute atteignait 1 678,70 yens. Le Nikkei touchait alors 21 620 yens, enfonçant le plancher atteint le 20 octobre, au plus fort de la crise.

Et puis, soudainement, peu avant la clôture, les grandes maisons de courtage et les investisseurs, demeurés l'arme au pied la semaine dernière, intervenaient massivement. Les autorités de tutelle, autrement dit le *ministère* des finances, étant passées par là, affirme un spécialiste *étranger*, qui dénonce un marché « *sous influence politique* ». Les « quatre grandes » maisons de courtage (Nomura, Daiwa, Nillo et Yamaichi) ont acheté pour leur propre compte et non pour leurs clients, ajoute-t-on sur la place. Bilan de la journée : le Nikkeï cède tout de même 1 096 yens, près de 5 %, le troisième recul le plus important après ceux du « mardi noir » et de vendredi dernier.

Coupable :le dollar, qui a reculé brutalement sur le marché des changes. Le billet vert a perdu 2,30 yens dans la journée, à 141,85 yens, après s'être approché dangeureusement des 141 yens.

Les mauvaises nouvelles venues du marché des changes précipitaient la baisse des vedettes de l'exportation, électriques et automobiles. La quasi-totalité des autres valeurs de la cote suivaient.

La journée de lundi a donc démenti les propos rassurants, sur le thème : Le pire est passé.

Le potentiel de baisse est encore considérable, estime un spécialiste. Sur les *écrans*, les projections laissent prévoir une chute du Nikkeï en dessous des 20 000 yens, dans un avenir très proche. Les plus pessimistes n'excluent pas, désormais, un retour au niveau du début de l'année, un peu *au*-dessus de 18 000 yens.

Les perspectives sont très sombres pour le dollar. A Tokyo, tous les opérateurs ont à l'*esprit* l'énorme vente aux enchères de bons du Trésor américain à la mi-novembre (28 milliards de dollars). « *Cela va se passer très mal* », estime un courtier, reflétant le sentiment général. « *Les Japonais n'iront pas* », signifiant par là que l'épargne japonaise va *moins financer les déficits* américains. Une rumeur insistante circule *même sur* la place : cette vente pourrait être retardée ou annulée.

Les banques centrales vont être *mises au défi*, dans les heures ou les jours qui viennent, estime-t-on à Tokyo. Le dollar a, paradoxalement bien résisté à la tempête boursière de la semaine dernière. Mais l'épreuve de force est encore à venir. « *Le pire est, sans doute, devant nous* », confie un courtier.

BERNARD HAMP.

Le débat sur l'avenir des privatisations

« Il faut poursuivre le programme » déclare M. Perigot au « Grand Jury RTL-le Monde »

L'ouragan qui s'est abattu sur les marchés financiers internationaux, et qui est venu d'ailleurs, c'est-à-dire des Etats-Unis, a touché la France mais n'a pas ébranlé les entreprises françaises, qui s'en sortent tout à fait indemnes », a déclaré dimanche 25 octobre, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. François Perigot, président du CNPF.

Le « patron des patrons » a ajouté « *qu'il ne fallait donc pas changer le cap qui a été pris, qu'il était nécessaire de continuer le redressement du pays et de poursuivre les privatisations* ».

M. Perigot s'est déclaré convaincu que le marché financier dispose d'importantes réserves et que « *les épargnants répondront positivement lorsque de nouvelles privatisations leur seront présentées* ». « *Il faut que l'entreprise revienne au secteur privé. Les pays dans lesquels ce n'est pas l'initiative privée qui est aux commandes de l'économie ne sont pas les plus performants.* » A nouveau, il a décerné un *satisfecit* à la politique économique suivie depuis mars 1986, mais a souhaité que le gouvernement prenne des mesures de stimulation de l'investissement.

Après avoir assuré que le CNPF avait encore un rôle à jouer « *même dans une ambiance de déréglementation de l'Etat et de libéralisation de l'économie, notamment pour veiller à la définition et au respect des règles du jeu, et pour faciliter l'internationalisation des entreprises* », M. Perigot a exprimé son opinion sur les salaires : « *Les salariés ont accepté que soient déconnectés le coût de la vie et les augmentations de salaires. Il faut absolument maintenir ce principe. Mais, chaque fois que c'est possible, chaque fois qu'une entreprise a restauré ses marges, il est souhaitable qu'elle fasse appel à toutes les formules de participation et d'intéressement qui existent. Lorsque les résultats sont bons, les salariés doivent en profiter.* »

Enfin, le président du CNPF a prononcé un vigoureux plaidoyer en faveur de l'Europe, « *une chance fabuleuse pour les entreprises* ». Mais il existe « *trois risques* » :

– Que cette Europe devienne « *la revanche des bureaucrates* » ;

– Que l'Europe sociale soit « *mal comprise.* » « *Il faut se méfier de la tentation de régenter les conditions de travail pour l'ensemble des entreprises européennes* » ;

– Que les Européens « *fassent preuve de naïveté vis-à-vis de l'étranger* ». « *Certes, l'Europe devra être ouverte sur le monde, mais nous devons exiger de nos partenaires la réciprocité aux avantages que nous leur donnerons.* »

Le raidissement du Parti socialiste

M. Lionel Jospin, *premier secrétaire* du PS, a confirmé, le samedi 24 octobre, le durcissement – perceptible depuis mercredi dernier (*le Monde* du 23 octobre) – des positions de son parti sur les privatisations. Jusqu'à la récente tempête boursière, les socialistes, à travers des prises de position en ordre dispersé, donnaient surtout l'impression de chercher leurs marques, tout en se montrant soucieux de ne pas prêter le flanc à des accusations de parti pris idéologique. Nul ne se risquait à affirmer que toutes ces sociétés seraient renationalisées. La position la plus précise, et la plus radicale, était celle exprimée par M. Jean-Pierre Chevènement au «Club de la presse d'Europe 1» le dimanche 11 octobre : renationaliser tout ce qui, à partir d'aujourd'hui, serait privatisé. Cette position avait été reprise à son compte par M. Mauroy.

Après quelques hésitations, M. Jospin *affirmait* que telle serait l'attitude de son parti.

Il justifie cette *radicalisation* en affirmant qu'elle répond à l'obstination du *gouvernement* à continuer son programme de privatisations. Ce *durcissement* a aussi ses justifications internes. En imposant au parti la ligne la plus dure, quitte à *contraindre certains* dirigeants, soit au silence, soit à l'expression de leur désaccord, soit à un tête-à-queue brutal, M. Jospin a probablement voulu *empêcher* M. Chevènement, et surtout M. Mauroy, de le doubler sur sa gauche. Plusieurs dirigeants socialistes, notamment M. Bérégovoy *et* Mme Cresson, *qui* ont *émis* des avis plus modérés, sont ainsi placés *en situation inconfortable.*

En procédant ainsi, M. Jospin *prend le risque de placer son parti* en porte à faux avec la fraction de l'opinion «*flottante*» susceptible de voter à gauche en 1988, mais qui ne veut *pas que* le PS *retourne* à *son* passé «sectaire». Selon un sondage IPSOS *paru dans le Journal du dimanche* (1), 47 % des Français *donnent tort au PS (28 % l'approuvent)* pour avoir engagé une polémique avec le *gouvernement* à ce propos. 8 % seulement jugent que le *gouvernement porte* sa part de responsabilité dans la crise boursière à *cause de sa politique* de privatisation. Toutefois, 56 % des personnes *interrogées souhaitent une «pause»* dans les privatisations.

(1) Sondage réalisé par téléphone les 23 et 24 octobre sur un échantillon représentatif de 802 personnes.

40 % des petits actionnaires de la BTP ont revendu leurs titres

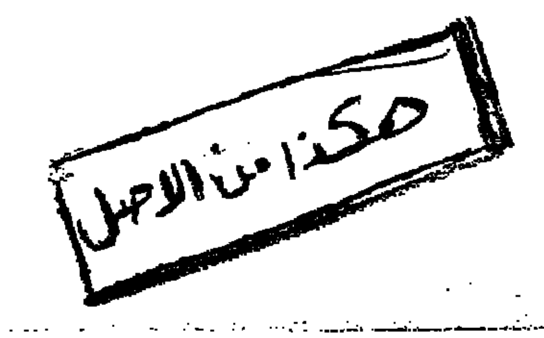
Au moins 40 % des titres acquis initialement à l'occasion de l'OPV (Offre publique de vente) de la BTP (Banque du bâtiment et des travaux publics) ont été remis sur le marché, écrit le président du directoire, M. Yves Le Guay, dans la lettre trimestrielle de cette banque privatisée en avril dernier.

« *Ce mouvement naturel, qui se constate également avec plus ou moins d'ampleur pour les autres sociétés privatisées, va certainement nous conduire à retrouver un actionnariat plus naturel* », poursuit M. Le Guay, c'est-à-dire un « noyau dur » constitué par des entreprises et des organismes du bâtiment-travaux publics. Seuls les particuliers avaient pu participer à la privatisation.

Les 40 % calculés par M. Le Guay l'ont été avant les mouvements boursiers des dix jours passés.

Bonn négocie un crédit de 4 milliards de marks à la RDA

Des négociations sont en cours entre Bonn et Berlin-Est sur l'octroi d'un *crédit* bancaire *ouest-allemand* de 4 milliards de marks (13,2 milliards de francs) *indique l'hebdomadaire Der Spiegel* du 26 octobre. La banque bavaroise *Bayerische* Vereinsbank doit à nouveau diriger le *consortium chargé de ce crédit* dont une part sera garantie par *l'Etat fédéral. En 1983*, M. Franz-Josef Strauss avait été à l'origine d'un *premier crédit ouest-allemand* à la RDA pour un montant d'un milliard *de marks. Cette fois-ci*, l'Allemagne de l'Est s'engagerait à utiliser une *part des crédits octroyés à la* modernisation des voies de communication entre *Berlin-Ouest et la* RDA.



Économie

Les remous sur les marchés monétaires

POINT DE VUE

La baisse n'est pas terminée

par Eric Helbronner
gérant de portefeuilles indépendant

COMPARÉ à ce que les épargnants et les investisseurs viennent de vivre, Waterloo ne fut qu'un aimable pique-nique. Il est en effet assez rare de voir des joueurs s'échapper d'un casino en courant (*cf* : la première heure de transaction du mardi 20 octobre). Comme tous les accidents, les causes sont connues : déficits budgétaire et commercial des Etats-Unis démentiels, taux d'intérêt anormalement élevés, désaccords monétaires au sein des grands argentiers, etc. Les commentateurs de la presse à sensation financière ont parfaitement décrit les faits.

La chute salutaire du cours des actions a sevré et appauvri provisoirement d'innombrables intoxiqués du gain facile, elle n'a rien résolu. La baisse désirée ou voulue du dollar par les autorités américaines est une facilité, en aucun cas une thérapie. L'Amérique consomme trop, exporte trop peu. De ce fait, l'affaiblissement de leur devise est un leurre. Il ne permet pas une amélioration significative de leur solde extérieur.

Se faire interdire de jeu

Venant de subir des pertes considérables (impossibles à chiffrer en milliards de dollars) des millions d'actionnaires de l'autre rive — là-bas leur nombre autorise le vocable « actionnariat populaire » — doivent non seulement liquider une partie de leur actif pour couvrir ce qu'ils ont perdu à *terme* (*facteur baissier pour* Wall Street fin octobre, *début* novembre) mais surtout ne considérant plus comme acquises des plus-values fictives. Chacun sait, ou ne sait pas encore, que lorsque l'on se croit riche, on joue à l'être. L'Américain va se sentir appauvri et va rechercher sa situation passée. Comment ?

En reconstituant une épargne jusqu'alors la plus faible en pourcentage du revenu disponible des pays riches, en faisant moins appel au crédit bon marché. Le redressement du commerce extérieur américain passe par cette réduction drastique de la consommation des ménages. On peut anticiper à cet effet une amélioration réelle en novembre, chiffre connu vers le 15 janvier. D'ici là, chaque intervenant français devrait se faire interdire de jeu auprès de la Chambre syndicale des agents de change, autorité compétente : les raisons sont à la fois objectives et psychologiques.

Pour les premières :

1) Persistance de taux d'intérêt *élevés. En effet, le financement du* déficit budgétaire des Etats-Unis est une œuvre sociale et lucrative. N'y voyez aucune antinomie, le *contraire impliquerait le retrait massif* des capitaux principalement nippons.

2) A quatorze mois de son terme, l'administration Reagan, après sept années de myopie, n'acceptera pas par coquetterie de porter des verres de contact. Après tout, un credo c'est comme un péché : *quand* on en a trouvé un bon, pourquoi en changer ? On *contingentera le nombre de trom*bones utilisés par chaque ministère, cela ne suffira pas à mettre en application la loi Gram-Rudman — équilibre *budgétaire réalisé* à l'horizon de cinq ans. Laissons à nos successeurs le soin d'être impopulaires, préférons pour l'instant l'inflation à la récession ;

3) Les spéculateurs français vont prochainement massacrer le marché au comptant *et le second marché* pour couvrir leurs dettes : la non-liquidité de ces marchés offrira de superbes opportunités aux plus patients.

Pour les secondes :

1) A l'heure actuelle, et pour l'heure *suivante d'ailleurs, il existe* autant d'affinités entre M. Baker et M. Stoltenberg qu'entre le fêtard habitué des nuits parisiennes et le prieur de *la* Grande Chartreuse. On nourrira donc les marchés drogués à coups d'expédients : injections massives de liquidités, affirmations des accords *négatifs passés : Lou*vre, Venise et répétition... ;

2) Un grand traumatisé de la route vers la richesse ne sort jamais indemne de son établissement financier. Des semaines, des mois seront nécessaires pour lui permettre de recouvrer toute sa lucidité.

3) On a proposé à trois millions de Français de prendre des risques. Ce n'est pas leur métier.

Vendeurs à découvert, acheteurs de « puts », vendeurs de « calls », personne n'a gagné. Les boursiers *savent maintenant qu'il n'existe* plus que des valeurs de « célibataire ». Toute la profession se doit de faire une « pause », après un tel *choc. La quatrième vague* d'Elliott (1) nous a jetés sur le sable. Pour la cinquième et dernière annoncée, attendons pour remonter sur la planche, le *surf* est un sport dangereux.

---

(1) *Selon l'Américain* Nelson Elliott, *qui a étudié, sur une longue durée,* les cycles de variation des cours sur les marchés des changes et des actions, ces variantes revêtent la forme de « vagues ». De telles vagues déferlent, avec des vaguelettes intermédiaires, sur un rythme de trois à la baisse pour cinq à la hausse.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMINVEST

Société immobilière d'investissement
27, rue Laffitte, 75009 Paris

Le conseil d'administration s'est réuni le 14 octobre 1987, sous la présidence *de M. Jacques Ruscon, pour prendre* connaissance de la situation au 30 juin 1987 et de l'activité de la société.

La progression du résultat courant, qui s'établit à 8,36 MF contre 7,07 MF au premier semestre 1986, est essentiellement due à la mise en location des bureaux de Levallois intervenue en décembre 1986.

La variation du résultat net (8,4 MF contre 11 MF au premier semestre 1986) n'est pas significative, une cession d'immeuble étant intervenue durant le premier semestre 1986.

Dans le cadre de la politique d'arbitrage précédemment entreprise par la société, les derniers bureaux du Belvédère ont été vendus en août dernier.

Les conversations engagées avec les sociétés SIMNOR et COMPAGNIE LYONNAISE IMMOBILIÈRE, afin d'étudier les possibilités d'un regroupement, se déroulent favorablement.

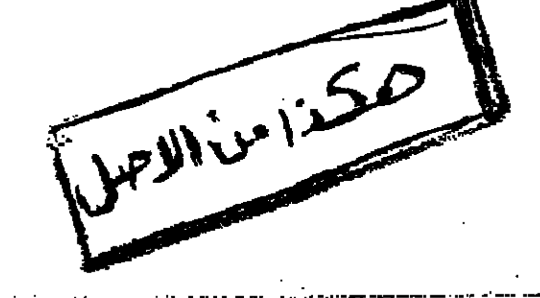
Compte tenu des résultats au 30 juin 1987 et des éléments connus à ce jour, le bénéfice net de l'exercice devrait permettre une sensible augmentation du dividende.



Le conseil d'administration, réuni le 22 octobre 1987, a arrêté les comptes semestriels au 30 juin 1987, qui font ressortir pour la société mère un bénéfice de 25,9 millions de francs, contre *14,6 millions de francs au 30 juin 1986.* Au cours du second semestre, la progression constatée se poursuivra.

En ce qui concerne les données consolidées, il se confirme que le chiffre d'affaires de l'exercice 1987 sera de l'ordre de 9,5 milliards de francs, contre 8,7 milliards de francs l'année dernière, et que le bénéfice net consolidé, qui s'était élevé à 140 millions de francs en 1986, dépassera cette année les 160 millions de francs prévus antérieurement.

COLAS reste en tête de sa spécialité et aura *réalisé* cette année, *tant en* France qu'à l'International, de nombreux ouvrages routiers, en particulier en Amérique du Nord.



Économie

Billancourt du rouge au noir

Un procès pour violences intenté à huit militants CGT de Renault-Billancourt. Des licenciements annoncés. Des immigrés qui se sentent abandonnés... La « forteresse ouvrière » sombre dans le désespoir et dans les divisions.

(Suite de la première page.)

Même les démonstrations publiques n'attirent plus, comme celle qui fut organisée sous les fenêtres de l'inspection du travail. Il y avait bien 500 manifestants, mais seulement un gréviste venu de Billancourt. Tous les autres étaient des salariés mandatés de Renault ou de la région parisienne.

« Il n'y en a que pour les « dix », répètent les ouvriers, démoralisés. *« Qu'est-ce que ça peut faire à tous ceux qui partent jour après jour, les Mohamed et les autres ? »* Ils évitent de signer des pétitions ou, s'ils le font, parfois par crainte, dissimulent leur nom. *« De toute manière, cela n'a pas d'importance »*, confient-ils d'un air las.

« C'est scandaleux, s'exclame Abdou, un Sénégalais de cinquante-deux ans, vingt-trois ans d'ancienneté. *Tous les jours la CGT et le PCF distribuent des tracts pour défendre les dix. On ne parle jamais de nous. »*

Sans heurts ni illusions, le divorce est consommé. Depuis toujours, le vote immigré allait massivement à la CGT (80 %), bien relayé par les délégués africains et surtout maghrébins. *« Le système ne fonctionne plus »*, assure Djoudi, quarante-huit ans, vingt-deux ans d'ancienneté. *« Maintenant, c'est le sauve-qui-peut. »* Nombreux sont ceux qui ont abandonné en silence ou simplement pris leurs distances.

La cassure est devenue effective il y a un an ou deux, l'occupation d'octobre 1985 ayant servi de déclic. A l'époque, tous le disent, la CGT, réduite à une poignée de dirigeants, s'enferma derrière les portes après *« un vote bidon »*. A propos d'une revendication, il y avait certes eu 3 000 voix pour et 800 contre, mais l'action elle-même avait été une surprise. *« En fait*, juge Azzedine, responsable CFDT, approuvé par les autres, *nous avons assisté à une lutte d'influence entre la CGT et la direction. »* Contraints de demeurer à l'extérieur de l'usine, les ouviers, pour la plupart immigrés, se sont déclarés prêts à travailler et ont perçu leur salaire. Débordée, la CGT a conseillé à ses troupes d'en faire de même, et rares ont été les retenues.

Productivité en hausse

Dès ce moment, tout était joué. Majoritaire, le syndicat s'appropriait « par délégation » le pouvoir de protester en lieu et place d'une masse abasourdie. Il pouvait continuer selon sa propre logique et développer une stratégie déconnectée de la réalité et des besoins. L'*« immigré de service »*, ainsi que se qualifie Ahmed, quarante-quatre ans, ancien délégué CGT, savait à quoi s'en tenir, supplétif devenu inutile et désormais ignoré. En revanche, le climat changeait dans l'usine.

Les mêmes ouviers immigrés se mettaient à travailler *« comme des fous »*, battant les records de production. *« La productivité a augmenté, l'absentéisme a chuté,* note Daniel Labbé, dirigeant de la CFDT-Renault. *Billancourt est la deuxième usine du groupe pour la qualité. Les fourgonnettes Express rivalisent avec les R 25 alors que les installations sont vieillottes ! » « C'est simple,* reprend Azzedine, *la CGT sert de défouloir psychologique et la direction a récupéré la force de travail. Le partage est étanche. »*

Les immigrés sont doublement victimes de cette redistribution des cartes. Abandonnés par leur syndicat, ils se retrouvent seuls ou presque, menacés de perdre leur emploi. Or ils sont particulièrement représentés dans les catégories visées par les réductions d'effectifs, les agents de production (ex-OS) et les ouvriers P1. Opposée à toute idée de plan social (1), la CGT ne les défend pas individuellement quand ils sont convoqués *« rue de la Ferme »*, leur hantise. Amenés, *« par peur »*, à se surpasser à leur poste de travail, ils se découvrent isolés, entraînés dans une course d'autant plus invivable que, âgés, usés, malades ou handicapés à la suite d'accidents du travail, ils éprouvent des difficultés à suivre les cadences. Hamidou, un Sénégalais de cinquante-deux ans, à Billancourt depuis février 1968, enrage. Diabétique et malade du cœur, il ressasse : *« Je suis au pays des droits de l'homme, de la démocratie. On n'a pas le droit de me faire ça. J'ai toujours été un honnête travailleur. »* Prié de ne plus venir pointer, ayant opté pour la mobilité, à Douai ou à Flins, peu importe, il attend qu'on lui fasse savoir s'il sera accepté, mais ne se fait pas d'illusions. Tant d'autres, qui sont dans son état, ont déjà essuyé des refus et ont été condamnés au licenciement « sec ».

« Mon avenir est fini »

C'est que le drame humain de Billancourt s'amplifie de maux plus anciens, particuliers à cet ancien fief. Depuis les années 1973-1974, on n'embauche plus guère. Les plus dynamiques sont partis, écœurés. Reste une population vieillie, finalement peu qualifiée, longtemps assistée, voire maternée, qui fonctionne *« dans un monde clos »* et ne comprend pas ce qui lui arrive. *« L'an prochain je devais avoir la médaille du travail »*, rappelle Hamidou, mi-ironique, mi-amer, condamné au départ.

Tous arrivés à des âges respectables — quarante-sept où quarante-huit ans en moyenne, — ils se savent sacrifiés, l'aide au retour tout comme la reconversion survenant trop tard. *« Mes enfants — huit aujourd'hui — sont trop jeunes »*, dit Amadhi, un Sénégalais. *« En France ou au Maroc, que voulez-vous que je fasse »*, demande Barek, cinquante-deux ans. *« Mon avenir est fini... et je n'ai pas de formation. »*

A l'usine, ceux qui restent et s'épient retrouvent les habitudes d'antan, quand ils étaient jeunes immigrés. Durs à la peine, dociles jusqu'à l'excès, ils font tout pour se maintenir alors qu'ils n'en ont plus toujours les moyens physiques. *« Je suis entré comme un taureau dans l'arène,* se souvient Ahmed, terrassé par son licenciement, hébété. *J'étais le plus rapide. Quand il fallait faire tenir deux ou trois postes par un seul, on m'utilisait comme prototype. Je réussissais, je n'y arrive plus. »*

Sur la chaîne, le climat s'est tellement dégradé que chacun redoute de se faire repérer. Une course par élimination est engagée où, à tout instant, le chef peut dire : *« Si tu n'es pas content, tu peux aller rue de la Ferme. » « Quand on dit à quelqu'un que son poste est supprimé,* raconte Omar, *ses copains l'évitent. Il a la peste. »*

Dans les conversations, reviennent des angoisses, liées à l'*« effet Le Pen »*, à la crainte quotidienne de l'expulsion. Ils évoquent les précédents de Citroën-Aulnay et sont encore meurtris par les événements de Talbot-Poissy. Certains y trouvent d'ailleurs une explication de l'attitude incompréhensible de la CGT. *« Ce n'est plus la CGT-Renault, c'est la CGT-PCF »*, constate Amadou, quarante-cinq ans. Le syndicat ne veut plus se confondre avec les immigrés et fait en sorte que l'électorat ne soit pas troublé par une effervescenc incontrôlable.

Au-delà, font remarquer les plus lucides, tel Farouk, c'est la fonction du travailleur immigré qui est en cause. *« Personne ne s'est soucié de préparer la reconversion des OS, pas plus la direction que la CGT »*, explique-t-il. Les deux pôles opposés de l'entreprise se sont objectivement accordés sur ce point, au détriment de la formation et, donc, du personnel. S'il y avait modernisation, arrivée de nouvelles technologies, il était sous-entendu que cela se ferait *« sans eux »*.

Du vent

Parmi les victimes, rares sont celles qui s'inquiètent des conséquences, sauf à regretter le temps où Billancourt était encore un phare. La puissance syndicale et celle, par conséquent, de la CGT, il y a belle lurette que, pour eux, *« c'est du vent »*. Les opérations d'aujourd'hui, menées autour des « dix », ne peuvent que masquer une extraordinaire faiblesse.

« L'histoire qui pèse sur ce site ne correspond plus à rien. Il y a une distorsion totale, insiste Farouk, licencié depuis quelques semaines. *Billancourt est devenu un leurre, un mythe. »* Mais il ne s'en réjouit pas. Derrière l'effondrement inéluctable, il diagnostique la dilution des relations ouvrières, de la solidarité et de tout ce qui composait la *« culture du travail »*. Les oripeaux déchirés, les images jaunies de la place Nationale, du Point-du-Jour ou, encore, le souvenir des travailleurs faits juges en 1968 des accords de Grenelle, l'émeuvent moins que ce qu'il pressent, avec d'autres. *« Les acquis de la classe ouvrière sont perdus ici, et perdus pour tout le corps social »*, affirme-t-il.

Billancourt vit dans une ambiance incroyable. Tandis que les « sureffectifs » s'en vont par dizaines, lâchés, les ouvriers du montage acceptent des primes. Pour 1,50 franc par voiture supplémentaire, ils produisent chaque jour dix fourgonnettes au-delà de l'objectif des deux cents fixé à chaque équipe. Les syndicats ont refusé de signé un accord à ce sujet, mais la direction applique sa décision unilatéralement, tout en dénonçant... par tract, l'attitude des meneurs. Pendant les pauses, le travail se poursuit malgré tout. *« On court pour aller pisser,* dit Mansour, *on n'a plus le temps de fumer une cigarette. »*

Aucun signe d'espoir n'apparaît. Pour se retrouver et comprendre, les Noirs avaient tenté de créer une « Panafricaine », vite vouée à l'échec. Avec le même objectif, les maghrébins se réunissaient dans une association, « l'Algèbre », jusqu'au jour où ils se sont fait injurier par des délégués CGT. On leur reprochait de chercher des solutions, d'essayer de trouver des compromis.

A longueur de journée, Azzedine et Daniel Labbé s'en vont soutenir des cas individuels plus éprouvants les uns que les autres. La tragédie se noue pour les ouvriers âgés de quarante-huit à cinquante-deux ans, perdus, mais clairvoyants. *« Dans dix-huit mois, nous serons en fin de droits »*, disent-ils. Sur les 900 qui sont déjà partis cette année, un tiers a obtenu une mutation dans une autre usine. Les autres resteront sur le pavé. Pendant ce temps, la CGT orchestre la défense des « dix ». Pour l'exemple. Pour l'honneur perdu de la forteresse ouvrière.

ALAIN LEBAUBE.

(1) Le plan social comporte quatre mesures : L'aide au retour dans le pays d'origine, la convention de conversion de cinq mois, la mutation dans une usine du groupe et le licenciement « sec » accompagné de primes, en fonction de l'ancienneté et des charges de famille, auxquelles s'ajoutent les indemnités de licenciement.

Huit militants CGT devant le tribunal de Nanterre

Huit militants de la CGT de l'usine Renault de Billancourt devraient comparaître le lundi 26 octobre devant la quatorzième chambre du tribunal correctionnel de Nanterre, à la suite d'incidents survenus dans l'établissement à la fin de juillet et au début d'août 1986.

Le 1er août 1986, peu de temps après l'annonce de 685 suppressions d'emplois à l'usine de Billancourt, une manifestation de quelques centaines de salariés s'achève mal. Quelques dizaines de manifestants — une quinzaine, dira la direction, — certains munis de barres de fer et masqués, se dirigent vers la direction du personnel de l'usine, forcent les portes, mettent des bureaux à sac, emportent certains dossiers et des listings informatiques. Deux responsables du service, dont l'adjoint du chef du personnel, sont d'abord séquestrés puis injuriés, molestés, entraînés en cortège à travers l'usine, avec des inscriptions à la peinture sur le dos ; l'un d'eux, emmené sur le pont qui surplombe la Seine, sera menacé d'être jeté à l'eau. Un chef d'atelier, emmené au passage, reçoit un coup de tête et est légèrement blessé à l'œil.

Déjà, le 25 juillet, à l'issue d'une autre manifestation de quatre cents personnes, une quinzaine avaient dévasté le bureau du directeur de l'usine.

La direction de Renault déposera une plainte contre X. pour violation de domicile, destructions, dégradations et vol de documents avec effraction ; de leur côté, les trois cadres malmenés le 1er août portent plainte pour séquestration, coups et blessures volontaires et injures publiques.

Reconnus par des témoins parmi les manifestants, les huit militants de la CGT ont été licenciés par la direction à l'automne 1986 et se retrouvent sur le banc des inculpés. Quatre sont accusés d'avoir figuré dans le groupe qui malmena les trois cadres : MM. Pierre Léri, trente-six ans, secrétaire du syndicat CGT et délégué du personnel ; Abdellatif Hamzaoui, quarante-deux ans, délégué et membre du bureau du syndicat ; Michel Bouin, trente-huit ans, élu CGT au comité d'établissement ; Serge Biard, quarante-huit ans. Cinq sont accusés d'avoir participé au saccage des bureaux : MM. Saïd Illoul, trente-huit ans, délégué du personnel CGT ; Jean-Pierre Lamisse, trente-neuf ans, secrétaire du syndicat et élu au comité d'entreprise ; deux élus au comité d'hygiène et de sécurité — Joël Jegouzo, vingt-neuf ans et Jean-Pierre Quilgars, trente-deux ans — ainsi que Pierre Léri déjà cité.

Pour la direction de Renault, ces hommes ont participé à une action violente *« de commando »*, notamment le 1er août, voire l'ont animée. Leurs défenseurs affirment au contraire que s'ils n'avaient pas été là, les incidents auraient pu être plus graves et évoquent des menaces proférées par des salariés de Billancourt que les militants CGT auraient dissuadé les jours précédents.

Mais ils ne contestent pas la présence des inculpés sur les lieux, sinon pour faire remarquer que l'un d'entre eux, Abdellatif Hamzaoui, venu signaler sa reprise de travail, s'y serait trouvé par hasard, ainsi qu'un salarié du comité d'entreprise, aujourd'hui en préretraite, qui, bien qu'inculpé pour les mêmes faits, ne figure pas, curieusement, parmi ceux que la CGT appelle les *« otages de Billancourt »*.

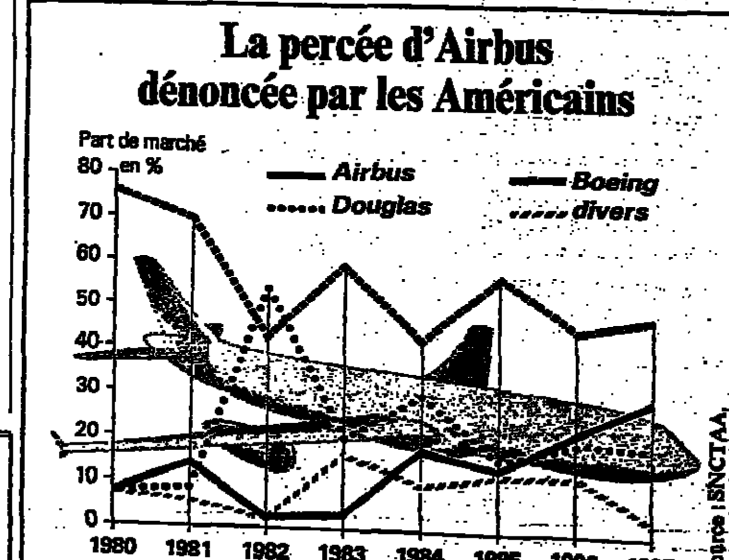
Les huit militants sont devenus, depuis plusieurs mois, les figures de proue d'une campagne de la CGT sur *« la défense des libertés »* : Leur licenciement et leur procès sont *« une véritable machination politicienne pour briser à Billancourt l'organisation syndicale de classe, la CGT, et le PCF »*, déclarait, le 2 octobre, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT et membre du comité central du PCF.

Cette campagne, en effet, a été menée aussi par le PCF : sept des huit inculpés sont en effet des militants communistes. Un (Michel Bouin) est secrétaire de la section du PCF de l'usine ; un deuxième (Joël Jegouzo), membre du bureau. Avec MM. Yves Perrin, rapporteur du comité d'hygiène et de sécurité, licencié pour la même affaire, mais non inculpé et Claude Jaguelin, trente-quatre ans, premier secrétaire de cette section, licencié en juin 1987, ils sont devenus les *« dix de Billancourt »*, que *l'Humanité* évoque presque chaque jour depuis un mois et demi.

GUY HERZLICH.

AFFAIRES

La percée d'Airbus dénoncée par les Américains



Les Américains rediront, le mardi 27 octobre à Londres, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), combien la concurrence faite par Airbus à leurs constructeurs est déloyale. Leur attitude s'explique notamment par la percée commerciale de l'avion européen sur le marché mondial. Après des années de vaches maigres, Airbus grignote des parts de marché et ses constructeurs ne font pas mystère qu'ils veulent obtenir un tiers des ventes d'avions civils. Au grand dam de McDonnell Douglas qui chute lourdement.

Économie

ÉTRANGER

ITALIE : vague d'agitation sociale

La révolte des « comités de base » contre les appareils syndicaux

ROME
de notre correspondant

Une paralysie quasi complète du transport aérien à la fin de la semaine écoulée, de sérieuses perturbations le 26 octobre encore, des prévisions très pessimistes pour les jours à venir : tels sont les récents effets du mouvement de mécontentement social accompagné ces derniers mois d'une révolte d'une partie de la base dans divers branches de la fonction publique et des secteurs nationalisés contre les appareils syndicaux.

Samedi 24 et dimanche 25 octobre, l'Italie a été quasiment isolée du reste du monde : plus des deux tiers des vols internationaux (et intérieurs) ont été annulés, et sur le tiers restant d'importants retards ont été enregistrés en raison du débrayage d'une fraction importante du personnel au sol et alors que les trois centrales (la CGIL, à dominante communiste ; la CISL, démocrate-chrétienne, et l'UIL, à majorité socialiste) avaient *demandé à leurs adhérents de suspendre* une agitation endémique ces dernières semaines. Lundi 26 octobre, une grève de trois syndicats de pilotes devait aboutir à une paralysie quasi complète.

L'agitation de ce qu'on appelle ici de façon générique les « comités de base » ou COBAS, a commencé timidement il y a onze mois dans le secteur de l'éducation nationale. Au printemps, elle avait pris des proportions plus vastes. Après une partie de bras de fer de deux mois, les COBAS avaient consenti à reporter à l'automne la défense de leurs revendications.

Or, à la rentrée de septembre, c'est un autre secteur, les transports – les chemins de fer d'abord et à présent le domaine aérien, – qui ont subi de plein fouet une vague de grèves sauvages déclenchés par des comités de base convaincus de l'inefficacité non seulement des grandes confédérations, mais même des syndicats autonomes, traditionnellement plus remuants ces dernières années.

« Serrer les boulons »

« L'automne sera chaud », avaient prophétisé peu après la rentrée les leaders de la CGIL. On connaît de fait la modération syndicale, ces dernières années, dans un pays où la grève était devenue, à partir du véritable « automne chaud », celui de 1969, le fer de lance de l'agitation sociale dans les années 70. Les grandes organisations avaient considérablement assoupli leur position depuis la « contre-révolution » partie de Turin le 14 octobre 1980, jour de la fameuse « marche des 40 000 » qui avait mis fin à une grève de trente-cinq jours à la Fiat. L'échec, le 10 juin 1985, d'un référendum promu par le Parti communiste visant à annuler une mesure de limitation de la progression automatique des salaires (échelle mobile) prise par le gouvernement dirigé par M. Bettino Craxi avait convaincu la CGIL elle-même de faire sienne et presque de théoriser cette nouvelle modération.

Ce changement de cap à 180 degrés n'a cependant pas été du goût de tous les adhérents de base.

Le mécontentement, évidemment très compréhensible, des usagers face à cette nouvelle explosion de grèves sauvages dans des secteurs particulièrement sensibles, comme les chemins de fer, a récemment *conduit* M. Giorgio Benvenuto, le secrétaire général socialiste de la UIL, à demander au président du conseil, le démocrate-chrétien Fiovanini Goria de prendre une disposition législative en vue de réglementer le droit de grève dans les services publics. Il a assorti cette demande d'une menace de recours à une *« initiative populaire »* (consistant à recueillir cinquante mille signatures) en vue de contraindre le gouvernement à proposer un texte au Parlement.

Les deux autres syndicats sont tout de même opposés à une telle solution, estimant que le « code d'auto limitation » volontaire de grève mis au point l'an dernier par les grandes organisations est suffisant, à charge pour elles de convaincre la base de s'y plier. Au reçu de la lettre de M. Benvenuto, le président du conseil a engagé une consultation auprès de ses ministres. Une majorité de ceux-ci s'orientent vers une formule consistant à rendre obligatoire le code d'autolimitation.

Ce climat social difficile n'a pas contaminé jusqu'à présent le secteur privé. Il n'est pas rare cependant d'entendre des opinions pessimistes à propos d'une telle éventualité. L'Italie vit depuis quatre ans environ une conjoncture extrêmement favorable qui a suscité une exaltation des réussites du capitalisme et de la richesse qui en résulte. Les patrons sont jusqu'à présent parvenus à faire coïncider cette situation avec un discours assurant que la compétitivité des productions nationales était précaire et qu'il importait dès lors de *« serrer les boulons »* à tous les niveaux. Ce double objectif, entend-on dire dans les provinces, ne sera pas éternellement tenable.

JEAN-PIERRE CLERC.

Nouvel échec des négociations sur les importations françaises de gaz algérien

La rencontre, le vendredi 23 octobre, entre M. Belkacem Nabi, ministre algérien de l'énergie, et M. Alain Madelin, ministre français de l'industrie, pour discuter du renouvellement du contrat d'achat de gaz signé en 1982 (*le Monde* du 24 octobre) s'est conclue par un échec. Comme prévu, les deux parties se sont opposées sur le prix : les Algériens réclament aux Français de surpayer le gaz par rapport aux cours mondiaux.

Au cours d'une conférence de presse, le samedi 24 octobre, M. Nabi a indiqué que l'avenir des relations franco-algériennes était menacé si les négociations gazières n'aboutissaient pas. Il a fait valoir qu'Alger avait besoin de connaître au plus vite ses débouchés à moyen terme pour planifier ses investissements. *« Si nous devons ne plus vendre de gaz naturel à la France, les relations commerciales dans le sens Algérie-France vont être réduites à zéro »*, a expliqué M. Nabi, ce qui aura des *« implications politiques énormes »*. *« Il est incontestable que les relations gazières sont la clé de la coopération »* entre Alger et Paris.

Sur les quantités que la France pourrait enlever, M. Nabi a indiqué que le montant total actuel (9,15 milliards de mètres cubes par an) doit être au moins maintenu. M. Madelin, selon M. Nabi, accepterait seulement que le renouvellement se fasse *« pour partie sur des quantités fermes et pour partie sur des quantités optionnelles »*, ce qui reviendrait à une diminution. Sur les prix, le différend porte sur la « formule » d'indexation sur les cours du pétrole à appliquer. *« Nous sommes disposés à ce que le prix payé à l'Algérie reste dans la fourchette des prix payés par la France à ses autres partenaires »*, a indiqué néanmoins M. Nabi, laissant sans autre précision la porte ouverte aux négociations. M. Madelin devra se rendre dans les prochains jours en Algérie pour les poursuivre.

REPÈRES

Commerce extérieur

Dégradation en Espagne

Le déficit commercial espagnol a augmenté en septembre pour s'inscrire à 165,5 milliards de pesetas (8,28 milliards de francs) indiquent les services des douanes. Cette détérioration, due à un rythme d'accroissement, sur un an, de 33 % des importations et de 32,9 % des exportations, porte le déficit des neuf premiers mois de l'année à 1 037 milliards de pesetas (65,35 milliards de francs) soit près du double de celui des neuf premiers mois de 1986.

Consommation

Baisse en septembre en France...

La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 2,2 % au mois de septembre par rapport à août, selon l'INSEE. Ce recul est dû pour l'essentiel à une baisse importante des immatriculations d'automobiles et d'achats de biens dans le secteur habillement (à cause des températures très élevées de septembre). La baisse des immatriculations automobiles correspond à un retour au niveau moyen du premier semestre 1987 (en chiffres CVS), après des chiffres élevés en juillet-août. En un an (septembre 1987 comparé à septembre 1986), la baisse est de 0,4 %.

...et en Suisse

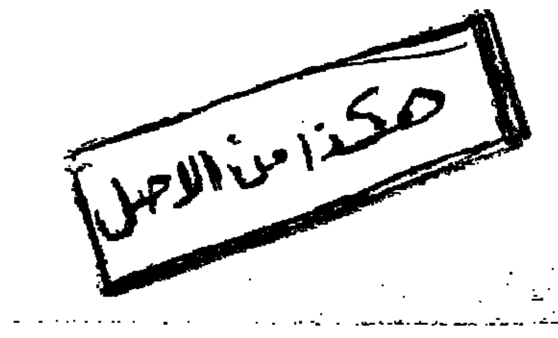
Le déficit de la balance commerciale suisse s'est aggravé au cours des neuf premiers mois de l'année, atteignant 6,3 milliards de francs suisses (25 milliards de francs), soit 8,3 % de plus que pendant la période correspondante de l'an dernier. Les exportations, qui se sont élevées à 48,7 milliards de francs suisses (195 milliards de francs), accusent une baisse de 1,7 % en valeur, tandis que les importations ont totalisé 55 milliards de francs suisses (220 milliards de francs), soit un recul de 0,6 %.

Salaires

Les inégalités s'accroissent

Pour la première fois depuis 1967, le pouvoir d'achat du salaire moyen des cadres supérieurs a progressé en 1986 par rapport à 1985 plus vite que celui des ouvriers : 2 % contre 1 %.

« Ce résultat marque une rupture », souligne le Centre d'études des revenus et des coûts. La tendance quasi ininterrompue depuis une dizaine d'années était à la diminution en francs constants du salaire moyen des cadres alors que ceux des ouvriers et des employés continuaientde progresser.



Marchés financiers

Vallourec : les cadres et la direction se substituent à Paribas

Les membres de la direction générale de Vallourec et quelques cadres supérieurs du groupe ont décidé de former une société qu'ils détiendront majoritairement afin de se subtituer à Nord-Est du groupe Paribas et de permettre le bouclage du plan financier de l'entreprise frappée de plein fouet par la crise des tubes d'acier (*le Monde* du 24 octobre).

Cette société rachètera à Nord-Est ses intérêts dans Vallourec *via* Cofinan. Nord-Est, rappelle-t-on, détient 51,5 % de Cofinan, elle-même actionnaire à 19,6 % de Vallourec. Elle se subtituera à Nord-Est dans l'apport qui sera fait à Vallourec (200 millions au total pour l'ensemble des actionnaires).

Tunnel sous la Manche

Des banques chinoises et soviétiques intéressées

L'Union soviétique et la Chine participeront au financement du tunnel sous la Manche à hauteur de 105 millions de livres sterling (173 millions de dollars), a annoncé le 24 octobre le consortium franco-britannique Eurotunnel. *« Des banques chinoises et des banques soviétiques sont dans le coup. Elles ont exprimé leur intérêt et la signature interviendra dans les dix prochains jours »*, a indiqué un porte-parole d'Eurotunnel. La banque soviétique Narodny devrait participer au projet pour un montant de 65 millions de livres (107 millions de dollars), et la Banque de Chine, ainsi que la banque chinoise Citic Industrial, devraient prêter au consortium 40 millions de livres soit 66 millions de dollars. – *(Reuter.)*

Shimizu entre dans le capital de DIC-Degremont

Shimizu, un des principaux groupes de travaux publics japonais, va entrer dans le capital de DIC-Degremont, filiale japonaise de la Lyonnaise des Eaux, créée en 1985. Shimizu, qui emploie plus de 10 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 1 000 milliards de yens (45 milliards de francs) en 1986, détiendra désormais 25 % du capital de DIC-Degremont, au côté du groupe Dai Nippon Ink (25 % également), cofondateur de DIC-Degremont avec la Lyonnaise des Eaux (qui en détient 50 % par l'intermédiaire de Degremont, sa filiale à 95 %).

L'entrée de Shimizu, un groupe actif sur tout le territoire japonais, dans DIC-Degremont doit permettre à cette société spécialisée dans le traitement des eaux de s'attaquer au marché des collectivités locales. – *(AFP.)*

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986

	16 oct.	23 oct.
Valeurs franç. à rev. variable	93,8	
Valeurs industrielles	102,7	
Valeurs étrangères	129,2	
Pétroles-Energie	90	
Chimie	96,4	
Métallurgie, mécanique	108,5	
Electricité, électronique	88,9	
Bâtiment et matériaux	111,6	
Ind. de consommat. non alim.	107,5	
Agro-alimentaire	106,9	
Distribution	92,7	
Transports, loisirs, services	88,6	
Assurances	89,8	
Crédit banque	79,9	
Sicomi	76,1	
Immobilier et foncier	86,8	
Investissement et portefeuille	82,8	
Base 100 : 31 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	93,1	
Emprunts d'Etat	93,1	
Emprunts garantis et assimilés	92,9	
Sociétés	93,7	
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 144,7	
Valeurs étrangères	4 567,9	
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	463,7	
Valeurs étrangères	631,4	
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	111	
Emprunt d'Etat	107,7	
Emprunts garantis et assimilés	111,6	
Sociétés	114	
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	396,6	395,3
Produits de base	234,1	219,2
Construction	407,2	369,8
Biens d'équipement	288	255,6
Biens de consom. durables	598	530,8
Biens de consom. non durables	518,8	474,4
Biens de consom. alimentaires	429,1	373,7
Services	335,6	306,8
Sociétés financières	456,2	413,9
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	375	337
Valeurs industrielles	362,5	328,1
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	314,9	293,5

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 23 oct.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	415 194
dont :	
Or	221 329
Disponibilités à vue à l'étranger	105 776
ECU	68 988
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 100
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	48 202
dont :	
Concours au Trésor public	36 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	162 335
dont :	
Effets escomptés	62 632
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 480
5) DIVERS	10 440
Total	709 654

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	219 574
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 679
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	18 057
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	108 366
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	68 819
5) ECU A LIVRER AU FECOM	76 653
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	256 839
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	15 277
Total	709 654

FRANCFORT, 24 oct. ↓

La chute de la Bourse accroît les profits des banques

L'activité boursière intense au cours de la semaine a suscité des profits d'environ 500 millions de deutschemarks (1,5 milliard de francs) en commissions pour les banques ouest-allemandes.

Le volume d'actions et d'obligations échangées sur les huit places boursières de RFA a atteint un niveau exceptionnel. Au total, les transactions ont atteint environ 75 milliards de deutschemarks au cours de la semaine, plus du double du niveau habituel.

Un acheteur – ou vendeur – d'actions en RFA doit acquitter trois paiements : une commission bancaire égale à 1 % du montant de la transaction, un impôt de 0,25 % sur les échanges boursiers et les frais de courtage. Pour les obligations, les taux sont légèrement inférieurs. Les banques, l'Etat fédéral et les courtiers gagnent ainsi de l'argent quelle que soit l'évolution des cours.

Dans les milieux bancaires, on soulignait toutefois que le formidable surcroît de travail dû à la crise boursière justifiait bien la hausse des revenus.

TOKYO, 26 oct. ↓

Chute de 4,8 %

La Bourse de Tokyo a clôturé en très forte baisse lundi 26. L'indice Nikkeï a perdu 4,8 % et a terminé à 22 202,56 yens. Le marché avait cependant ouvert dans une ambiance de fermeté, mais avait vite tourné à la baisse. Un analyste estimait alors que ce repli traduisait un signe de moindre confiance dans le dollar. La vague de ventes, qui avait d'abord touché les valeurs exportatrices, s'est étendue à tous les secteurs : automobile, construction, bancaire... *« Nous ne pouvons rien faire. Nous attendons seulement de voir ce qui va se passer à Wall Street »*, a déclaré un opérateur. D'autre part, l'ensemble des investisseurs attendaient les résultats du marché de Hongkong, qui a ouvert à nouveau ses portes après un arrêt de six jours. D'autre part, le ministère des finances japonais a fait savoir qu'il ne voyait aucune objection à ce que les sociétés étrangères puissent émettre des billets de trésorerie en euroyens.

VALEURS	Cours du 23 oct.	Cours du 26 oct.
Akaï	475	485
Bridgestone	1 080	1 140
Canon	990	911
Fuji Bank	3 200	3 090
Honda Motors	1 310	1 220
Matsushita Electric	2 040	1 900
Mitsubishi Heavy	650	598
Sony Corp.	4 280	3 970
Toyota Motors	1 800	1 790

FAITS ET RÉSULTATS

● **Accor : hausse du résultat net semestriel.** – Le groupe hôtelier Accor a enregistré, au premier semestre, une progression de 41,1 % de son résultat net (part du groupe) par rapport au premier semestre 86, à 53,6 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé a progressé, de son côté, de 16,1 %, à 5,2 milliards de francs. Pour la société mère, le résultat net au premier semestre a été de 51,3 millions de francs (contre 40,4 millions de francs au premier semestre 86).

● **Baisse du résultat de la BFCE.** – La Banque française du commerce extérieur (BFCE) a réalisé un bénéfice avant impôt de 46,1 millions de francs au premier semestre 1987, en diminution par rapport à la même période de 1986, 60,9 millions de francs. Le produit net bancaire s'établit à 838,8 millions de francs, contre 941,8 millions au premier semestre 1986. Cette réduction est due essentiellement à la poursuite de la dégradation des marges sur les emplois, dont la base de tarification est calculée à partir du taux du marché monétaire et non du taux de base bancaire.

● **Grande Paroisse : résultat semestriel en nette baisse.** – La société chimique de la Grande Paroisse a annoncé une baisse de 38,5 % de son résultat net au premier semestre (à 1,07 million). Le chiffre d'affaires a été inférieur à celui de l'an passé (à 552,5 millions, contre 623,8 millions). En 1986, la Grande Paroisse (groupe Air Liquide) a affiché une perte nette de 38,52 millions pour 1,06 milliard de chiffre d'affaires.

● **AGF : publication des comptes consolidés semestriels.** – Les Assurances générales de France, qui établissent, pour la première fois, des comptes consolidés semestriels, annoncent un bénéfice consolidé de 1,28 milliard de francs et un chiffre d'affaires de 14,6 milliards. Selon les AGF, *« le résultat consolidé de l'exercice 1987 devrait être supérieur à celui de l'année précédente »*. Sur l'ensemble de l'année 1986, le bénéfice net consolidé s'est élevé à 1,6 milliard de francs, et le chiffre d'affaires consolidé à 25,4 milliards de francs.

● **Peugeot : vers une hausse du bénéfice net du groupe.** – Le bénéfice net de la société Peugeot SA devrait être proche, en 1987, de celui de 1986 (668 millions de francs), annonce le groupe automobile. Au premier semestre, il s'est élevé à 466 millions de francs, contre 364 millions de francs à la fin juin 1986. Pour sa part, le résultat d'exploitation a baissé de 48 à 35 millions de francs au cours de la période sous revue. Par ailleurs, le chiffre d'affaires consolidé réalisé par les sociétés du groupe PSA, au cours du premier semestre 1987, a atteint 58,46 milliards (+ 8,9 %). Pour les sociétés de la division automobile, il a augmenté de 9,8 % (dont 6,1 % pour la branche Peugeot et 15,6 % pour Citroën). Sur l'ensemble de l'année, la progression du chiffre d'affaires devrait être proche de celle du premier semestre, et le bénéfice net consolidé *« devrait s'établir en nouvelle et sensible augmentation »*.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1195	....
Alain Manoukian	323	310
Arnault & Associés	490	490
Asystel	385	....
B.A.C.	425	435
B. Demachy & Assoc.	602	577
B.I.C.M.	750	712
B.I.P.	422	420
Bolloré Technologies	828	880
Boiron	626	600
Câbles de Lyon	1013	1000
Calberson	744	701
Cardif	1660	1600
C.D.M.E.	832	854
C. Equip. Elect.	300	302
C.E.G.I.D.	907	870
C.E.G.E.P.	192	180 50
C.E.P.-Communication	1163	1130
C.G.I. Informatique	603	660
Ciments d'Origny	565	540
C.N.I.M.	335	319 90
Concept	220	215
Conforama	720	700
Dafsa	211	221
Dauphin O.T.A.	3250	3260
Devanlay	1701	1633 o
Deville	830	781
Drouot-Ob. convert.	....	....
Editions Belfond	183 90	175 80
Elect. S. Dassault	480	490
Elysées Investiss.	22 50	25 20 d
Expand	647	....
Filipacchi	450	440
Guintoli	783	770
Guy Degrenne	900	885
I.C.C.	236	235
IDIA	178 10	170
I.G.F.	169 50	160 50
IN2	167	167
Int. Metal Service	174	183
La Commande Electro.	419	418
Le gd livre du mois	288	305
Loca Investissement	263	276
Locamic	244 50	229 80

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Manutan	355	359
Marlin Immobilier	301	300
Métallurg. Minière	135	130
Métrologie Internat.	351	340
Microservice	173	190 d
M.M.S.M.	570	550
Molex	250	240
Navale-Delmas	700	690
Olivetti-Logabax	360	374
Om. Gest.Fin.	411	....
Petit Bateau	208 40	200
Petroligaz	432	414 o
Pier Import	289 80	280
Razel	1150	1115
St-Gobain Emballage	1300	1222
St-Honoré Matignon	182	178 o
S.C.G.P.M.	220	224 90
Segin-Metra	546	524 o
S.E.P.	1400	1344 o
S.E.P.R.	1225	1181
Sligos	1120	1050
S.M.T.Goupil	306	254 o
Sodinforg	845	845
Sofibus	355	365
Sopra	705	705
TF 1	186	180
Union Financ. de Fr.	617	601
Valeurs de France	337	339

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES
le 20-10-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier
Lafarge Cop.	1700	10	39	65	–	195	154	205	–
Paribas	440	4	7,5	18	–	78	–	–	–
Peugeot	1550	27,5	60	106	–	170	190	202	–
Thomson-CSF	1200	17	50	–	–	210	–	–	–
Elf-Aquitaine	320	9,5	18	30	–	42	–	–	–
Midi	1200	45	–	130	–	180	–	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 24 oct. 1987
Nombre de contrats : 145 000

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	97,30	96,70	96,30	–
Précédent	94,25	93,80	93,55	92,30

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,94 F ↓

Le dollar était en baisse sensible lundi à Paris, où il s'échangeait à 5,94 F, contre 5,98 F vendredi en fin d'après-midi, et 6,0385 F un peu plus tôt au *fixing*. La monnaie américaine avait déjà reculé à Tokyo, dans un marché agité.

FRANCFORT	23 oct.	26 oct.
Dollar (en DM)	1,7785	1,7747
TOKYO	**23 oct.**	**26 oct.**
Dollar (en yens)	141,85	141,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (26 oct.) ..... 7 13/16-7 7/8 %
New-York (23 oct.) ..... 7-7 1/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	22 oct.	23 oct.
Valeurs françaises	83,5	
Valeurs étrangères	111,3	
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	349,60	335,3

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	22 oct.	23 oct.
Industrielles	2 246,74	1 958,76

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	22 oct.	23 oct.
Industrielles	1 812,9	1 396,8
Mines d'or	436,3	386,4
Fonds d'Etat	84,90	87,50

TOKYO

	24 oct.	26 oct.
Nikkeï Dow Jones	23 298,78	22 202,56
Indice général	1 906,32	1 818,25

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,9450	5,9490	+ 25	+ 45	+ 45	+ 75	+ 180	+ 275
$ can.	4,5874	4,5924	– 19	+ 10	– 49	– 9	– 107	
Yen (100)	4,1959	4,2002	+ 123	+ 149	+ 231	+ 267	+ 733	+ 832
DM	3,3400	3,3424	+ 105	+ 127	+ 200	+ 228	+ 541	+ 623
Florin	2,9676	2,9698	+ 62	+ 76	+ 116	+ 137	+ 388	+ 442
F.B. (100)	16,0175	16,0313	+ 98	+ 183	+ 194	+ 348	+ 969	+ 1417
F.S.	4,0287	4,0327	+ 149	+ 179	+ 279	+ 322	+ 758	+ 899
L (1 000)	4,6261	4,6294	– 157	– 98	– 309	– 234	– 837	– 681
£	9,9857	9,9945	– 176	– 119	– 294	– 202	– 582	– 261

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 7/8	7 1/8	7	7 1/8	7 3/16	7 5/16	7 5/8	7 3/4
DM	3 3/8	3 5/8	3 11/16	3 13/16	3 13/16	3 15/16	4 5/8	4 3/4
Florin	4 7/8	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 9/16	5 11/16
F.B. (100)	6 1/2	7	6 3/4	7 1/8	6 3/4	7 1/8	6 7/8	7 1/4
F.S.	0 1/2	1	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	4 1/8	4 1/4
L (1 000)	9 1/2	10 1/2	10 1/2	11 1/4	11 1/8	11 5/8	11 3/4	12 1/8
£	9 5/8	9 7/8	9 1/2	9 5/8	9 7/16	9 9/16	9 3/16	9 5/16
F. franç.	7 1/2	8	7 3/4	7 7/8	7 7/8	8	8 5/8	8 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 23 OCTOBRE

Cours relevés à 18 h 03

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1813	4,5 % 1973	1813	1815	1815	+ 0 11
4005	C.N.E. 3%	4006	4005	4005	....
1130	B.N.P. T.P.	1130	1118	1118	– 1 05
1107	C.C.F. T.P.	1105	1100	1099	– 0 53
1115	Créd. Lyon. T.P.	1120	1120	1120	....
1845	Renault T.P.	1845	1800	1760	– 4 60
1850	Rhone-Poul. T.P.	1852	1800	1800	– 2 80
1190	St-Gobain T.P.	1200	1210	1212	+ 1
1135	Thomson T.P.	1185	1180	1180	– 0 41
390	Accor	395	391	391	– 1 01
490	Agence Havas	488	486	488	....
605	Air Liquide	600	585	585	– 2 50
1690	Alcatel	1640	1550	1480	– 9 76
1970	Als. Superm.	1910	1800	1800	– 5 76
370	A.L.S.P.I.	338	345	337	– 0 30
295	Alsthom ★	270	259	278	+ 2 96
1600	Arjom. Prioux	1600	1556	1580	– 1 25
430	Avenodan-Rey	410	429	444	+ 8 29
1030	Aux. Entrepr. ★	970	989	980	+ 1 03
920	Avions Dassault	921	896	895	– 2 82
370	BAFIP	365	360	365	....
325	Bail-Equipem. ★	314	310	316	+ 0 64
795	Bail Investiss.	789	740	788	– 0 13
340	B.N.P. C.I.	341	340	346 90	+ 1 73
545	Cie Bancaire	520	540	535	+ 2 88
390	Bazar H.-V.	395	395	390	– 1 30
430	Béghin-Say ★	389	390	400	+ 2 83
825	Berger (Mé)	824	790	790	– 4 13
690	Bic ★	620	600	625	+ 0 81
1040	B.I.S.	980	1000	985	– 1 53
2600	Bongrain S.A.	2460	2420	2440	– 0 81
945	Bouygues	940	934	932	– 0 85
75	B.P. France	77	80	79	+ 2 60
4230	B.S.N.	4100	4006	4075	– 0 61
2100	Cap Gem. S.★	2000	1955	1965	– 4 40
1100	Carnaud	1101	1110	1110	+ 0 82
2800	Carrefour★	2690	2720	2700	+ 0 37
143	Casino	140	135	134 50	– 3 93
117	Casino A.D.P.	111	117 80	110	– 0 90
....	C.C.M.C.	....	1110	1110	....
770	Cetelem	656	680	700	+ 6 71
680	Cepe	660	665	668	– 0 30
1550	C.F.A.O.	1530	1530	1529	– 0 07
276	C.G.E.	276	270	269 80	– 2 25
1000	C.G.I.P.★	941	911	920	– 2 23
830	Chargeurs S.A.	826	810	812	– 1 69
58	Chiers-Châtill.	57 80	55 05	55	– 4 84
995	Ciments franç.★	945	979	960	+ 1 59
475	Club Méditer.	475	450	450	– 5 26
165	Codetel★	155	155	156	+ 0 65
300	Colimeg	295	300	300	+ 1 69
1550	Colas	1555	1472	1523	– 2 06
225	Compt. Entrepr.	226 10	217	217	– 3 80
650	Compt. Mod.	595	590	590	– 0 84
995	Créd. Foncier	980	959	960	– 2 04
435	Crédit F. Imm.	430	410	410	– 4 65
115	C.C.F.	117	116	116	– 0 85
660	Créd. Lyon. (CI)	661	660	664	+ 0 45

Comptant (sélection)

Obligations

Actions

SICAV (sélection) 23/10

Étrangères

Hors-cote

Cote des changes

Marché libre de l'or

c : coupon détaché – o : offert – • : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

Commentant à Bruxelles ses entretiens de Moscou

M. George Shultz estime qu'un accord sur les FNI est en vue indépendamment de la tenue d'un sommet américano-soviétique

Le président Reagan a déclaré, le samedi 24 octobre, qu'il était *« pas pressé »* de tenir un sommet avec M. Gorbatchev. *« Nous ne sommes pas pressés et nous n'allons certainement pas nous laisser entraîner à sacrifier des intérêts vitaux juste pour obtenir un sommet »*, a dit M. Reagan, au cours de son allocution radiodiffusée hebdomadaire. De retour à Washington, M. George Shultz avait, lui aussi, déclaré qu'un sommet était *« désirable »*, mais que, si M. Gorbatchev tardait trop longtemps, les Etats-Unis ne seraient peut-être pas prêts à l'accueillir.

***« Ce gouvernement s'achève en janvier 1989. Quand on entrera véritablement dans la campagne pour l'élection présidentielle, ce ne sera pas le moment pour un dirigeant soviétique de venir aux Etats-Unis »*, a expliqué le secrétaire d'Etat américain à la chaîne NBC, en ajoutant que le *« temps »* et la *« patience »* avaient des limites. M. Shultz a aussi insisté sur le fait que c'étaient les Soviétiques et non les Américains qui avaient soulevé la question d'un sommet, lors de la visite à Washington de M. Chevardnadze et de la rencontre de la semaine dernière à Moscou.**

Dans un article publié dimanche, la *Pravda* estime qu'un sommet est encore possible cette année, à condition que Washington inscrive à l'ordre du jour des restrictions à son programme spatial de défense stratégique (IDS). *« La réduction de 50 % des arsenaux stratégiques a été un des thèmes centraux des conversations du Kremlin*, écrit la *Pravda*. *Cette question étant étroitement liée à la non-militarisation de l'espace, M. Gorbatchev a fait de nouvelles propositions en direction d'un accord pouvant satisfaire les deux parties. Des progrès dans ce sens pourraient permettre à un prochain sommet, prévu pour cette année* [à Washington], *non seulement de conclure un traité sur les FNI, mais de parvenir à des compromis sur les points-clés d'accords sur les armes stratégiques et sur les armements spatiaux qui pourraient être signés lors d'une visite en retour de Ronald Reagan à Moscou. »*

M. Shultz avait exposé, samedi à Bruxelles, devant les ministres des affaires étrangères des pays de l'alliance atlantique, les conclusions de ses conversations à Moscou.

BRUXELLES
de notre correspondant

« Nous avons continué à progresser de façon satisfaisante, et la conclusion d'un accord sur les FNI [forces nucléaires intermédiaires] *est incontestablement en vue. Il serait certainement souhaitable qu'il soit signé à l'occasion d'une rencontre au sommet, mais le plus important, ce sont les progrès de fond. »* C'est en ces termes, délibérément optimistes, que M. George Shultz a commenté, le samedi 24 octobre à Bruxelles, devant les ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique, les résultats de ses entretiens avec les dirigeants soviétiques. Les alliés des Etats-Unis, après avoir exprimé leur déception parce qu'une date n'avait pas été fixée à Moscou pour le sommet Reagan-Gorbatchev, ont été apparemment rassurés par les propos du secrétaire d'Etat américain.

« Il n'y a pas de lien entre le sommet et la concluson de l'accord sur les FNI », résumait un diplomate belge. L'accord est pratiquement acquis et pourra donc bientôt être signé. En revanche, s'agissant du sommet, l'incertitude est totale. Pour y voir plus clair, on attend à Washington d'avoir pris connaissance de la lettre annoncée par le premier secrétaire soviétique.

M. Gorbatchev n'envisage pas de se rendre dans la capitale fédérale avant que les Etats-Unis aient accepté de modifier leur position concernant l'IDS.

Pas de sommet atlantique

Au-delà de ces spéculations, les interlocuteurs de M. Shultz à Bruxelles ont surtout voulu savoir si, d'une manière ou d'une autre, les Soviétiques rétablissaient un lien entre l'accord sur les FNI et les négociations sur les START, et surtout sur l'IDS. *« M. Shultz, qui ne veut absolument pas considérer les conversations de Moscou comme un échec, ne l'envisage pas de la sorte. En fait, il y a tout de même bien quelque chose qui va dans ce sens »*, a estimé pour sa part M. Jean-Bernard Raimond. *« Les conditions existent pour une percée dans le processus de désarmement. C'est à M. Gorbatchev d'écarter les obstacles qu'il a lui-même dressés. Quant à nous, il convient de garder la tête froide et les nerfs solides pour poursuivre nos propres objectifs »*, a observé sir Geoffrey Howe, le secrétaire du Foreign Office. La plupart des ministres européens, c'est l'impression dominante, ne demanderaient pas mieux que de croire sur parole M. Shultz, mais aimeraient néanmoins comprendre les hésitations actuelles des Soviétiques.

Quoi qu'il en soit, M. Shultz, imité par les partenaires européens concernés, a catégoriquement rejeté le double moratoire proposé *in extremis* par M. Gorbatchev. Le premier secrétaire avait suggéré d'interrompre tout déploiement des euromissiles et de suspendre l'installation ou la modernisation en cours des super-radars de Fylingsdales dans le Yorkshire et de Krasnoarsk en Sibérie.

L'idée avait été lancée, avant les entretiens de Moscou, de tenir une réunion au sommet des chefs d'Etat et de gouvernements des seize pays de l'alliance après, ou même avant, la rencontre Reagan-Gorbatchev, afin de donner plus de solennité encore à la signature du décret sur les FNI. Les Français, déjà peu enthousiastes hier, trouvent aujourd'hui un tel projet tout à fait extravagant. M. Jean-Bernard Raimond l'a expliqué à ses collègues.

Selon le ministre français, les tergiversations soviétiques illustrent les nécessités d'une réflexion globale sur les relations Est-Ouest, allant au-delà des problèmes que pose la maîtrise des armements, abordant donc la dimension politique de ces relations. En juin, à Reykjavik, lors de la session ministérielle de l'alliance atlantique, les « seize » avaient indiqué leur intention de s'entendre sur une stratégie du désarmement. La France propose d'aller plus loin et de réfléchir à la définition de la politique occidentale vis-à-vis du camp socialiste. Cette tâche serait confiée dans un premier stade aux délégués permanents des « seize » à Bruxelles. *« S'engager dans cette voie, c'est écarter l'idée d'un sommet de pays de l'alliance avant que la réflexion soit menée à son terme. Plutôt que d'être consacré à un événement ponctuel, un tel sommet aurait plus de chance s'il était l'occasion de préciser la position de l'alliance »*, a commenté M. Jean-Bernard Raimond.

PHILIPPE LEMAITRE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 octobre :

Trou d'air...

Après Tokyo et Hongkong, la Bourse de Paris a enregistré une sévère baisse lundi en perdant 6,33 % après avoir ouvert à – 4,54 %. Pas moins de dix-huit valeurs étaient réservées à la baisse. Parmi les replis, on notait : Sanofi (– 15,22 %), Valéo (– 11,97 %), Thomson (– 11,95 %), Michelin (– 10,14 %), Compagnie du Midi (– 9,89 %), Locafrance (– 9,80 %), DMC (– 9,78 %), et Alspi (– 9,5 %). A la hausse figuraient Interbail (+ 1,91 %), Cofimeg (+ 1,67 %), TRT (+ 1,65 %), Séfimeg (+ 1,27 %), Simco (+ 1,18 %), et Printemps (+ 0,94 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	391	375	372
Agence Havas	488	485	470
Air Liquide (L')	585	579	545
Bancaire (Cie)	535	525	501
Bongrain	2440	2400	2360
Bouygues	932	878	870
B.S.N.	4075	3910	3790
Carrefour	....	....	....
Chargeurs S.A.	812	755	742
Club Méditerranée	460	442	430
Eaux (Gén.)	....	....	....
ELF-Aquitaine	....	....	....
Essilor	3070	3000	2980
Lafarge-Coppée	....	....	....
Lyonn. des Eaux	1224	1170	1101
Michelin	267	236	239 90
Midi (Cie)	....	....	....
Moët-Hennessy	1845	1715	1740
Navig. Mixtes	775	720	708
Oréal (L')	....	....	....
Pernod-Ricard	786	739	725
Peugeot S.A.	....	....	....
Saint-Gobain	453	417	418
Sanofi	650	551	551
Source Perrier	859	840	825
Thomson-C.S.F.	....	....	....
Total-C.F.P.	....	....	....
Valéo	530	466 50	466 50

Le numéro du « Monde » daté 25-26 octobre 1987 a été tiré à 509 707 exemplaires

M. Olivier d'Ormesson renonce à présider le comité de soutien de M. Le Pen

M. Olivier d'Ormesson a annoncé, le lundi 26 octobre, sa décision de renoncer à la présidence du comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen. M. d'Ormesson, député européen, a donné sa démission à la suite des déclarations de M. Le Pen sur les chambres à gaz et pour manifester son désaccord avec la *« radicalisation »* du président du Front national.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Perquisitions chez des opposants

La police politique (STB) a opéré ces derniers jours à Prague de longues perquisitions aux domiciles de trois militants de la Charte 77, MM. Vaclav Benda, Jiri Gruntorad et Petr Uhl, a-t-on appris de source dissidente, le samedi 24 octobre, dans la capitale tchécoslovaque. Plusieurs centaines de documents, livres, revues, cassettes et disques ont été saisi, ainsi que des récepteurs de radio et du matériel de bureau. Les enquêteurs cherchaient officiellement des tracts signés par la Charte 77 (dont ils ont effectivement trouvé des exemplaires chez MM. Benda et Uhl. Ils en ont profité pour vider ces appartements de tous les documents concernant la Charte 77) et le VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies). – *(AFP.)*

URSS

Le plus ancien des « refuzniks » Vladimir Slepak a quitté Moscou pour Israël

M. Vladimir Slepak, l'un des principaux dissidents juifs soviétiques, est arrivé le dimanche 25 octobre à Vienne, en provenance d'Union soviétique et à destination d'Israël.

A leur arrivée dans la capitale autrichienne, le « refuznik » et sa femme Maria ont été accueillis par leur fils Alexandre, qui avait émigré aux Etats-Unis il y a dix ans. Celui-ci a dit espérer que la libération de ses parents annonçait un tournant dans la politique soviétique à l'égard des juifs.

En revanche, son père a déclaré : *« Selon moi* [ma libération], *est un geste en direction de l'Occident parce que les autorités soviétiques ont besoin d'aide et de crédit* (...). *Ce sont des tyrans. » (AFP, Reuter.)*

Sur le vif

Une espionne, enfin !

Ça y est, enfin ! On l'a, notre espionne. Et pas n'importe laquelle. Une secrétaire à Matignon, chargée de la machine à broyer les documents confidentiels. Depuis le temps que les British et les Teutons nous balançaient leurs taupes à la gueule ; leur Philby, leur Burgess, leur Mac Lean, leur Blunt, leur Profumo et leur Guillaume. Ils en trouvaient partout. Même sous le lit de Willy Brandt. Sans parler de cette envolée de secrétaires, toutes parties en laissant un mot sur leur machine à écrire, à la suite de la disparition du chef du contre-espionnage allemand. Y compris celle du chancelier Kohl soi-même.

A Bonn, ça n'arrête pas, les fuites, les scandales, les perquisitions, les suicides, les déballages et les accusations de haute trahison. Ils en sont arrivés à placarder d'énormes affiches dans les rues : Avis aux jeunes et jolies employées ; méfiez-vous des vilains messieurs qui font la sortie des bureaux ; s'ils vous proposent de vous acheter des bonbons, répondez : mon patron veut pas que je parle à quelqu'un que je connais pas.

Moi, j'étais mortifiée, jalouse comme un pou. Et nous, alors ? Pourquoi personne n'essaye jamais de nous séduire et de nous tirer les vers du nez ? On est trop moches, trop nuls ou quoi ? Pauvre France ! Elle était vraiment tombée bien bas. Ses misérables petits secrets, ça n'intéressait plus personne. Qu'est-ce qu'elles attendaient, ces snobinardes de puissances étrangères pour infiltrer l'île Longue, Saclay, le service diplomatique du *Monde*, le plateau d'Albion et la chambre à coucher de Charles Hernu ?

Là, rien à dire. Ça fait vraiment plaisir. L'honneur est sauf. Et puis, une préposée à la déchiqueteuse du premier ministre, travaillant pour le compte d'un agent iranien, ça la fiche plutôt bien. Ce qui m'énerve, c'est le silence de mon Jacquot. Il a découvert le pot aux roses à peine arrivé au pouvoir, et il l'a bouclé, le petit cachotier. Normal, remarquez. Cette belle affaire, il voulait en réserver la surprise à son Mimi adoré pour son soixante et onzième anniversaire.

CLAUDE SARRAUTE.

La GMF a augmenté sa participation dans le capital de TF 1

La Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) a informé la Chambre syndicale des agents de change qu'elle détenait, à la date du 3 août, 5,52 % du capital de TF 1. La GMF, propriétaire de la FNAC, possédait déjà 3 % de TF 1 au sein du bloc de contrôle. Elle a augmenté sa participation lors de l'introduction de la chaîne sur le second marché.

Le fort volume de transaction sur l'action TF 1 depuis sa privatisation laisse supposer que des actionnaires du bloc de contrôle ou des investisseurs extérieurs ont racheté nombre d'actions aux petits porteurs. La chaîne n'a pour le moment annoncé aucune modification de la répartition de son capital, modification dont elle doit informer la CNCL dès qu'elle dépasse 1 %.

● **Aviation : les ATR-42 et les risques de givrage.** — Les avions ATR-42 peuvent voler à nouveau, à condition de respecter des vitesses plus rapides en cas de givrage, ont recommandé, le samedi 24 octobre, les experts du Registre aéronautique italien (RAI) après de longues analyses des relevés fournis par les « boîtes noires » d'un appareil de ce type qui, le 15 octobre, s'était écrasé dans le nord de la Péninsule. Selon le rapport du RAI, dont seules les premières conclusions ont été révélées, aucun élément mettant en question la sécurité de l'appareil n'aurait été décelé. Il suffirait, explique cet organisme, d'observer une augmentation de 5 % à 7 % de la vitesse de l'avion en cas d'apparition de glace sur les ailes. — *(AFP.)*

La mort du coureur cycliste Pascal Jules

Le coureur cycliste Pascal Jules a trouvé la mort dans un accident de la route dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 octobre.

[Camarade de promotion de Laurent Fignon, dont il fut l'ami et l'équipier au sein du groupe Renault-Gitane, Pascal Jules, né le 22 juillet 1961, entrait dans la catégorie des athlètes du vélo.

Rouleur, révélé par les épreuves contre la montre collectives, il s'était affirmé sous la direction de Cyrille Guimard dès son entrée chez les professionnels. A son palmarès, figurent notamment le tour de l'Oise et le circuit de la Sarthe en 1983, ainsi qu'une étape du Tour de France en 1984. En 1982, à l'âge de vingt et un ans, il avait fait sensation en prenant la deuxième place du tour de Lombardie derrière Saronni.

Pascal Jules, qui avait été enrôlé par la formation espagnole Seat Orbea, devait renforcer, la saison prochaine, l'équipe française Système U et retrouver ainsi Cyrille Guimard, le directeur sportif de ses débuts. — J. A.]

A B C D E F G